

LIBE PAGE 38

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1,30 dr.; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.  
 Afrique, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,  
 13 fr.; Canada, 0,75; Danemark, 2,50 kr.;  
 Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 28 p.; Grèce,  
 20 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 350 l.; Liban, 200 p.;  
 Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas,  
 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.;  
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 ct.; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 37

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 06  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 636573  
Tél. - 346 73 33

**TCHAD**

La victoire électorale de M. Rodrigo Carazo, dimanche au Costa-Rica, à la tête d'une coalition allant de l'extrême droite à la démocratie chrétienne, rejette dans l'opposition le Parti de l'Unité nationale qui avait précédé la vie politique de ce pays; depuis une trentaine d'années et dont l'inspiration social-démocrate (ainsi que l'appartenance à l'Internationale socialiste) constituait une singularité pour la région. Elle a été l'unique pour un bourgeoisement.

Le Costa-Rica, que l'on qualifie souvent de « Suisse de l'Amérique centrale », est un petit pays (moins 2 millions d'habitants), nettement démocratique, qui ne compte moins de 10 % d'analphabètes, et qui a la réputation d'être la seule en Amérique centrale où l'actuelle est plutôt bonne en raison notamment des cours élevés du café.

Le Parti de libération nationale, y compris, étonnamment, à sans doute être victime de ses propres secrets et de l'usage du pouvoir. En 1949, le parti rétablit la démocratie imposée par les partisans de l'ancien président conservateur Rafael Calderon Guardia qui refusait d'admettre leur défaite électorale, un homme politique hors du commun, catalan d'origine, Jose Figueres Ferrer, fait appel au peuple. Porté au pouvoir par l'insurrection, il ditout l'armée, nationalise les banques, rend le pouvoir à ceux qui avaient été régulièrement élus et retourne à ses plantations de caoutchouc (il sera lui-même élu président par la suite).

Jacq Figueres est le p-e-re du Parti de Libération nationale qui a largement contribué à façonner la Costa-Rica moderne. Les indigènes ont été transformés en citoyens, un système adouci de sécurité sociale, qui touche aujourd'hui les trois quarts de la population, a été établi et maintenant l'industrie locale vu le jour à côté des productions agricoles traditionnelles. L'absence de grandes propriétés, et de la mentalité laïusme que les accompagnent, ainsi que les coutumes des petits exploitants costariciens, sont regroupés dans les mentalités en coopératives, ont rendu possible cette harmonie.

Figueres a voulu servir l'état indépendant pas exemple de dévouement. Elle avait notamment reçu pour ses campagnes électorales des fonds de Robert Vesco, un financier américain véreux réfugié en Costa-Rica depuis 1972. et il est recherché aux Etats-Unis par la commission des opérations étrangères pour des opérations bancaires portant sur 224 millions de dollars.

Les électeurs ont été sensibles, outre, aux arguments de Carazo, selon lesquels le Costa-Rica, situé géographiquement entre deux dictatures, le Nicaragua, au nord, et Panama, au sud, ne pouvait sans danger permettre d'accueillir comme réfugiés sur son territoire des bandes hostiles à ces régimes. Le président sortant, Daniel Oduber, avait toléré sa présence.

M. Carazo pourrait remettre en usage certains acquis des trente dernières années. Sans prétendre valoir rétablir directement l'après, il s'est déclaré partisan d'une modernisation des forces de police. Il est également disposé à accorder de plus grandes facilités aux investisseurs étrangers. Enfin, ses projets de renforcement du système financier privé ont l'approbation de la politique à l'encontre de la politique suivie en ce domaine depuis la nationalisation des banques, en 1975.

l'existence de groupes dispersés au sein de la coalition. Les groupes, sous le sigle du Parti l'unité, ne facilitera pas la marche du nouveau président, qui compte pas assuré d'obtenir la majorité au sein de l'Assemblée législative. L'alternance a joué Costa-Rica en faveur d'une droite un peu hétéroclite. Ce pourrait être aussi l'occasion, pour le parti de libération nationale, la formation politique la plus originale de toute l'Amérique centrale, de faire son examen de conscience, et de retrouver dans l'opposition sa vigueur et sa vertu créatrice.

## Les ravisseurs de M. Masse menacent de le fusiller le 12 février

Les combats se poursuivaient ce mardi 7 février au Tchad, où, au lendemain du ralliement de l'ancien dirigeant rebelle toubou, M. Hissène Habré, le gouvernement du général Malloum a annoncé lundi 6 février sa décision de « suspendre » ses relations diplomatiques avec la Libye, qu'il accuse de soutenir les autres maquisards.

De son côté, le « commandant des forces armées occidentales » du FROLINAT, M. Aboubakar Mahamat Abdramane, a déclaré lundi, à Lagos, que l'otage français détenu par les membres de son mouvement, M. Christian Masse, serait « passé par les armes » en tant qu'« espion » si les conditions exigées de la France pour sa libération n'étaient pas remplies le dimanche 12 février, à midi.

M. Abdramane a assuré que ses hommes avaient « capturé un espion accompagné d'un officier ennemi » (tchadien). Ce n'était pas un touriste, a-t-il ajouté. Un espion, il n'y a pas autre chose à faire que de le passer par les armes... Le chef rebelle a prétendu que la date d'expiration de ses ultimatum ne serait pas négociée ; il a insisté sur ces deux otages, prédisant que cas du délit eût suffi.

M. Pierre Kumerling était « différent ». Le gouvernement de Bern a tenté toujours, pour sa part, d'entrer en contact avec les auteurs de l'enlèvement.

occupe, depuis 1973, la « bande d'Aozou », zone frontalière d'environ 100 000 kilomètres carrés. Contrairement à la partie tchadienne, ajoute-t-on à Ndjamena, la Libye « n'a fourni aucun dossier à l'O.U.A. pour justifier ses prétentions sur la bande d'Aozou ». La rencontre de Niamey prévue mardi entre les ministres des affaires étrangères des deux pays pour renouer précisément le dialogue à propos de ce conflit frontalier a été annulée.

À Washington, le département d'Etat a fait savoir que les Etats-Unis « n'envoiaient pas

S'adressant ensuite à ses « camarades sou-disant combattants du FROLINAT I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> armée », M. Abdramane a précisé les objectifs de son organisation et réfuté les critiques qui lui sont adressées par les autres chefs du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad), avant d'indiquer qu'il attendait l'instauration de la Croix-Rouge Internationale. (Celle-ci a été saisie par Paris et Bern).

A N'Djamena, M. Galmi Youssoumbi, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a justifié la décision de son gouvernement de suspendre ses relations diplomatiques avec le régime libyen, en arguant du soutien logistique que le régime de Tripoli accorde aux rebelles tchadiens et par la mobilisation des forces armées libyennes pour combattre les « étrangers ». L'initiative tchadienne semble la conséquence directe des combats en cours entre les garnisons de Faya-Largeau et de N'Djamena et les rebelles du FROLI-NAT.

## Un démenti du Quai d'Orsay

Le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué lundi que des avions transalpi se trouvent à Ndjaména, où ils procèdent à des opérations de transport pour le compte des autorités tchadiennes. Mais dément les assertions du Frontal selon lesquelles ils auraient été utilisés pour déposer des militaires français dans la région de Paya-Largeau. Il a rappelé en outre que les copiers militaires français présents au Tchad assurent exclusivement une tâche d'assistance technique.

Ndjaména rappelle pour sa part que l'armée de Tripoli entretient un climat de tension dans le nord du Tchad depuis 1968 et

---

**SEUIL**

**RÉGIS  
DEBRAY**

# Lettre aux communistes français et à quelques autres

"Le cri, immense et amer, de tous les floués de l'Union de la gauche". **Le Nouvel Observateur**  
Collection Combats dirigée par C. Durand. 192 pages 35 F.

## CHINE

## Les dirigeants de Pékin multiplient les visites en Asie

Alors qu'aucune solution ne s'ébauche dans le conflit khméro-vietnamien et que les deux adversaires cherchent à accroître leur audience dans la région, la Chine, qui soutient Phnom-Penh, mène une offensive diplomatique en direction de l'Asie du Sud et du Sud-Est.

M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois est rentré à Pékin le lundi 6 février au terme d'une visite officielle de trois jours au Népal. *Aucun communiqué n'a été publié à l'occasion de cette visite, mais le premier ministre népalais a déclaré qu'il était « très satisfait ».* On indique, à Katmandou, que la Chine a pris l'engagement de développer ses relations commerciales avec le royaume et lui a promis son aide pour la réalisation de nombreux projets industriels.

Le vice-premier ministre s'était auparavant rendu en visite officielle en Birmanie. Un autre dirigeant chinois, M. Li Hsien-nien, doit se rendre bientôt aux Philippines et au Bangladesh.

### De notre correspondant

Pékin. — M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre chinois, se rendra prochainement en visite officielle aux Philippines, au Bangladesh, apprend-on de bonne source à Pékin. Ces deux voyages pourraient avoir lieu peu de temps après la session de la cin-

La visite que M. Teng Hsiao-ping vient d'effectuer en Birmanie et au Népal a été la première manifestation officielle des interventions. On croit savoir d'ailleurs que le chef du gouvernement thaïlandais est attendu pour sa part fin mars à Pékin.

quères Assemblée nationale populaire, elle-même attendue dans les jours prochains.

M. Li Hsien-nien n'a pas quitté la Chine depuis les visites qu'il a effectuées en Europe et en Amérique en 1971. Ce nouveau voyage illustre une volonté d'ouverture diplomatique de la part de la République populaire de Chine, qui agit maintenant en direction des pays d'Asie vis-à-vis de laquelle la République populaire de Chine a déjà effectué des démarches de plus en plus actives.

Au cours d'un échange de visite officielle à ce niveau n'a encore eu lieu aucune visite officielle de Philippines depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays le 9 juin 1975. De bons rapports existent entre les deux pays, surtout dans les domaines économiques et commerciaux. La Chine vient encore de conclure avec les Philippines un accord pour la vente d'un million de tonnes de pétrole aux Philippines.

ALAIN JACOB.

**ALAIN JACOB.**

M. Georges Marchais, qui a présenté lundi 6 février la version communiste du programme ment le pari que le P.C.F. n'osera pas refuser ses voix lors du second tour de scrutin.

M. Georges Marchais qui a présenté lundi 6 février la version communiste du programme commun actualisé, publiée par les Éditions sociales, a invité une nouvelle fois ses partenaires à revivifier les négociations au lendemain du premier tour de scrutin. Il a également réaffirmé qu'à l'occasion de l'élection présidentielle de 1974 il avait débattu avec M. Mitterrand des grandes lignes de la composition d'un éventuel gouvernement d'union de la gauche.

Le secrétaire général du P.C.F. continue à expliquer que son parti est disposé à gouverner et qu'il souhaite occuper des postes ministériels, mais qu'un accord doit intervenir au préalable sur un programme. « C'est un mandat impératif », a souligné M. Marchais. « On ne peut pas se compromettre au tournant d'une tournée en Normandie, expliquer lundi après-midi qu'il n'est pas question de discuter d'un tel document avant le 13 mars, l'attitude qu'adoptent les communistes en matière de désistement constitue toujours une inconnue. Les dirigeants socialistes font simple-

ment sous sa menace, trop restée, de commettre des politiques qu'ils n'auraient pas voulues, pour continuer une politique qu'ils auraient rejetée ».

M. Gaston Defferre, pour sa part, a-t-il voulu laisser entendre qu'un premier ministre issu du P.C.F. pourrait ne pas être en mesure de confier certains ministères à des ministres socialistes ? Il a déclaré, lundi soir, lors d'un débat sur l'ancien 2 avec M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, que ce sera au président de la République d'accepter ou non que des membres du P.C.F. occupent certains postes-clés du gouvernement.

### ***I. — Le nouveau cours de la propagande communiste***

**Le P.C.F. en dépit des diffamations répétées de ses dirigeants réclamant la présence de ministres communistes dans un gouvernement de la gauche, a-t-il un pouvoir ?**  
Posée ainsi la question n'a guère de sens. Les responsables du P.C.F. y ont mille fois répondu : oui, mais pas à l'empêcher que l'on mène une politique, une quelconque politique. Toute la difficulté vient de là. Dès lors, les réponses de M. Georges Marchais à M. Valéry Giscard d'Estaing ne valent rien. Il y aurait bien sûr des ministres communistes dans un gouvernement de gauche qui appliquerait le programme communiste. Le secrétaire général du P.C.F. ne court

en arguant du fait que la politique préconisée ne sera pas celle que lui-même aura défendue devant les électeurs.

Les réponses de M. Marchais, si elles ont pu avoir quelque effet, n'ont rien servi à empêcher, le mariage. Elles participent du nouveau cours de la propagande communiste qui a pour objectif d'empêcher que l'on puisse penser que le mariage ne doit pas souhaiter la victoire de la gauche

par THIERRY PFISTER

... nous accusant la présence de communistes dans le gouvernement de la gauche, veut-il accéder au pouvoir ? Posée ainsi la question n'a guère de sens. Les responsables du P.C.F. y ont mille fois répondu : mais non, nous ne sommes pas au pouvoir, nous ne pouvons pas le devenir, nous sommes au service du programme commun. Le secrétaire général du P.C.F. ne court en principe aucun risque à le réaffirmer. Encore convient-il

de ne pas oublier que le P.C.F. n'est pas un parti d'extrême gauche, mais un parti d'extrême droite. Ses responsables ne se préoccupent pas de la gauche, mais de la droite. Ils ne veulent pas que la gauche s'accroisse, mais qu'elle s'effondre. Ils ne veulent pas que la gauche devienne le gouvernement, mais qu'elle devienne le gouvernement d'opposition. Ils ne veulent pas que la gauche devienne le gouvernement, mais qu'elle devienne le gouvernement d'opposition. Ils ne veulent pas que la gauche devienne le gouvernement, mais qu'elle devienne le gouvernement d'opposition.

(Lire la suite page 5.)

(Lire la suite page 8.)

## LE X<sup>e</sup> CONCOURS DE BAGNOLET

# La fête de la danse

C'était après mai 1968. Jacques Chaurand, alors professeur de danse à Sagnole, lance un projet. Tout d'abord, l'appui de la municipalité, il organise un concours pour permettre aux jeunes chorégraphes en mal de création de s'exprimer. Le « Ballet pour demain » est né. Aujourd'hui, il dépasse toutes les espérances. Pendant deux jours, une véritable marée de professionnels, d'adiposés, défile de tous les horizons : parous fléchis, spectateurs refusés devant le gymnase Maurice-Boquet devenu trop exigu, c'est la fête de la danse qui génère ses rites dans une atmosphère où le goût se dose d'une agressivité habituellement réservée aux

compétitions sportives. Les vingt membres du jury entament un marathon d'endurance pour juger en deux temps les quarante-sept troupes retenues après les éliminatoires.

Parmi les amateurs, ils ont retenu une amusante projection de personnages sortis des pages géantes d'un livre (Alain de Raucourt), un texte de Saint-Jean de La Croix bien structuré par une Suissesse (Anna Winteler), une variation expressionniste sur le thème de la femme et la poupée d'une Allemande de Francfort (Katherine Sehnert).

**MARCELLE MICHEL.**

*(Lire la suite page 22.)*

*(Lire la suite page 22.)*

# idées

## POLITIQUE

### Voter communiste

par PIERRE BOURGEADE

LES élections approchant, le débat politique s'enlève. L'opinion manifeste sa lassitude. Il y a six mois, alors que l'union de la gauche avait le vent en poupe, un courant d'espoir, de désir aussi, a traversé la population. Mais pour avoir rêvé cette victoire, elle donne l'impression de l'avoir vécue. La rupture intervenue le 22 septembre a chassé ce rêve, de même que le jour chasse la nuit. Sautant sur l'occasion, les te-

nants de l'actuelle majorité, à commencer par le chef de l'Etat, ne se font pas faute de ramener le débat politique à la réalité la plus commune, ne parlant aux Français que du bon choix, du bon sens, et des bonnes raisons qu'ils ont de continuer à donner leur confiance aux bons et braves gens qui ont pris en charge, une fois pour toutes, leur destin.

#### Prendre le parti de la masse

Tout se ligue donc, à droite et à gauche, pour que le scrutin des 12 et 19 mars, perdant son caractère électoral, n'apparaisse plus que comme une ennuyeuse formalité. L'historique, une fois de plus, se trouverait-il chassé de notre histoire? Les Français, une fois de plus, devraient-ils voter sans passion, sans espoir, par la seule force de l'habitude?

Ce montonnement généralisé laisse le champ libre aux intellectuels errant dans les terres vivifiantes du gauchisme, pour revendiquer dès à présent des « espaces de liberté (1) ».

Or n'est-ce pas là un piège supplémentaire tendu aux Français (plus précisément : que l'extrême gauche se tend à elle-même)... car que signifie un « espace de liberté » dans la société où nous vivons? Qu'avons-nous à faire d'espaces octroyés? Comment pourrions-nous nous en contenter, alors qu'ils font de

nous des contestataires privilégiés?

Faisons plutôt à tous ceux qui ne peuvent ou ne savent profiter de tels espaces, et mettons-nous de leur côté! Oublions nos privilèges. Les ouvriers de Billancourt n'étaient pas à Tanis. Nous n'avons pas à faire miroiter devant eux des lieux utopiques auxquels ils n'accéderont jamais. Nous avons à nous trouver avec eux, au coudé à coudé, pour que le pouvoir change de mains. Demain, si ce changement a lieu, nous nous tournerons vers le nouveau pouvoir (et contre ce pouvoir, si besoin est) pour exiger de lui les droits et les espaces nécessaires à la vie. Pour l'instant, tout doit être subordonné à ce qui peut arriver le 12 mars. Intellectuels individualistes, dont la fonction est la critique et le désir, nous devons oublier nos propres individualités et prendre le parti de la masse. Le 12 mars, sans hésiter, le voterai, et j'appelle à voter, pour le P.C.

#### Contre le renversement des alliances

Trois raisons à cela, brièvement :

1) L'alternance, loi élémentaire de la démocratie, ne sera, en France, une réalité, que si le parti communiste accède au pouvoir. Le parti communiste est, de loin, le parti de la classe ouvrière. La classe ouvrière crée les richesses de la France. Non seulement elle n'a pas accès à ces richesses, mais les hommes en place, ces privilégiés qui se nourrissent des richesses créées par d'autres, lui dénie la capacité de les gérer. Il n'y a pas deux catégories de Français : les uns qui auraient droit à l'exercice permanent du pouvoir, les autres à qui l'exercice du pouvoir serait interdit à jamais! Il y a une sorte de racisme dans le refus acharné de l'alternance que professent le chef de l'Etat et les hommes de la majorité. Voter communiste, c'est dire : tous les Français sont égaux en droit! Pas de racisme anti-ouvrier.

2) Depuis la rupture de l'union de la gauche, des forces se sont fait jour, ici et là, au sein de la majorité présidentielle, mais aussi, hélas! au sein du P.S. et des radicaux de gauche, qui sont tentées par des combinaisons de type « troisième force », et qui s'efforcent peut-être, au lendemain des élections, de provoquer le glissement en douceur du

régime dans le marais de la social-démocratie.

Si cette manœuvre réussissait, ce serait la pire des choses pour la France, car l'expérience ouest-allemande montre que la société social-démocrate (où de prétendus socialistes gèrent les affaires au lieu et au bénéfice du capital) ne laisse aux citoyens le choix qu'entre le conformisme le plus épais, ou la violence sans espoir. Pour éviter que ne fonctionne un tel piège, qui jetterait la classe ouvrière dans le désespoir, et, vraisemblablement, la France dans la violence, il n'y a qu'un moyen : faire en sorte que les voix communistes soient le plus nombreuses possible au soir du 12 mars. Voter communiste, c'est se garantir contre un scandaleux renversement des alliances.

3) Enfin, le vote du 12 mars n'intéresse pas seulement la France. Il intéresse les peuples du monde entier, à commencer par les peuples d'Europe. Est compris. Si la majorité actuelle est reconduite, la France restera un pays médiocre, ce pays « moyen » si cher à Pompidou et à Giscard, qui, tout occupé de produire un peu partout des bons sentiments et des armes (et aveugle à la dégradation extraordinaire de son image), joue un rôle nul sur la scène internationale. Les Français qui, jadis, jouaient un grand rôle dans le monde, non en raison de la puis-

(1) Voir l'article de Félix Guattari (le Monde du 28 janvier).

### Le bon choix pour la France

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

QU'il soit dit une fois pour toutes que le chef de l'Etat, qui est et qui doit demeurer le chef de voûte des institutions de la V<sup>e</sup> République, n'est par un arbitre au sens vulgaire d'un homme dont la fonction serait de compter les coups que se porteraient sur un terrain de sport deux camps opposés en un combat qui n'est qu'un jeu, mais au sens où c'est non seulement son droit mais son devoir de rendre un arbitrage : selon le Littré, « d'estimer, de régler et de juger ». Cela fait une différence de nature avec quoi il n'est plus sérieux de plaisanter. d'autant que l'acceptation du rôle arbitral du chef de l'Etat est passée dans nos mœurs politiques et ne saurait plus sans dommage être prise à la légère au pré des querelles partisanes.

Les diverses oppositions et le mouvement qui se réclame encore du gauchisme feraient donc mieux de mettre en cause l'inspiration politique du chef de l'Etat, et

l'incompatibilité entre cette inspiration et l'esprit même de la V<sup>e</sup> République. Car c'est là qu'est le véritable problème, que personne ne pose. En effet, depuis vingt ans existe un lien fondamental entre l'autorité restaurée de l'Etat au-dessus et ce qui s'est appelé, dans les affaires de l'Europe et du monde, la politique de la France. Or le président de la République se comporte chaque jour davantage comme si le mandat qu'il tient directement du peuple et qui n'a de sens que s'il fait de lui ce que le général de Gaulle appelait « l'homme de la nation » pouvait être détourné pour fonder une autorité qui trouverait en elle-même sa propre fin.

Un Etat qui se vide de sa souveraineté ne peut, si l'on paraphrase Dostoïevski, que devenir le comédien de son propre idéal. Il se trouve que le président de la République, sans procéder à la consultation populaire qui s'imposait en ce domaine, sans même se justifier d'un vote positif et incontestable du Parlement, a cru devoir apposer la signature de la France au bas d'un projet qui, par l'élection au

suffrage universel direct d'une prétendue Assemblée européenne, tend, qu'on le reconnaisse ou non, à créer à terme une légitimité autre que la légitimité française, et à terme incompatible avec elle. Dans la même affaire, le Parlement de Westminster vient de marquer avec éclat ce qui a été refusé au nôtre : la suprématie et l'intangibilité de sa propre souveraineté.

Tout pouvoir vaut par les limites qu'il se reconnaît à lui-même, et la pérennité de la nation française repose sur des lois fondamentales qui ont toujours été fatales à ceux qui ont pensé les forcer. Disons-le donc clairement : la défense de nos institutions n'est pas séparée de la souveraineté nationale qui les fonde et qu'elles garantissent, et le chef de l'Etat ne peut s'affirmer légitimement le garant d'un appareil dont il déléguerait la fonction naturelle et essentielle. Dès lors qu'il s'agit d'intégrer la France dans quel système étranger que ce soit, qu'on le reconnaisse américain ou qu'on l'affuble d'un masque européen fragile et transparent, le système qui consiste à investir un homme de pouvoirs quasi souverains ne se justifierait plus et ne différencierait que par la fantaisie du régime d'assemblée dont il a pris la place.

#### Encore un effort, monsieur le président !

Autre point : le chef de l'Etat se veut hors des partis et il a raison, même si la cause de sa raison est l'évidente minorisation dans le pays du courant prétendument « centriste, libéral et européen » dont il se réclame. Il revient ainsi, malgré lui-même et beaucoup d'autres, à l'idée initiale du général de Gaulle, qui était que ni lui-même ni ceux qui assumeraient la charge suprême après lui ne se trouvent liés à une majorité parlementaire déterminante, qu'elle s'exprime par un parti ou par une coalition.

Mais un chef de l'Etat qui se veut hors des partis doit encore se vouloir hors des idéologies, faute de quoi il retombe nécessairement dans le système partisan auquel il pense échapper. Or, c'est ce qui advient à l'actuel président de la République lorsqu'il se fait le propagandiste et même le militant d'un type bien déterminé de société qui ne peut susciter chez ceux qui n'y adhèrent pas que de l'adversité, elle-même idéologique et partisane. Le général de Gaulle a été parfois plus rude à l'encontre du communisme et de ses tenants que ne le seront jamais nos libéraux arancés, à qui manquera toujours l'art de hausser un style au rang d'une action ; mais c'était au nom de l'unité nationale et non d'un autre type de société.

Certes, l'unité nationale a été verbalement invoquée à Verdun-sur-le-Doubs. Mais un tel appel n'est jamais entendu que lorsque l'on rassemble les Français sur ce qui les unit, c'est-à-dire sur la France, et non sur ce qui les divise, c'est-à-dire sur tel ou tel « projet de société » qui de

plus se trouve lié, qu'on le veuille ou non, à telle économie extérieure dominante dont toute notre politique, depuis vingt ans, est de rompre l'hégémonie. On retrouve là, en négatif, le lien fondamental qui, dans la V<sup>e</sup> République, ne justifie et ne légitime une espèce de principe que par l'obligation qu'il fait à celui qui en a la charge d'assumer l'indépendance et la liberté de la France dans un monde qui l'enserre et qui la menace.

Dans l'histoire plus que millénaire d'une nation comme la nôtre, un type donné de société n'est de toute façon qu'un moment soumis au devenir propre à tous les peuples qui vivent, et même les alliances y naissent et y meurent des circonstances. Ceux qui, d'un côté comme de l'autre, voudraient lier un choix idéologique à une dépendance étrangère sont à renvoyer plus à dos, et se ressemblent plus qu'ils ne le croient. En tout cas, l'unité française ne se fera ni autour de la sauvegarde des privilèges oligarchiques au-dessus, ni autour de la politique d'Aristide Briand au-dessous. L'actuel chef de l'Etat confie en octobre 1972 à l'indulgence d'un confrère que « la France sans doute n'aura plus d'histoire » — version moderne d'un « Après moi, le déluge! » qui n'a peut-être jamais été prononcé.

Alors ! encore un effort, monsieur le président, et vous finirez peut-être par faire de l'histoire malgré vous, faute de quoi elle pourrait se faire contre vous par la douleur dont la France a le secret lorsque le monde entier croit qu'elle s'abandonne, et que soudain elle se ressaisit.

### Ayez pitié de la bande des quatre

par MICHEL JOBERT

MESSEURS des médias, vous, de la presse, de la radio, de la télévision ou du cinéma, ne soyez pas implacables. Ayez pitié d'eux ! Les hommes politiques ! Et spécialement la « bande des quatre » : Marchais, Mitterrand, Solisson et Chirac, par exemple, auxquels vous imposez de relâche sans cesse leur ronde éternelle, pour la lassitude de nos yeux et de nos oreilles.

Il faut, bien sûr, nourrir l'actualité. Mais son réservoir est suffisamment vaste pour y rechercher et y révéler l'essentiel, comme c'est votre devoir, plutôt que de faire mousser l'insignifiance qui naturellement gagne sans cesse la surface ! Comment supposer que, deux fois par jour, depuis bientôt trois ans, sollicités de proclamer en continu des vérités essentielles, ces hommes politiques aient encore quelque chose à dire qui intéresse le citoyen ?

Car ils n'ont rien à dire. Ne vous en êtes-vous pas encore rendu compte ? Ils viennent docilement pointer midi et soir à la télévision et n'ont d'autre ressource que de parler d'eux-mêmes, de leurs querelles, du dernier spectacle qu'ils ont donné, du médiocrisme qu'ils ont montré à Vézins, et qu'ils déclament au Club de la presse du dimanche. Mettez-vous à leur place ! Avez-vous quand ils étaient au pouvoir, sans responsabilité quand ils n'y sont point, ils tiennent pour vous une actualité faite de mens, ils débitent des horreurs les uns sur les autres, pour mieux proclamer, le lendemain, qu'ils s'adorent ?

« Mouchor, Keesen, prince de l'équivoque, courtisane, traître, incapable, irresponsable, loup, lupin et charlatans ». Ces mots

s'usent si vite qu'ils n'auront bientôt plus plus de valeur que « problème » ou « condition », si utiles dans le vide des phrases.

L'un vient déclarer gravement qu'il est pour « la relance par l'investissement », tandis que son « véritable » adversaire — car il en a plusieurs — est pour « la relance par la consommation ». Et cela devrait nous impressionner ! Sont-ils pour le rose ou le bleu, siment-ils la musique, veulent-ils l'ordre avec ou sans la peine de mort, orientent-ils au mal français ou l'ont-ils contracté ? Ils répondent inlassablement, se souvenant de la déclaration faite hier par le concurrent ou redoutant celle qu'il fera demain.

Plus le comique devient mélo-dre, plus certains s'en amusent encore. Mais le jugement global se renforce. Voyez les sondages : pour une écrasante majorité, les hommes politiques sont des menteurs et des voleurs. Ah ! la belle image ! Si encore ils avaient du talent ! Mais l'implacable exercice auquel ils sont contraints, deux ou trois fois par jour, les révèle tels qu'ils ne peuvent qu'être : creux, désespérément creux.

Messieurs des médias, vous qui avez une responsabilité écrasante dans le spectacle que la démocratie donne d'elle-même, dans l'intérêt que le citoyen doit lui porter et dont elle a tant besoin, offrez à celui-ci la parole, et réservez aux hommes politiques le temps de la campagne électorale seulement ! Il sera bien suffisant pour ce qu'ils ont à dire d'essentiel. Car ils sont usés jusqu'à la corde. N'avez-vous pas pitié d'eux ?

Et n'avez-vous pas pitié de nous qui attendons trop patiemment d'être responsables de notre vie ?

### Dépressions et nuages

par RENE-VICTOR PILHES

Il est de bon ton de se moquer des spécialistes de la météorologie. Ils avaient prévu du beau temps pour le week-end et la pluie était tombée. Ou inversement. On oublie, parce qu'alors cela n'intéresse plus, que cette pluie ou ce beau temps sont survenus un ou deux jours plus tard. Dans la mémoire collective, il ne reste que l'image de l'erreur et de la fantaisie. Pourtant, si le météo apparaît comme un « gadget » commode à brocarder, elle est aussi et surtout un outil de travail précieux par exemple pour les marins et les aviateurs. Les dépressions et les cyclones sont déviés efficacement. Cette capacité de prévoir ne se trouve nullement disqualifiée si tel samedi ou tel dimanche le soleil est malencontreusement resté caché.

Il pourrait bien aller de même en ce qui concerne la politique. De grandes lignes de force se dessinent, des tendances inéluctables se précisent, des aberrations s'amplifient qu'un jour, finiront par prendre un visage très réel. Et elles s'incarneront brusquement dans des déviations concrètes de la vie quotidienne des citoyens et dans la dénaturation de leurs institutions. Alors, peu importeront que les effets se soient manifestés plus ou moins longtemps après les symptômes. En l'occurrence, et s'agissant de

la France, il serait sain de se poser inéluctablement la question suivante : les dépressions économiques mondiales entraîneront-elles un cyclone qui, lorsqu'il passera sur Paris, détruira les libertés sur son passage ? On peut toujours se moquer des « prophètes » : par les temps qui courent, les sarcasmes sont insuffisants et relèvent de la facilité voire du manque de caractère. Chacun sait qu'une lourde et dangereuse hypothèque pèse sur certaines forces politiques, syndicales, intellectuelles de notre pays.

Personne ne veut la regarder en face de crainte d'effaroucher l'électorat ou de « démobiliser les masses ». Il est en effet impossible de se donner, pas, légalement, un gouvernement de front populaire. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain ou après-demain. Or, il est sûr que les puissances économiques mondiales ne le toléreront pas. Elles n'accepteront pas qu'un pays de l'Alliance atlantique remette en cause, à son échelle, la nouvelle division internationale du travail que le capitalisme met en place pour sortir de la crise à son avantage. En outre, l'exemple serait mauvais et contagieux.

Ces puissances s'acharneront donc à casser et à détruire par tous les moyens un front populaire français. L'agression militaire étant exclue et au demeurant inutile à l'Ouest, ces puissances n'hésiteront pas à monter un coup d'Etat, savamment déguisé ou non. Pour qu'il finisse sur les mots ? Parce que nous sommes un pays « civilisé » ? Parce que nous ne « sommes pas le Chili » ? Ce qu'on appelle parfois un « sabotage économique » ne peut s'accomplir pleinement que si le sabotage débouche sur une chute du gouvernement voire sur un changement de régime. Après quoi, en quelque sorte tout naturellement, viendra la réaction : communistes, « gauchistes », « terroristes régionaux et internationaux », amis de l'Algérie, « juges rouges », « universitaires marxistes », seront pêle-mêle mis au pas et coupés du peuple sans vergogne au nom de la sauvegarde de l'ordre économique libéral... et de la « restauration des libertés ».

Cette menace est absolument évidente. Quand elle éclatera, il sera vain de s'interroger tristement dans les partis, dans la presse du all-


leurs : comment un président américain si vertueux, un président français si libéral, en sont-ils venus à de pareilles extrémités ? C'est ainsi qu'aujourd'hui on s'étonne, ici et là, de ce qu'on appelle le « revirement » de M. Carter qu'on croyait mieux intentionné que M. Kissinger ou que le général Haig à l'égard des communistes occidentaux.

Ceux qui réagissent de la sorte n'ont pas interprété comme il convenait les dépressions et les nuages qui labouraient et obscurcissent le ciel de la politique mondiale. Plutôt que de passer leur temps à la psychanalyse des dirigeants occidentaux, à l'examen des « états d'âme » qu'on leur prête fort étourdiment, et à émettre de dérisoires protestations, ils feraient mieux de s'assurer du danger, d'ouvrir les yeux sur le système de coercition qui se met en place pour la cas où les manœuvres et les pressions préalables ne suffiraient plus un jour à briser un front populaire français. Il serait honnête et à terme efficace de mobiliser vigoureusement les citoyens sur cette question plutôt que de se disputer alégrement des voix et des sièges dont l'usage est à l'avance si gravement, si officiellement contesté et compromis.

# Mendel

## La chasse structurale

Une interprétation du devenir humain



Vient de paraître en : **ppp 21,40 F**

### PAYOT

مكتبة من الأصل

## CRISE

Le monde

### président Kadhafi est vu au lendemain

## DANS LA PRESSE

### L'avant-dernier

## République Sud-Africaine

### PRISON POUR LES CHOMEURS NOIRS



# étranger

## CRISES ET TENSIONS INTERNES EN AFRIQUE

### Tunisie

#### Le président Kadhafi est venu s'informer de la situation au lendemain des émeutes

De notre correspondant

Tunis. — Rentrant à Tripoli, après avoir participé au sommet d'Alger, le colonel Kadhafi a fait, à Tunis, le lundi 6 février, une escale de trois heures dont les officiels n'avaient été avisés qu'à la dernière minute.

« Escala technique », ainsi que l'a écrit l'agence Tunis Afrique Presse, sa visite était par le sonnet de s'informer de la situation après les émeutes du 26 janvier et l'arrestation des anciens dirigeants de la centrale syndicale accusés — par allusions — d'avoir été en relations trop étroites avec la Libye. Dans la déclaration qu'il a faite à son arrivée, le dirigeant libyen n'a guère laissé place au doute, en précisant qu'il était venu « prendre des nouvelles de la Tunisie et du président Bourguiba », et que la Tunisie et la Libye « constituent un même pays et un même peuple solidaire, tout comme un corps qui réagit dans son ensemble dès que l'un de ses organes est affecté ».

Le chef d'Etat libyen n'a pas cependant rencontré, ainsi qu'il en avait manifesté le désir, le « combattant suprême », lui-même, qui était « indisposé ». Explication diplomatique d'une fin de non-recevoir ? Rien de

moins sûr, puisque dans le même temps un communiqué annonçait que le conseil supérieur de la magistrature, qui devait présider le lendemain M. Bourguiba, était renvoyé à huitaine.

Toujours est-il que le colonel Kadhafi a dû se contenter d'un « déjeuner de travail » de deux heures à l'hôtel Elillon avec le premier ministre, M. Hedi Nour, et le ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Ftouri. Et c'est quelque peu crispé qu'il a quitté Tunis aussitôt après, en se refusant à tout commentaire.

Un important service d'ordre avait été mobilisé à l'aéroport durant cette escale. Il faut dire que la police et l'armée, qui avaient pratiquement disparu de la capitale au cours de ces derniers jours, étaient à nouveau spectaculairement présentes lundi, particulièrement aux abords de l'université où avait lieu la rentrée après deux semaines de vacances d'hiver. Celle-ci s'est déroulée dans une atmosphère assez tendue.

Si aucun incident n'a été signalé, les cours ont été bouclés par une partie des étudiants dans

plusieurs établissements et principalement aux facultés de droit et des sciences, à la suite d'un mot d'ordre de grève de solidarité avec les manifestants du 26 janvier qui avait circulé de bouche à oreille. Selon le ministre de l'éducation nationale, M. Mohamed Msali, c'est « une minorité » qui a imposé « par la force » cette grève à « la majorité » qui était présente normalement aux cours le matin.

M. Msali a annoncé que les étudiants qui persisteront à s'absenter s'exposeront à la suppression de leur bourse et seront exclus des restaurants et des logements universitaires.

S'adressant directement aux étudiants, par le truchement de la télévision, le ministre leur a dit : « Il n'est dans l'intention de personne d'influencer votre jugement. Chacun d'entre vous a le droit de penser comme il lui plaît, mais chacun d'entre vous a aussi le devoir de se consacrer à ses études et de respecter la liberté d'autrui. L'Etat, qui consacre 32 % de son budget à l'éducation nationale, est tenu de garantir à tous les étudiants la liberté, la dignité et la sécurité dans leur vie universitaire. »

MICHEL DEURÉ.

### Tanzanie

#### Plusieurs milliers de détenus sont amnistiés

(De notre correspondant en Afrique orientale.)

Nairobi. — Le président Nyerere a annoncé, lundi 6 février, une amnistie qui concerne vingt-cinq détenus politiques et sept mille quatre-vingt-trois prisonniers de droit commun de Tanzanie continentale. En bénéficiant notamment de l'indulgence du président, M. Omer Kamwona, ancien ministre des affaires étrangères, a été libéré sans jugement depuis 1967. Ceux-ci sont les frères de M. Omer Kamwona, ancien ministre des affaires étrangères, hostile au régime et exilé volontaire. L'amnistie des détenus de droit commun affecte ceux qui purgent des peines légères, ainsi que les personnes âgées, malades ou physiquement handicapées, et les mères de nourrissons.

Selon le dernier rapport d'Amnesty International, publié en octobre 1977, « le nombre de personnes détenues pour une période indéfinie, sans accusation ou procès, est approximativement évalué à mille en Tanzanie continentale ». Les détenus pour lesquels ce rapport n'est pas de droits légaux, et certains ont même été incarcérés en dépit de leur acquittement par un tribunal. C'est le cas de M. Abdulrahman Mohamed Babu, accusé d'avoir trahi dans l'assassinat, en 1974, du chef Karume (l'ancien président de Zanzibar), condamné à mort par contumace lors de son procès dans l'île, mais qui n'a pas été livré aux autorités zanzibariennes. M. Babu ne figure pas sur la liste des amnistiés, en dépit d'un nouvel appel d'Amnesty International qui en avait fait son « prisonnier du mois d'octobre 1977 ».

Des membres des mouvements de libération d'Afrique australe (PAC d'Afrique du Sud, ZANU de Rhodesie et SWAPO de Namibie) sont également détenus dans les prisons tanzaniennes. On relève notamment le nom de M. Andreas Shipinga, l'un des dirigeants de la SWAPO, en désaccord avec son président, M. Sam Nujoma. M. Shipinga a été arrêté en Zambie et transféré en 1976 dans la prison de Dodoma.

Amnesty International avait fait état, dans son rapport d'octobre, de conditions d'incarcération « très dures » en Tanzanie. « Sur le continent, les détenus sont gardés dans des cellules surpeuplées et malsaines, tous correspondent est surveillé, très peu de lectures sont autorisées, les visites de parents sont très courtes et peu fréquentes, les exercices physiques réduits au minimum et la nourriture très pauvre ». Le rapport poursuivait : « Beaucoup de prisonniers souffrent d'hypertension, d'entérogastroite, de maladie des yeux, et il n'y a pas de soins médicaux ». Les détenus sont maintenus au secret, et quelques autres sont gardés dans des cellules réservées aux condamnés à mort.

Amnesty International notait également qu'en dépit de nombreux appels « il n'y a pas eu d'amélioration significative des conditions de détention ». Des lettres des détenus, sorties en fraude de la prison d'Ukonga (Dar-es-Salaam) et publiées par l'organisation humanitaire font état de « tortures », « chocs électriques », « brûlures de cigarettes », « suspension par les pieds », « attaques de chiens ».

J.-C. POMONTI.

### République populaire du Congo

#### Après les onze condamnations à mort

#### Le chef de l'Etat annonce

#### que « toutes les sentences seront exécutées »

Brazzaville (A.F.P., Reuter). — Onze accusés ont été condamnés à mort — dont un par contumace — lundi 6 février par la cour révolutionnaire de Brazzaville pour leur participation à l'assassinat, le 18 mars 1977, du président Marien Ngouabi (nos dernières éditions du 7 février). Leur procès s'était ouvert le 5 janvier. La cour a, en outre, prononcé quatre condamnations aux travaux forcés à perpétuité, cinq condamnations à temps, douze peines assorties de sursis et a acquitté quatorze inculpés. Les condamnations prononcées sont sans appel.

Les peines capitales frappent d'une part, les deux membres survivants du commando qui avait attaqué la résidence du chef de l'Etat — MM. Kanza Daniel et Kiangilla Daniel — et les membres actifs de la secte des « Prieurs » où s'est nouée la conjuration — MM. Kouba Grégoire, Sissoulou Simon, Kinkouba Etienne, Dianzanza Pierre, Samba Dia Nkoum, — d'autre part, M. Konda Albert, dont la maison a servi de

base au commando, ainsi que MM. Ndoul Ganga et Mizale Germain, principaux complices. La peine de mort par contumace frappe M. André Hombessa, désigné comme l'un des « cerveaux » du complot, et proche de l'ancien président Massemba-Debat, fusillé cinq jours après le meurtre du commandant Ngouabi. Les condamnés ont la possibilité de déposer un recours en grâce auprès du chef de l'Etat, le colonel Yhombi Opango. Celui-ci a, toutefois, par avance, rejeté cette requête en affirmant, lundi soir, dans un message radiodiffusé qu'« il n'y aura pas de clémence pour les accusés et que les sentences seront toutes exécutées ».

Le président a annoncé également l'interdiction de toutes les religions et sectes autres que le catholicisme et l'islam, l'Eglise évangélique du Congo (protestant), la secte du prophète Simon Kibangu, l'Armée du salut, les sectes du prophète Lassay Zéphirin (installée à Pointe-Noire) et Terynkyo.

#### FAISANT ETAT D'IMPORTANTS SUCCES EN OGADEN

#### L'Ethiopie affirme qu'elle veut se limiter à « reconquérir ses territoires »

L'Ethiopie revendique d'importantes succès militaires en Ogaden. Le capitaine Fikre Selassie Wog Ders, secrétaire général du Derg (conseil militaire administratif provisoire), a déclaré, lundi 6 février, à Addis-Abeba, que les « forces somaliennes sont en train de fuir ou de faire massivement acte de reddition » à la suite de la contre-offensive éthiopienne. Les Somaliens, a-t-il poursuivi, paient cher leur agression. La victoire des forces éthiopiennes sera rapide. L'Ethiopie se bornera à reconquérir ses propres territoires.

L'intensification des combats est d'ailleurs confirmée à Mogadiscio où l'on indique de bonne source que les raids aériens éthiopiens ont repris lundi sur le nord de la province du Harrarghe. La ville de Jijiga, aux mains du Front de libération de la Somalie occidentale depuis septembre dernier, est la principale cible de ces bombardements par des Mig.

En outre, le secrétaire général du Derg a démenti « les mensonges fabriqués de toutes pièces » faisant état de la participation aux combats, aux côtés des Ethiopiens de militaires cubains, soviétiques, sud-yéménites ou citoyens d'Etat, membres du pacte de Varsovie. « Si l'Ethiopie, a-t-il dit, a maintenu son indépendance pendant des siècles, ce n'est pas à cause des forces étrangères mais parce que ses fils étaient prêts à se sacrifier ». Le responsable éthiopien a également démenti que les ministres cubains et soviétiques de la défense aient récemment visité son pays en secret pour aider à préparer la contre-offensive en cours.

Le département d'Etat a cependant annoncé lundi que Cuba

avait dépêché au moins mille combattants en Ethiopie au cours des dernières semaines, et que les pilotes cubains participaient désormais aux opérations contre les forces somaliennes. Selon Washington, il y a maintenant plus de trois mille Cubains en Ethiopie et environ mille Soviétiques.

● A La Havane, l'ambassadeur d'Ethiopie, démentant l'engagement militaire cubain dans son pays, a dénoncé « la collaboration des Etats-Unis dans l'invasion de l'Ethiopie par la Somalie », faisant ainsi allusion à l'envoi au large des côtes éthiopiennes d'un destroyer américain. Selon des informations émanant du Pentagone, un contre-torpilleur américain, stationné à Naples, est en effet venu renforcer la VI flotte dans la mer Rouge.

● A Tel-Aviv, M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré que, « effectivement, Israël fournissait certaines espèces d'armes à l'Ethiopie ». « Nous ne voyons pas, a-t-il poursuivi, pourquoi cela devrait rester secret. Nous ne fournissons pas d'armes à l'Ethiopie. Nous n'y voyons aucun intérêt. L'Ethiopie a été pendant des années l'ami d'Israël, la Somalie ne le fut jamais. Il était donc normal que, lorsque l'Ethiopie a été attaquée par la Somalie, nous répondions à sa demande ».

Enfin, sur le plan diplomatique, le général Garba, ministre nigérian des affaires étrangères, est arrivé lundi à Addis-Abeba à la tête d'une délégation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) chargée d'une mission de médiation entre l'Ethiopie et la Somalie. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

### DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

## L'avant-dernière heure

Béchar Ben Yamed s'interroge dans *JEUNE AFRIQUE* : « Comment gouverner la Tunisie, peuples Bourguiba ne la gouverne plus, étant admis qu'on ne peut plus la gouverner comme il l'a fait et que lui-même aurait dû changer de méthode ? Qui gouvernera après Bourguiba, et comment ? » Il se situe par rapport à lui ? C'est parce que la classe politique tunisienne n'a pas donné de réponse à ces questions que la Tunisie de la stabilité est devenue la Tunisie des incertitudes et des soubresauts.

Il poursuit : « Quelle Tunisie demain ? Avec un peu de chance et beaucoup de sagesse de la part de sa classe politique, elle peut en construire une autre, une démocratie qui succèdera au bourguibisme. Il faudrait et il suffirait que, comme en Espagne, on admette que ni le gouvernement ni l'opposition ne le feront l'un sans l'autre ».

Mais entre le premier ministre, M. Hedi Nour, et les opposants à sa politique, tels que M. Mohamed Masnoumi, ancien ministre des affaires étrangères, l'entente est-elle encore possible, alors que le bilan des émeutes se chiffre en dizaines de morts et en centaines de prisonniers politiques, parmi lesquels M. Habib Achour, secrétaire général de l'O.G.T.T. ? Abou Ali, dans *POLITIQUE-HEBDO*, le conteste. Il écrit : « Nour, prisonnier de ses aléas, ne peut plus faire machine arrière, et il est gravé de maintenir l'illusion — comme tente de le faire Mohamed Masnoumi — que le premier ministre

serait encore un interlocuteur possible. Que certains politiques en rupture de bon sens entraînent contre Habib Achour n'honorerait personne, mais tenter de nouer le dialogue sur les cadavres des victimes du 26 janvier et sur les ébriés du syndicat serait à la fois un dévouement et une faute politique grave. »

En effet, souligne Philippe Warner dans *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, « rien n'est réglé ». Nour, écrit-il, qui vient pour la deuxième fois de faire appel à l'armée, est engagé dans la voie de la répression : l'opposition libérale est impuissante à journaux, à dévouement politique à la crise et les militaires peuvent être tentés d'agir pour leur compte ; la succession de Bourguiba est ouverte et ne se fera pas sans péripéties, mais elle sera dramatique ; enfin, même durablement atteinte, l'opposition syndicale, un peu à la manière semi-illégale des commissions ouvrières en Espagne, peut mener la lutte dans la bourgeoisie tunisienne.

Ce n'est pas l'avis de Guy Sibon, envoyé spécial du NOUVEAU OBSERVATEUR, qui écrit : « La lutte pour le pouvoir se jouait entre privilégiés, mais pas un droit à la bourgeoisie tunisienne ». Ce n'est pas des baïonnettes perdues. Pas même un syndicaliste. Ses tentatives de médiation ont abouti dans la boue, et ce n'est pas une image (...).

Il n'est qu'à voir l'insolente joie des salons devant l'insurrection de l'armée, et les déclarations à la canaille, ils sont soulagés. L'abandon dans les usines montre aussi que les syndicats sont bien morts pour l'instant, que le parti s'emploie à les faire revivre après les avoir détruits. Les cinq cent mille ouvriers tunisiens nés de la lente industrialisation n'ont plus de bouc.

Un pas de plus et l'on aboutit à la thèse de la provocation, que Mohsen Toumi défend dans *TRAVAIL SOCIALISTE*, organe du P.S.U. Il écrit : « En langage juridique, on demande toujours : « A qui profite le crime ? » Les crimes de janvier profitent à un régime qui prémedite et qui complot : mars 1977, arrestation des dirigeants de l'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste. « On ne s'y trompe pas, écrit-il, il s'agit, à n'en pas douter, d'un événement prévu et prémédité. »

Ceux qui doutent encore que les événements de janvier étaient préparés par le pouvoir n'ont peut-être pas eu connaissance de la petite phrase prononcée par Bourguiba lui-même le 21 janvier dans l'un de ses rares moments de lucidité : « S'ils veulent la bagarre, ils l'auront ! »

La « bagarre » relevant de la compétence de l'armée, celle-ci est entrée en scène, pour la première fois en Tunisie. « Jusqu'à présent, écrit Jérôme Marchand, envoyé spécial du POINT, à l'exception d'une intervention ponctuelle au mois de décembre, l'armée tunisienne (trente mille hommes dont quinze mille du contingent) n'était en effet, jamais sortie de ses casernes. Surtout, Bourguiba lui-même s'était efforcé de la cantonner dans ses strictes fonctions techniques. La règle a, cette fois, été rompue. Mais lorsqu'on décide de s'en

remettre à elle pour rétablir l'ordre, qui peut être sûr de la direction vers laquelle, la prochaine fois, se tourneront les béatitudes ? »

André Paulard, envoyé spécial de L'EXPRESS, insiste, pour sa part, sur « l'envolement extérior » de l'Etat et à l'ouest, note-t-il, deux régimes autoritaires militaires-socialistes, la Libye et l'Algérie, depuis peu étroitement liés. Seul un Etat fort peut résister à cette pression d'Etat. Et ce n'est ni par hasard ni sans soupçons précis, à défaut de preuves, qu'on souligne les bonnes relations que, à la veille des troubles, le chef des syndicats tunisiens entretenait avec le gouvernement libyen.

RIVAROL est plus affirmatif. « Depuis plusieurs mois, écrit cet hebdomadaire, des agents communistes algériens et basiliens, à travers l'intermédiaire de M. Mohamed Masnoumi, cet ancien ministre de Bourguiba, ex-interlocuteur privilégié du général de Gaulle au cours de la traversée du désert, se sont fait remarquer, il y a peu, dans son pays, après plusieurs années d'exil.

Il ne fait aucun doute que tous les ennemis de la Tunisie bourguibienne, tenus pour affranchis du régime, se sont réunis progressivement au premier rang l'armée du colonel Kadhafi — spéculant sur le grand âge du « combattant suprême » pour préparer, dès maintenant, en Tunisie, le chambardement non moins suprême. »

P. J.

### République Sud-Africaine

#### PRISON POUR LES CHOMEURS NOIRS

Le Cap (A.F.P.). — Les Africains noirs ont été en chômage pendant plus de quatre mois dans une année pour être arrêtés et envoyés dans des « centres de réhabilitation » aux termes d'un projet de loi déposé par le gouvernement sud-africain au Parlement.

Selon le projet de loi, il suffira qu'un Africain vivant dans les zones dites « blanches » soit au chômage plus de cent vingt-deux jours par an, même non consécutifs, pour être déclaré « indésirable ».

Ce projet de loi intervient au moment où un chômage record est enregistré au sein de la population noire, touchant, selon diverses estimations, entre sept cent mille et deux millions de personnes, le gouvernement ne publiant pas de statistiques officielles pour les Africains.

● Amnesty International (18, rue de Varenne, 75001 Paris) publie un rapport de cent pages sur les emprisonnements politiques en Afrique du Sud (10 F), dont le gouvernement de Pretoria vient d'interdire la diffusion en territoire sud-africain.

SEUIL

Fermez la télé.

“On a envie d'applaudir, de s'écrier : encore, c'est exactement ce qu'on pense depuis des années, il a trouvé les mots pour le dire !”  
Jean Clémentin / Le Canard enchaîné

“Un livre qui rend fier d'appartenir à la gauche. C'est rare.”  
Jean Daniel

“Allègre, tonique et dense, propre à nous consoler, même aujourd'hui, de tous les déboires de la gauche.”  
Jean-Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur

“Le livre le plus neuf qui ait paru depuis longtemps et le plus raisonnable malgré (ou à cause) de ses accents utopiques.”  
Pierre Avril / La Quinzaine Littéraire

“Un petit livre particulièrement bon.”  
Georges Suffer / Le Point

“La vivacité du style, le talent polémique, l'ironie, la subtilité et la finesse de l'analyse font de Jacques Julliard un excellent médecin généraliste de notre univers politique.”  
Jean Bothorel / Le Matin

Collection Intervention / Un volume 160 pages 31 F.

intervention  
Jacques Julliard  
Contre  
la politique  
professionnelle  
Seuil

# PROCHE-ORIENT

LA NÉGOCIATION ISRAËLO-ÉGYPTIENNE

## Le président Sadate se dit « plutôt déçu mais décidé à persévérer »

Commentant le communiqué de la Maison Blanche publié, lundi 6 février, à l'issue des entretiens Carter-Sadate, de Camp David, l'agence Tass estime qu'il équivaut à « une déclaration sur l'intention des États-Unis de favoriser des entretiens séparés en dehors de la conférence de Genève ». L'agence soviétique ajoute que Washington serait disposé à satisfaire en partie les demandes d'armes du président Sadate pour « camoufler le caractère de capitulation que prend pour l'Égypte le marché avec Israël », et pousser Le Caire à faire de nouvelles concessions à Jérusalem.

Au Caire, l'impression de pessimisme qui s'est dégagée des entretiens de Camp David se double d'un sentiment de solitude après le « sommet » d'Alger, où les pays du Front arabe de la

résistance ont renforcé leur intention de ramener l'U.R.S.S. dans un secteur d'où le président Sadate avait fait son possible pour l'éliminer.

A Jérusalem, le gouvernement s'efforce de présenter les militants du Gouch Emounim, installés à Shilo (Cisjordanie), comme des « archéologues ». Commentant les propos de certains de ces derniers qui affirmaient tout ignorer de cette discipline, M. Arye Noss, porte-parole du gouvernement, a déclaré : « Nous sommes dans un pays libre. Les gens peuvent dire ce qu'ils veulent. Ce qui compte, c'est ce qu'ils font. » Interviewé à ce sujet par la télévision israélienne, M. Ben Dor, archéologue de renom, a affirmé que le site de Shilo « ne présente plus aucun intérêt archéologique, ayant été exploré systématiquement depuis plusieurs décennies ».

De notre envoyé spécial

Washington. — Libéré de l'obligation de réserve que lui imposaient jusqu'à dimanche ses entretiens avec M. Carter à Camp David, le président Sadate est passé à l'offensive. Prenant la parole lundi devant le National Press Club, le chef de l'État égyptien est apparu beaucoup plus en forme que la veille lors de son apparition à la télévision, beaucoup plus mordant aussi contre Israël, qu'il a accusé de « durcir sa position ». « Établir de nouvelles colonies illégales et étendre celles qui existent sur les terres arabes est un acte de pureté et d'escalade », a-t-il dit. La politique israélienne à propos des colonies n'est pas une manière d'organiser la coexistence. Celle-ci ne peut se créer que par le bon voisinage. En réponse à une question, M. Sadate a encore qualifié ces agissements de « destructifs à l'extrême » et de « grève faite ».

### L'internationalisation de Jérusalem

Le président égyptien a aussi précisé ses intentions pour l'avenir. « Je suis prêt à persévérer », a-t-il dit, « mais aussi décidé à persévérer. Je continuerai ma mission pour le bien des Arabes comme des Israéliens. (...) Je suis prêt à donner toutes les chances à l'existence en cours, jusqu'à ce que je parvienne à la conclusion que le temps suffisant est passé sans progrès concret. Je ne vais pas précipiter cette conclusion, mais l'autre partie doit faire preuve du même esprit. » Affirmant ensuite que la paix peut se faire « en moins d'une semaine », le rais a laissé entendre que, si l'on doit revenir aux solutions guerrières, un autre que lui s'en chargera.

Cela dit, le président égyptien maintient que son initiative de paix était fondée, même si, depuis lors, l'attitude israélienne a fourni des arguments au Front du refus. « Certains veulent me faire regretter mon voyage à Jérusalem », a-t-il dit. Mais je ne le regretterai jamais. Il a rappelé avec détermination que d'autres gouvernements arabes l'avaient accusé de trahison après le second accord du Sinai en 1975, mais qu'ils s'en étaient excusés plus tard auprès de lui.

## AMBASSADE ARABE

recherche

TRADUCTEUR BILINGUE

français-arabe et arabe-français

Solide expérience exigée

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Journal « LE MONDE » Publicité en précisant la référence ss le n° 10.148, qui transm.

## Les Editions de L'Herne

... le seul ouvrage de référence que nous possédions sur la pensée politique de Z. Brzezinski. Philippe de St-Robert Le Monde - 6 Janvier 1978

Remarquable recueil d'essais de Z. Brzezinski. P. M. La Croix - 4 Janvier 1978

On trouve dans ce livre l'exposé le plus complet de la politique globale américaine. G. Carraz Le Quotidien du Peuple 4 Janvier 1978

Comment ne pas être sensible à son plaidoyer constant pour la constitution d'une Europe puissante... Alfred Grosser L'Expansion - Novembre 1977

41, rue de Valenciennes, 75007 Paris TEL. 261.25.06



De notre envoyé spécial

Au passage, M. Sadate a précisé ses positions sur Jérusalem. Après avoir indiqué que la restitution de la partie orientale de la ville aux Arabes ne signifie nullement dans son esprit que la ville doit être divisée à nouveau, comme l'en accuse M. Begin, le président égyptien a déclaré qu'une internationalisation de la ville serait une solution acceptable, à condition de s'appliquer aussi à la ville occidentale. En tout cas, « personne parmi les cent millions d'Arabes n'acceptera la maintien de la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est ».

A l'adresse des États-Unis, M. Sadate a dit : « Vous avez des relations spéciales avec une partie de notre nation d'Amérique. Israël dépend lourdement de votre pays sur les plans militaire, financier et politique. Vous avez, d'autre part, des intérêts globaux, ce qui vous place dans une position unique pour exercer votre influence et vos bons offices (...). Nous ne vous demandons pas de prendre parti ou de devenir partisans. On attend simplement de vous que vous soyez fidèles à vos propres traditions et valeurs (...). Vous pouvez insister pour que les différends soient réglés en conformité avec le régime de la loi, non par la soumission au diktat de la force. »

Aucune précision n'a été apportée sur le sort des commandés égyptiens d'armement, mais l'on croit savoir que la Maison Blanche a déjà saisi les dirigeants du Congrès sur ce point. Les conseillers de M. Carter, M. Brzezinski notamment, plaident pour que ces demandes soient prises « très sérieusement en considération ». M. Sadate a répété pour sa part que la situation dans la corne de l'Afrique est une des raisons qui devraient pousser Washington à lui donner satisfaction. Cet argument n'est pas considéré comme primordial ici, mais il n'en est pas moins paradoxal que au moment où le gouvernement américain s'efforce publiquement du renforcement de la présence soviétique en Éthiopie et des bombardements effectués en Somalie, Israël maintienne son soutien à Addis-Abeba. C'est là un des sujets sur lesquels la position américaine est beaucoup plus proche de celle de l'Égypte et un autre point de friction entre les États-Unis et Israël. M. Sadate entend bien exploiter cette convergence.

On saura mercredi, après un nouvel et dernier entretien Carter-Sadate et une déclaration que le secrétaire d'État a annoncée comme « plus définitive » quel rôle « redoublé » les États-Unis entendent jouer dans le processus de paix. Pour le moment, les officiels américains espèrent toujours que la négociation pourra repartir — certains continuent même de parler de « dégelage » — sur la base du projet de « déclaration de principe », dont M. Carter avait dit, à la dernière entrevue avec M. Sadate, au début de janvier à Assouan : « solution du problème palestinien dans tous ses aspects » : participation des Palestiniens à la définition de leur avenir ; « reconnaissance des droits légitimes de ce peuple ». Pour le moment, seule l'Égypte a accepté ces termes. Israël refusant pour sa part de parler de « droits légitimes » et de solution du problème « dans tous ses aspects », la décision de M. Carter de maintenir ou non cette formulation dans sa déclaration de mercredi sera un premier test de ses intentions.

MICHEL TATU.

### A propos de Jérusalem

## Le Saint-Siège maintient sa thèse d'un « statut internationalement garanti »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Selon des rumeurs, dont le quotidien La Stampa s'était fait l'écho, le Saint-Siège aurait « changé de position » à propos de Jérusalem. C'est Mgr Agostino Casaroli lui-même qui l'aurait dit à Washington au cours d'un dîner officiel à la fin du mois dernier.

Le secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Église ne formellement avoir prononcé de telles paroles. Il serait surpris en effet qu'un diplomate aussi habile ait qualifié de « changement » ce qui est, tout au plus, une nuance par rapport à un changement d'ailleurs antérieur aux négociations entre l'Égypte et Israël.

Le Saint-Siège met cette rumeur, qui n'est pas la première, sur le compte d'une volonté d'affaiblir, sinon de dénaturer, la position de l'Église à Jérusalem. Il souligne que dans l'accord avec laquelle Paul VI et ses deux prédécesseurs ont considéré le problème de Jérusalem, si le Saint-Siège est passé d'une position d'« internationalisation » à celle d'un « statut spécial internationalement garanti », c'est en raison des conflits armés qui ont modifié la situation sur le terrain. Du reste, le mot « internationalisation » n'a jamais été officiellement prononcé même si l'Observatoire romain s'en est servi pendant un temps. Le 24 octobre 1948, dans l'encyclique « Etsi multipliciter », Pie XII réclamait déjà « pour Jérusalem et ses environs un régime international juridiquement établi et garanti ». Paul VI n'a fait depuis lors que le réaffirmer.

Après la guerre de juin 1967, le secrétaire d'État à l'époque, M. Agostino Casaroli, n'avait plus qu'un seul débiteur, Israël. L'absence de côté la question de la souveraineté territoriale, elle s'est contentée de dire que celui — quel qu'il soit — qui occuperait les lieux devrait répondre à un certain nombre d'exigences. Ces exigences, expliquait-on, sont de trois ordres :

1) Jérusalem ne peut appartenir exclusivement à un État. C'est le patrimoine commun des religions juive, musulmane et chrétienne.

2) Représentant aussi un patrimoine historique et archéologique de première valeur, la ville doit être protégée et ouverte à tous, à tous ceux qui veulent notamment approfondir l'étude de

la Bible. Le christianisme est une religion incarnée qui a pour origine un fait historique ;

3) Bien que de dimensions réduites, l'Église de Jérusalem a toujours eu une grande signification. La présence d'une communauté vivante exige des garanties effectives et pas seulement juridiques. Son rétrécissement numérique est préoccupant.

Lors de sa récente visite au pape, M. Moïse Dayan, ministre des affaires étrangères d'Israël, n'a fait que répéter la thèse de son pays : la liberté d'accès aux Lieux saints existe. Israël satisfait donc aux conditions requises. Le problème de Jérusalem n'est pas, pour lui, une question de principe. M. Dayan, il n'est pas d'actualité.

An Vatican, on veut bien reconnaître que la liberté d'accès est effective, tout en rappelant qu'il faut parler « de Jérusalem et des Lieux saints », mais la liberté d'accès, ajoute-t-on, est une condition préalable à l'engagement conjoncturel. Un engagement unilatéral de celui qui gouverne la région est insuffisant à résoudre le problème.

Aucune solution ne se dessine à court terme, compte tenu du rapport de la conférence de Genève. Les responsables du Vatican craignent que « Jérusalem ne soit une pomme de discorde alors qu'elle peut devenir un lieu de rencontre, le signe du véritable coexistence ».

ROBERT SOLÉ.

● Les forces de l'ordre ont appréhendé, lundi 6 février, trente-sept membres de la Fatah qui avaient manifesté pour la deuxième journée consécutive, contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. — (A.F.P.)

● Plusieurs centaines de soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et de gardarmes libanais ont été tués, lundi 6 février, lors d'une explosion dans le secteur de Beyrouth pour tenter de mettre fin à la vague d'explosions qui secouait la capitale libanaise depuis plusieurs jours. Les contrôles sont particulièrement importants autour de la place des Canons, où au moins trois explosions ont fait la semaine dernière, selon un bilan officieux, trois morts et une vingtaine de blessés. — (A.F.P.)

● Le général DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

● Les forces de l'ordre ont appréhendé, lundi 6 février, trente-sept membres de la Fatah qui avaient manifesté pour la deuxième journée consécutive, contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. — (A.F.P.)

● Plusieurs centaines de soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et de gardarmes libanais ont été tués, lundi 6 février, lors d'une explosion dans le secteur de Beyrouth pour tenter de mettre fin à la vague d'explosions qui secouait la capitale libanaise depuis plusieurs jours. Les contrôles sont particulièrement importants autour de la place des Canons, où au moins trois explosions ont fait la semaine dernière, selon un bilan officieux, trois morts et une vingtaine de blessés. — (A.F.P.)

● Le général DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

● Les forces de l'ordre ont appréhendé, lundi 6 février, trente-sept membres de la Fatah qui avaient manifesté pour la deuxième journée consécutive, contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. — (A.F.P.)

● Plusieurs centaines de soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et de gardarmes libanais ont été tués, lundi 6 février, lors d'une explosion dans le secteur de Beyrouth pour tenter de mettre fin à la vague d'explosions qui secouait la capitale libanaise depuis plusieurs jours. Les contrôles sont particulièrement importants autour de la place des Canons, où au moins trois explosions ont fait la semaine dernière, selon un bilan officieux, trois morts et une vingtaine de blessés. — (A.F.P.)

● Le général DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

# AMÉRIQUES

Costa-Rica

## M. Rodrigo Carazo candidat de l'opposition de droite est élu président de la République

M. Rodrigo Carazo, le leader de la coalition de l'unité — qui regroupait plusieurs partis conservateurs et de la droite libérale, — a remporté avec plus de 50 % des suffrages l'élection présidentielle du dimanche 5 février au Costa-Rica. Il a ainsi mis fin au « règne » que le parti de libération nationale (social-démocrate) exerçait sur le pays depuis une trentaine d'années. M. Luis Alberto Monge, le candidat du parti de libération nationale, aurait recueilli environ 43 % des voix.

### Un néo-conservateur issu du terroir

De notre envoyé spécial

Cherchez ondules d'un blond roux, regard vif, visage parsemé de tâches de rousseur et sourire conquérant, M. Rodrigo Carazo Odio voit son rêve prendre corps. De tempérament plutôt sanguin, le geste large et l'abandon facile, cet homme d'affaires aux allures de fermier texan n'avait pas ménagé ses efforts depuis plusieurs années pour s'imposer comme seule personnalité capable de tenir tête au parti de libération nationale, de centre gauche, qui gouverne le pays depuis trente ans.

Né le 28 décembre 1926 à Cartago, dans une région farouchement conservatrice, M. Rodrigo Carazo est éleveur et propriétaire terrien. Après des études en sciences économiques, il a fait fructifier ses propres affaires. Il a aussi été conseiller d'une banque au Venezuela, avant d'être directeur pendant cinq ans de l'Institut national de l'habitat et de l'urbanisme, puis de la Banque centrale costaricaine.

Le nouveau président, candidat d'une coalition allant de l'extrême droite à la démocratie chrétienne, a pourtant fait ses débuts en politique sous la bannière du parti de libération nationale. Élu député en 1948, président de l'Assemblée législative, il est évincé de la course à la présidence en 1970. Il rompt alors avec le parti au pouvoir et s'affirme aujourd'hui que cette formation politique était soumise à une « direction de quelques continents par la corruption ». Il crée ensuite le parti de la rénovation nationale et se présente une première fois en 1974 à la présidence. Il ne recueille que 9 % des voix. Cette défaite ne le décourage pas. Il se présente à nouveau en 1978, sous la bannière de l'unité, et remporte la victoire avec 50 % des voix.

Fermement attaché au principe de la libre entreprise, se ré-

clamant de la doctrine sociale de l'Église, M. Carazo reproche à ses adversaires d'avoir fait du Costa-Rica « un État paternaliste où les gens attendent tout de l'État ». Il prône « le progrès dans la dignité » et déclare vouloir instaurer « une société de participation favorisant la stabilité fiscale et monétaire avec des investissements d'origine interne ». Faisant grief au président Daniel Oduber de ses fréquents déplacements à l'étranger et de ses rapports avec l'Internationale socialiste, il n'hésite pas à déclarer : « Je m'occuperai des intérêts du peuple plutôt que de voyager. Qu'adviendrait-il d'une entreprise dont le directeur est toujours par monts et par vaux ? »

Anticommuniste convaincu, défenseur acharné des valeurs du terroir, M. Rodrigo Carazo entend préserver son pays des néfastes influences de l'étranger. Il compte notamment rappeler l'ambassadeur du Costa-Rica à Moscou. L'un de ses objectifs proclamés est de « lutter contre la corruption ». Ses adversaires l'ont accusé durant la campagne d'avoir des liens avec le mouvement d'extrême droite « Costa Rica libre » et même avec le groupe clandestin paramilitaire guatémaltèque « Le Mudra blanco ». Il a aussi été mis en cause à propos de l'origine des importants fonds dont il disposait pour financer sa campagne. A en croire certains de ses rivaux, il aurait reçu un appui financier non seulement des États-Unis mais aussi du dictateur du Nicaragua, le général Somoza.

Avec l'élection de ce conservateur nouvelle vague, après d'ordinaire d'austérité, la droite costaricaine espère pouvoir enfin prendre sa revanche sur le réformisme prudent pratiqué pendant un quart de siècle par le parti de libération nationale.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

### Nicaragua

## Washington reconnaît que les adversaires du gouvernement doivent jouer un rôle dans la vie politique

Le gouvernement américain appuiera son soutien à tous les Nicaraguayens qui ont respecté les droits de l'homme. Interrogé sur ce point, M. H. Carter a déclaré que des progrès avaient été accomplis récemment, comme par exemple la levée de la censure imposée à la presse. « Il faut que ce processus continue », a-t-il ajouté.

La déclaration de M. H. Carter officialise le changement d'attitude de Washington vis-à-vis des Somoceros. Jusqu'à présent, les États-Unis soutenaient totalement cette famille, qui règne depuis plus de quarante ans sur le Nicaragua. En lançant un appel au dialogue, le département d'État met sur un pied d'égalité le gouvernement et l'opposition.

Le département d'État a retardé, puis suspendu, l'aide militaire au régime Somoza en raison des violations des droits de l'homme commises au Nicaragua. Les diplomates américains font remarquer qu'il y a dix ans « c'est probablement le contraire qui se serait produit. Devant les délités de Somoza, les crédits militaires auraient été augmentés ».

Malgré deux grands incidents, les 5 et 6 février à Niquihuanco et Managua, au cours desquels la garde nationale a tué deux personnes et en a blessé plusieurs autres, le pays revenait lentement à une certaine normalisation. Des foyers d'agitation se maintenaient dans certains quartiers de la capitale, et de quelques villes. Mais le mouvement de grève parvenait à décliner.

● Le Washington Post a publié, le 7 février, un rapport secret du département d'État accusant le Nicaragua de graves violations des droits de l'homme. Deux autres pays, militairement liés aux États-Unis, font également l'objet d'un rapport défavorable, indique le Washington Post : la Corée du Sud et l'Iran. Le quotidien américain remarque que parmi ces trois pays un seul le Nicaragua fait l'objet de pressions de la part de Washington, et verra l'aide militaire dont il bénéficie pratiquement annulée dans le prochain budget. — (A.F.P.)

● Le Venezuela a demandé, le lundi 6 février, que la commission interaméricaine des droits de l'homme se rende au Nicaragua pour y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

● Le Venezuela a demandé, le lundi 6 février, que la commission interaméricaine des droits de l'homme se rende au Nicaragua pour y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

● Le Venezuela a demandé, le lundi 6 février, que la commission interaméricaine des droits de l'homme se rende au Nicaragua pour y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

● Le Venezuela a demandé, le lundi 6 février, que la commission interaméricaine des droits de l'homme se rende au Nicaragua pour y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

● Le Venezuela a demandé, le lundi 6 février, que la commission interaméricaine des droits de l'homme se rende au Nicaragua pour y enquêter sur les violations des droits de l'homme.

## A TRAVERS LE MONDE

### Espagne

● UN REMETTEUR DE LA RADIO-TELEVISION A ÉTÉ DETENU par un attentat à la bombe le lundi 6 janvier à Villajoyosa, dans le nord-ouest de l'Espagne, privant d'émissions pour une dizaine de jours toute la partie septentrionale du pays. La branche militaire de l'organisation séparatiste ETA a revendiqué cette action, comme, indique un communiqué, pour dénoncer l'« intoxication de l'information » dispensée par la R.T.V.E. notamment sur la question basque. — (A.F.P., A.P.)

● LE GÉNÉRAL DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

● Les forces de l'ordre ont appréhendé, lundi 6 février, trente-sept membres de la Fatah qui avaient manifesté pour la deuxième journée consécutive, contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. — (A.F.P.)

● Plusieurs centaines de soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et de gardarmes libanais ont été tués, lundi 6 février, lors d'une explosion dans le secteur de Beyrouth pour tenter de mettre fin à la vague d'explosions qui secouait la capitale libanaise depuis plusieurs jours. Les contrôles sont particulièrement importants autour de la place des Canons, où au moins trois explosions ont fait la semaine dernière, selon un bilan officieux, trois morts et une vingtaine de blessés. — (A.F.P.)

● Le général DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

### Pays-Bas

● KNUT FOLKERTS, CHRISTOPHER WACKERNAGEL ET GERT SCHNEIDER, membres de la Fraction armée rouge détenus aux Pays-Bas et dont l'Allemagne fédérale a demandé l'extradition, ont vu leur demande d'extradition, ont vu leur demande d'extradition, ont vu leur demande d'extradition. — (A.F.P.)

### Israël

● LE GÉNÉRAL DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

Chomron s'était rendu célèbre en juillet 1975 en dirigeant l'opération « Entebbe », qui permit la libération d'otages détenus à bord d'un Airbus d'Air France en Ouganda. — (A.F.P.)

● Les forces de l'ordre ont appréhendé, lundi 6 février, trente-sept membres de la Fatah qui avaient manifesté pour la deuxième journée consécutive, contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. — (A.F.P.)

● Plusieurs centaines de soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et de gardarmes libanais ont été tués, lundi 6 février, lors d'une explosion dans le secteur de Beyrouth pour tenter de mettre fin à la vague d'explosions qui secouait la capitale libanaise depuis plusieurs jours. Les contrôles sont particulièrement importants autour de la place des Canons, où au moins trois explosions ont fait la semaine dernière, selon un bilan officieux, trois morts et une vingtaine de blessés. — (A.F.P.)

● Le général DAN CHOMRON, commandant des forces de parachutistes, a été nommé commandant en chef des forces israéliennes du secteur sud en remplacement du général Harel Chafin, qui a présenté lundi sa démission. Le général

### Portugal

● TRENTA ET UN SECRETAIRES D'ÉTAT du nouveau gouvernement de M. Mario

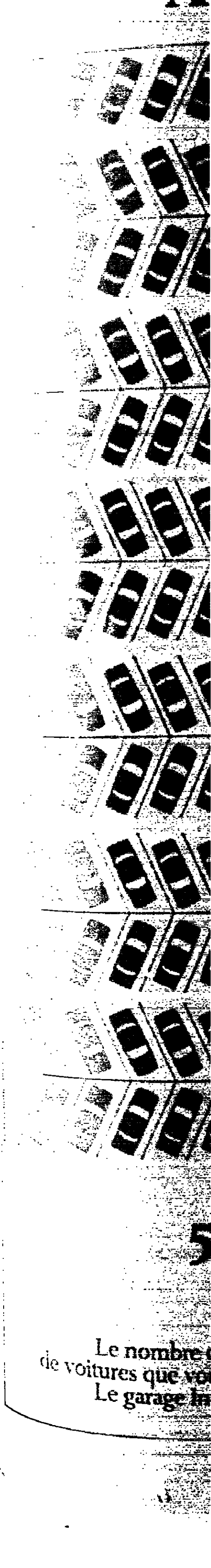
Soares ont été investis dans leurs fonctions ce lundi 6 février par le président Ramalho Eanes. Parmi les nouveaux venus figurent, à la communication sociale (information), M. José Joaquim Gomes, journaliste et député socialiste, qui était jusqu'à présent directeur du Diário de Notícias, et, aux affaires culturelles, M. António Reis, membre du conseil national du P.S., qui a été l'un des principaux négociateurs socialistes pour la formation du nouveau gouvernement. — (A.F.P.)

### Tanzanie

● LE PREMIER ANNIVERSAIRE DU CHAMA CHA MAPINDUZI, parti unique de Tanzanie, a été fêté discrètement, dimanche 5 février, en présence d'une épaisse de chèvres. Les manifestations publiques ont été supprimées dans les zones affectées. — (Corresp.)

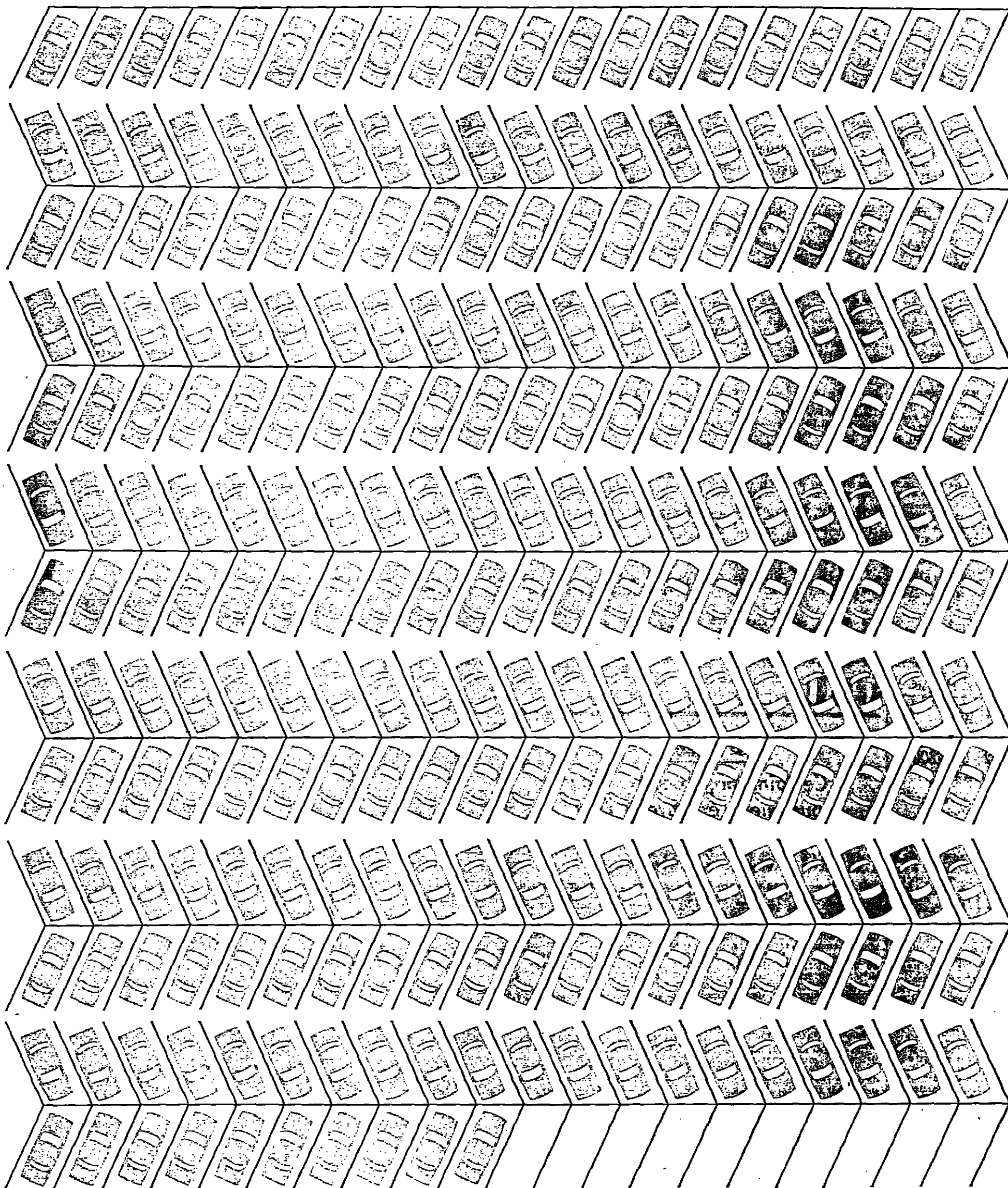
مكتبة من الأصل

pour vous





# A Paris, pour vous offrir davantage de voitures, Avis a changé de garage.



Le garage Avis Dupleix est transféré  
**5, rue Bixio. Paris 75007**  
(derrière les Invalides). Nouveau téléphone: 550 32 31.



Le nombre de voitures que peut contenir le garage Invalides est équivalent au nombre  
de voitures que vous trouverez sur cette page: 250 exactement.  
Le garage Invalides, c'est un plus grand garage pour mieux vous servir.





INDE

# Le gouvernement marxiste du Bengale veut faire de sa gestion un exemple national

De notre envoyé spécial

Calcutta. — « Le gouvernement du Front de gauche formé au Bengale-Occidental avec un soutien populaire massif est celui du peuple. Il recherche son aide pour distribuer les terres en surplus, protéger les droits de l'homme, maintenir la discipline dans les champs et les usines, les écoles et les collèges. Il appelle à la coopération la population pour construire un Bengale riche et prospère. » En faisant passer cette publicité dans les journaux, le Front a-t-il voulu entretenir le tempo de son triomphe électoral ? Constitués pour l'essentiel du P.C.I. (marxiste) — indépendant de Moscou et de Pékin — d'un mouvement nationaliste progressiste et de petits groupes révolutionnaires, ce Front a conquis le pouvoir dans cet Etat de plus de cinquante millions d'habitants après avoir remporté, à la surprise même de ses dirigeants, les élections législatives provinciales en juin. La réaction populaire de rejet à l'égard du parti du Congrès, qui dirigeait le gouvernement pendant plusieurs années consécutives, fut encore plus nette qu'aux élections nationales du printemps. Non seulement le Front enleva la quasi-totalité des sièges, mais le P.C.I. (M) obtint, à lui seul, la majorité dans l'Assemblée locale.

Pour la première fois, un mouvement communiste dirige pratiquement un Etat le plus turbotenté de l'Inde. Le Bengale a toujours été le foyer du communisme indien ; mais le P.C.I. — distinct du P.C.I. (M) et fidèle à Moscou — y a perdu, comme ailleurs, de l'influence depuis qu'il a soutenu le régime de Mme Gandhi. En revanche, défenseur des libertés démocratiques, très solidement implanté dans les milieux ouvriers et paysans, occupant une position marginale au sein du mouvement communiste international et, notamment, ne prenant pas parti dans la querelle sino-soviétique, le P.C.I. (M) est devenu, depuis

la consultation de mars, la force politique de gauche la plus importante. Son comportement serein au pouvoir, au Bengale, où il représente des classes qui jusqu'à maintenant dans le reste du pays en ont toujours été écartées de façon durable, s'inspire du social d'extrême, à plus long terme, son influence nationale.

Ainsi bien les « marxistes », comme on les appelle, n'ont-ils pas porté, comme le craignait la bourgeoisie possédante (les dirigeants appartenant à la petite-bourgeoisie), la révolution dans la rue. Calcutta n'a jamais semblé aussi calme. Le changement d'équipe gouvernementale s'est même fait sans dépitement populaire. Les ministres travaillent d'arrache-pied, et nul ne met en doute leur honnêteté, alors que la corruption de certains de leurs prédécesseurs était notoire. Mais s'ils donnent l'exemple de la ponctualité, les fonctionnaires, eux, continuent à arriver au bureau au milieu de la matinée. L'administration à coup sûr ne semble pas mobilisée, sinon concernée, par la « révolution silencieuse » dont parlent les théoriciens du Front. « Le gouvernement, nous a dit un observateur, n'a pas nettoyé les écuries d'Augusta. Il a conservé le même appareil administratif que le précédent cabinet. S'il tente de s'attaquer au laisser-aller, il risque de perdre le soutien populaire. »

Sans doute aussi le style feutré du nouveau gouvernement, est-il marqué par la personnalité pondérée de son chef, M. Jyoti Basu. Avocat formé à Cambridge, esprit fin et cultivé, M. Basu n'a rien de commun avec les politiciens provinciaux à la tête d'autres Etats. Sa démarche politique semble plus celle d'un social-démocrate pragmatique que celle d'un révolutionnaire pressé de changer la société. Il connaît les limites d'une telle entreprise en Inde. Néanmoins, la gauche n'a pas perdu de temps pour lancer une action en profondeur dans l'agriculture.

## Réforme agraire

« Le ralentissement des migrations rurales vers Calcutta — 150 000 à 200 000 personnes par an — nous dit le ministre des finances, M. Ashok Mitra, dépend de nos capacités à développer l'arrière-pays. Le gouvernement a accordé la priorité à cette tâche en y affectant 20 % des ressources. » Brillant économiste, passé lui aussi par l'Occident, M. Mitra n'est pas membre du P.C.I. (M), mais, précise-t-il, « sympathisant ». Est-ce pour gagner ses titres de noblesse qu'il a affiché un portrait de Marx dans son bureau ? Il ajoute :

« Pendant trente ans, les responsables du Congrès nous ont rebattu les oreilles en disant qu'ils faisaient une politique en faveur des pauvres ; celle-ci, constate-t-on, n'a pas changé leur condition ! » Le gouvernement s'est donc attaqué à certaines des causes de la misère en milieu rural en adoptant une réforme agraire visant à sauvegarder les droits des nombreux métayers du Bengale exploités par les propriétaires fonciers avec lesquels ils n'ont en général pas pu passer de contrat écrit. Ces métayers ne reçoivent

même pas la moitié de la récolte de la terre qu'ils cultivent et en sont parfois expulsés manu militari (les incidents de ce genre ont fait plusieurs victimes en 1977). Désormais, les propriétaires devront remettre un reçu aux métayers lorsque ceux-ci venant acquiescer leur fermage. Ce précieux papier constituera en quelque sorte une reconnaissance de leurs droits et pourra être utilisé pour demander les crédits qui leur sont actuellement refusés faute de garanties ou de solvabilité.

Désormais, si la réforme entre en vigueur, un propriétaire voulant reprendre possession de sa terre devra prouver que c'est pour la travailler lui-même ou avec sa famille et non pour la louer à quelqu'un d'autre à meilleur compte.

Les autorités veulent ainsi lutter contre les évictions arbitraires et les propriétaires absenteïstes. Selon le ministre de la terre et du revenu foncier, M. Benoy Chowdhury, un ancien syndicaliste paysan, principal artisan de la réforme, 4 % des gros propriétaires du Bengale contrôlent 40 % des terres cultivables tandis que 3,5 millions de paysans disposent de minuscules parcelles ou n'en ont pas du tout. C'est à eux que le texte de la réforme prévoit de

distribuer 0,7 million d'hectares situés sur les propriétés expropriées. Certaines de ces terres avaient déjà été redistribuées en 1960-1970 lorsque la gauche était au pouvoir dans l'Etat, avec des formations modérées. Mais, par la suite, des possédants en chertie avec le Congrès se les firent restituer.

M. Basu n'ignore pas qu'il se heurte de nouveau à forte partie. Au gouvernement central, les intérêts des riches cultivateurs — qui ont toujours exercé une grande influence — sont solidement représentés. Et il est symptomatique que le texte de la réforme attende depuis sept mois l'aval de New-Delhi, qui lui donnera force de loi. « Les marxistes », explique un journaliste indien, s'attaquent au lieu social des campagnes, à la source du pouvoir traditionnel. Ils savent qu'ils vont se heurter à de grandes difficultés et qu'il ne leur sera sans doute pas possible d'appliquer intégralement la réforme (si elle est acceptée). Mais s'ils parviennent à favoriser une prise de conscience de leurs droits chez les paysans, ce sera déjà une victoire considérable. Cela changera beaucoup de choses. Ils travaillent à long terme ; la majorité de la clientèle électorale se trouve encore dans les masses paysannes... »

## Souplesse à l'égard des milieux d'affaires

D'autre part, une certaine souplesse est de règle dans les rapports du gouvernement avec les milieux d'affaires. Le Bengale-Occidental compte une infrastructure industrielle importante mais archaïque, et les entrepreneurs sont généralement réservés à l'égard d'un Etat réputé pour son instabilité politique et son agitation sociale.

De fait, la branche syndicale du P.C.I. (M) en milieu ouvrier prônait il n'y a pas longtemps la « lutte des classes » par des grèves longues et « dures ». Aujourd'hui ses responsables ont reçu l'ordre de tenir leurs troupes et de modérer leurs revendications. Il n'est pas question non plus de nationalisations. « Nous ne pouvons nationaliser sans l'accord du gouvernement central et aussi parce que nous n'avons pas les moyens d'accorder des indemnités », nous a expliqué M. Mitra. Mais il est clair que la gauche ne veut pas effaroucher les détenteurs de capitaux, les investissements publics étant très limités par l'insuffisance des crédits. Sa préoccupation paraît être de relancer l'activité économique, stagnante depuis de nombreuses années, afin de fournir quelques débouchés à

l'énorme masse des sans-travail et des sous-employés.

Aussi bien le gouvernement a-t-il fait des appels du pied aux grandes sociétés privées et hâté l'examen des dossiers d'investissements en attente. Il s'est déclaré disposé à étudier les propositions de collaboration de firmes étrangères, ce qui a indisposé New-Delhi, dont c'est la prérogative. Il accueille favorablement les crédits de la Banque mondiale pour certains travaux d'aménagement urbain à Calcutta. « Nous n'avons pas les monopoles, mais ils existent. Ils doivent savoir que nous sommes avec le peuple ; ils doivent adopter un autre type de rapports avec les travailleurs, sur lesquels nous avons une grande influence », nous a déclaré M. Basu. « Personne n'est inquiet dans le secteur privé, nous a assuré, d'autre part, M. S.V. Krishnan, directeur de l'organisme public chargé d'encourager les investissements privés, le gouvernement est plus fort et les industriels savent qu'il les capotera de faire ce qu'il dit. » Mais cette politique est jugée par trop accommodante par les éléments radicaux du P.C.I. (M), dont M. P.D. Gupta, secrétaire général

du parti au Bengale, passe pour être le porte-parole. Homme de l'appareil, président du comité politique du Front, il a fait récemment un éloge remarqué de Staline.

Entre le dogmatisme marxiste et les réflexes conservateurs de New-Delhi, la marge de manœuvre pour des réformes est étroite. Ainsi un certain réalisme conduit-il M. Basu à ne pas engager la bataille sur les deux fronts — agriculture, industrie — à la fois, et à éviter l'affrontement tant avec l'extrême gauche qu'avec le gouvernement fédéral. Les marxistes, toujours divisés, ne constituent pas à l'heure actuelle une menace pour les membres du P.C.I. (M), mais ceux-ci n'en continuent pas moins de les considérer — avec les « communistes de droite » — comme leurs pires ennemis. Le P.C.I. (M) était depuis quelques mois au pouvoir, en mai 1968, lorsque des dissidents pro-chinois formèrent le P.C.I. (M.L.) — marxiste-léniniste — qui anima la révolte paysanne de

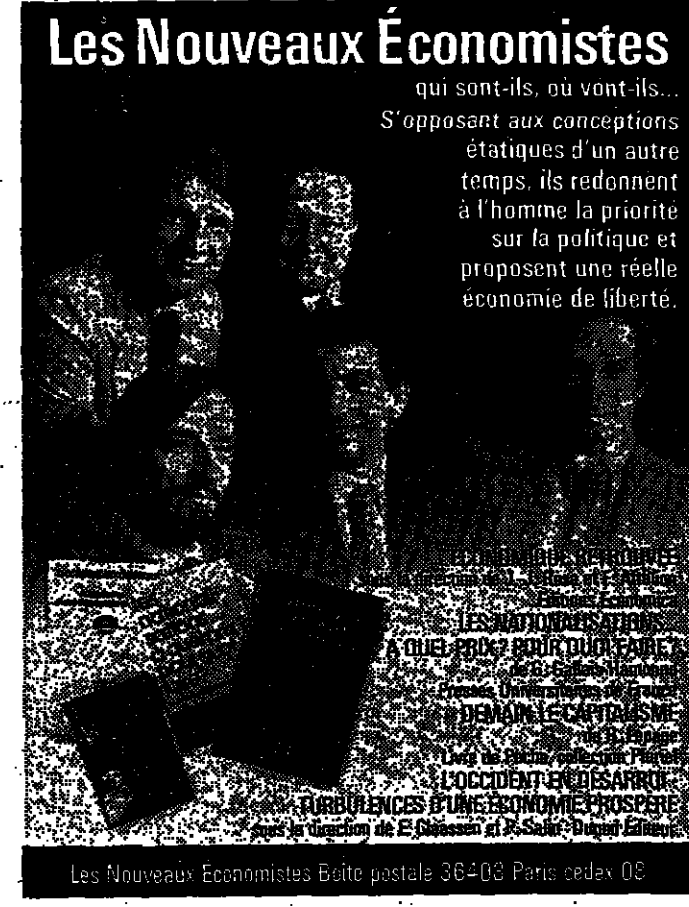
Naxalbari — d'où le nom de naxalisme — au nord du Bengale. Le nouveau gouvernement a libéré la majorité des prisonniers politiques, pour la plupart naxalistes, mais deux cents à trois cents d'entre eux, incriminés ou en cours de jugement, seraient encore en prison.

De nouvelles tensions entre groupes communistes empêchent le P.C.I. (M) d'établir un « sanctuaire » au Bengale au prix de quelques compromis. Le gouvernement central serait alors prompt à intervenir et à imposer son autorité — l'administration directe — en cas de désordre. La gauche veut éviter à tout prix de donner le prétexte à une telle intervention. Dans cet esprit, le gouvernement de Calcutta réclame une plus grande autonomie pour les Etats régionaux. S'il ne parvient pas à appliquer son programme, il pourra toujours dire que New-Delhi lui a mis des bâtons dans les roues. C'est son calcul politique.

GERARD VIRATTE.

## Les Nouveaux Économistes

qui sont-ils, où vont-ils... S'opposant aux conceptions étatiques d'un autre temps, ils redonnent à l'homme la priorité sur la politique et proposent une réelle économie de liberté.



Le jour où toutes les banques s'aligneraient...

...vous feriez bien d'aligner aussi vos besoins.

Ce jour-là, s'il arrivait... c'en serait fait de cet esprit de concurrence qui est l'oxygène du système économique. Le jour où il n'y aurait plus d'émulation et de concurrence entre les banques, l'uniformité deviendrait la règle.

Vous devriez aligner vos besoins et vos demandes selon des plans imposés. N'imaginer ou n'entreprendre qu'en fonction de possibilités déjà tracées.

Oublier le temps où chacun voyait son problème traité "sur mesure". Tout ce que l'existence de banques privées comme la nôtre vous garantit aujourd'hui.

CCF. Banque privée, notre rôle auprès de vous est irremplaçable, vous le savez.



CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CCF, 103, avenue des Champs Élysées 75008 Paris Tél: 720 92 00

Publi-Service

Le Monde

# politique

## LES DÉSACCORDS AU SEIN DE LA GAUCHE

**M. Marchais : le P.S. doit accepter de discuter après le premier tour**

A l'occasion d'une conférence de presse du P.C.F. M. Charles Fierman, membre du secrétariat, a présenté lundi matin 6 février le programme commun actualisé par les communistes qui est publié par les Editions sociales. Il a, au passage, déclaré : « Depuis quelques jours se développent des manœuvres spéculatives contre le P.C.F. qui le gouvernement fasciste. Le C.N.P.F. donne à nos amis de la voix. Devant les travailleurs et leurs familles se dresse ce qu'on appelle autrefois le « mur d'argent ». C'est le challenge. (...) Pour sa part et en réponse aux questions des journalistes, M. Georges Marchais a indiqué que les déclarations de M. Fierman sur les ministères revendiqués par le P.C. « n'appellent aucun commentaire ». Interrogé sur les prises de position de M. Mitterrand et de M. Fabre, qui refusent toute négociation sur un gouvernement d'union de la gauche et, en ce qui concerne le président du M.R.G., sur le programme commun, entre les deux tours de scrutin (le Monde daté 5-6 février), le secrétaire général du P.C.F. a répondu :

« Cela confirme que le P.C.F. est bien le seul des trois partis à vouloir négocier. Cette situation donne tout son éclairage à ce qui s'est passé entre les élections municipales et le jour où M. Mitterrand a déclaré la table des négociations. L'acharnement qu'il met à ne pas vouloir discuter du programme commun justifie tout ce que nous avons dit. Le P.S. et le M.R.G. portent toute la responsabilité de la situation. (...) On peut obliger le P.S. à revenir à la table de négociation et à créer les conditions de la victoire. (...) M. Mitterrand a dit qu'il abandonne la ligne qui est actuellement la sienne : pas de discussion. M. Marchais a noté que ni le C.N.P.F. ni M. Mauroy n'ont exclu des négociations entre les deux tours de scrutin (le Monde du 4 février).

Le secrétaire général du P.C.F. a également répondu à M. Mitterrand, qui avait déclaré n'avoir jamais abordé avec M. Marchais « la question de la composition d'un éventuel gouvernement de gauche » (le Monde daté 5-6 février). « Je confirme très officiellement, a-t-il déclaré, que le problème de la composition d'un gouvernement de la gauche a été discuté dans son principe lors de l'élection présidentielle de 1974. C'est un fait. Nous en avons discuté parce qu'une forte pression de la droite s'exerçait sur le candidat unique de la gauche pour lui faire dire s'il y avait des ministres communistes et combien. Nous étions convenus avec François Mitterrand que nous ne pouvions pas laisser sans réponse ces questions, bien qu'il n'appartienne pas au président de la République de composer le gouvernement. (...) Nous étions tombés d'accord sur deux choses : le candidat réaffirmerait que le gouvernement serait composé à partir des trois formations qui soutenaient le programme commun, à égalité de droits et de devoirs ; j'avais toute latitude pour expliciter cette idée. J'ai dit que dans un gouvernement d'union de la gauche, il y aurait six à sept ministres communistes. J'ai dit que nous n'avions pas dit de mensonge par Mitterrand. (...) J'ajoute qu'il n'y a aucune contradiction entre ce que nous disons et le nombre de voix que nous pourrions recueillir. Nous avons admis que P.C. et P.S. comptent chacun sept ministres. Sur les six ou sept restants, le M.R.G. en aurait eu quelques-uns, et nous étions d'accord pour associer quelques personnalités n'appartenant pas à l'une des trois formations signataires du programme commun. (...) M. Marchais a précisé que, dans la discussion sur l'actualisation du programme commun, il n'avait pas été question de la composition du gouvernement mais uniquement des réformes de structures proposées par le P.C.F. Il a conclu : « Entre les résultats du premier tour et la clôture des candidatures

il y a le temps de discuter pour bien actualiser le programme commun (1). Si le P.S. revient au programme commun de 1974 nous aurons plus de temps qu'il n'en faut pour actualiser. (...) A la question : le P.C.F. peut-il envisager de se désister sans accord sur un programme ? M. Marchais a répondu : « Le mandat que nous avons, c'est de parer à un accord sur un programme. C'est un mandat impératif. (...) (1) N.D.L.R. — Les candidatures pour le second tour devront être déposées avant le mardi 14 mars à minuit.

Si le discours des dirigeants communistes vise à « manager l'avenir », c'est qu'il faut laisser entendre des solutions techniques à l'issue du scrutin. En juin et juillet les responsables du P.C.F. ont cherché à obtenir de leurs alliés un partage de la réalité du pouvoir en cas de victoire de la gauche. Ils n'ont pas obtenu ce qu'ils espéraient. Peut-être ont-ils repris les négociations « au sommet », en septembre, déjà déclinées, que la rupture était inévitable. Peu importe. Ce qui compte, c'est que, dès lors que cette rupture est intervenue, elle signifie que les communistes ne se satisfont pas des conditions de participation au gouvernement que les socialistes leur offrent. Cette position ne peut avoir changé puisque les négociations n'ont pas repris. Elle n'a

guère de chances de pouvoir se modifier entre les deux tours : d'abord parce que les partenaires n'auront pas le temps de discuter du programme au fond ; ensuite parce que rien ne laisse prévoir que le P.S. soit disposé à lâcher demain ce qu'il a refusé hier et parce que les communistes ont plutôt tendance à élargir l'éventail des désaccords, en y englobant, par exemple, la politique africaine (le Monde du 28 janvier). La négociation sur les conditions d'une participation au pouvoir de deux partis de gauche ne pourrait guère se rouvrir qu'après le scrutin, sans aucune garantie de victoire électorale. Ni M. Mitterrand ni M. Marchais ne sont en mesure aujourd'hui d'affirmer qu'ils trouveraient alors un terrain d'accord.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche, au soir du premier tour, se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire battre le candidat socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas négocié à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés. Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie de l'écologie, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, la victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

C'est parce que la direction du parti communiste s'est déjà trouvée confrontée à la puissance du courant qui continue de porter la gauche qu'elle a été conduite à réadapter sa propagande. Si le discours critique contre le P.S. « passe » sans réelle difficulté à la base du P.C.F. et dans son électorat, il n'en va pas de même de tout ce qui paraît remettre en cause la perspective d'une victoire électorale. Cette dualité de

**M. Mitterrand : les communistes doivent changer de ton et de manières**

De nos correspondants

communiste prenne ses responsabilités. (...) Réaffirmant qu'il n'était pas question « de bâcler » entre les deux tours une négociation qui n'a pas abouti lorsque l'on était moins pressé, M. Mitterrand a ajouté : « Il faut que le parti communiste accorde ses vœux. (...) Il ne peut pas rechercher un accord et passer son temps à attaquer le P.S. Il n'y a pas dans la vie politique que les propositions. Il y a aussi la psychologie. Les communistes doivent changer de ton et de manières en cessant d'être des procureurs, fondant leur démonstration sur des documents falsifiés. (...) Je n'ai déjà dit et pour reprendre une expression de René Audry, je dirai : « Pas de bricolage de dernière minute. (...) En cas de victoire, mandats par le pays, nous aborderons l'ensemble des problèmes avec nos partenaires en vue de la constitution d'un gouvernement. (...) Interrogé sur les déclarations de M. Ceyrac, M. Mitterrand a répondu : « Les interventions de M. Ceyrac me font du bien. Chaque fois qu'il parle, on comprend mieux que le grand patronat contrôle la politique économique de la France. (...) Il a toutefois regretté : la campagne d'affolement qui vise à faire attribuer à la gauche la responsabilité de la crise du franc. (...) Je ne peux pas dire devant trois mille personnes, le premier secrétaire du P.S. est revenu sur les relations de sa formation avec le P.C.F. en déclarant : « Il n'est pas question de se précipiter le dimanche soir pour terminer l'actualisation du programme commun avant le mardi midi. (...) Enfin, à Cherbourg, il a expliqué que la formation de coalition absurde, archaïque, se forme

entre la droite et l'un de nos partisans de la gauche, celui qui doit revenir, celui que nous attendons. Personne ne pourra raisonner de la même façon si, le 12 mars, nous nous serons alliés de vote. Personne n'osera nous refuser la victoire si nous le décidons. Les suffrages que nous nous donnerons le 12 mars serviront, le 19, à faire élire dans toutes les circonscriptions de France le candidat de gauche le mieux placé par vous. (...) Nous retirons nos candidatures et nous ne demandons rien en échange. Ce ne sera pas l'objet d'un marchandage. (...) Cette conversation devrait être achevée mardi midi. On ne va pas se réveiller dimanche à minuit pour faire l'actualisation du programme commun. (...) Il fallait s'y prendre plus tôt. On verra lorsqu'il s'agira de former le gouvernement de la gauche. Le parti socialiste n'a pas l'intention de marchandiser les désistements. »

**RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LE P.C.F. ET LE P.S. A CHARLEVILLE-MÉZIÈRES**

(De notre correspondant.)

Charleville-Mézières. — A la suite du refus du groupe communiste du conseil municipal de Charleville-Mézières de voter le budget primitif de 1978, M. Jean Delautre, maire socialiste, a réitéré, lundi 6 février, leur détermination aux trois prochains communistes. Le P.C.F. critique la majorité de 38,60 % de la charge fiscale.

Au cours de la séance, les élus communistes se sont opposés à plusieurs propositions de la majorité socialiste, notamment à la création de treize emplois municipaux nouveaux. Après une suspension de séance, les élus communistes, « estimant ne pouvoir partager avec les socialistes leurs conceptions de la démocratie communale », ont annoncé qu'ils ne prendraient pas part au vote. Le budget a finalement été adopté par 20 voix et 13 abstentions.

● M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a déclaré, lundi 6 février, à Paris : « Le P.C. et le P.S. cherchent à se joindre à l'opération « gérer l'austérité » et à voter pour les candidats « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » sera un vote utile, car il montrera au P.C. et au P.S. que des centaines de milliers de travailleurs ne sont pas prêts à accepter que l'on brade leurs revendications... »

**THIERRY PISTIER.**

**Prochain article :**

**LES DEUX HYPOTHÈSES DES SOCIALISTES**

**M. Maire et les nationalisations : nous sommes en avance sur les partis de gauche**

« Si on nous dit que nous venons un peu tard par rapport au champ des nationalisations, nous pensons que, au contraire, nous sommes juste à l'heure pour en définir les aspects concrets. Et même, nous sommes en avance sur les partis de gauche, plus occupés par le nombre des entreprises à nationaliser que par le contenu de l'opération », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en commentant devant la presse, le 6 février, les positions prises à ce sujet par le récent conseil confédéral (le Monde du 7 février 1978).

L'élaboration démocratique de la doctrine cédétiste a été lente, a reconnu M. Maire, car tout était à faire sur un terrain où il n'y avait pas de précédent. Les conclusions de la centrale sont « à débattre », mais, selon le leader cédétiste, « beaucoup de travailleurs seront mobilisés, parce qu'ils se reconnaîtront en elles ».

Sur la planification et les structures des entreprises nationalisées, les cédétistes estiment avoir une compétence qui leur donne droit à « des autres forces » qui veulent représenter le pays.

La C.F.D.T. n'a pas l'intention de rencontrer les partis de gauche occupés à l'élaboration de leur « des autres forces » qui veulent représenter le pays.

La C.F.D.T. n'a pas l'intention de rencontrer les partis de gauche occupés à l'élaboration de leur « des autres forces » qui veulent représenter le pays.

Prudente, la C.F.D.T. attend de voir quelle majorité sortira des urnes et comment sera constitué le gouvernement de gauche qu'elle espère intensément. Alors seulement s'engageront les discussions.

Dans l'immédiat, M. Maire se contente de souligner que les positions de la C.F.D.T. fassent leur chemin dans les partis et ailleurs. « Les progrès de l'idée autogestionnaire, dit-il, nous aideront ». Cette modestie n'est-elle pas la plus efficace façon d'ouvrir une piste pour sortir des zézaiseries : le P.C. et le P.S. ?

Lorsque les dirigeants cédétistes rencontreront la semaine prochaine, leurs homologues de la C.G.T. pour une « réunion de travail », il ne s'agira, selon M. Edmond Maire, Albert Merle, Jacques Moreau et Michel Rolant, que d'harmoniser les vues, les programmes respectifs, non de construire une plateforme revendicative unique.

La C.G.T. l'a déjà fait, avait organisé un tel projet. Certains militants cédétistes y avaient également songé. M. Séguin et ses amis n'ont d'ailleurs pas été avares d'appréciations chaleureuses sur les positions prises par la C.F.D.T. et tout récemment encore, par son conseil confédéral.

M. Maire amorce ces estimations, tout comme, en décembre, il avait enregistré sans commentaires les déclarations qu'avait faites M. Marchais en faveur de l'autogestion. Mais il n'a pas l'intention de faire un pas de plus. A la C.G.T., on pense maintenant qu'il y a peu de chances d'arriver, avant les élections, à un accord. — J. R.

ON SE BAT POUR FAIRE REMONTER LE FRANC.



(Dessin de KONE.)

## La France en quête d'une majorité

(Suite de la première page.)

Le discours prononcé par M. Georges Marchais le 7 janvier devant la conférence nationale de son parti a jeté le trouble, y compris dans l'électorat communiste. Le fait de lier la décision sur les désistements à un pourcentage électoral à l'occasion du premier tour de scrutin a permis à M. Mitterrand de taxer ses partisans d'électorisme. Or, l'objectif de M. Marchais était tout de s'adresser à ses militants pour les galvaniser. La direction du P.C.F. a l'habitude de fixer des objectifs concrets, qu'il s'agisse d'une souscription financière ou du nombre des adhérents. Quand M. Marchais a dit que 21 % des voix pour le P.C.F. au soir du 12 mars ce ne serait pas assez, il ne semble pas qu'il ait voulu dire plus que quand M. Paul Laurent appelle les communistes à construire un parti d'un million de membres.

Le rapport des forces avec le P.S. obnubilé, bien sûr, les dirigeants communistes. Mais ils ne peuvent, par avance, décider si, pour eux, le bon résultat se situe à 22 %, 23 % ou 24 %. Le jugement qu'ils porteront sur leur pourcentage sera fonction du score qu'obtiendra le P.S.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche, au soir du premier tour, se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire battre le candidat socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas négocié à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés. Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie de l'écologie, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, la victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche, au soir du premier tour, se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire battre le candidat socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas négocié à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés. Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie de l'écologie, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, la victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche, au soir du premier tour, se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire battre le candidat socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas négocié à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés. Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie de l'écologie, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, la victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

Un coup de frein

Placé face à l'hypothèse d'une victoire électorale qui a de fortes chances de renforcer encore le poids politique de ses partenaires socialistes, le P.C.F. ne s'appelle sans doute pas de ses vœux. Si la gauche, au soir du premier tour, se situait globalement — donc en englobant l'extrême gauche et une fraction des écologistes — à un niveau oscillant autour de 50 ou 51 %, les communistes pourraient être tentés de donner le coup de frein qui lui interdirait d'être majoritaire en sièges dans la future Assemblée nationale. Il existe plusieurs dizaines de circonscriptions où le non-report de quelques centaines de voix communistes peut suffire à faire battre le candidat socialiste. Une organisation comme le P.C.F. peut réaliser une telle opération même après avoir signé un accord de désistement national.

Il est en effet hautement improbable qu'un tel accord ne soit pas négocié à l'issue du premier tour. Les dirigeants du P.C.F. ont, en toute hypothèse, de mettre à l'abri leur capital électoral. C'est-à-dire de faire élire leurs députés. Une telle manipulation ne peut toutefois être envisagée si elle ne porte que sur quelques milliers de voix. Or, au vu des sondages, les dirigeants communistes pensent que la gauche, toujours en comptant l'extrême gauche et une partie de l'écologie, pourrait se situer à l'issue du premier tour autour de 54 % à 55 % des voix. Dès lors, la victoire le 19 mars serait pratiquement inévitable. Le P.C.F. ne pourrait prendre le risque de se situer à contre-courant. Satisfait ou non, il devrait accompagner la vague jusqu'au bout. C'est pourquoi il adapte son discours.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**stege**

TECHNIQUES DE GESTION ET DIAGNOSTIC D'ENTREPRISE

**DURÉE :** Session plein temps 23 jours dont une semaine résidentielle à Jouy-en-Josas

**PARTICIPANTS :** Cadres d'entreprises exerçant une responsabilité depuis plusieurs années.

**OBJECTIFS :**

- réactualiser ses connaissances,
- redéfinir sa fonction pour mieux la situer dans l'entreprise,
- comprendre les techniques des autres pour mieux participer à la vie de l'entreprise.

**PROGRAMME :**

- Marketing - Production - Finance - Relations humaines - Méthodes de direction
- Les techniques de direction sont approfondies grâce à un travail intensif entre les participants et les intervenants spécialisés, tous hommes d'entreprises.

**PROCHAINES SESSIONS :** 7 mars/31 mars - 9 mai/2 juin

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

**stege** INFORMATIONS 79, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. : 355.39.08

مكتبة الأص



La préparation des élections législatives

L'U.G.P. et le P.S.U. répondent à Maurice Duverger

A la suite de l'article de Maurice Duverger, L'autre pluralisme, (le Monde du 2 février) au sujet du retrait des candidats communistes au profit de l'Union des gaullistes de progrès et du P.S.U., nous avons reçu des mises au point de ces deux formations :

● M. Dominique Chagnol, délégué national de l'U.G.P. :

« On peut regretter tout d'abord que M. Duverger semble accorder la même importance à la thèse que nous ne sommes que des compagnons de route du P.C.F. bien que « nous » ne pensions point avoir subi les « fautes » de ce parti. Nous pensions que ce genre d'insinuations nous étaient réservées par d'autres. »

Quant au programme commun, nos candidats, lors des municipales, présents sur des listes d'union de la gauche en ont soutenu les grandes options. Mais, en mai 1977, nous avons demandé à le signer afin de l'enrichir en participant à son actualisation. Le parti socialiste a refusé notre participation. Alors, n'est-ce pas une singulière contradiction que de nous reprocher aujourd'hui de ne pas l'avoir signé ? Tout cela, M. Duverger semble l'ignorer. »

Nous servons même, écrit M. Duverger, à « disloquer l'Union ». Il est vrai que beaucoup considèrent comme une fatalité le fait que le P.S. soit, parait-il, toujours le mieux placé pour battre la « majorité ». Ce parti dégage cependant des circonscriptions pour le M.R.G. Cela, personne ne le lui reproche ! Les radicaux se plaignent d'ailleurs souvent du non-respect de leurs accords par le P.S. Il est utile de redire ici que nous sommes avec la gauche ni pour amoindrir sa dynamique sociale ni pour la briser, mais pour l'élargir. Nous représentons des gaullistes qui ne se reconnaissent plus dans la majorité actuelle. S'ils choisissent la gauche, sont-ils condamnés à adhérer au P.S., au P.C. ou au M.R.G. ? Sans doute au nom du pluralisme ! »

Nous avons prouvé à maintes reprises notre attachement à la gauche. Nous voulons qu'elle respecte notre identité dans son identité même et non dans celui d'un parti. Les candidats que nous présentons ne sont pas une « menace », une « manœuvre », dirigée contre tel ou tel parti de gauche. »

Nous aurions souhaité que tous les partis de gauche soutiennent des gaullistes de progrès dès le premier tour. Seul le parti communiste l'a fait. Cela ne change rien à nos principes, à notre indépendance : on sait bien qu'en aucun cas nos éventuels élus ne s'apparenteront, fût-ce parti communiste. »

Tous les partis de gauche doivent se faire les champions du pluralisme et ne pas considérer les autres comme des suppléants. Bref, ne pas s'enterrer dans un « ghetto » dans une attitude sectaire tant reprochée à certains, jadis. C'est la seule manière de gagner. »

● M. Victor Leduc, membre du secrétariat national du P.S.U. :

« Le passé politique de cette organisation, celui de nombre de ses militants qui sont venus au P.S.U. et à l'autogestion à la faveur d'une lutte prolongée contre le stalinisme interdisent de l'assimiler à l'un de ces partis satellites des démocraties populaires qu'il cite. »

Faut-il rappeler à M. Duverger les termes des communiqués qu'a publiés le Monde et qui ne laissent place à aucune équivoque ni sur le caractère unilatéral de la décision du P.C.F. ni sur les divergences fondamentales de programme et de stratégie qui séparent le P.S.U. de ce parti. »

Le parti socialiste concède plusieurs dizaines de sièges aux radicaux de gauche, les auxquels les sondages accordent un pourcentage d'intentions de vote moins important qu'à notre parti. »

Si le P.S. s'était joint au P.C.F., les formations minoritaires

LES P.M.E. SOUMETTENT AUX CANDIDATS UNE CHARTE SUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES

« Pour que vivent les P.M.E. », tel est le titre de la charte de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, présentée ce lundi 6 février par M. Léon Glingembre. Ce document de douze pages doit être soumis à tous les candidats aux prochaines élections législatives. Tout en réaffirmant leur « stricte neutralité », les P.M.E. estiment que le scrutin de mars prochain doit marquer « définitivement notre société au plan économique ». Aussi rappellent-elles les principes qui leur paraissent déterminants en matière de développement économique et social, demandant-elles à tous les candidats de souscrire à quatre engagements : refuser toute nationalisation et notamment la nationalisation du crédit ; abolir les ordonnances de 1945 et rétablir la liberté totale des prix ; maintenir la liberté de gestion du chef d'entreprise et refuser l'autogestion ; refuser une planification autoritaire et faire reculer technocratie et bureaucratie.

BIBLIOGRAPHIE

Deux « lettres » de René Andrieu et Régis Debray

Echange de correspondance : René Andrieu adresse une « Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme », Régis Debray écrit une « Lettre aux communistes français et à quelques autres ». Il était tentant de les réunir. Et pourtant, tout les sépare.

Du rédacteur en chef de l'Humanité, on attendait un exposé militant des thèses de son parti, et on n'est pas déçu : en fantasme discipliné, il charge au son du clairon. Régis Debray, directeur de rien, conseiller de personne, n'appartient à aucun parti : le seul auquel il ait jamais adhéré, c'est celui d'Andrieu et il l'a quitté en même temps que la France il y a dix ans, « cherchant, dit-il, à réaliser ailleurs les idéaux qui m'y avaient conduit ». Révolutionnaire en sursis, il trompe son attente en philosophant, nostalgique comme un joueur de flûte, tel musicien militaire, la musique de chambre.

Ce qui frappe dans ces deux « lettres », c'est que les mêmes mots, les mêmes rappels et les mêmes références y reviennent sans cesse, mais qu'ils n'ont pas, du tout, le même sens. Le livre de Régis Debray qui démonte les rouages de la machine et les mécanismes de pensée communistes, c'est au fond le mode d'emploi, le recueil de recettes de l'autre ouvrage. Et si le professeur Andrieu avait voulu offrir aux lecteurs de son ancien camarade un manuel de travaux pratiques et d'explication de textes, il n'aurait pas écrit autrement, dans ce style harmonieux qui sent le stendhalien. Sur le fond, tous deux se jugent d'une certaine manière « flous », tous deux ont « mal à la gauche », tous deux veulent

On s'écrit beaucoup dans la gauche

« changer la vie » et « changer le monde » ; cependant leur commun pessimisme de la raison, leur même désir de révolution, leur démarche et leurs objectifs ne sont pas seulement différents, mais diamétralement opposés. D'un côté, un exercice tactique brillant, de l'autre le soulèvement de l'histoire. René Andrieu consacre neuf chapitres et cent quarante pages au pilonnage systématique des positions du parti socialiste, ce qui donne tout son sel au titre de sa lettre adressée non aux socialistes mais « à ceux qui se réclament du socialisme », peut-être indûment pour certains, du moins à ses yeux : puis il expédie en deux chapitres et moins de trente pages leur commun adversaire de droite et les leuaders qui, sans doute, chanteront. Tout y est : la rupture de l'union, « divine surprise » pour la droite, le S.M.C. et les nationalisations, la « main de Moscou » et le compromis historique, l'indépendance nationale et le passage à droite du P.S. Il y a même un chapitre entièrement consacré à toutes les vieilles recettes bien connues. Celle de l'investiture gratuite : est « stupide », ce qui vous gêne, par exemple. Ou celle de l'alignement : Jean Daniel et un ancien vice-président du patronat expriment-ils la même idée ? On constate : « Strange communauté de points de vue ». Puis on réalise que la gauche, tous deux veulent

leur, la dynamique de division en sa faveur.

Une remarque intéressante et éclairante : la rupture ne s'est pas produite n'importe où et n'importe quand. Elle est survenue dans un pays, la France, qui occupe « une position médiane, de médianisme ou d'intermédiaire » entre « l'Europe protestante et foncièrement capitaliste du Nord et l'Europe latine ou méditerranéenne, virtuellement socialiste, du Sud » ; et aussi « à un moment rarement atteint dans la décomposition politique, morale, idéologique du bloc au pouvoir » avec « une classe dominante qui domine sans savoir pourquoi. Sans utopie, sans projet et même sans idéologie ». Et il « suit libre le chapitre intitulé « Les cercles enchantés » qui démonte un à un les rouages : « une classe unie autour de son parti », « un parti uni autour de sa direction », « les partis unis autour du Parti », jusque au « cercle des cercles : l'Autorité Suprême », où « la métaphysique de l'unité culmine dans le parti unique ».

« A quoi sert un parti ? », demande Régis Debray, qui répond : « A se tenir au chaud ». C'est bien là l'impression que donne le livre d'Andrieu. Quoi de plus confortable en effet que la bonne vieille camaraderie militaire, de plus douillet que la papote du régiment, de plus facile à chanter en chœur que les vieux refrains qu'on antonne sans même y penser ?

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

\* René Andrieu, « Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme », Albin Michel, 170 p., 27 F. \* Régis Debray, « Lettre aux communistes français et à quelques autres », Seuil, collection Combats, 150 p., 35 F.

la Sécurité Routière vous informe

# 20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'hécatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

## LA VITESSE C'EST DEPASSE

Depuis novembre 1974, les vitesses autorisées sont de 130 km/h sur les autoroutes de rase campagne, 110 km/h sur les routes à deux fois deux voies et les autoroutes urbaines, 90 km/h sur le reste du réseau.

Aujourd'hui l'essence coûte cher. La densité de la circulation augmente sans cesse. La voiture est de plus en plus considérée comme un simple moyen de transport. Rouler vite est devenu très dangereux. Pour toutes ces raisons, la vitesse s'est dépasée.

## POURQUOI LES LIMITATIONS DE VITESSE ?

Dans tous les pays où une limitation de vitesse a été mise en œuvre et respectée, on a enregistré une réduction du nombre des tués et des blessés. Pourquoi ?

- parce que les risques d'accident sont moindres quand tous les véhicules circulent à des vitesses voisines,
- parce que réduire sa vitesse c'est réduire sa distance d'arrêt ce qui peut permettre d'éviter l'accident.



# 20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : la ceinture de sécurité

## États-Unis Europe: le calumet de la paix

L'humeur des Européens

Vous n'avez rien à déclarer ?

La parole est à André Henry

Veillée d'armes contre l'alcoolisme

Dans le numéro de février de

## 30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

## GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

PRÉF. 11/17/78

# POLITIQUE

## Le mouvement Démocratie chrétienne publie une seconde liste de candidats

Le mouvement Démocratie chrétienne qu'animent MM. Alfred Coste-Floret, ancien député M.R.P., et Pierre Guillaud de Bénouville, député app. R.P.R. de Paris, a rendu publique une seconde liste de candidats. Ces cinquante noms s'ajoutent aux quarante qui avaient été publiés en décembre dernier (le Monde du 14 décembre 1977). La Démocratie chrétienne apporte son soutien à M. Jacques Fouchier, député des Deux-Sèvres et vice-président du CNIP.

**ALPES-MARITIMES.** — M. Pierre Marin (1<sup>er</sup>).  
**ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE.** — M. Pierre Schwartz (2<sup>e</sup>).

## L'ELECTION DES CONSEILLERS NATIONAUX DE MONACO EST VALIDÉE

(De notre correspondant.)

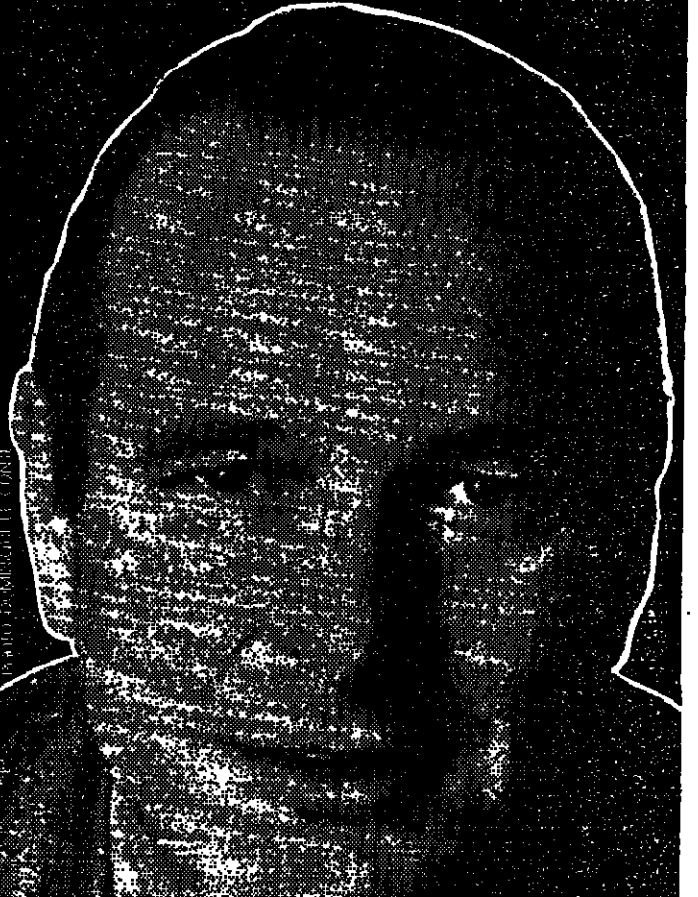
Le tribunal de première instance de Monaco a confirmé, lundi 6 février, la validité des élections du 15 janvier, qui ont porté au Conseil national les dix-huit candidats de la liste d'Union nationale et démocratique (le Monde du 2 février).

Le parti socialiste monégasque, le Mouvement d'Union démocratique (MUD) et un candidat indépendant avaient demandé l'annulation des élections après la découverte, lors du dépouillement, d'une enveloppe « non officielle et maquillée », preuve évidente selon les plaignants d'un truquage du scrutin.

Le tribunal a estimé que si la présence de cette enveloppe dans l'urne pouvait effectivement résulter d'une manœuvre frauduleuse destinée à favoriser la liste élue, elle pouvait tout aussi bien permettre à une liste battue de contester ultérieurement les résultats.

# Jacques Chirac

## Discours pour la France à l'heure du choix



En vente dans toutes les librairies 288 p. - 15 F

## Les cinquante candidates de « Choisir » défendent le « programme commun des femmes »

Le mouvement « Choisir » présente des candidatures féminines dans cinquante circonscriptions (nos dernières éditions du 7 février). Mme Gisèle Halimi, président du mouvement, candidate à Paris, a expliqué lundi 6 février à la presse qu'elle allait écrire aux partis politiques pour justifier cette décision : « Il n'y a pas de crise des candidatures féminines, mais simplement des candidatures qui ne trouvent pas les moyens de se faire élire. » Les candidates de « Choisir » fonderont leur campagne sur le « programme commun des femmes », qui sort en librairie le 8 février (1). « Nous ne sommes pas des marginales, des excitées, des farfelues, nous sommes la plus grande masse de ce pays », a déclaré Mme Halimi.

**Alpes-Maritimes.** — Mmes Thérèse Luciani (1<sup>re</sup>); Michèle Katz (4<sup>e</sup>).  
**Bouches-du-Rhône.** — Mme Cl. Perrière (2<sup>e</sup>).  
**Calvados.** — Mme Jacqueline Aizer (1<sup>re</sup>).  
**Côte-d'Or.** — Mme Jeanine Perrier (4<sup>e</sup>).  
**Hérault.** — Mme Marie-Noëlle Gaborie (1<sup>re</sup>).  
**Haute-Garonne.** — Mmes Jacqueline Fournier (3<sup>e</sup>); Josée Fournier (7<sup>e</sup>); Monique Fraile (2<sup>e</sup>).  
**Grandes.** — Mme Nadine Bordes (3<sup>e</sup>).  
**Landes.** — Mme Nadine Viot (2<sup>e</sup>).  
**Loire.** — Mme Michèle Richoux (1<sup>re</sup>).  
**Oise.** — Mme Florence Montreux (3<sup>e</sup>).  
**Pas-de-Calais.** — Mme Irène Capras-Kulk (5<sup>e</sup>).  
**Pyrenées - Atlantiques.** — Mme Eliane Komatitsch (1<sup>re</sup>).  
**Savoie.** — Mme Liliane Valère (1<sup>re</sup>).  
**Seine-Maritime.** — Mme Monique Petit (5<sup>e</sup>).  
**Deux-Sèvres.** — Mme Georgette Cluzel (3<sup>e</sup>).

**Dans la région parisienne**  
**HAUTS-DE-SEINE.** — MM. Jean-Maurice Demarquet (1<sup>er</sup>); Christian Marchal (7<sup>e</sup>); Guy Legrosdier (13<sup>e</sup>).  
**PARIS.** — MM. Jacques Bruaud (6<sup>e</sup>); Michel Momont (28<sup>e</sup>); Roger-Georges Morvan (31<sup>e</sup>).  
**SEINE-ET-MARNE.** — M. Paul Lemaire (3<sup>e</sup>).  
**VAL-DE-MARNE.** — MM. Bernard Collin (1<sup>er</sup>); Charles Chupin (2<sup>e</sup>).  
**YVELINES.** — MM. Louis Bonnel (3<sup>e</sup>); Emmanuel Tremblay (5<sup>e</sup>); Michel Raoul (7<sup>e</sup>).

## Dans un numéro spécial du « Figaro » vendu dans les Hauts-de-Seine

## « Le rôle que je suis appelé à jouer devient d'intérêt national »

écrit M. Hersant

Le Figaro est paru lundi matin 6 février dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly). Puisse avec un éditorial signé de M. Hersant, directeur du quotidien, ancien député de l'Oise et candidat de la majorité à Neuilly. Envisageant une possible victoire de la gauche en mars, M. Hersant écrit notamment : « De tels événements — qui osent aujourd'hui exclure cette hypothèse — peuvent assigner au Figaro d'être demain brusquement l'ultime moyen d'expression politique de la droite du président de la République, seul à l'Elysée, défendant pied à pied nos libertés. » « Il est apparu à toutes les formations politiques de la majorité que la gauche, en exception, poursuit M. Hersant, que le rôle que pouvait être appelé à jouer alors le directeur politique du Figaro devenait d'intérêt national. Qu'il était, alors, que toutes les forces opposées tenteront d'abattre l'obstacle et de faire plier l'homme, que celui-ci fut un élu national sanctionné par le suffrage universel. » « J'ai dépassé le temps des ambitions personnelles », conclut M. Hersant, « ne me demande pas une sucrerie pour services rendus, je propose seulement qu'on ne me désarme pas à l'heure possible ».

## M. CHIRAC : nous n'avons pas de leçon à recevoir de M. Servan-Schreiber.

M. Jacques Chirac, qui effectuait un voyage en Bretagne, a déclaré lundi 6 février à Brest, à l'adresse de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical : « Nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux qui parlent du changement comme les vieillards parlent des petites filles. » M. Servan-Schreiber avait estimé dans une interview à l'Express (le Monde du 7 février) que « l'Assemblée élue en 1973 était dominée par les forces conservatrices » et qu'elle avait « souvent bloqué l'élan que symbolisait M. Giscard d'Estaing ».

M. Chirac s'est déclaré favorable au lancement d'un « pont-aéronautique » propulsé par le « La France, a-t-il dit, doit consacrer aux moyens modernes de défense une part plus importante de son budget, et elle doit pour cela réviser très substantiellement les moyens mis à la disposition de la marine nationale. »

A Audierne, l'ancien premier ministre a annoncé qu'en cas de victoire électorale, son mouvement proposerait une « loi d'orientation maritime ». A propos de la pêche communautaire, il a affirmé : « La France ne peut demeurer dans une Europe où les engagements ne seraient pas respectés. Nous sommes en état de guerre économique, alors il faut nous battre avec nos partenaires. Nous devons maintenir les droits historiques des pêcheurs dans les eaux de l'Europe et des mers. Les mesures conservatoires nationales cohérentes pour appliquer ensemble l'accord que la Grande-Bretagne a scandalieusement refusé de signer. Il faut que la Grande-Bretagne ou se retire. »

## UN ARTICLE DE « L'APPEL »

Dans la revue gailliste L'Appel, de février, M. Patrice Gélard évoque « le scandale des Hauts-de-Seine » et écrit : « La préparation des élections législatives a réouvert le lien à des méthodes partiellement chevaleresques mais, dans le cas présent, le cynisme a dépassé les bornes. D'abord parce que le R.P.R. a lâché une candidate de sa propre formation (Mme d'Harcourt) : ensuite parce qu'il l'a fait pour M. Hersant, dont l'antigauillisme est notoire, et parce que de l'argent a été versé aux candidats du R.P.R., l'empire Hersant », comme il est convenu de l'appeler, représente un nombre appréciable de publications et de lectures. (...) L'affaire semblait réglée jusqu'à ce que Florence d'Harcourt manifeste son intention de maintenir sa candidature provoquant la réunion du comité central du R.P.R. le 16 décembre. Ces propos étonnants de Jacques Chirac, « Entre une candidate que j'apprécie beaucoup et un homme que je ne puis pas soutenir, j'ai choisi », j'ai dû faire un choix. »

« Le choix est mauvais. D'abord parce que de toute manière, aux prochaines élections, la presse de M. Hersant peut difficilement prendre un autre parti que celui de la majorité, ensuite parce qu'il révèle publiquement des méthodes incompatibles avec les idéaux que M. Hersant prétend incarner le R.P.R. La fin justifie parfois les moyens, mais pas quand les moyens desservent la fin. »

## Libres opinions

## Le ministre et le colonel

par HENRI NOGUÈRES (\*)

UN rendant compte de la conférence de presse tenue le 27 janvier au siège de la Ligue des droits de l'homme par le médecin-aspirant du contingent Jacky Mamou et des déclarations faites à Rennes, le 30 janvier, par le ministre de la défense, puis en publiant une mise au point de ce même ministre, le Monde a contribué à ouvrir un débat qui intéresse tous les citoyens de ce pays.

Un débat qui porte, comme l'a écrit clairement le Monde, « sur le point de savoir si le jeune appelé — comme l'a affirmé le ministre de la défense, à Rennes, — doit avoir achevé son service » pour pouvoir être candidat à un mandat parlementaire, ou s'il doit seulement « avoir satisfait aux obligations militaires ».

Le ministre de la défense, dans sa mise au point, déclare que « ce n'est pas l'autorité militaire ou le ministre de la défense qui a qualité pour apprécier la recevabilité d'une candidature à une élection ». Et de préciser qu'il appartient à l'administration préfectorale de la circonscription électorale en cause d'apprécier si les candidats remplissent les conditions prévues par la loi.

Lorsque le médecin-aspirant Mamou, soucieux de ne freiner ni la loi ni le règlement, a fait part à son chef de corps, par la voie hiérarchique, de ses intentions électorales, il n'a pas été invité à s'adresser au préfet. Il lui a été répondu qu'il devrait, pour donner suite à son projet, attendre d'avoir terminé avec son service militaire, le chef de corps ajoutant qu'il en traiterait autrement s'il s'agissait d'une candidature à la présidence de la République.

Que l'on se garde de faire de ce colonel, au demeurant fort courtois, un bouc émissaire : il n'a fait que paraphraser une instruction du cabinet du ministre datée du 16 février 1977, publiée, sous le numéro 7000DEF/OK, au Bulletin officiel des armées du 28 février 1977 et relative aux « modalités d'exercice des droits électoraux par les membres des forces armées ». Le cabinet du ministre de la défense précise, au paragraphe 3223, que, pour être candidat à une élection à l'Assemblée nationale, il faut « avoir définitivement (1) satisfait aux prescriptions légales concernant le service national actif, c'est-à-dire être libéré des obligations d'activité du service national, exempté ou dispensé ». Et de renvoyer à « l'article 3 de l'ordonnance numéro 58-595 du 24 octobre, portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ».

Quant à l'élection à la présidence de la République, elle fait l'objet, dans cette même instruction, d'un paragraphe 3214, dans lequel il est dit simplement que « les candidats doivent avoir satisfait aux obligations du code du service national », avec cette précision : « Cette condition est remplie par ceux qui, étant appelés sous les drapeaux pour accomplir leur service, ont défilé à cet appel. »

Ainsi, si l'on se contente de se référer, comme devrait pouvoir le faire sans risque un colonel, au Bulletin officiel des armées et à une instruction émanant du cabinet du ministre, il semble bien, en effet, qu'un appelé faisant son temps puisse être candidat à la présidence de la République — M. Alain Krivine l'a bien été... — mais ne puisse être candidat à un siège de député. En somme, la seule circonscription qui soit à la mesure du premier bidasse venu, c'est, comme le dit modestement M. Giscard d'Estaing, la France tout entière.

La situation juridique est fort heureusement différente.

Il est hors de doute que, s'agissant d'une éventuelle candidature à un mandat parlementaire, l'article 3 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 était beaucoup plus restrictif que l'article L. 45 du code électoral invoqué naguère par M. Krivine : ce qui paraît non moins douteux, c'est que, depuis la publication au Journal officiel du 28 octobre 1964, du décret n° 64-1087 du 27 octobre 1964, l'article 3 de l'ordonnance du 24 octobre 1958 est abrogé.

C'est, depuis lors, le seul article L. 45 qui s'applique indistinctement aux militaires du contingent, qu'ils soient candidats à la présidence ou, plus modestement, à un mandat législatif. Il n'est donc plus nécessaire d'avoir « définitivement » satisfait aux prescriptions légales, mais bien simplement d'avoir « satisfait aux obligations du code du service national », c'est-à-dire comme l'a judicieusement précisé le cabinet du ministre, étant appelé sous les drapeaux, d'avoir « défilé à cet appel ».

Il n'y a donc plus d'imbroglio juridique. Et, puisque le ministre de la défense s'en remet aux préfets — et, le cas échéant, au Conseil constitutionnel, sans lequel, il faut le rappeler, M. Alain Krivine n'aurait pu, finalement, être candidat... — tout va rentrer dans l'ordre républicain, y compris le colonel.

Il n'y a plus d'imbroglio, mais il reste — et les tribunaux en seront avertis — une singulière manipulation.

Car si le Bulletin officiel des armées s'est réitéré, en février 1977, à une ordonnance de 1958, abrogée depuis 1964, et si le bulletin Actualités services, ou service d'information et de diffusion du premier ministre, a repris, en janvier 1978, les dispositions de ce même bulletin, c'est sans doute parce que celui-ci, après une longue période d'oubli, a curieusement fait sa réapparition dans l'édition de 1977 du code électoral — édition publiée, circonstance très aggravante — par le Journal officiel.

En somme, du colonel au ministre, tout le monde, dans cette affaire, en croyant l'ordonnance de 1958 toujours en vigueur, a été abusé par le Journal officiel.

Mais quel donc a abusé le Journal officiel ?

(\*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

(1) La responsabilité du roman revient au cabinet du ministre.

## LA SUCCESSION DU COMTE DE PARIS

Aspect de la France du 3 février fait un large écho à un reportage photographique consacré par Point de vue et Images du monde au comte et à la comtesse de Paris (27 janvier).

Le comte de Paris rappelle à cette occasion les règles qui président aux mariages des princes de France et dont le respect conditionne le maintien de leurs droits dynastiques : il en résume que ne sont pas « dynastes », en raison de leur mariage, le prince Michel, marié à Mlle Béatrice Pasquier de Francien, et le prince Thibaut, marié à Mlle Marion Gordon-Orr. Mais s'étant réconcilié avec eux, le comte de Paris a donné à l'un le titre de comte d'Evreux et à l'autre le titre de comte de La Marche.

Mais l'objet de l'entretien publié par Point de vue est surtout la succession du comte de Paris. Ce dernier précise que son fils aîné, Henri, comte de Clermont, est séparé de sa femme, mais qu'il demeure l'héritier légitime.

Etant donnée la santé du fils aîné du comte de Clermont, François, c'est son jeune frère, le prince Jean, qui assurera après son père « les fonctions de chef de la Maison de France » (le Monde daté 15-16 janvier).

C'est dans le prince Jean, né en 1965, que le comte de Paris met tous ses espoirs et tous ses soins.

## DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

● M. Edgar Faure réélu président du conseil régional de France-Comté. — M. Edgar Faure a été réélu, lundi 6 février, président du conseil régional de France-Comté. Il a obtenu au premier tour de scrutin 20 voix sur 34 votants. Les autres suffrages sont allés à M. André Boulloche, député (P.S.), maire de Lunéville (10 voix), et au candidat du parti communiste, M. Jacky Drouot (3 voix). Il y a eu un bulletin blanc.

● M. François Glacé, sénateur (M.R.G.), a été réélu à l'unanimité, lundi 6 février, président du conseil régional de la Corse. Le conseil régional comprend treize membres.

affaires législatives

LA REGION LAUTRE

XIV

FINISTÈRE : sept d

Le Monde du 7 février 1978

Le Monde du 8 février 1978

Le Monde du 9 février 1978

Le Monde du 10 février 1978

Le Monde du 11 février 1978

Le Monde du 12 février 1978

Le Monde du 13 février 1978

Le Monde du 14 février 1978

Le Monde du 15 février 1978

Le Monde du 16 février 1978

Le Monde du 17 février 1978

Le Monde du 18 février 1978

Le Monde du 19 février 1978

Le Monde du 20 février 1978

Le Monde du 21 février 1978

Le Monde du 22 février 1978

Le Monde du 23 février 1978

Le Monde du 24 février 1978

Le Monde du 25 février 1978

Le Monde du 26 février 1978

Le Monde du 27 février 1978

Le Monde du 28 février 1978

Le Monde du 29 février 1978

Le Monde du 30 février 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> mars 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 31<sup>e</sup> mars 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> avril 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> avril 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> mai 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 31<sup>e</sup> mai 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> juin 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> juin 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 31<sup>e</sup> juillet 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> août 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 31<sup>e</sup> août 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 22<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 23<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 24<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 25<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 26<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 27<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 28<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 29<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 30<sup>e</sup> septembre 1978

Le Monde du 1<sup>er</sup> octobre 1978

Le Monde du 2<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 3<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 4<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 5<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 6<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 7<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 8<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 9<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 10<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 11<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 12<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 13<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 14<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 15<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 16<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 17<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 18<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 19<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 20<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du 21<sup>e</sup> octobre 1978

Le Monde du



élections législatives

D'UNE RÉGION  
A L'AUTRE

# XIV bis - BRETAGNE : la suprématie gaulliste contestée

« Le Monde » a publié, dans son numéro du 7 février, la première partie de l'enquête électorale sur la région Bretagne et analysé la situation dans les départements d'Ile-et-Vilaine et du Morbihan.

par ANNE CHAUSSEBOURG

## FINISTÈRE : sept députés R.P.R. sur huit

Celui des quatre départements bretons qui compte le plus de représentants à l'Assemblée nationale est aussi celui qui est monté, depuis le début de la V<sup>e</sup> République, le plus favorable aux gaullistes, qui détiennent sept des huit sièges de députés. C'est cette suprématie que contestent centristes et giscardiens dans cinq circonscriptions, le principe de la candidature unique n'étant la règle que dans trois cas, peut-être même dans deux seulement.

Dans la première circonscription (Quimper), M. Marc Bécarn, qui, avant d'entrer au gouvernement comme secrétaire d'Etat aux collectivités locales, siégeait parmi les députés apparentés au groupe U.D.R. puis R.P.R., a joint à la fois du prestige que lui confère le fait d'avoir été élu en mars 1977 et d'une réputation de conciliant au sein de la majorité. Il ne sent pas facile pour M. Bernard Poincaré (P.S.), Albert Henot (P.C.), qui est professeur, et M. Alain Le Dizeux (P.S.U.), et Jean Guillou (U.D.B.), de mettre M. Bécarn en difficulté. Celui-ci, toutefois, n'a pas repris pour suppléant M. Jacques Guinebrière, qui était devenu député de la circonscription lors de son entrée au gouvernement. Cette décision traduit un malaise certain entre les deux hommes.

Dans la circonscription voisine (la huitième, Quimper), c'est M. Joseph Tanguy qui a été élu. Le P.C. qui a gagné la mairie de Concarneau à la tête d'une liste d'union de la gauche, a désigné M. Louis Le Lann, et U.D.B. M. Paul Guégan. Ecologie 78 a investi M. Jean Moalic. Deux formations maoïstes, le P.C.M.L.P. et le P.C.R.M.L., ont désigné un candidat commun, M. Jean-François Guézennec, menuisier, ancien instituteur.

C'est dans l'une (la troisième) des deux circonscriptions qui se partagent le Léon, au nord-ouest du département, qu'a été remise en cause l'unité de candidature. Il est vrai que les scores impressionnants réalisés régulièrement dès le premier tour par M. Gabriel de Poulliquet (R.P.R.) avaient de quoi décourager ses concurrents. En 1973, en 1977, en 1983, 61,94 % en 1973. Des ennemis de santé ont amené le député de Landerneau à se retirer au profit de M. Jean-Louis Gossard, qui lui avait déjà succédé comme conseiller général du canton de Plabennec en 1973. Le changement a conduit M. Alphonse Arzel, président de la chambre d'agriculture, conseiller général et maire C.D.S. de Ploudalmézeau, à se présenter comme il l'avait déjà fait en 1973. Dans cette circonscription, P.C., P.S., et U.D.B. ont investi respectivement M. Guy Lixier, maire du Requierhuon, vice-président de la communauté urbaine de Brest, Roger Abalain et René Tostes. Dans l'autre circonscription du Léon (la cinquième, Landivisiau),

P.C. et P.S. seront représentés par MM. André Le Gac et André Callu (U.D.B.), aujourd'hui décédé, avait été réélu au second tour avec plus de 55 % des suffrages exprimés face à un socialiste et un réformateur. Son épouse se présente comme suppléante du candidat R.P.R., M. Charles Miossec, conseiller général. Ce dernier ne peut que tirer profit des divisions de l'autre camp et de la majorité, qui se traduisent par la présence de Mme Marguerite Collin, médecin, épouse de M. André Collin (C.D.S.), président du conseil général et du conseil régional, sénateur, et de MM. Huon de Penanster (P.R.), gendre de M. Christian Bonnet, maire de Plouvenec et directeur du journal le *Paysan breton*, organe lié à l'influence coopérative de Landerneau, et enfin, Pierre Le Roy, chargé de mission au cabinet de M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture.

Comprenant une partie du Léon, conservateur, et une partie du Trégor, favorable à la gauche, la quatrième circonscription (Morbihan) a été longtemps marquée par l'influence qu'y a exer-

cée l'ancien leader S.F.I.O., puis P.S.U., François Tanguy-Prigent, décédé en 1970. En 1973, il avait manqué, au second tour, à la candidature du P.S., Mme Marie Jacq — qui avait nettement devancé au premier tour M. Prat, ancien député P.S.U. — 144 voix sur 40 000 suffrages exprimés, pour battre le député sortant de la majorité, M. Pierre Lelong, alors U.D.B. Ce dernier, lors de sa nomination comme secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, avait laissé son siège à M. Jean-Claude Rohel (P.R.), il ne tenta pas de le reconquérir. M. Rohel, le R.P.R., a désigné M. Jean Mazéas, qui a mené — sans succès — la liste de la majorité lors des élections municipales à Morlaix. Le P.C., qui compte depuis ce scrutin huit conseillers municipaux, a investi l'un d'eux, un instituteur de quarante et un ans, M. Alain David, U.D.B., désigné M. Le Luc, adjoint au maire, le P.S.U., M. Marzin, et Ecologie 78, M. François de Beaulieu. Le Front national a obtenu cette circonscription pour assurer sa présence dans le département, avec M. Jules Laurent.

### A Brest

« Enclave française » en terre bretonne, la ville de Brest, comprise dans la deuxième circonscription, se prépare à vivre le second tour des élections municipales. Le scrutin du 12 mars donnera-t-il l'occasion à la majorité de prendre sa revanche ou confirmera-t-elle le succès porté il y a un an par la liste d'union de la gauche ? La plupart des protagonistes de la bataille de 1977 se retrouvent en lice : M. Eugène Bérest, président de la fédération départementale du P.R., ancien maire de Brest, dont la liste avait obtenu plus de 20 000 voix. Député sortant de Châteaulin (R.P.R.), député sortant de Plouezec-du-Paou, qui se présente sans investiture avec l'étiquette d'union de la majorité présidentielle, connu dans les milieux communistes pour avoir créé une association rivale du C.I.D.-U.N.A.T. à la candidature de M. Fanch Morvan (U.D.B.), s'ajoutent celles de MM. Albert Guéré (P.S.), adjoint au maire de Brest, et Jean-Pierre Jutier (P.C.), conseiller général et maire de Carhaix.

Le député sortant de la septième circonscription, dont le chef-lieu Douarnenez a pour maire M. Charles Le Gac (P.C.), est M. Guy Guernier, dont le nom, associé à la loi sur l'aide à l'enseignement libre dont il est l'initiateur, circule beaucoup en Bretagne. La menace pour M. Guernier ne vient pas tant de la gauche (qui, outre M. Mazéas, sera représentée par M. Erwan Guégan, P.S., Jean-Alain Goff, U.D.B.), que de M. Pierre Stéphan, pharmacien, conseiller général (C.D.S.) et maire de Brest. Ce dernier était suppléant en 1973 du député sortant M.R.P., battu par un gaulliste, M. Gabriel Miossec, auquel M. Guernier avait succédé en 1973.

## COTES-DU-NORD : les possibilités du changement

Cœur de la gauche en Bretagne, le département des Côtes-du-Nord apparaît comme celui où la possibilité de changement est la plus grande. Le scrutin de 1973 avait réservé à la majorité une — mauvaise — surprise : la défaite de son leader, M. René Plevin, battu par un jeune socialiste, M. Charles Josselin. L'élection de l'ancien président du conseil de son fief de Dinan était le premier signe de la désaffection dont devaient être victimes, trois ans plus tard, les candidats de la majorité à l'occasion des élections cantonales. Devenue majoritaire au sein de l'Assemblée départementale, la gauche désignait M. Josselin comme président. Les élections municipales ont confirmé le déclin de la majorité qui a notamment perdu Lannion, Guingamp, chefs-lieux de deux des trois circonscriptions qu'elle défend.

Dans celle de Lannion (la cinquième), le député sortant, M. Pierre Bourdellès (C.D.S.), qui approche de soixante-dix ans, a désigné son dauphin : M. Yvon Bonnot, entrepreneur, adjoint au maire de Perros-Guirec. Celui-ci se voit opposer un ancien député S.F.I.O. (de l'Indre), aujourd'hui R.P.R., M. Léon Bouthin, qu'un accident de voiture récent handicape, et M. Arhan, déjà candidat en 1973 comme réformateur. Déjà candidat du P.C. en 1973, M. Le Lagadez avait devancé de plus de sept mille voix (sur plus de 58 000 suffrages exprimés) le candidat du P.S. Désigné par ce

dernier, le nouveau maire de Lannion, M. Pierre Jagoret, directeur du centre de sécurité sociale, qui, en 1967, s'était présenté avec l'étiquette du P.S., compte inverser en sa faveur le rapport des forces au sein de la gauche. Les ambitions socialistes pourraient toutefois être gênées par les candidatures de MM. Daniel Giraudon (U.D.B.), Jean-Baptiste Henry (P.S.U.), d'un éminent candidat écologiste et de M. Philippe Guegan (L.O.).

Dans la quatrième circonscription (Guingamp), M. Edouard Ollivro, président du groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée n'a jamais eu d'élections faciles. Celle-ci s'annonce particulièrement serrée, après la mise en minorité de la liste que, maire sortant, il conduisait en mars 1977 à Guingamp. Réélu conseiller municipal avec cinq de ces collèistes, M. Ollivro a dû céder son siège de maire à M. François Leizour, communiste, candidat depuis 1963 et professeur de philosophie.

Face à un P.C. fort d'un capital de voix qui représentaient 73,55 % du total des suffrages recueillis par la gauche au premier tour de 1973 et qui détenait quatre des dix sièges de conseillers généraux de la circonscription, le P.S. a investi M. Maurice Briant. Le Front national a désigné M. Jean Rahuel, M. Pasquon, que le R.P.R. avait envisagé de soutenir, se maintient, sans étiquette.

### Diversité à Saint-Brieuc

Comme dans les deux précédentes circonscriptions, le résultat dans la première (Saint-Brieuc) dépendra, pour l'essentiel, des reports de voix à gauche au second tour. En 1973, M. Yves Le Foll, alors candidat du P.S.U., n'avait remporté le siège dont l'avait dépossédé M. Arthur Charrier, non-inscrit, en 1969, qu'après soute à sept voix d'avance (sur plus de 73 000 suffrages exprimés). Au premier tour, le total des voix de gauche lui laissa perdre et paysanne seront défendues par M. Michel Le Meur, ouvrier.

La diversité n'est pas le privilège unique de la gauche : la majorité est, elle aussi, divisée. Si M. Hervé de Charette, directeur du cabinet du ministre du travail, a accepté de se retirer au profit d'un agriculteur, M. Sébastien Couapel (C.D.S.), et si M. François Froment-Meurice (gauche), a finalement renoncé à se maintenir, en revanche M. André Denoual (radical) n'a pas manifesté de semblable intention. Conseiller général du canton de Lamballe, maire d'Andel, M. Couapel est susceptible de réaliser une bonne performance dans la zone rurale dont les électeurs représentent un tiers des inscrits de la circonscription. Le choix de son suppléant, M. Pierre Ecobichon, directeur de l'école Saint-Charles, devrait lui assurer la sympathie des défenseurs de l'enseignement libre. Son principal concurrent, un professeur,

M. Jean Cassel, se console de ne pas avoir de mandat électif en assurant que « ce ne sont pas les notables qui font les élections ». Son principal rival, selon lui, réside dans l'implantation du R.P.R., dont il est secrétaire fédéral. Cette implantation avait valu à M. Tassel d'arriver en tête des candidats de la majorité en mars 1976 dans le canton de Saint-Brieuc. M. Maurice Mallargé sera le candidat du Front national.

Dans la deuxième circonscription (Dinan) où M. Yves Sabouret, ancien suppléant de M. Plevin, a renoncé à se présenter, M. René Benoit, professeur d'éducation physique, adjoint au maire de Dinan, était candidat unique de la majorité jusqu'à ce que le mouvement de M. Jacques Chirac, en réponse à ce que l'on a nommé le « front anti-R.P.R. », se décidât à investir l'un des siens, M. Pierre Robert, notaire. Ce dernier vient d'avancer des raisons professionnelles pour expliquer son retrait. En revanche M. Gauthier, pharmacien, a confirmé sa candidature au nom de la démocratie chrétienne.

Ainsi représentée la majorité est-elle capable de faire la preuve que la victoire de M. Josselin en 1973 n'était qu'un « accident de parcours » imputable à l'âge et à quelques faux pas de M. Plevin ? Elle tire espoir de l'avance de 3 904 voix (sur 33 710 suffrages exprimés) par M. Giscard d'Estaing sur M. Mitterrand en 1974. La démonstration sera difficile à faire, le député sortant pouvant compter sur un bon report des voix que Mme Christiane Nennot (P.C.) recueillera au premier tour.

La troisième circonscription (Loudéac) serait-elle la seule épargnée par les ambitions de l'opposition ? Aux élections cantonales de mars 1978, qui devaient donner l'occasion à Mlle Marie-Madeleine Dienesch de se faire élire à Plangennec, le P.S. conservait le siège qu'il détenait dans le canton de Gouarec et gagnait celui de Mur-de-Bretagne. Le P.C., déjà implanté à Rostrenen et Saint-Nicolas-du-Pélem, réussissait, à l'autre extrémité de la circonscription, à enlever le canton de Collinée. L'élu était M. Renault, qui défendait, au nouveau, le 12 mars prochain, les couleurs de son formation et aura pour suppléant M. Auguste Le Coënt, ancien député. Quant au P.S., il a désigné son secrétaire fédéral, M. Didier Choix, dont Mme Lechouroux, conseiller général de Mur-de-Bretagne, sera la suppléante. M. Jacques Piro, vingt-neuf ans, représentera Lutte ouvrière.

Après son départ du gouvernement, Mlle Dienesch s'était heurtée au refus de son suppléant, M. André Glon (apparenté R.P.R.) de se retirer. Elle n'avait donc pu venir de retrouver son siège à l'occasion d'une élection partielle. Elle fera, cette fois, équipe avec M. Sohier, conseiller général de Merdrignac. Sa réélection lui vaudrait d'être la plus ancienne élue de Bretagne à siéger à l'Assemblée nationale.

### BIBLIOGRAPHIE

#### « L'OUEST A GAUCHE » de Marc Vion

La progression continue de la gauche socialiste dans l'ouest du pays, depuis cinq ans, a retenu l'attention des observateurs. Rares toutefois étaient ceux qui prévoyaient que, dès les élections municipales de 1977, cette gauche enlèverait tous les grands centres urbains de la région et, par exemple, toutes les préfectures de la région des Pays de la Loire.

Marc Vion, originaire du pays chouan, a eu l'excellente idée de chercher à analyser en profondeur ce phénomène. Il a demandé à six journalistes locaux de l'aider à interroger sept des principaux maires, tous socialistes, du grand Ouest. Il s'agit de MM. Jacques Auxiette (La Roche-sur-Yon), Alain Chenard (Nantes), Edmond Hervé (Rennes), François Le Bié (Brest), Jean Monnier (Angers), André Pinçon (Laval) et Jacques Santrot (Poitiers).

Les entretiens se recoupent, bien sûr, mais le lecteur n'en ressent pas d'ennui. Les racines profondes de l'évolution apparaissent clairement. Elles sont bien résumées par M. Hervé, qui réclame trois phénomènes : la rupture avec le cléricatisme, l'industrialisation, l'urbanisation, l'élément religieux a particulièrement retenu l'attention, car il constitue une donnée propre aux régions de l'Ouest. Parmi les sept maires retenus par Marc Vion, trois seulement — ceux d'Angers, de Brest et de Laval — sont des chrétiens imprégnés du socialisme personneliste d'Edmond Mounier, et pour M. Monnier et Le Bié, formés à l'école du syndicalisme

C.F.D.T. Les quatre autres élus, en revanche, se rattachent plus ou moins directement à la tradition incarnée par la S.F.I.O. et au combat laïc. Pour que la grille socialiste prenne, explique également M. Hervé, il convient à présent d'opérer la liaison avec la culture locale. Le P.S., déjà creusé politiquement, doit aider des populations déracinées par des évolutions brutales à reconstituer une communauté. C'est ce que sentent plus ou moins consciemment les nouveaux maires interrogés, et c'est ce qui les conduit tous à placer au premier rang de leurs préoccupations la démocratie locale, la participation des citoyens.

Pour atteindre cet objectif, encore faut-il que les nouveaux élus sachent éviter les pièges du notabilisme. En tous cas, à juste titre, remarquer que l'absence d'un véritable statut des élus locaux, notamment en ce qui concerne les dédommagements financiers, ne favorise pas la déconcentration des responsabilités. Il est vrai en outre que le courant socialiste a toujours été attiré par le « municipalisme ». L'auteur note aussi, non sans une certaine inquiétude, la confiance aveugle des nouveaux élus dans la loyauté des électeurs « chrétiens » de gauche. On peut ajouter qu'ils affichent un optimisme équivalent quand ils sont interrogés sur les difficultés qui pourraient surgir dans leur coopération avec les communistes. — T. P.

\* L'Ouest à gauche, de Marc Vion, éd. Guy Authier, 250 pages, 45 F.

### LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE 1958 A 1977

Dans ce tableau, les élus « gaullistes » avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D. V\* en 1967, U.D.B. en 1968 et 1973 ; les élus « modérés » étaient indépendants en 1958 et 1962, les « centristes » sous le M.R.P. en 1958, du Centre démocratique en 1962, du P.D.M. en 1967 et 1968, du Centre démocratique ou du Centre démocrate et progrès en 1973.

|                    | COTES-DU-NORD |    |    |    |    | FINISTERE |    |    |    |    | ILLE-ET-VILAINE |    |    |    |    | MORBIHAN |    |    |    |    | TOTAL<br>BRETAGNE |    |    |    |    |
|--------------------|---------------|----|----|----|----|-----------|----|----|----|----|-----------------|----|----|----|----|----------|----|----|----|----|-------------------|----|----|----|----|
|                    | 58            | 62 | 67 | 68 | 73 | 58        | 62 | 67 | 68 | 73 | 58              | 62 | 67 | 68 | 73 | 58       | 62 | 67 | 68 | 73 | 58                | 62 | 67 | 68 | 73 |
| Gaullistes .....   | —             | 18 | 18 | 18 | 18 | 2         | 6  | 5  | 7  | 7  | 1               | 2  | 3  | 5  | 4  | 1        | 2  | 1  | 1  | 1  | 4                 | 11 | 20 | 16 | 13 |
| Modérés .....      | —             | —  | —  | —  | —  | —         | —  | —  | —  | —  | 1               | 1  | 1  | 1  | 1  | 3        | 2  | 3b | 4  | 2  | 7                 | 5  | 4  | 6  | 3  |
| Centristes .....   | 3             | 4  | 3  | 3  | 2  | 2         | 1  | 2  | —  | —  | 3               | 3  | 2  | —  | 2  | 2        | 2  | 1  | 1  | 2  | 10                | 10 | 8  | 4  | 5  |
| Socialistes .....  | —             | —  | —  | —  | —  | —         | —  | —  | —  | —  | —               | —  | —  | —  | —  | —        | —  | —  | —  | —  | —                 | —  | —  | —  | —  |
| P.S.U. ....        | —             | —  | 1a | —  | 1c | —         | 1  | 1  | —  | —  | —               | —  | —  | —  | —  | —        | —  | —  | —  | —  | —                 | 1  | —  | —  | 3  |
| Non inscrits ..... | 2d            | —  | —  | 1e | —  | 1         | —  | —  | —  | —  | 1               | —  | —  | —  | —  | —        | —  | —  | —  | —  | 4                 | —  | —  | 1  | —  |

a) En 1962, M. Richey. Depuis 1967, Mlle Dienesch, apparentée à l'U.D.R., qui avait été précédemment élue comme M.R.P., puis Centre démocrate.  
b) Parmi lesquels M. Bonnet (P.S.), élu en 1958 comme M.R.P. et en 1962 comme Centre démocrate.  
c) M. Le Plo, élu comme P.S.U., à adhéré au P.S.  
d) M. Plo, élu et Bourdellès ensuite réélus comme Centre démocrate et P.D.M. M. Bourdellès réélu en 1973 comme C.D.P.  
e) M. Charrier.

**TOUT SUR LES IMPOTS**  
Barème de l'impôt sur le revenu de 1977 — Comment remplir votre déclaration — les impôts locaux — etc., dans le GUIDE COMPLET 1978 du CONTRIBUABLE SALAIRE OU RETRAITE que publie le numéro

**SPÉCIAL IMPOTS**  
de « LA VIE OUVRIÈRE » hebdomadaire de la C.G.T.

• UN DOCUMENT UNIQUE EN FRANCE  
• 1.600.000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 1977

Demandez « LA VIE OUVRIÈRE » N° 1.749 daté du 6 FÉVRIER 1978 à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T. de votre entreprise. Le numéro : 6 F

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FÉVRIER

**QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE**

**MADÉLIOS**  
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS  
pour ceux qui savent choisir



## La chancellerie justifie les fouilles de véhicules

En fin de matinée, toutefois, aucune information permettant de préciser les mobiles de cet acte ne semblait être parvenue au palais de justice ou à la préfecture de police.

nus masqués (le Monde du 7 dé-

De plus, le magistrat, si l'on en juge par le portrait rapide qu'en tracent ses pairs, était d'un tempérament et d'un comportement totalement opposés à ceux du juge Renaud. Doit-on en conclure alors que M. Daix a été choisi « au hasard », dans le but de servir de « monnaie d'échange » pour une future demande de libération de détenus ? Faut-il enfin, comme le font certains, envisager une relation avec l'enlèvement du baron Empain, cette escalade pouvant être tenue par les ravisseurs ?

### Une paire de lunettes

L'identification devait être complétée peu après, à la fois par la graffiure du magistrat et par l'opticien qui avait vendu la

paire de lunettes. Une visite de l'appartement de M. Daix opérée par MM. Thinet, juge d'instruction, et Faletti, substitut du procureur, en présence de MM. Pierre Douell, préfet de la région Rhône-Alpes, M. Chaix, préfet délégué à la police, et Corsant, contrôleur général des polices urbaines, aboutit à une quasi-certitude, la confirmation d'un

L'identité de la victime, confirmée, les contrôles de police mis en place aussitôt après

l'annonce de l'enlèvement furent renforcés sans pour autant permettre de trouver la moindre trace des agresseurs. Faute d'éléments, toutes les hypothèses peuvent être retenues, encore que la maîtrise avec laquelle les ravisseurs ont agi, la bonne connaissance des lieux et des habitudes de leur victime qu'ils ont semé

Faut-il, sur ce point, tenir pour liée à l'enlèvement la présence, lundi à midi dans la rue, d'une Simca 1100 jaune stationnant phares allumés, et sans doute de-

puis un temps assez long à en juger par la buée déposée sur les vitres ? Ce témoignage a été fourni par M. Chouquet, dont l'attention avait été attirée par les feux du véhicule allumés en plein jour.

On songe, bien entendu, en premier lieu, à un enlèvement dans la perspective d'un « règlement de comptes » comparable à celui dont avait été victime le juge Renaud. Mais M. Noël Daix, s'il a exercé, pendant dix-huit ans à Lyon, en qualité de juge d'instruc-

**MM. Gilbert Zemmour  
et Marc Francelet  
sont écroués.**

M. Andréani, premier juge d'instruction à Paris, a fait écrouer, dans la soirée du 4 février, respectivement à la Santé et à Fleury-Mérogis, MM. Gilbert Zemmour et Marc Francolet après les avoir inculpés d'extorsion de signature, de tentative d'extorsion de signature et de menaces de mort sous conditions (*le Monde* du 7 février). Ils ont choisi pour défenseur M<sup>e</sup> Joannès Ambre, du barreau de Lyon.

M. Franchelet avait été détenu pour recel du 15 juillet 1973 au 17 septembre 1974 après le vol de 18 toiles de maîtres le 24 avril 1972 au domicile du P.D.G. de Banania. Il avait été ensuite inculpé le 23 octobre 1975 pour un autre recel de tableaux. Enfin, voici un an, M. Franchelet avait été inculpé de fraude fiscale (*le Monde* du 3 février 1977).

Aujourd'hui, c'est un certain René Juillet qui accuse les deux hommes de l'avoir soumis à un racket. M. Juillet doit être déféré ce mardi 7 février à M. Claude Hanoteau. Ce magistrat a été chargé, le 6 février, de l'information, ouverte le jour même contre X, par le parquet, pour les coups de feu tirés par M. Juillet le 33 novembre, à 2 heures

M. Zemmour a tenu à s'expliquer pendant près de deux heures devant le magistrat instructeur pour protester de son innocence. Il a déclaré que M. Juillet avait inventé cette histoire, parce qu'il lui devait de l'argent à l'occasion de la cession d'un bar.

M. Zemmour a laissé entendre que les policiers seraient très heureux qu'il comparaisse détenu à l'audience de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, où il lui sera reproché d'avoir tenu publiquement des propos diffamatoires envers la police, à la suite de la fusillade du Thé-

A New-York enfin, le *Trib*, quotidien du matin, lancé il y a un mois pour concurrencer le *New York Times* et le *Daily News*, dans l'espoir de se tailler une place entre la public trop sérieux de l'un et celui trop futile de l'autre, est déjà en perte de vitesse en J.W.

**Dealing with the Unknown**

ration française des M.J.C.) rappelle pour sa part que M. Guichard n'a jamais protesté contre la pauvreté du budget jeunesse et sports.

saison, le seul centre socio-culturel de la Côte d'Amour. Le comité dénonce en outre la tendance des municipalités à reprendre en main la politique d'animation confiée aux M.J.C. (le Monde du 13 janvier) et réaffirme que, dans les maisons de jeunes, c'est aux adhérents, majoritairement au conseil d'administration, de déterminer cette politique.

La fédération départementale des M.J.C. cite en particulier le cas de la nouvelle municipalité de

gauche de Saint-Erblain, dirigée par un socialiste, M. Jean-Marc Ayrault, avec laquelle elle vient de passer une convention très avantageuse. La commune s'est engagée pour une durée de neuf ans à financer la totalité des charges de structure et la moitié des charges de fonctionnement, déduction faite des autres subventions éventuelles.

« partant d'un fait divers réglé par des moyens de police très classiques et d'un autre, certes retentissant et navrant, mais exceptionnel, surtout en raison de la personnalité de la victime, des membres du gouvernement ont cru devoir, à la veille de la consultation électorale, engager une campagne de propagande sur le thème de la violence de nature à inquiéter une population déjà fort préoccupée sur ce plan. (...) »

### Les ravisseurs de M. Egouard-

Les ravisseurs de M. Edouard-Jean Empain auraient envoyé, selon *France Soir*, une nouvelle photo du baron. Celle-ci émanant d'un appareil à développement instantané, en couleurs, aurait été déposée dans la consigne automatique d'une gare

parisienne. Ce document ferait apparaître le visage fatigué du baron Empain et sa main gauche ensanglantée. Mais le parquet général du tribunal de Paris dément cette information. « Les policiers n'ont rien reçu », indique-t-on au Palais de justice.

On ignore cependant, plus de quinze jours après l'enlèvement, si

Actuallement, ils enquêtent à partir de deux sacs de toile déposés dans une consigne de gare en même temps que les éléments d'identification du baron Empain. Ces sacs portent la mention « Made in Ger-

« TIME » RACHÈTE  
LE WASHINGTON STAR

LE & WASHINGTON STAR  
(Reuter's translation)

tance de Lyon statuant en matière prud'homale vient de rendre un jugement qui condamne la société AIGLES (1) à payer à l'un de ses ex-collaborateurs, M. Raymond Huot, une somme de plus de 52 000 F, correspondant à des rappels sur le salaire, le treizième mois et

les congés payés, ainsi qu'à une indemnité pour « licenciement sans cause réelle ni sérieuse ».

Le tribunal, qui rappelle au passage que « dix ou douze collaborateurs de la rédaction lyonnaise travaillaient aux mêmes conditions », estimant que « les faits litigieux portent un préjudice certain », a alloué, de

Embauché « oralement » le 1<sup>er</sup> avril 1975 en qualité de « pigiste », M. Huot avait été licencié le 2 mai 1977 sans bénéficier d'aucune des mesures sociales reconnues en pareil cas aux « jour-

nalistes professionnels ». Mais M. Huot est-il un journaliste professionnel ? C'est bien la question qui était posée au tribunal et à laquelle M<sup>re</sup> André Soulier, plaident pour la société AIGLES, avait répondu négativement, estimant que ce collaborateur devait être rangé dans la catégorie des deux ou trois mille « correspondants » de l'agence ne pouvant revendiquer un statut de

« Ce sont en général des filles ou des garçons qui veulent se familiariser avec le métier de journaliste, avait-il dit. Ils sont chargés de petits comptes rendus, souvent le samedi et le dimanche. Ils ne font pas œuvre de création intellectuelle. Payés au nombre de lignes pour un travail discontinu, ils ne peuvent prétendre avoir une formation véritable. »

« Qu'importe qu'il n'ait pas eu de carte, avait-il expliqué à l'audience, cela-ci ne sert pas à créer la qualité mais à la prouver. » La société AIGLES, employant régulièrement des pl-

C'est cette argumentation qu'a retenue la juridiction pour condamner la société AIGLES. Dans les attendus, le magistrat, Mme Nicole Fossorier, estime que :

pondant régional

« Enfin, dit le jugement, la nature du contrat par lequel une entreprise de presse s'assure le concours d'un tiers et la nature des activités de ce dernier, ne sont déterminées ni par son mode de rémunération, ni par la qualification donnée à la convention par les parties, ni par la dé-

collective du travail des journalistes. » Ce principe défini, le tribunal indique ensuite que le refus de M. Huot d'assurer un service durant un week-end ne constitue pas « une faute suffisante pour justifier un licenciement, compte tenu, d'une part, de ce que la qualification de journaliste et les avantages en résultant étaient refusés au demandeur ; d'autre part, de la nature

## LETTRES

### LE PRIX DES LIBRAIRES A JEAN NOLI

La Fédération française des

tirages importants en raison du soutien actif des professionnels.

[Jean Noll, né à Gênes en 1928, est journaliste. Actuellement, il collabore à l'hebdomadaire V.S.D. *La Grâce de Dieu* est son troisième livre. Il avait publié auparavant des récits de batailles navales, des souvenirs de sa jeunesse Hellène (*Glosteres*), une chronique des dernières années de Pire (*Edith*).]

tirages importants en raison du soutien actif des professionnels.

[Jean Noll, né à Gênes en 1928, est journaliste. Actuellement, il collabore à l'hebdomadaire V.S.D. *La Grâce de Dieu* est son troisième livre. Il avait publié auparavant des récits de batailles navales, des souvenirs de sa jeunesse Hellène (*Glosteres*), une chronique des dernières années de Pire (*Edith*).]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

# RELIGION

## LE CARENCE DE L'AMOUR EST UNE ATTITUDE CHRONIQUEMENT PATHOLOGIQUE

de Jean-Pierre Delaunay

« L'absence d'amour est une attitude chronique et pathologique », affirme Jean-Pierre Delaunay, psychanalyste et directeur de l'Institut de psychanalyse de Paris. Cette affirmation est le point de départ d'un ouvrage intitulé « L'évangile au risque de la psychanalyse », paru chez Grasset.

« L'absence d'amour est une attitude chronique et pathologique », affirme Jean-Pierre Delaunay, psychanalyste et directeur de l'Institut de psychanalyse de Paris. Cette affirmation est le point de départ d'un ouvrage intitulé « L'évangile au risque de la psychanalyse », paru chez Grasset.

« L'absence d'amour est une attitude chronique et pathologique », affirme Jean-Pierre Delaunay, psychanalyste et directeur de l'Institut de psychanalyse de Paris. Cette affirmation est le point de départ d'un ouvrage intitulé « L'évangile au risque de la psychanalyse », paru chez Grasset.

### « VIVRE EN CATHÉDRALE PROTEGE PAR LE PASTORAL »

Les cathédrales de la religion sont-elles des lieux de protection ou de refuge ? C'est la question que se pose Jean-Pierre Delaunay dans son ouvrage « L'évangile au risque de la psychanalyse ».

« Les cathédrales de la religion sont-elles des lieux de protection ou de refuge ? C'est la question que se pose Jean-Pierre Delaunay dans son ouvrage « L'évangile au risque de la psychanalyse ».

« Les cathédrales de la religion sont-elles des lieux de protection ou de refuge ? C'est la question que se pose Jean-Pierre Delaunay dans son ouvrage « L'évangile au risque de la psychanalyse ».

### RÉVISION

4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> des cathédrales de la religion

de Jean-Pierre Delaunay

**COURS PASTORAL**

Cathédrale de la religion

de Jean-Pierre Delaunay

## Françoise D.

interprete

**L'évangile au risque de la psychanalyse**

de Jean-Pierre Delaunay

**psychanalyse**

de Jean-Pierre Delaunay

**jean-pierre delaunay**



## RELIGION

### LE MESSAGE DE CARÊME DE PAUL VI

#### «Partager est une attitude chrétienne fondamentale»

A l'occasion du début du carême, Paul VI a rédigé un message dans lequel il rappelle les principes de la foi. «Une fois de plus, le carême est revenu avec ses pressantes invitations. Temps qui nous rappelle du Christ, le carême, traverser Lui, nous rapproche les uns des autres. Le carême est un temps de communion, ce qui comporte aussi une mise en commun.

«Partager, c'est donc une attitude chrétienne fondamentale.»

#### Les conférences à Notre-Dame de Paris

#### Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme

Pour la quatrième fois, le Père Bernard Bro assurera le cycle des conférences de carême à Notre-Dame de Paris. Ce vieux routier de la parole est le contraire d'un homme blasé. Il met à préparer ses sermons la même ardeur qu'à faire de l'alpinisme ou du ski. Et s'il lui arrive — tel est le cas aujourd'hui — d'avoir un soulagement, il ne s'en plaint pas. Il dit : «J'attendais cela depuis trente ans».

L'ancien directeur de la Vie spirituelle se plait dans la compagnie des mystiques et à articuler ses exposés aux titres elliptiques autour de citations fulgurantes : «Qu'importe que je doive mentir la pioche en Sibérie pendant vingt ans. Fui une seule croix, je t'embrasse l'homme qui est respecté en moi ne m'abandonne» (Dostoevski). Ou : «Le désir de l'homme est sans remède» (Thérèse d'Avila). Ou encore : «Chrétiens, retournez aux catacombes. Votre religion est pauvre : vos cérémonies, vos chants, vos petites assemblées, vos prières, tout cela est défectueux. Il ne vous reste que la foi. Mais la vraie lutte commence là».

Sous le titre général «Devenir Dieu», le Père Bro parlera six fois cinquante minutes dans ce qu'il appelle «ce grand partage spirituel» à Notre-Dame — «où il se passe quelque chose». Deux intentions, explique-t-il, l'ont guidé :

1) Que dire des sacrements, ces gestes quotidiens que l'Eglise propose pour signifier la distinction du chrétien ?

2) Comment confesser que c'est le Christ qui «me fait tenir debout» ?

De Metzschke, le prédicateur a retenu ce cri : «Si tu es un Dieu, comment supporter de ne l'être pas ?». Pour le devenir, il est deux méthodes, celle d'un Prométhée ou d'un Hitler qui aspire à devenir un tyran à l'importe quel prix ; celle du chrétien qui accepte dans l'humilité de recevoir d'un Autre le sens de sa vie, même s'il sait mal le désigner.

L'Eglise d'aujourd'hui connaît l'épreuve du vide. Mais n'est-elle pas dans la nature de l'Eglise d'être désespérée ? se demande-t-il.

● L'Association «Avoir faim» qui a déjà organisé des jeûnes dans les mosquées et les synagogues invite à un nouveau jeûne le mercredi des Cendres, 8 février : réunion à Notre-Dame de Paris à 18 h. 30 avec le cardinal Marty (lecture du Coran, de la Torah, de la Bible, des Pères de l'Eglise).

● «Avoir faim», 21, rue du Châteauneuf, 92400 Courbevoie.

● Le Père Serge Bonnet, dominicain, sera le prédicateur de Carême à la télévision sur TF1, à 11 heures, du 12 février au 12 mars, sur le thème : «La charité dans les luttes de la cité».

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

● Le Père Bro parlera de la divinisation de l'homme.

#### L'activité des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques menacée par les réductions de crédits

Près de trois cents personnes ont participé samedi 4 février, au centre universitaire Jussieu, à Paris, à un forum national pour la défense des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) et pour la formation continue des enseignants. Soutenus par l'ensemble des syndicats d'enseignants, par la C.G.T., la C.F.D.T. et le P.S., les responsables des IREM ont voulu tirer de nouveau la sonnette d'alarme. Avec l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP), ils craignent que la décision prise à l'automne par le ministère de l'Éducation de réduire de 20 % les moyens des IREM («le Monde» du 11 octobre 1977) et la limitation stricte des stages d'enseignants par une circulaire aux recteurs du 27 décembre 1977 ne compromettent l'avenir des instituts et, à travers eux, d'un type réussi de formation continue.

Certains envisagent de cesser leur activité après les vacances de printemps, n'ayant plus les crédits nécessaires pour terminer l'année scolaire. Bien que la pression des enseignants candidats à leurs stages de formation et de recherche ne diminue pas (plus de huit cents pour moins de quatre cents places l'an dernier à l'IREM de Montpellier), leur budget annuel a été amputé de 20 %.

L'activité des IREM est financée à la fois par le ministère de l'Éducation et par celui des universités. Le premier accorde des décharges d'enseignement pour les animateurs et pour les stagiaires. Il paie aussi leurs frais de déplacement. Le ministère des universités prend à sa charge le fonctionnement. À l'automne, le ministre de l'Éducation avait demandé aux recteurs de réduire de 20 % la participation de son ministère aux décharges et, en décembre, il avait donné la même consigne pour les frais de déplacement. A son tour, le ministère des universités — alors secrétaire d'État — avait décidé de réduire de 20 % le budget de fonctionnement avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 1977.

En tenant compte de l'érosion monétaire, c'est avec 70 % des crédits de l'an dernier que les IREM devraient travailler en 1978. Créés à partir de 1968, à raison d'un par académie, il en existe deux à Paris et dans l'académie de Rennes — les vingt-cinq IREM constituent un exemple pour la formation continue des enseignants. Leur tâche ne se borne pas à la mise à jour des connaissances pédagogiques et scientifiques des professeurs de mathématiques. Ils accueillent également les enseignants et autres disciplines (économie, physique, technologie...) de tout niveau du primaire au supérieur. Quelque quarante mille professeurs y ont effectué un stage depuis leur création. En plus de la collaboration d'enseignants de disciplines et de niveaux différents, l'originalité des IREM tient au lien

reçu des messages de soutien du Canada (Montréal), des Pays-Bas (Utrecht), de Belgique (Liège). Le 3 janvier, le professeur Bauerfeld, de l'institut de Bielefeld, l'institut central de recherche en R.F.A. dans le domaine de la recherche et du développement en didactique des mathématiques, écrivait à M. Raymond Barre : «L'édification de l'institut de Bielefeld est largement nourrie de l'expérience des IREM», et encore : «Les mérites du travail exemplaire effectué par ces instituts français dépassent tout ce que nous pouvons dire».

Sauf en France ?

CHARLES VIAL

(1) Déclaration à la commission nationale des IREM le 22 décembre 1977.

## ÉDUCATION

### DANS LES LYCÉES ITALIENS

#### Le diplôme à coups de poing

De notre correspondant

Rome. — Deux épisodes déconcertants ayant pour protagonistes des «autonomes» viennent de révéler le désordre qui règne dans certaines écoles secondaires italiennes.

A Rome, le lycée Serpi, installé dans un quartier populaire, a été fermé pendant plusieurs jours : motif : «Actes de violence et intimidations contre des enseignants». C'est par miracle, en effet, que deux d'entre eux ont échappé à un attentat l'année dernière : la salle des professeurs avait été incendiée, comme d'ailleurs l'automobile du proviseur, lequel reçut une paire de gilettes, puis plusieurs coups de bâton. Le vice-proviseur, lui, fut à un cocktail Molotov, qui ne provoqua pas de dégâts, mais son appartement a failli brûler récemment.

C'est un groupe d'une trentaine d'élèves — sur sept cents au total — qui sème la terreur. L'une de ses revendications est le «6 garanti», c'est-à-dire une note minimale assurant à tous la réussite aux examens.

#### Procès public

Une telle «conquête» existe depuis trois ans à l'institut professionnel Cesare Correnti de Milan, théâtre d'autres incidents. On ignorait encore si un enseignant ne s'était rebellé contre cette pratique. Des élèves l'ont insulté et «légé» publiquement. Deux journalistes, venus faire une enquête, devaient subir, à leur tour, un «procès».

Cesare Correnti était considéré lors de son inauguration, en

1957, comme l'un des instituts professionnels les plus modernes d'Europe. Il abrite mille deux cents élèves, mais le tiers seulement assisteraient aux cours. Les autres — assurés eux aussi d'une note minimale — auraient souvent à l'extérieur un petit travail non déclaré, ils appartiennent généralement à des familles modestes de la périphérie milanaise.

La découverte du pot aux roses n'a fait qu'exaspérer les «autonomes». Ces contestataires présentent la «6 politique» comme «la réponse à une école de classe, bourgeoise, qui pratique une sélection». Ils méprisent le diplôme, mais le réclament comme un dû.

Devant l'inspecteur du ministère, dépêché de Rome, les élèves ont demandé à la directrice, un peu embarrassée, si elle était prête à poursuivre cette expérience de «libéralisation».

L'affaire fait grand bruit. En première page du Popolo, organe de la démocratie chrétienne, le ministre de l'Instruction publique, M. Franco Maria Martelli, s'est officiellement prononcé contre le «6 garanti» et y voyant une «illégalité juridique et pédagogique», provoquée par une série d'indulgesances permises.

ROBERT SOLÉ

### GRÈVE DANS LES TROIS LYCÉES DES HAUTS-DE-SEINE

Trois lycées des Hauts-de-Seine sont paralysés par un mouvement de grève, déclenché pour protester contre le projet de suppression de cent vingt postes d'enseignants dans le département, à la prochaine rentrée. Commencé le 30 janvier au lycée Joliot-Curie de Nanterre, le mouvement s'est étendu au lycée Rabelais de Meudon, puis au lycée de Rueil-Malmaison.

Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, près de 90 % des enseignants ont cessé le travail à l'appel de l'intersyndicale, qui

groupe les sections affiliées à la FEN (SNT, SNES, SNIEP), à la C.F.D.T. (SGEN), et aussi les syndicats modérés comme le SNALC-C.G.C. et la C.N.G.A. Une délégation se rendra au rectorat de Versailles le 8 février. Les élèves ont, à plusieurs reprises, manifesté dans la ville.

Enseignants et parents d'élèves du lycée Rabelais de Meudon se sont rendus au rectorat le 3 février pour demander l'annulation des mesures prévues (suppression de six postes d'enseignants).

24, rue Rennequin  
75017 PARIS.  
Tél. 227.50.42

### VACANCES

#### ACTE LINGUISTIQUES

international

ANGLETERRE : Séjour familial (cours, activités...) Pâques-Eté  
ALLEMAGNE : Séjour familial (cours, activités...) Pâques-Eté  
U.S.A. : Été : séjour familial en Floride, Georgie.  
En université : New-York, Boston.  
U.S.A. : Une année scolaire.  
MEXIQUE : Été : séjour familial (cours, activités...).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Association Culturelle pour le Tourisme et les Echanges - N° 1667

### 50<sup>ème</sup> anniversaire

#### PAQUES

Zones A et B  
du 1<sup>er</sup> au 17 Avril  
Zone C  
du 8 au 24 Avril


Parce qu'une  
LANGUE  
ETRANGERE  
s'apprend sur place  
venez avec nous en

ANGLETERRE  
ECOSSE  
ETATS-UNIS  
ALLEMAGNE  
ESPAGNE

OSFB

préparer le BEPC ou le BAC dans  
une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE  
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49



N'éprouve  
des difficultés  
en mathématiques !

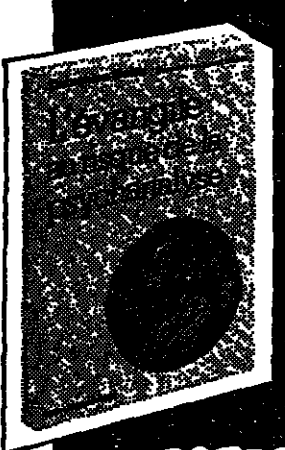
Pour le prix  
d'une ou deux heures  
de cours particulier  
abonnez-le un an à  
un périodique Vuibert.

- pour la 3<sup>e</sup> et la 2<sup>e</sup> :  
L'ÉDUCATION MATHÉMATIQUE
- pour la 1<sup>re</sup> et la Terminale :  
JOURNAL DE  
MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES

Documentation et spécimen gratuits  
sur demande à :  
Périodiques Vuibert  
63, bd Saint-Germain, 75005 Paris

### Françoise Dolto

interpellée par Gérard Séverin



#### l'évangile au risque de la psychanalyse

35f

Un livre à lire lentement,  
comme une méditation.

(Henri Fesquet - Le Monde)

jean-pierre delarge

## ENQUÊTE

### CITÉS GÉANTES

# MOSCOU: premiers embouteillages

par JACQUES AMALRIC

« FAIRE de Moscou une ville communiste modèle », la formule est rituelle. On la retrouve aussi bien dans la bouche de M. Proustov, le maire de la ville, que dans celle de M. Griche, le chef de l'organisation du parti de la capitale. Le slogan, pourtant, n'est pas vide de sens : il traduit la volonté des dirigeants de faire de Moscou la vitrine, aussi accueillante que possible, du régime.

En ce sens, la capitale de l'U.R.S.S. est une énorme exception : la ville proprement dite, qui compte plus de huit millions d'habitants, bénéficie de la sollicitude toute spéciale des autorités. Que le touriste occidental qui y passe quelques jours ne se trompe pas : à bien des égards, Moscou présente une version extrêmement optimiste de la réalité soviétique. Les Soviétiques, eux, en ont bien conscience, qui déploient des trésors d'imagination pour tourner d'une façon ou d'une autre les règlements qui limitent strictement la possibilité de s'installer dans la ville.

#### Pénurie de logements

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le problème du logement soit un des plus aigus. D'autant plus que la question fut superbement ignorée par Staline, qui ne se préoccupa que de renforcer le potentiel industriel de la ville, même après les destructions de la guerre. Depuis Khrouchchev, la frénésie de construire ne s'est pas assoupie, mais l'offre reste encore bien en deçà de la demande : cent vingt mille appartements par an ne permettent pas de résorber le retard ; on estime à un bon quart la fraction de la population moscovite encore condamnée à vivre dans des appartements communautaires, dont le principe n'est même plus défendu par les plus sages idéologues. La promiscuité y est proprement insupportable et dégrade en d'innombrables conflits aussi bien entre les familles qu'à l'intérieur. Même au pays du socialisme scientifique, il est très difficile de partager à trois ou quatre familles, toilettes, lavabos, cuisine, voire réchaud à gaz. Et cela d'autant plus que les appartements communautaires sont toujours ceux des immeubles les plus vieux, les plus délabrés, qui manquent du confort élémentaire. Cette pratique commence d'ailleurs à être dénoncée dans certaines revues spécialisées comme une importante source de la criminalité dite « passionnelle ».

Le but proclamé du régime est aujourd'hui d'offrir moyennant un loyer presque symbolique — égal à environ 5 % du salaire — un appartement individuel à chaque famille sur la base de 9 mètres carrés par personne de plus de cinq ans. Surface

la croissance de cette métropole, comme le voulait pourtant le plan directeur de la ville mis au point en 1971. Qu'on en juge à partir de quelques chiffres : la population, qui n'aurait dû atteindre que 5 millions en 1960, dépassait déjà les 6 millions. Et le chiffre de 7 millions et demi, aujourd'hui annoncé officiellement, n'aurait dû être atteint, selon les planificateurs, qu'à la fin de cette décennie.

Cette croissance, souvent désordonnée, est plus difficile à contrôler qu'on pourrait le croire : comment détecter les centaines de milliers d'illégaux qui vivent à Moscou sans retourner dans les fichiers policiers non sélectifs d'autrefois ? Beaucoup de ces clandestins vivent dans une apparence de légalité, grâce à un mariage en blanc ou à de faux papiers. Les autorités municipales n'encouragent-elles pas elles-mêmes cette croissance en facilitant de nombreux passe-droits en faveur de ceux qui acceptent d'exercer pendant quelques années un métier « difficile » ? Garçons et filles de la campagne viennent ainsi sur les chantiers de la capitale ou dans la milice, contre la promesse de se voir attribuer un permis de résidence. Car Moscou, qui ne sait plus que faire de ses habitants et qui les rejette de plus en plus dans de très lointaines banlieues, manque tout de même de bras.

désirer ? Seuls le penseront ceux qui n'ont jamais vu le profond sentiment de joie et de libération de tel ou tel couple, abandonnant après une longue attente la place commune de l'appartement des parents, il campait souvent avec un bébé, pour s'installer dans un modeste deux-pièces-cuisine. Qu'importe alors si le nouveau logement se trouve à plus d'une heure de Moscou, si la ligne d'autobus n'a pas encore été prolongée jusqu'au nouveau bloc, si les planificateurs, à moins que ce ne soient les constructeurs, ont oublié de prévoir les services et les magasins élémentaires. Tous ces inconvénients, la qualité médiocre du nouvel immeuble, ne pèsent pas lourd par rapport à la habitation forcée.

Il existe une seconde solution — bien plus onéreuse, — pour se loger : acheter un appartement dans un immeuble coopératif. Relativement nouvelle, la formule se développe de plus en plus. L'Etat y trouve son compte, puisqu'il ne doit rien investir. Le Soviétique qui a réussi à acquiescer 6 ou 8 mille roubles aussi, car ces immeubles, mieux finis que ceux construits par l'Etat, bénéficient souvent des meilleurs équipements. Il est possible, d'autre part, grâce à cette formule, de dépasser les normes de surface habituelles. Les résidents illégaux n'ont accès, bien sûr, ni à la première formule ni à la seconde : ils en sont réduits soit à sous-louer une pièce pour un prix très élevé, soit à se faire héberger par quelque parent.

L'énorme effort de construction déployé depuis vingt ans n'est

pas allé sans graves conséquences pour le paysage urbain : si les Moscovites construisent beaucoup, ils ont aussi beaucoup détruit. Le « massacre » continue encore dans le centre de Moscou, tribut payé non seulement à des besoins sociaux évidents mais aussi à une conception toujours solennelle et pompeuse de l'architecture : en quatre ans, ce sont des rues entières du vieux Mos-

cou qui ont disparu sous les bulldozers des démolisseurs. Rues de vieilles isbas, mais aussi rues bordées de ces maisons à deux ou trois étages, peintes en vert, si typiques du Moscou du début du siècle. Toutes les occasions sont bonnes pour les prétextes : si le vieux quartier de l'Arbat a été évincé au moment du cinquantenaire de la Révolution pour le couper irrémédiablement en deux par l'avenue Kalinine, le premier voyage présidentiel de Nixon à Moscou avait été précédé par une opération « nettoyage » à proximité du Kremlin, au cours de laquelle des dizaines de maisons ont été rasées. D'où la plâsterie de bien des Moscovites, sur Nixon « premier architecte de l'Union soviétique ».

Même aujourd'hui, les exemples de destructions inutiles — plus de vingt mille immeubles ont été rasés entre 1970 et 1974 — abondent. Les officiels soviétiques les justifient en invoquant le coût

deux longtermes dans tant de villes occidentales, avec les graves conséquences que l'on sait. Le besoin de prestige, de paraître, à ici les mêmes conséquences que les intérêts des promoteurs immobiliers entraînent là-bas. Le Moscovite moyen, tout comme le Parisien moyen, en fait les frais : des frais qui se comptent par des heures passées chaque jour dans les transports en commun. Inconvenient supplémen-

taire pour le Moscovite des lointaines banlieues : très souvent, même si son travail ne l'exige pas, il devra gagner le centre de Moscou, puisque ce sont les magasins du centre qui sont le mieux approvisionnés en produits indispensables. Un effort est certes fait pour parvenir à une meilleure distribution, mais de très nombreux quartiers de la grande périphérie sont encore complètement négligés. Une constatation toutefois pour ces lointains banlieusards : s'ils

dernières sont déjà envahies par les cabanes de fortune construites par les heureux propriétaires d'automobiles pour y stocker leur précieux trésor pendant les mois d'hiver. Des protestations peuvent alors se faire entendre : parfois ce sont les aires de jeux des immeubles qui sont supprimées et transformées en petits « bidouillages ».

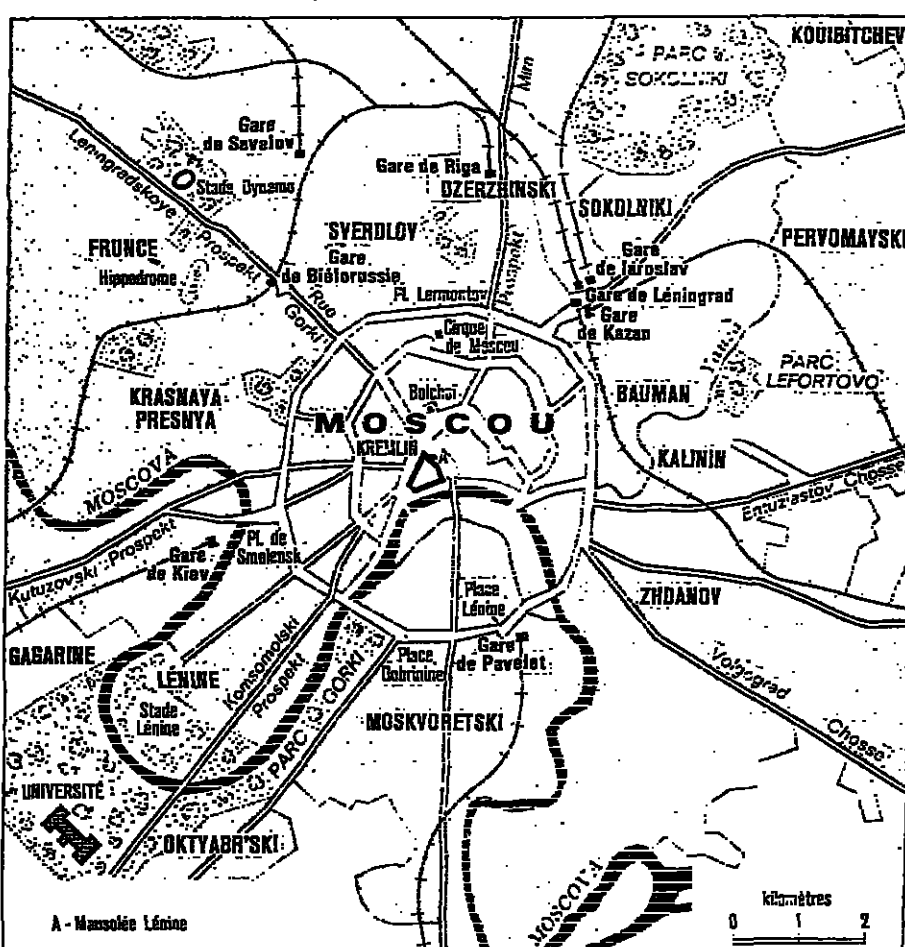
Malgré tous les inconvénients que présente la possession d'une voiture à Moscou, la tendance n'est pas de s'attarder. Le choix fait il y a maintenant plus de dix ans serait difficile à remettre en cause même s'il se révélait beaucoup plus onéreux que prévu — y compris en vies humaines, car le taux des accidents est beaucoup plus élevé à Moscou qu'à Paris pour autant qu'on puisse le savoir. On ne sent en tout cas aucune volonté de freiner l'essor de l'automobile individuelle. Bien au contraire, le but officiel étant de faire « aussi bien » (c'est-à-dire aussi mal) qu'à l'Ouest. Sans doute est-ce pour cette raison que le prix des taxis, déjà en nombre tout à fait insuffisant, a été froidement doublé l'an dernier au point de les rendre inaccessibles à bon nombre de Moscovites.

De l'avis officiel, automobiles et camions sont la source principale de la pollution de l'air à Moscou. Le faible taux d'octane du combustible utilisé et le manque d'entretien de la plupart des véhicules sont sans doute en cause. Il n'empêche : cette politique va à l'encontre des efforts déployés pour épurer l'air de la capitale en transformant les usines et les industries les plus polluantes qui s'y trouvent encore et en protégeant avec intransigeance chaque espace vert, ce qui n'avait pas toujours été le cas dans le passé.

#### L'Etat palera

Les tâches de la municipalité de Moscou — le comité exécutif du soviet de Moscou, pour être exact — sont beaucoup plus lourdes que celles d'une de nos municipalités : non seulement elle assure les services publics habituels, mais c'est elle également qui gère l'énorme fonds locatif de la capitale, qui a en charge la totalité des institutions culturelles, qui est responsable des transports en commun (particulièrement bon marché) sans parler bien sûr des tâches traditionnelles comme l'entretien de la voirie, ce qui est un tout autre problème qu'à Paris dans un pays où la neige tombe pendant quatre mois.

Le Moscovite, pourtant, ne connaît aucun problème d'argent. La crise des finances municipales n'est pas d'actualité sur les bords de la Moskova, où pourtant les impôts locaux n'existent pas. Quelle est la clé de ce mystère ? Tout simplement, la municipalité est aussi responsable de toutes les entreprises commerciales installées sur son territoire : non seulement celles qui sont traditionnellement déficitaires, comme les transports en commun, mais aussi les restaurants, les magasins, les services en tout genre. Les industries de la capitale contribuent également au budget, qui est encore consolidé par une constante subvention du gouvernement. Au total, c'est d'une vingtaine de milliards de nos francs dont dispose la municipalité et la somme sera sans doute encore augmentée les prochaines années pour faire face aux énormes frais entraînés par les Jeux olympiques de 1980 : non seulement renforcement des installations sportives, mais aussi du secteur de la restauration et du secteur hôtelier, déjà nettement insuffisants pour satisfaire les besoins. L'Etat palera ce qu'il faudra payer, à son tour, à moins que M. Kossyguine ne se préoccupe de savoir comment les finances locales viendraient à bout de tous ces travaux.



A - Moscou, Lénine

cou que nous avons littéralement vu disparaître sous les bulldozers des démolisseurs. Rues de vieilles isbas, mais aussi rues bordées de ces maisons à deux ou trois étages, peintes en vert, si typiques du Moscou du début du siècle. Toutes les occasions sont bonnes pour les prétextes : si le vieux quartier de l'Arbat a été évincé au moment du cinquantenaire de la Révolution pour le couper irrémédiablement en deux par l'avenue Kalinine, le premier voyage présidentiel de Nixon à Moscou avait été précédé par une opération « nettoyage » à proximité du Kremlin, au cours de laquelle des dizaines de maisons ont été rasées. D'où la plâsterie de bien des Moscovites, sur Nixon « premier architecte de l'Union soviétique ».

Même aujourd'hui, les exemples de destructions inutiles — plus de vingt mille immeubles ont été rasés entre 1970 et 1974 — abondent. Les officiels soviétiques les justifient en invoquant le coût

deux longtermes dans tant de villes occidentales, avec les graves conséquences que l'on sait. Le besoin de prestige, de paraître, à ici les mêmes conséquences que les intérêts des promoteurs immobiliers entraînent là-bas. Le Moscovite moyen, tout comme le Parisien moyen, en fait les frais : des frais qui se comptent par des heures passées chaque jour dans les transports en commun. Inconvenient supplémen-

taire pour le Moscovite des lointaines banlieues : très souvent, même si son travail ne l'exige pas, il devra gagner le centre de Moscou, puisque ce sont les magasins du centre qui sont le mieux approvisionnés en produits indispensables. Un effort est certes fait pour parvenir à une meilleure distribution, mais de très nombreux quartiers de la grande périphérie sont encore complètement négligés. Une constatation toutefois pour ces lointains banlieusards : s'ils

dernières sont déjà envahies par les cabanes de fortune construites par les heureux propriétaires d'automobiles pour y stocker leur précieux trésor pendant les mois d'hiver. Des protestations peuvent alors se faire entendre : parfois ce sont les aires de jeux des immeubles qui sont supprimées et transformées en petits « bidouillages ».

Malgré tous les inconvénients que présente la possession d'une voiture à Moscou, la tendance n'est pas de s'attarder. Le choix fait il y a maintenant plus de dix ans serait difficile à remettre en cause même s'il se révélait beaucoup plus onéreux que prévu — y compris en vies humaines, car le taux des accidents est beaucoup plus élevé à Moscou qu'à Paris pour autant qu'on puisse le savoir. On ne sent en tout cas aucune volonté de freiner l'essor de l'automobile individuelle. Bien au contraire, le but officiel étant de faire « aussi bien » (c'est-à-dire aussi mal) qu'à l'Ouest. Sans doute est-ce pour cette raison que le prix des taxis, déjà en nombre tout à fait insuffisant, a été froidement doublé l'an dernier au point de les rendre inaccessibles à bon nombre de Moscovites.

De l'avis officiel, automobiles et camions sont la source principale de la pollution de l'air à Moscou. Le faible taux d'octane du combustible utilisé et le manque d'entretien de la plupart des véhicules sont sans doute en cause. Il n'empêche : cette politique va à l'encontre des efforts déployés pour épurer l'air de la capitale en transformant les usines et les industries les plus polluantes qui s'y trouvent encore et en protégeant avec intransigeance chaque espace vert, ce qui n'avait pas toujours été le cas dans le passé.

L'Etat palera

Les tâches de la municipalité de Moscou — le comité exécutif du soviet de Moscou, pour être exact — sont beaucoup plus lourdes que celles d'une de nos municipalités : non seulement elle assure les services publics habituels, mais c'est elle également qui gère l'énorme fonds locatif de la capitale, qui a en charge la totalité des institutions culturelles, qui est responsable des transports en commun (particulièrement bon marché) sans parler bien sûr des tâches traditionnelles comme l'entretien de la voirie, ce qui est un tout autre problème qu'à Paris dans un pays où la neige tombe pendant quatre mois.

Le Moscovite, pourtant, ne connaît aucun problème d'argent. La crise des finances municipales n'est pas d'actualité sur les bords de la Moskova, où pourtant les impôts locaux n'existent pas. Quelle est la clé de ce mystère ? Tout simplement, la municipalité est aussi responsable de toutes les entreprises commerciales installées sur son territoire : non seulement celles qui sont traditionnellement déficitaires, comme les transports en commun, mais aussi les restaurants, les magasins, les services en tout genre. Les industries de la capitale contribuent également au budget, qui est encore consolidé par une constante subvention du gouvernement. Au total, c'est d'une vingtaine de milliards de nos francs dont dispose la municipalité et la somme sera sans doute encore augmentée les prochaines années pour faire face aux énormes frais entraînés par les Jeux olympiques de 1980 : non seulement renforcement des installations sportives, mais aussi du secteur de la restauration et du secteur hôtelier, déjà nettement insuffisants pour satisfaire les besoins. L'Etat palera ce qu'il faudra payer, à son tour, à moins que M. Kossyguine ne se préoccupe de savoir comment les finances locales viendraient à bout de tous ces travaux.

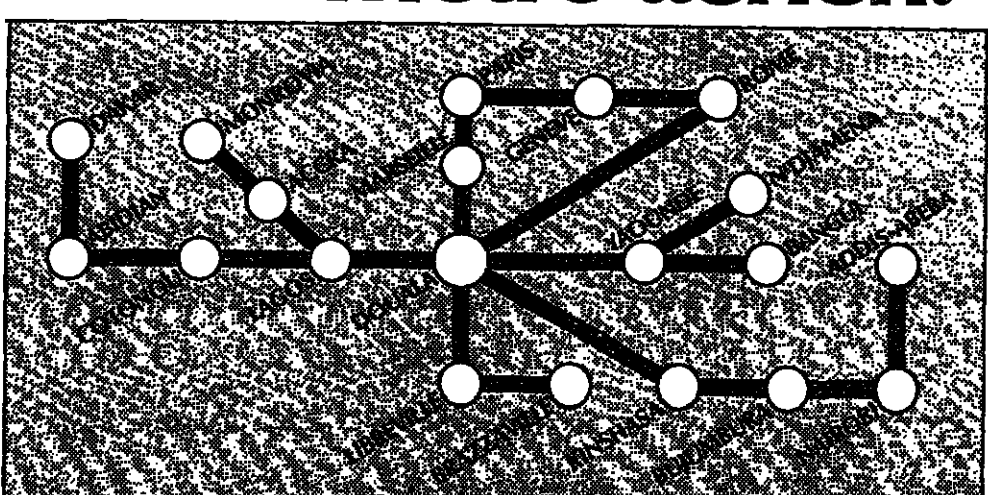
Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existents dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LERoy OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel, 11, bd du Palais, 18, bd Hausmann, 127, Fg St-Antoine, 158, rue de Lyon, 5, place des Terres, 30, bd Barbès

## Maintenant l'Afrique a son métro aérien.



Un métro qui dessert la Côte-d'Ivoire, l'Empire Centre-Africain, le Congo, le Sénégal, le Nigeria, le Gabon, le Tchad, le Burundi, le Kenya, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Et toutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure les correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris ou Marseille sur Boeing 707 Intercontinental de Cameroon Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroon Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Surtout quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont aussi confortables que les avions.

Avec, en plus, des hôtesses dont le sourire est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

CAMEROON AIRLINES

12, bd des Capucines 75009 PARIS - Tél. (01) 85.40 / 07.7.17 / 07.18.78

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, 75001 PARIS-1<sup>er</sup>.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5437.

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existents dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LERoy OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel, 11, bd du Palais, 18, bd Hausmann, 127, Fg St-Antoine, 158, rue de Lyon, 5, place des Terres, 30, bd Barbès

هكذا من الأصل



ages

# Le Monde DE LA MÉDECINE

## L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE

### Nouveaux regards sur une ancienne maladie

Il est peu de maladies qui soient, au plan du diagnostic, aussi facilement reconnaissables que l'hypertension artérielle. Tout bilan médical comprend la mesure de la pression du sang dans les artères, qui suit un rythme pulsatoire en fonction du rythme cardiaque : la « tension » est qualifiée par un chiffre « haut » correspondant à l'éjection ventriculaire (systolique) et un chiffre « bas » d'expansion systolique (diastolique).

On parle d'hypertension artérielle à partir d'une pression systolique constante supérieure à 16 cm de mercure, le chiffre diastolique ne devant pas dépasser, en principe, 9,5 cm de mercure. La pression artérielle est une variable physiologique qui est donc largement influen-

cée par les conditions ambiantes et l'activité, et ses chiffres peuvent varier normalement de 3 à 4 cm de mercure dans la journée sans traduire d'état anormal. En pratique, seul le chiffre systolique peut traduire un état pathologique : trop élevé, il exprime un travail trop intense de la pompe cardiaque, ou des résistances anormales en périphérie. Franchement abaissé, il est la traduction d'un état de « choc », toujours temporaire, qui peut nécessiter un traitement d'urgence.

Symptôme, puisqu'elle est le reflet du bon fonctionnement du système cardio-vasculaire, l'hypertension est aussi une maladie dont on se préoccupe avec un intérêt tout récent.

On lui attribue, en effet, un rôle causal dans de nombreuses maladies graves et fréquentes (angine de poitrine, crise cardiaque, accidents vasculaires cérébraux, insuffisance rénale, artérite...), qui représentent, au total, la principale cause de mortalité dans tous les pays industrialisés.

Longtemps considérée comme la conséquence d'une simple surcharge liée à l'athérome, l'hypertension a bénéficié de connaissances récentes de la physiologie des récepteurs cellulaires, qui a permis la mise au point de nouveaux médicaments efficaces et relativement bien tolérés. Mais cette nouvelle approche d'une très ancienne maladie n'est sans doute encore qu'à l'aube de ses possibilités, comme l'expliquent ici le professeur Philippe Meyer et le professeur Funck-Brentano. De son côté, le professeur Funck-Brentano fait le point sur les aspects économiques de cette maladie, en insistant en particulier sur la manière dont la responsabilité de la surveillance peut être transférée du médecin vers le malade.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

### L'influence de l'inné et de l'acquis

DANS toutes les espèces animales évoluées, des systèmes de régulation assurent une assez grande stabilité de la pression artérielle, ce qui est essentiel à la vie, puisque l'irrigation sanguine des divers tissus de l'organisme est ainsi maintenue constante.

Il existe deux modes de régulation. Le premier concerne les artères, qui peuvent se contracter sous l'influence de diverses hormones. L'élevation de la résistance périphérique qui en résulte augmente la pression artérielle. Les principales substances contractant les artères sont l'angiotensine (hormone produite par la rénine qui est synthétisée par le rein) et les catécholamines sécrétées par les terminaisons des nerfs dits sympathiques et les glandes médullaires.

La seconde régulation concerne le volume du sang circulant à l'intérieur des artères, qui dépend lui-même de la quantité de sodium (sel) présente dans l'organisme ; celle-ci dépend de l'activité fonctionnelle du rein qui est modulée par une hormone, l'aldostérone, élaborée par les glandes corticosurrénales. La production d'aldostérone est elle-même augmentée par l'angiotensine qui apparaît ainsi capable de réguler le contenu (par constriction artériolaire) et le contenu (par réabsorption de sodium déclenchée par l'aldostérone) du système artériel.

Ces deux types de régulation sont particulièrement développés et efficaces dans l'espèce humaine qui s'est adaptée à un environnement terrestre où le sodium est rare, et qui est la seule espèce à avoir adopté la position verticale prédisposant à l'abaissement de la pression artérielle. L'hypertension artérielle n'apparaît pas de manière spontanée chez l'animal, si bien que l'on peut suggérer que l'hypertension artérielle de l'homme est « facilitée » par ses puissants systèmes régulateurs. Le mécanisme commun final de toutes les variétés d'hypertensions artérielles chroniques est une constriction des artères périphériques qui augmente évidemment la pression du sang contenu dans le système artériel.

#### Quelques indications chirurgicales

Certaines hypertensions sont clairement explicables. Ce sont les hypertensions résultant d'une augmentation considérable, manifeste et préférentielle d'un des systèmes régulant la pression artérielle normale. Certaines affections du rein et des artères rénales augmentent la production d'angiotensine, la baisse tensionnelle spécifique produite par l'injection d'antagonistes de cette hormone au niveau de ses récepteurs permet aujourd'hui facilement leur diagnostic. Des tumeurs, généralement bénignes des glandes médullaires (dénommées phéochromocytomes) déterminent une hypertension artérielle, souvent paroxystique, par une hypersecretion de catécholamines. Enfin, des tumeurs également bénignes des glandes corticosurrénales, produisant en excès de l'aldostérone, induisent une hypertension artérielle par la rétention de sel qui en résulte (syndrome de Conn).

Ces variétés d'hypertensions artérielles sont rares. Elles doivent néanmoins être recherchées systématiquement, surtout chez le sujet jeune, car elles peuvent être guéries par la chirurgie.

par les professeurs  
PHILIPPE MEYER (\*)  
et M. H. MAXWELL (\*\*)

En réalité, ces hypertensions artérielles d'origine rénale et d'origine surrénale s'effacent en pratique devant des hypertension artérielles ne relevant apparemment ni de l'une ni de l'autre de ces causes. Ces hypertension artérielles, dénommées hypertension artérielles essentielles, sont de très loin les plus fréquentes, et représentent au moins 80 % des cas de la pratique médicale courante. Leur cause précise est encore indéterminée, mais on peut au moins évoquer aujourd'hui un certain nombre d'hypothèses pathogéniques, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.

● Le rôle du sodium. — L'hypothèse la plus plausible est que l'hypertension artérielle relève d'une rétention modeste de sodium chez des sujets qui y sont sensibles pour des raisons génétiques. Le rôle hypertensif du sodium, pressenti dès 1904 par les cliniciens français Ambard et Beaujard, a été affirmé ultérieurement par de nombreuses observations épidémiologiques, expérimentales et cliniques, principalement faites par des scientifiques anglo-saxons. Sur le plan épidémiologique, un parallélisme remarquable apparaît entre la fréquence de l'hypertension artérielle dans diverses populations et la consommation alimentaire de sodium : l'hypertension artérielle atteint 40 % des habitants du nord du Japon qui consomment près de 30 grammes de sel par jour, et est pratiquement inconnue chez les Esquimaux et chez les tribus primitives (aborigènes Mélanésiens et Polynésiens) qui en consomment moins de 4 grammes par vingt-quatre heures. Sur le plan expérimental, on peut facilement provoquer une élévation de la pression artérielle chez de nombreuses espèces animales soumises à un excès de sodium alimentaire.

Enfin, les observations cliniques démontrent qu'une réduction de l'hypertension artérielle est souvent obtenue par un régime alimentaire pauvre en sodium ou surtout par des diurétiques qui augmentent son excrétion urinaire.

L'adjonction de sel à l'alimentation remonte à l'Antiquité, où le travail a été plus souvent récompensé par un cadeau de sel que par de l'argent. Le mot salaire en témoigne. Cette coutume correspond à une satisfaction gustative et non à un véritable besoin physiologique.

Il faut insister sur le fait que la consommation moyenne de sel dans les populations occidentales est de 10 à 15 grammes de sel par jour, ce qui correspond à mille fois plus que ce qui est ingéré par un animal sauvage de grande taille.

Le mécanisme par lequel l'excès de sel, pris modérément pour provoquer des œdèmes, engendre une hypertension artérielle est encore incertain, mais semble néanmoins consister en une augmentation de la réactivité des artères aux substances humérales vasoconstrictrices, angiotensine et catécholamines et surtout en une activation du système nerveux végétatif.

● Le rôle du système nerveux. — Un premier argument en faveur du rôle du système nerveux est que nombre de médicaments antihypertenseurs efficaces diminuent son activité. Un deuxième

argument, plus démonstratif est représenté par l'augmentation fréquente des catécholamines plasmatiques dans l'hypertension artérielle, très récemment mise en évidence par des techniques délicates. L'augmentation de ces amines pressives est modérée, mais suffisante pour provoquer la constriction de certaines artères, en particulier des artères rénales.

● Le rôle de l'hérédité. — L'apparition de l'hypertension artérielle essentielle paraît procéder aussi de facteurs génétiques. La fréquence de l'hypertension artérielle humaine dans certaines familles a été établie depuis longtemps par les cliniciens. Les expérimentateurs ont réussi, par ailleurs, à démontrer le rôle de l'hérédité chez l'animal où l'hypertension artérielle n'existe pas spontanément, mais où elle peut être provoquée par recombinaisons successives de sujets dont la pression artérielle est à la limite supérieure de la normale. Les animaux obtenus après une dizaine de croisements sont hypertendus dès leur naissance. Des observations encore plus nombreuses montrent que l'hypertension artérielle génétique de l'animal pourrait être liée à une augmentation de l'activité des nerfs sympathiques qui serait elle-même secondaire à des anomalies de la synthèse des catécholamines dans certaines parties du cerveau (hypothalamus antérieur et région bulbaire).

#### Anomalies héréditaires

L'hypertension artérielle humaine résulte donc de la conjonction de facteurs extérieurs et d'anomalies héréditaires. Le facteur extérieur principal paraît être une consommation excessive de sel. Le sodium ne joue cependant pas un rôle exclusif puisque l'hypertension artérielle n'affecte pas également tous les sujets consommant la même quantité de sodium. Les facteurs endogènes paraissent essentiellement représentés par une augmentation de l'activité des mécanismes régulateurs qui se sont mis en place progressivement au cours de l'évolution de l'espèce humaine. Ces processus ont assuré la stabilité de son « milieu intérieur » (selon la conception de Claude Bernard) dans un environnement infiniment moins salé que la mer primitive des premiers stades de la vie sur Terre. Ils lui ont surtout permis, fait évolutif suprême et unique dans le règne animal, de s'adapter à la position verticale. Le système nerveux sympathique a joué un rôle déterminant dans cette dernière évolution. L'augmentation de la consommation de sodium ne provoque une hypertension artérielle que chez les sujets génétiquement prédisposés, c'est-à-dire sans doute chez ceux qui peuvent activer leur système nerveux sympathique sous l'influence du sodium. Cela doit être lié à une ou plusieurs anomalies héréditaires des enzymes contrôlant la synthèse des catécholamines cérébrales.

Cette hypothèse, cohérente avec les plus récentes acquisitions de la chimie du système nerveux central, autorise l'espoir, pour l'avenir proche, de nouveaux traitements de l'hypertension artérielle plus efficaces et mieux tolérés que ceux dont on dispose aujourd'hui.

(\*) Professeur à la faculté de médecine Necker (Paris), directeur de laboratoire INSERM-C.N.R.S.

(\*\*) Professeur de médecine clinique, université de California (Los Angeles), ancien professeur associé à la faculté de médecine Necker-Enfants malades.

### Une immense population de patients

LA France compte plus de six millions d'hypertendus permanents auxquels s'ajoute un nombre presque équivalent de sujets dont la pression artérielle s'élève provisoirement au-dessus des valeurs considérées comme physiologiques à l'occasion de surmenages ou d'émotions. Le nombre des hypertendus fluctue dans de notables proportions selon les valeurs de pression artérielle maxima et minima choisies comme seuil de normalité. Mais peu importe en définitive qu'il y ait cinq ou six millions d'hypertendus permanents authentiques. La population des hypertendus est de toute manière immense. Quand on sait les menaces qui pèsent sur elle, les risques d'insuffisance cardiaque, de détérioration cérébrale et d'insuffisance rénale qu'elle encoure, on ne peut qu'être étonné qu'elle n'ait pas, jusqu'ici, sérieusement retenu l'attention.

Cette négligence prolongée n'est que le reflet de la résistance des médecins et des malades à reconnaître la gravité de l'hypertension artérielle. Il existe encore un nombre non négligeable de médecins qui ne mesurent pas systématiquement la pression artérielle de tous les malades qu'ils examinent, ou qui, découvrant l'hypertension, négligent de la traiter. Mais, surtout, alors que la découverte d'un cancer chez un patient l'effraie, celle d'une hypertension le laisse généralement indifférent. Qui n'a pas eu dans sa famille une vieille tante que l'on savait de longue date hypertendue et qui, néanmoins, a vécu bien au-delà de ses quatre-vingts ans ? Ce phénomène de « non adhésion » à l'hypertension survit paradoxalement aux campagnes de « détection précoce de l'hypertension qui ont été menées dans plusieurs pays anglo-saxons.

Et pourtant, la gravité de l'hypertension n'est aujourd'hui contestée par personne. Une statistique de la Life Insurance Actuarial Society, publiée en 1973, montre qu'une hypertension très modérée (152/100 mm Hg mesurée sur une population d'hommes de trente-cinq ans diminués leur longévité de dix-sept ans par rapport à ceux dont la pression artérielle est rigoureusement normale. On compte, d'autre part, en France environ deux cent mille morts par an dus à des maladies cardio-vasculaires, qui, presque toutes, à un moment de leur évolution, s'accompagnent d'hypertension. Ce chiffre est le double du nombre annuel des morts par cancer.

La prévention, cette panacée souvent abusive de la médecine

par le professeur  
FUNCK-BRENTANO (\*)

contemporaine, possède cependant à ses meilleurs atouts. On dispose, en effet, d'un moyen simple et économique de détection précoce : la mesure de la pression artérielle. On connaît des traitements sûrs qui ont fait la preuve de leur action et de leur innocuité : les médicaments hypotenseurs. Mais pour que la prévention soit efficace elle exige la participation active de tous les membres du corps de santé, les malades, les omnipraticiens, les médecins hospitaliers.

#### La vulgarisation du tensiomètre

La prise de conscience par les malades de l'intérêt qu'ils doivent attacher à la mesure de leur pression artérielle est la condition première de la maîtrise de l'hypertension. Le « terrarium médical », fort des succès enregistrés dans la prévention du cancer, est la méthode la plus généralement entreprise. Elle consiste, par voie d'affiches, de presse ou par les ondes, à montrer les risques de l'hypertension. Cette approche me paraît inacceptable. Elle crée un climat dramatique qui rend le malade incapable d'assumer sa maladie sans sombrer dans l'angoisse. Elle l'invite à transférer entièrement sur son médecin la poids de sa maladie alors que la plupart des hypertensions peuvent être aisément contrôlées par le malade lui-même, guidé seulement par son médecin vers des mesures diététiques et médicamenteuses simples qui ne perturbent pas l'équilibre de sa vie socio-professionnelle. La participation du patient au vécu de son état serait plus facilement acquiesce si chacun prenait l'habitude de mesurer lui-même sa pression artérielle, comme beaucoup ont déjà pris l'habitude de connaître leur poids en se pesant. Les tensiomètres faits pour être utilisés par des patients, dont il existe déjà quelques modèles, devraient alors être simplifiés. Mais la plupart des médecins français ne sont pas favorables à cette solution adoptée dans quelques pays étrangers. Il n'existe pourtant pas d'autre voie qui permette au malade de vivre sa propre hypertension dans le calme et la sérénité d'une infirmité maîtrisée.

Le support naturel du contrôle de ce fléau social qu'est devenue l'hypertension artérielle est formé

par l'ensemble des omnipraticiens. C'est à eux que revient toujours, en définitive, la charge de soigner la population. S'ils négligent encore souvent l'hypertension, c'est qu'ils en connaissent mal les schémas évolutifs. Ils sont volontiers partagés entre un optimisme excessif qui les conduit à ne rien faire et à un pessimisme également excessif qui les incite à confier les malades aux spécialistes, alors que l'immense majorité d'entre eux se situent entre ces deux pôles, dans leur propre zone d'action. La participation des omnipraticiens à la détection et au traitement de l'hypertension serait facile à obtenir s'ils avaient les moyens d'élaborer eux-mêmes les schémas d'exploration et de traitement en fonction de leur propre expérience et de celle des médecins hospitaliers. Les programmes de formation permanente mis en œuvre par les omnipraticiens eux-mêmes devraient, à l'avenir, favoriser ce projet.

Les progrès dans le traitement de l'hypertension artérielle sont appliqués tout d'abord en milieu hospitalier, sous le contrôle de spécialistes. Aussi l'hôpital public est-il le lieu naturel d'animation des programmes d'éducation des malades et des médecins sur l'hypertension. Il ne s'agit pas d'enfermer dans l'hôpital un secteur étroit et élitiste de détection et de traitement de l'hypertension, mais bien au contraire d'ouvrir largement l'hôpital aux malades et aux médecins. Les uns et les autres pourraient ainsi échanger leurs expériences et profiter des derniers apports du progrès dans un domaine polysyllabique auquel sont associées néphrologie, cardiologie, neurologie, endocrinologie et psychologie.

(\*) Professeur de néphrologie à la faculté de médecine Necker-Enfants-Malades, Paris.

### LIVRES

\* APPROCHE CLINIQUE DE LA PSYCHIATRIE, par le professeur P. SCHERRER. Simep Éditions, 241 p., 69 F.

Chargé de l'enseignement de la psychiatrie à la faculté de médecine de Dijon, psychiâtre des hôpitaux, le docteur Pierre Scherrer a consacré son œuvre à l'étude clinique et au traitement des malades mentaux.

Les exemples choisis pour la découverte des neuroleptiques (ou médicaments de l'esprit) ont accru encore le champ des psychopathologies, de contact et de soutien, chez des malades devenus craintifs grâce à la chimiothérapie.

L'imbrication de cette double approche, soutien psychologique et chimiothérapie, sous-tend tous les exemples choisis, pour ce premier ouvrage d'une série de trois volumes, par l'auteur des Journées d'enseignement d'Autun. Qu'il s'agisse de suicide, de troubles mentaux des adolescents, des femmes enceintes ou des jeunes, de la schizophrénie, de l'hygiène, de la paranoïa ou des psychoses manico-dépressives, les exposés limpides et humains des cas cliniques choisis à titre d'exemple montrent bien comment s'établit pour le malade mental le piége de l'interaction entre l'infirmité clinique et l'environnement.

L'auteur déplore que les futurs médecins ne reçoivent pas la formation qui leur permettrait d'aborder ces patients, dont le traitement constitue une part importante de leur tâche quotidienne, et dont il est devenu possible de soigner considérablement la souffrance.

La remarquable clarté de son livre, son ouverture d'esprit, ne pourront que les y aider, et la clarté est particulièrement rare en ce domaine, dernier refuge des affrontements idéologiques ou des confusions sémantiques.

Dr R.-L.

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

**Jean Bernard**  
de l'Académie française

**l'Espérance**  
ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur, le cancer, le rêve,  
par un grand savant  
qui s'adresse au public le plus vaste

**Buchet/chastel**

# Libres opinions

## LA SANTÉ FICHÉE

par le docteur GÉRARD BLES (\*)

Une publication récente dans une revue de consommateurs d'un « banc d'essai de l'angine rouge » (1) n'a pas été sans provoquer de remous, tant dans la presse que dans le milieu médical. Certains commentateurs, d'un côté ou de l'autre, ont enté démesurément la portée de l'événement. De l'hyperbolique au dantesque, rien n'a manqué.

Le ton du complot rendu lui-même de l'enquête est incontestablement plus modéré, plus « paisible », sa subjectivité moins tracassante. Encore que le commentaire du « banc d'essai » (pièce de touche de l'aspiration à l'objectivité dans la consommation moderne) commence en proclamant que les patients, « laissés dans l'ignorance et dépossédés de leur corps » par un médecin qui « refuse tout dialogue et s'entête dans l'erreur », ne doivent plus se laisser « déposer, par les techniques et un certain pouvoir médical, de leur bien le plus précieux : la santé ». Un tel préluce évoque plus, malgré tout, le procès d'intention ou le prêche de guerre sainte que le protocole expérimental.

Mais l'essentiel n'est peut-être pas là. Ni même dans le procès (encore un, et toujours en prélude) de la médecine à l'acte, qui vient là somme toute comme un cheveu sur la soupe. Mais d'abord et avant tout, à mon sens, dans l'enseignement que l'on peut tirer de la demande qu'exprime cette démarche — et dans tout ce qu'elle a de contradictoire.

Une demande à l'égard de quoi ? des médecins ? de la médecine ? Explicitement (en préface) de la « machine santé ». Une demande de quoi ? D'une réponse codée, standardisée, enfilable (les fiches « santé consommateurs »), bâtie sur le repérage automatisé d'un certain nombre d'items, de signes, le tout en langage binaire, je suppose, ne laissant de place qu'au oui ou au non. Une demande de dogme en définitive, de « vérité-en-soi », là où il aurait pu y avoir une simple constatation de fait, de « vérité-à-propos », qui puisse être sollicitée.

Le dogme : saignée et purgation étaient dogme, du temps de Moïse. D'ailleurs respectant avec rigueur l'enseignement de la Faculté. Il eût été bien noté à quelque examen post-universitaire... mais eût sans doute mieux fait de soumettre l'acolyte dogmatique au crible de l'expérience.

La demande du malade au médecin n'est-elle pas en définitive, de sujet à sujet, la demande de celui qui souffre à celui qui est censé avoir l'expérience des voies de sa guérison ? Et une expérience, c'est toujours un savoir acquis, mais aussi réfracté au travers de l'histoire de celui qui sait.

Les assertions d'ordre médical qu'avance le rédacteur de *Que choisir* ? sont évidentes, avérées, ne le sont pas. L'expérience de l'enseignement (celle des cas graves), celle du praticien (les cas antérieurs qu'il a connus, la sécurité d'un malade qu'il ne connaît pas, la conscience de sa responsabilité, etc.), modulent les réponses possibles, qui ne sont pas antagonistes, mais bien plutôt diversifiées à partir d'un « noyau » commun. Suivant l'éclairage, ce qui est dénoncé ici comme superflu ou accessoire devient là opportin, voire exigible.

Doli-on déplorer de telles « variantes » ? Il nous semblerait surtout déplorable qu'elles puissent en point apparaître — et l'un des problèmes actuels de la médecine, de l'omnipratique, est de procurer au futur praticien, à l'issue de son cycle de formation universitaire, cette première expérience quotidienne, éclairée de l'expérience de l'autre (celle du maître du stage), qui lui permette ainsi parfois de « diverger ».

Le commentaire de l'essai insiste par ailleurs, à juste titre, mais non sans paradoxe, sur l'importance du relationnel dans l'acte médical : cela est tout à fait fondamental — et va contribuer au premier chef à faire varier les réponses. Le vécu de la maladie et du médecin par le sujet et le vécu du sujet malade par le médecin vont modifier, parfois profondément, le résultat final de l'échange. Confiance, agressivité, anxiété, d'un côté ; prudence, sûreté de soi, besoin de comprendre, de l'autre, vont par exemple moduler la relation. Il est vrai que certains médecins font dans le laconisme dominant (et plus facilement peut-être à l'hôpital qu'au cabinet). Il est vrai aussi que certains malades ont besoin de cette certitude du savoir, prenant tout essai d'explication pour de l'indécision. La vérité, là encore, est relative : chacun n'a pas besoin du même type de médecin. Et à un malade donné, chaque médecin ne peut répondre de la même manière. C'est bien pour cela que le libre choix demeure pour nous le fondement même d'une médecine humanement valide !

En tout cas, ici, le relationnel, une fois reconnu en son importance, inquiète : et de dire aussitôt la nécessité de « critères objectifs ». Au fond, il faut un médecin qui cause — mais qui cause pour dire la loi, une loi identique pour tous et, qui plus est, qui coûte le moins cher possible.

Je ne pense pas, en soulignant ces ambiguïtés, dénoncer une bévue, mais bien mettre en évidence la contradiction même du désir de chacun, c'est-à-dire la réalité. Le sot serait de méconnaître ces ambiguïtés — ou de prétendre y échapper. Le sot serait de soutenir que la vie et les relations inter-personnelles sont choses simples, ou qu'il devrait l'être — ou de le laisser croire. L'indémittible est de condamner implicitement tel ou tel, désigné explicitement, au nom d'une rigueur qu'on ne s'applique pas à soi-même.

Il est vrai, au demeurant, que le dialogue s'impose entre les professionnels et les usagers de la médecine, dans et hors le cabinet médical, que l'éducation sanitaire est un devoir social et d'abord celui du médecin, — que le praticien doit se soucier, en ses prescriptions, de leur résultat individuel, mais aussi de leur poids collectif.

Ce n'est pas en cessant — à tort, de façon spéculative — la confiance entre professionnels et usagers qu'on favorisera un dialogue essentiel. A ce train, bien au contraire, au travers d'affrontements où une rigidité aussi défensive qu'agressive ne peut qu'étouffer tout désir de compréhension réciproque, on en arrivera vite au « ban de décès » d'une médecine à la mesure de l'homme.

(\*) Secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français.

(1) *Que choisir* ? n° 128, février 1978 : « Face à face médecins-malades ».

## Système de gestion automatisée de la médecine infantile

### « Gamin » suscite encore de nombreuses critiques après quatre années de fonctionnement

La crainte d'un fichage généralisé de la population à partir de l'informatique est plus aiguë encore lorsqu'il s'agit d'enfants qui seraient ainsi catalogués une fois pour toutes. Pour cette raison, la mise en place, il y a quatre ans, par les pouvoirs publics d'un système de Gestion automatisée de la médecine infantile (GAMIN) avait fait l'objet de nombreuses réserves.

L'information insuffisante, le caractère éparpillé des textes organisant ce système, l'absence de certaines garanties dans le projet initial ont alors rendu possibles toutes les rumeurs.

De nombreuses organisations ont pris position contre le système GAMIN : aux états généraux de la petite enfance, les 20 et 21 janvier, Mme Noëlle Dewavrin, déléguée R.P.R. à la condition féminine, s'est prononcée, elle aussi, contre cette formule. Pourtant, le système GAMIN semble, sur le terrain, faciliter grandement le travail des équipes de P.M.I. (Protection maternelle et infantile), et celui des pédiatres, tout en apportant, sur le plan des libertés, de solides garanties, renforcées récemment par le vote de la loi sur l'informatique.

Le système GAMIN a été rendu possible par la loi de 1970, qui prévoit des examens médicaux obligatoires pour tous les enfants résidant en France, huit jours, neuf mois et vingt-quatre mois après la naissance. Ces examens donnent lieu à l'établissement par le médecin traitant de certificats de santé contenant des renseignements d'ordre médical et social. Conformément au système GAMIN, depuis 1974, ces certificats doivent être adressés aux services de P.M.I. pour favoriser le dépistage précoce des affections invalidantes et leur traitement. L'information au niveau régional de ces informations, réalisée d'ores et déjà dans trente-cinq départements, couvrant 50 % de la population, devrait conduire, d'après les auteurs de ce système, à une meilleure connaissance épidémiologique et à une planification plus rigoureuse des équipements.

Ces objectifs sont-ils atteints ? Sur le plan statistique, les données recueillies dans les centres

régionaux d'information hospitalière (C.R.I.H.) sont presque exhaustives : près de 92 % des médecins en moyenne envoient les certificats de santé du huitième jour. Les oppositions émanent des uns de praticiens inquiets d'un éventuel fichage de la population, les autres de ceux qui se méfient — et depuis toujours — de tout développement de la médecine publique. Le plupart des statisticiens du ministère de la santé estiment que le faible pourcentage des opposants (8 %) ne saurait remettre en cause la validité des résultats obtenus.

La possibilité pour les médecins-chefs de P.M.I. d'obtenir par l'ordinateur les fiches des enfants à risque améliore-t-elle la qualité du travail social ? Une enquête récente de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) apporte à cette question une réponse nuancée.

Le degré d'efficacité de ce système pour le suivi des enfants semble varier tout d'abord en fonction des départements :

● Dans les départements urbanisés à forte mobilité, ces fiches constituent des bouillons d'huile pour orienter le travail des équipes de P.M.I.

● Dans les régions rurales, où les enfants sont bien connus de travailleurs sociaux assez nombreux, les fiches informatisées n'apportent guère de renseignements nouveaux.

L'utilité du système GAMIN varie aussi en fonction de l'âge des enfants : les certificats des neuf et vingt-quatre mois sont, en l'absence de toute autre source d'information, les plus attendus par les équipes que les certificats de huit jours ; ces derniers ne sont reçus par les médecins de P.M.I. que plus de trois semaines après l'examen médical alors que les certificats de naissance sont envoyés par la mairie quelques jours après l'accouchement, apportant rapidement de nombreux renseignements.

La gestion informatisée des fiches, dont le coût unitaire est de 5,50 francs par an, ne couvre pas encore tous les départements : toute extension du système devrait donc tenir compte des données recueillies par l'enquête de l'IGAS.

Enfin, toujours d'après cette enquête, la réalisation du système GAMIN semble avoir été indirectement porteur d'une amélioration du travail des médecins de ville. Le fait même de remplir une *check-list* recensant les risques auxquels s'expose l'enfant oblige le praticien à un

auto-contrôle et le conduit même quelquefois à se recycler. Tous les risques sont-ils définis avec une rigueur suffisante ? A cet égard, certains critères (le trouble de la vision, le déficit mental) ne pourraient être affinés, d'autres critères sociaux (sur la nationalité ou le célibat de la mère) pourraient être supprimés. Dans l'entourage de Mme Simone Veil, on affirme être très attentif à ces critiques adressées au contenu des certificats qui devront être revus très prochainement, après une concertation avec les professionnels de la santé.

Des critiques plus radicales ont été adressées à ce système, notamment par les médecins du Syndicat de médecine générale et par de nombreuses sections C.F.D.T. On lui a ainsi reproché de ne pas remettre en cause un ordre social qui rend les enfants des milieux défavorisés plus exposés que les autres. C'est là, simplement souligner l'ambiguïté de tout travail social, qui, confronté aux causes de la maladie, ne peut guère y remédier.

Certains, d'autre part, ont évoqué la volonté technocratique de fichier, dès la naissance, des classes de la société considérées comme dangereuses, posant ainsi le problème des garanties apportées par le système GAMIN en matière de libertés publiques.

De nombreuses précautions ont été prises par l'administration. Ainsi, le médecin chef de P.M.I. est-il notamment délié de toute obligation hiérarchique, à l'égard du préfet, pour la gestion du fichier. Ces certificats

dans chaque direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) sont détruits après un délai qui n'excède jamais deux ans, et l'information recueillie par ordinateur est bannie lorsque l'enfant atteint l'âge de six ans.

A ces précautions, qui tendent à rendre le système parfaitement étanche, s'ajouteront très prochainement deux séries de mesures : la suppression de la case « numéro national d'identité » qui subsiste sur les certificats, même s'il est recommandé de ne pas la remplir, et l'application de la loi « Informatique et libertés », qui prévoit un droit d'accès des familles au fichier par l'intermédiaire des médecins traitants, et des sanctions pénales pour les informaticiens qui détourneraient tout ou partie des renseignements manipulés.

Malgré tout, des risques subsistent : la destruction des fiches n'est pas, d'après l'IGAS, toujours assurée dans les délais voulus. De plus, le transfert vers les centres régionaux de toute cette information multiple les intermédiaires, les transferts et, donc, les risques. Au ministère de la santé, on s'interroge sur la possibilité de dissocier les deux objectifs du système GAMIN : l'exploitation statistique des résultats serait anonyme, et les fiches nominatives resteraient au niveau des D.D.A.S.S. dans des fichiers manuels, pour le seul travail social. Une telle solution, plus coûteuse, limiterait certainement les possibilités de détournement.

NICOLAS BEAU.

## CORRESPONDANCE

### Les vaccinations

Le dossier sur les vaccinations, publié par le Monde de la médecine du 21 décembre 1977, nous a valu une longue lettre de M. Fernand Delarue. Nous en extrayons les passages suivants :

Il existe en France une seule ligue : la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations (1). Son nom le précise : elle est « pour la liberté » et non contre les vaccins. Le fait de signaler la publication de plusieurs livres critiques sans en donner les références en bas de page, selon la coutume, et bien qu'ils soient à l'origine du débat actuel est aussi contestable (2) (...)

Mon livre *l'Intoxication vaccinale* expose de façon rigoureuse des chiffres, des observations et des études médicales émanant de sources les plus sérieuses et parfaitement contrôlables. Tout élément passionnel en est exclu parce que le réalisme est la seule attitude responsable lorsque la vie et la mort sont en cause : on n'y trouve aucun argument contradictoire par la réalité, du style de vos graphiques concernant « une protection statistique » dénoncée d'une manière *idéologique*. La valeur des mesures d'obligation vaccinale ne se juge selon nous que par les faits : nous nous voulons réalistes et non dogmatiques : nous nous posons donc des questions.

L'introduction des vaccinations n'a pas infléchi les courbes de régression des maladies courantes : pourquoi ? Ces maladies ont diminué de la même façon dans les pays non vaccinés et dans les autres : pourquoi ? La Grande-Bretagne a le même taux de vaccins contre le tétanos que la France, les Pays-Bas ne vaccinent pas : ces deux pays n'ont pas de tétanos alors que nous en avons : pourquoi ? Quand nous constatons que presque tous nos voisins ont renoncé à la vaccination antivaricelleuse jugée plus dangereuse que la varicelle, nous étudions leurs raisons (...)

Où, nous osons protester contre un sacrifice que nos voisins jugent inutile. Pourtant, nous blâmes pas que les Britanniques n'aient plus qu'une immunité collective de 5 % quand ils ont déconseillé la vaccination de routine, nous récusons l'accusation d'« égoïsme social primitif » (...). Nous n'exploitons pas les accidents, mais nous ne sommes pas de ceux qui refusent de les voir. Est-il possible, et au nom de quel conformisme, de fonder une politique de santé sur une cécité intellectuelle ? Nous pensons, au contraire, que le public a droit à une connaissance objective des risques qu'il court. La « prise de conscience » que vous relevez est effectivement le signe d'une « maturation sociale » de la part des usagers. Encore faudrait-il qu'ils soient vraiment informés.

(1) 4, rue Saulnier, 75008 Paris. (2) L'essai de Fernand Delarue, B.T.G. par M. Ferry (publié à compte d'auteur) et de *l'Intoxication vaccinale*, de F. Delarue, aux Editions du Seuil.

## CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÈVE  
Soc. Léman - Tél. 194/01 et 19/31  
Dr G. W. Semadeni, médecin-dir.  
Etablissement médical privé  
de premier ordre  
pour les affections  
du système nerveux  
Chimiothérapie - Psychothérapie  
Cours de massage - Détoxification  
- Psychothérapie - Massages  
- Culture physique - Sports

## LA GRIPPE : LE DERNIER GRAND FLÉAU DE L'HUMANITÉ.

De l'homme à l'animal et de l'animal à l'homme le virus se transforme.

## LE GOTHIQUE : UNE ÉCONOMIE DE BOIS.

Le volume de pierre déplacé par les maîtres-d'œuvre gothiques est supérieur à celui des pyramides.

et des articles sur les fourmis, la sismologie, la géométrie cristalline, l'archéologie, la biologie moléculaire, les jeux mathématiques, les expériences d'amateur.

## POUR LA SCIENCE

édition française de  
SCIENTIFIC AMERICAN

FÉVRIER N°4 en vente chez les marchands de journaux

## Un langage commun pour les médecins et les biologistes

### guide des examens de laboratoire

P. KAMOUN - J.P. FREJAVILLE

500 examens sélectionnés

Quels examens demander ? Les techniques de prélèvements, quelles informations attendre ? Comment les discuter, les interpréter et les exploiter ?

réf. 1072 pages - 195 F

flammarion médecine-sciences

20 rue de vaugirard - 75006 PARIS

## WA CHOU TSE L'ACUPUNCTURE ET L'AMOUR

(Applications pratiques du Yin et du Yang à l'art des coresses)

En vente à la librairie Maloine, 21, rue de l'École-de-Médecine, 75006 Paris

ou expéd. franco contre la somme de 45 F aux Editions WA CHOU TSE, B.P. 3403, 75222 Paris Cedex 05 - C.C.P. Paris 9376-04 R

le PALAIS DE LA DÉCOUVERTE présente une exposition

## DÉCOUVERTE DE LA CARDIOLOGIE

du 27 septembre 1977 au 23 avril 1978

réalisée avec le concours de

« LA FONDATION NATIONALE DE CARDIOLOGIE »

Films - N° spécial de cardiologie, franco : 6,50 F Avenue F.-D. Roosevelt - 75008 PARIS.

مكتبة من الأصل



IDE DE LA MEDECINE  
decine infantile  
breuses critique  
ctionnement

## L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

# L'ÉNERGIE SOLAIRE EN INDE

## De l'hypothèse d'école à la réalité

Le congrès de la Société internationale d'énergie solaire vient de réunir, à New-Delhi, deux cents participants représentant une cinquantaine de pays. Il avait pour thème : « Le soleil : future source d'énergie de l'homme ». Sans apporter d'éléments très nouveaux, cette grande rencontre a surtout mis l'accent sur les applications pratiques de l'énergie solaire, en particulier dans les régions rurales des pays en voie de développement. Nation hôte, dont l'enseignement annuel est très important, l'Inde fournissait un exemple représentatif des possibilités d'utilisation de l'énergie solaire.

Dispersées entre plusieurs instituts ou sociétés industrielles, les recherches indiennes dans ce domaine, reconnues en général, sont d'un excellent niveau. Mais les réalisations sont pour le moment limitées à la production d'eau chaude pour des immeubles collectifs — hôpitaux, écoles, hôtels — et à différents matériels (sèche-bains pour dentiers, ventilateurs, pompes, cuisinières solaires, etc.) ayant un caractère expérimental et rudimentaire, et s'inscrivant d'un point de vue économique.

A première vue, de nombreux usages pourraient être faits de l'énergie solaire dans les villages où vivent encore les trois quarts de la population et qui, dans deux cas sur trois, ne disposent pas de l'électricité. Il y a dix ans, a souligné un participant au congrès, l'application de l'énergie solaire à l'agriculture était considérée comme une hypothèse d'école. Aujourd'hui, les pompes solaires d'irrigation se multiplient : leur technique, leur fiabilité et leur puissance sont en constante amélioration. En Inde, où 32 % seulement des terres cultivées sont irriguées, la production agricole pourrait y gagner, et l'ampleur des besoins à satisfaire permet de penser, estiment certains experts, que les pompes solaires seront, dans quelques années, d'un coût compétitif par rapport aux techniques en usage actuellement (manuelle, traction animale, électrique ou mécanique). Les Indiens travaillent à la mise au point de pompes d'une puissance de 2 à 5 chevaux. Ils étudient aussi l'emploi de l'énergie solaire pour le séchage et la conservation de denrées agricoles.

Us ont, d'autre part, acquis, ces dernières années, une grande expérience avec les fermentateurs — utilisant les matières animales et humaines — pour la production de gaz à usage domestique. Plusieurs dizaines de milliers de ces appareils ont été installés dans des fermes. Ce système, qui existe déjà à des millions d'exemplaires en Chine, permet une utilisation rationnelle de la biomasse — actuellement brûlée dans des appareils de cuisson populaire au prix d'une grande pollution atmosphérique — pour la production de gaz, tout en fournissant une quantité importante de déchets pouvant être récupérés comme fumure.

Le fonctionnement de ces appareils mis en place depuis la « crise de l'énergie » est cependant freiné dans le nord du pays par les basses températures nocturnes en hiver (jusqu'à un minimum de plus de 4°C) qui compromettent la fermentation bactériologique ; d'autre part, leur vulgarisation se heurte à des difficultés socio-économiques. Comme les pompes à irriguer, les fermentateurs — dont

le prix varie, selon la taille, entre l'équivalent de 1.300 à 24.000 francs — ne peuvent être achetés que par des agriculteurs propriétaires seuls en outre à disposer d'animaux en nombre suffisant pour fournir la « matière première ». Une approche communautaire permettra-t-elle de surmonter ces difficultés ?

### Techniques étrangères et techniques indiennes

Ce n'est que dans cet esprit aussi que pourront être installées de petites centrales électriques solaires pouvant répondre aux besoins multiples des villages. Plusieurs participants ont déclaré qu'il devait être possible d'amortir de tels investissements à moyen terme. C'est en tout cas à la réalisation d'unités de ce genre que les Indiens accordent actuellement la priorité.

En revanche, ils n'envisagent pas pour le moment d'utiliser les systèmes solaires de chauffage ou de climatisation, qui, de l'avis de certains experts occidentaux, représenteront l'utilisation dominante de l'énergie solaire dans l'avenir. La climatisation pourrait, pourtant, améliorer la productivité dans les services administratifs et les usines, pendant la majeure partie de l'année.

L'énergie solaire offre enfin un champ nouveau à la coopération avec les pays industrialisés : les États-Unis, fortement représentés au congrès de New Delhi,

ont proposé leur assistance par la voix du président Carter lors de sa récente visite en Inde. L'Allemagne fédérale, également très active, installe en Inde un générateur de 10 kW. La France, qui avait envoyé à New Delhi une trentaine de personnes, a amorcé une collaboration scientifique qui est appelée à porter sur la réalisation en commun d'un prototype de petite centrale, sur les systèmes thermodynamiques des pompes à eau, les photopiles et les accumulateurs.

Il n'est pas certain cependant que ces échanges conduisent dans l'immédiat à l'achat de techniques étrangères sophistiquées, car, pour l'énergie solaire comme dans d'autres domaines, les Indiens s'efforcent de mettre en œuvre leurs propres technologies, même si cela doit conduire leur pays à prendre un certain retard.

Enfin, la politique actuelle indienne est de développer toutes les sources d'énergie disponibles, et ce n'est que depuis peu qu'un plus grand intérêt est porté à l'énergie solaire. Celle-ci, indiquent un participant, ne devrait pas représenter plus de 5 à 8 % dans le bilan énergétique national à la fin du siècle. Ce qui devrait néanmoins entraîner de notables changements dans les modes de production et de vie en milieu rural pour peu que les recherches sociologiques, et somme toute politiques, ne se révèlent pas insurmontables.

GERARD VIRATTE

## AUX TERMES D'UN NOUVEL ACCORD

### Les Français auront plus facilement accès aux banques américaines de données chimiques

Un accord a été signé, mardi 31 janvier, à Paris, entre l'American Chemical Society (A.C.S.) et le Centre national de l'information chimique (CNIC), une association qui est représentée le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Union des industries chimiques, deux associations s'occupant de documentation automatique en chimie, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le secrétariat d'État à la recherche et le ministère des universités. Cet accord donne au CNIC le monopole en France de l'exploitation des Chemical Abstracts, la plus importante banque mondiale de données sur la chimie.

Cette opération est la première conséquence concrète des travaux menés par un groupe de travail sur les problèmes des réseaux et systèmes d'information scientifique et technique en France, présidé par M. Pierre Aigrain, ancien directeur général à la recherche scientifique et technique. Une autre conséquence sera la mise en place, dans les mois qui viennent, d'un ordinateur IRIS-80, qui sera un « serveur centralisé » permettant la consultation des principales banques de données scientifiques et techniques mondiales. M. Jacques Sourdis, secrétaire d'État à la recherche, a indiqué, mardi 31 janvier, que compte tenu de ces décisions et des mesures antérieures les dépenses de l'État dans ce domaine devraient s'élever à 75 millions de francs pour les cinq ans qui viennent.

L'accès aux banques de données, souvent informatisées, est devenu une nécessité vitale pour les chercheurs scientifiques du monde entier : c'est pour eux un moyen de savoir où sont leurs collègues — et souvent rivaux — dans leurs recherches ; de retrouver, dans le maquis des journaux scientifiques, les articles qui peuvent les intéresser ; ou, considérer que, dans les domaines scientifiques et techniques, sont chaque année publiés environ un million et demi de documents intéressants.

Dans la plupart des domaines : chimie (400 000 documents par an), médecine (300 000), agriculture (200 000), biologie (200 000), les États-Unis, qui ont été à la tête de l'utilisation des possibilités de l'ordinateur, disposent, aujourd'hui, d'une avance considérable qui, dans le cas particulier de la chimie, constitue un monopole : c'est du monde entier que les scientifiques interrogent ces fichiers géants installés sur

le sol américain. Cela peut, notamment dans le cadre de laboratoires travaillant pour une société commerciale, poser des problèmes de sécurité nationale : la nature des questions posées par un chercheur peut donner des indications sur l'avancement de ses travaux.

L'accord conclu avec l'A.C.S. permettra d'y remédier et de faire baisser le prix facturé à l'utilisateur : pour interroger un ordinateur américain, il en coûte actuellement environ 600 francs de l'heure (1). Le même service, assuré à partir d'une installation basée en France, coûtera à peu près deux fois moins.

Selon les termes de l'accord, le CNIC a pour la France l'exclusivité de l'exploitation des Chemical Abstracts. Le chercheur pourra donc, probablement dès la fin de l'année — et notamment grâce à la mise en route du réseau Transpac de transmission de données développé par les P.T.T. — éviter d'avoir à s'adresser aux sociétés privées américaines qui exploitent, contre redevances, le fichier établi sous le contrôle de l'A.C.S. Le CNIC recevra, à cet effet, les fichiers des Chemical Abstracts.

En contrepartie, le CNIC s'engage à participer aux dépenses d'exploitation des Chemical Abstracts pour un montant de 6 millions de francs (sur un budget annuel d'environ 100 millions de francs) ; et il mettra à la disposition de l'A.C.S. un logiciel spécialement adapté aux besoins des chimistes, mis au point par le professeur Dubois, de l'université Paris-VII.

L'ordinateur « serveur » sera géré par une société de services dont la structure, qui reste à déterminer, devrait être prochainement arrêtée. Son domaine d'action ne se limitera pas à la chimie : par le biais d'accords de licence avec les banques de données internationales, il pourra s'étendre à la biologie, l'agriculture, etc. L'opération coûtera environ 10 millions de francs par an (après un investissement du même ordre), pour un chiffre d'affaires possible de plus de 20 millions de francs en 1982.

XAVIER WEEGER

(1) Le coût de mise au point d'une banque de données est d'environ 100 francs par donnée.

## senna selection

### Ingénieurs informaticiens débutants France/Etranger

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division informatique plusieurs ingénieurs débutants ou ayant un à deux ans d'expérience en informatique de gestion, analyse et programmation. Les candidats retenus seront responsables au sein d'une équipe, de travaux d'analyse et du suivi de la réalisation des programmes ou affectés à des postes d'assistance technique auprès des clients de la Société. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, ECP, Mines, INSA, ENSI, etc.). Les candidats devront être disponibles pour des déplacements ou des détachements en province ou à l'étranger. Pour certains, une première affectation dans un pays en voie de développement est à envisager. Écrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 10179M)

### directeur du marketing

Nord

Un important groupe français en expansion recherche le directeur du marketing de plusieurs de ses filiales du Nord. Rattaché au directeur général, assisté de collaborateurs, il élaborera et proposera une stratégie de développement des activités en fonction des besoins de la clientèle. Sa mission comportera des études de marchés et des réalisations concrètes. Ce poste, en cours de création, convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, diplômé d'une Grande École (HEC, X, Mines, Centrale...) ayant acquis en entreprise une solide expérience de direction du marketing. Homme d'études, doué d'un sens du dialogue, il sait aussi faire preuve de créativité. Montrant un dynamisme certain, il possède une autorité de compétence. La rémunération est attractive. Le poste est à pourvoir à Lille. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5025M)

### responsable département installations électriques

150.000 F

Une entreprise générale en plein développement, liée à un groupe important, recherche le responsable de sa branche installations électriques qui compte 200 personnes et atteint un CA de 25 MF. Sa mission consistera à gérer d'une façon autonome l'activité du département répartie sur 3 domaines d'interventions, dont 45 % concerne le secteur public de la région parisienne. La croissance actuelle et les objectifs de la D.G. permettant d'envisager le doublement du CA avant 5 ans. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande École (Centrale, Supélec, A.M.), 35 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'activité commerciale et de travaux dans une entreprise d'installations électriques ou de T.P. Cette mission peut satisfaire l'ambition d'une personnalité réaliste, efficace, ouverte à une carrière dans le groupe. Au salaire s'ajoute une voiture de fonction. Écrire à C. Reynaud, à Montrouge. (Réf. 7047M)

### directeur général

150.000 F

Une entreprise française créant et distribuant des produits grand public, dont le siège et les installations sont réunis en Bourgogne, est arrivée au niveau de développement qui requiert la création d'un poste de Directeur Général. La structure existante est celle d'une PME, le CA 1978 a été profitable, la croissance prévue est importante. Pour une gestion équilibrée, une innovation marketing orientée vers le grand public et une animation commerciale, on attend un responsable et un animateur dont la maturité et l'autonomie sont affirmées, ayant acquis un très bon niveau d'expérience en gestion, créativité et articulation de la soustraitance, doué des qualités d'organisateur concret et de vendeur. Écrire à G.R. Besson, à Montrouge. (Réf. 5012M)

### directeur commercial

140.000 F

Une société d'engineering internationale recherche un directeur commercial pour le Nord et l'Est de la France. Rattaché au directeur de délégation régionale, il est assisté par cinq ingénieurs technico-commerciaux qu'il supervise. Chargé d'établir le plan commercial et le budget prévisionnel, il organise, participe, coordonne, et exploite les actions de la force de vente. Informé de l'évolution des marchés, il veille aux liaisons avec les ingénieurs d'affaires. Le candidat souhaité, âgé de 35 ans au moins, est un ingénieur diplômé (Ponts, Centrale, A.M., ...) ayant une formation commerciale complémentaire. Il possède l'expérience opérationnelle d'une branche industrielle. Sa personnalité reflète un esprit ouvert et méthodique, un sens développé de l'analyse et de la synthèse, une capacité à susciter l'action. Perspective d'avenir de manager. Résidence en Métropole Nord. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5027M)

### chef des ventes électro-ménager

130.000 F

Important fabricant allemand, leader en Europe dans le secteur Electro-Ménager, cherche un Chef des Ventes pour développer la vente de ses fabrications sur le marché français. La renommée du produit permet de prospecter à moyen terme un important accroissement des ventes. En liaison avec le Directeur Commercial, il aura pour mission d'intensifier son action commerciale auprès des grossistes existants et d'augmenter le nombre des points de vente. En outre, il sera chargé de mettre en place et d'animer une équipe de plusieurs vendeurs régionaux. Le candidat, âgé de 35 ans minimum, de formation commerciale supérieure, disponible pour de fréquents déplacements, devra posséder une expérience confirmée de la branche Electro-Ménager. La connaissance de l'allemand est souhaitable. Écrire à L. de Menthon, à Montrouge. (Réf. 6720M)

### chef de service administratif et comptable

120.000 F

Une société spécialisée dans la production et la distribution de produits alimentaires et installée dans la proche banlieue Nord-Ouest recherche son Chef de Service Administratif et Comptable. Sous l'autorité du Président-Directeur Général, il aura la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes chargées des missions de comptabilité générale, analytique, clients, et des traitements informatiques. En particulier, il aura à améliorer les procédures de mécanisation sous-traitées. Ce poste conviendrait à un cadre, 30 ans minimum, niveau DECS, possédant une expérience réussie dans une entreprise moyenne de produits de grande consommation de préférence. Il devra en outre posséder suffisamment de compétences et de potentiel personnel pour accéder à moyen terme au niveau Direction dans le holding, compte tenu de l'évolution rapide du groupe. Écrire à J. Chalevoix, à Montrouge. (Réf. 8967M)

### responsable développement

120.000 F

Une AGENCE FRANÇAISE DE PUBLICITÉ polyproduits, en croissance importante orientée sur des spécialités et pouvant faire état de bons résultats, recherche un nouveau collaborateur pour un poste en création. Intégré dans l'équipe de direction, il prospectera des son arrivée une cible déterminée de clients potentiels en majorité parisiens. Cette démarche commerciale, en liaison avec les services techniques, le conduira à garder l'initiative dans la gestion de cette clientèle et à étendre son champ d'action dans d'autres secteurs. On souhaite une personne d'un fort tonus et d'une bonne crédibilité dans un milieu d'hommes de marketing et de chefs d'entreprises, capable de participer à l'élaboration d'un plan de campagnes publicitaires. Documentation sur demande. Écrire à G.R. Besson, à Montrouge. (Réf. 9022M)

### chef de produits

Paris

Helena Rubinstein structure son équipe Marketing et crée un nouveau poste de Chef de Produits. À partir de la stratégie mondiale de la firme, il sera plus spécialement chargé d'adapter et de concevoir les actions spécifiques au marché national (promotions, P.L.V., publicité, etc.). Pour ce faire, il disposera d'un budget dont il sera entièrement responsable, en particulier sur le plan du respect de la rentabilité. Son action s'étendra aux liaisons avec la production (prévisions, stocks, etc.). Ce poste s'adresse à un jeune HEC, ou équivalent, possédant une expérience similaire de trois ans minimum dans l'industrie de la parfumerie ou de la mode. La rémunération offerte doit motiver des candidats à potentiel élevé. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Écrire à L. de Menthon, à Montrouge. (Réf. 6718M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

|   |                     |
|---|---------------------|
| 92128 MONTRouGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès | Tél. (01) 657 13 00 |
| 59000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Delory       | Tél. (20) 51 55 52  |
| 69006 LYON - 29, cours Vitton                     | Tél. (78) 89 25 52  |
| 13008 MARSEILLE - 9, place Félix-Barrot           | Tél. (91) 54 33 08  |



**senna**

Conseil, Études, Ingénierie  
INFORMATIQUE, MARKETING  
ORGANISATION, FORMATION

LA GRIPPE:  
RNIER GRAND-DEU  
DE L'HUMANITÉ

LA GOTHIQUE:  
ECONOMIE DES

POUR LA  
SCIENCE  
SUIVANT  
AMÉRICAIN

médecins et les laboratoires  
de la médecine

des laboratoires

## MEDECIN

Un laboratoire franco-américain (250 millions de chiffre d'affaires, 200 personnes) recherche un médecin chargé des expérimentations.

Il assurera les relations avec les experts, l'élaboration des protocoles et le suivi des expertises sur plusieurs gammes thérapeutiques.

Ce poste conviendrait à un médecin ayant acquis deux à trois ans d'expérience de la fonction au sein d'un laboratoire pharmaceutique, désireux de travailler dans une petite équipe et d'avoir une progression de carrière rapide.

Une bonne maîtrise de l'anglais constituera un atout.

La rémunération sera fonction des compétences actuelles du candidat.

Envoyer C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence

802 117/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06





# Les images pièges des nouveaux catalogues bazars

**A**CHETER par correspondance, sans voir les articles et sans les toucher, n'est pas un réflexe naturel. Pourtant, un ménage français sur deux a recours, chaque année, à ce genre de ventes. Et La Redoute, le nu-

ne peut pas se permettre de faire de l'avant-garde », observe Denise Fayolle, une des directrices de la « Mafra ». La gamme des prix est étendue et il est toujours prévu des pages pour petits budgets. Puisque acheter par correspondance est logiquement indéfendable, comment les responsables des catalogues s'y prennent-ils pour vendre ?

Pour La Redoute comme pour les Trois Suisses, le but est le même : séduire et vendre. « Deux objectifs qui ne sont pas forcément compatibles », déclare M. Emile Pouillet, le directeur du service catalogue de La Redoute. « Il faut provoquer le coup de cœur de la cliente », ajoute M. Jean Pierre Desrousseaux, son homologue aux Trois Suisses. Toute la responsabilité de la vente repose sur les épaules du mannequin et sur son sourire parfois difficile à obtenir. « Les filles qui posent aujourd'hui n'ont rien de bien de donner l'air de chiennes », fait remarquer une maquettiste des Trois Suisses. A La Redoute, on recherche des mannequins plus jolis que la moyenne sans l'être trop. Le décalage entre

la clientèle et son modèle ne doit pas être trop grand. Il faut qu'en le voyant l'acheteuse, s'exclame : « Ça, c'est pour moi ! » Chacune est choisie en fonction de l'article à vendre. Celle qui portera un jean n'est pas celle qui présentera une gaine.

Aux Trois Suisses, on a décidé cette année, non sans trembler, de changer de photographes. « Il faut bien avouer que c'est à ce niveau-là que se joue la bagarre entre La Redoute et nous », déclare-t-on. Un certain photographe particulièrement pitre a su rendre pour la page des T-shirts les filles pétillantes, gaies et mignonnes. « Je suis contente, dit la maquettiste, et puis on voit

bien mes articles. » On attache aussi beaucoup d'importance aux éclairages, à l'ombre et au contre-jour pour que l'image soit douce, donc encore une fois séduisante.

Le décor extérieur joue un rôle de plus en plus grand, mais il ne faut pas qu'il soit trop présent. Aux Trois Suisses, on garde un mauvais souvenir d'un rideau de palmiers qui annulait totalement une brochette de T-shirts. Les accessoires aident aussi beaucoup à vendre. « La cliente n'achète plus un article mais une silhouette, fait-on remarquer à La Redoute. Nous lui donnons des idées différentes pour porter le même vêtement. »

rient la vente d'achats rébarbatifs, comme les articles de literie et autres protège-matelas, pour lesquels on ne se rend pas volontiers dans un magasin.

Séduire, mais aussi décrire, informer et conseiller. « Nous nous efforçons de concevoir des textes et une argumentation aussi précis que possible, déclarent les deux concurrents. Les acheteurs de nos services-produits connaissent de beaucoup plus près les articles que les vendeuses des magasins. Ils sont donc à même de fournir aux rédactrices du catalogue les informations les plus complètes possibles. » Dans le domaine du service au client, Les Trois Suisses ont créé, cette année, pour le secteur ameublement, un petit personnage dessiné, baptisé « Astucieux », qui livre au bricoleur tous ses trucs.

Les catalogues ont évolué. Davantage de gros plans, donc des pages plus fortes. Textes plus légers et mieux intégrés. Chaque concurrent se développe dans un secteur donné. Ce printemps, La Redoute a accordé soixante pages supplémentaires à la mode féminine — l'accent a été mis sur les petites pièces — et au « sportswear » décontracté pour les hommes. Les Trois Suisses au contraire ont favorisé et favoriseront toujours davantage l'ameublement. La prédominance est donnée au bois naturel. « Nous avons enregistré une réponse très nette de la part de nos clients », déclare M. Jean-Pierre Desrousseaux. Nous essayons de leur proposer un ensemble de meubles qui sont les privilèges des grandes villes peuvent se procurer.

L'image de marque « Vieilles des chaudières » des catalogues est donc périmée.

En fait, remarque Denise Fayolle, la vente par correspondance est un système de distribution moderne et qui va aller en se modernisant. Ce n'est pas par hasard si les commandes par téléphone ont augmenté de 30 % à La Redoute. Le leader du marché a d'autre part ouvert un dépôt-consigne dans la station RER de Saint-Germain-en-Laye pour permettre à la cliente qui travaille et qui n'est pas chez elle d'aller réceptionner ses colis. Il est prévu d'y adjoindre un bureau de prises de commandes téléphoniques. Ceci est un premier pas. Un autre plus important se prépare. Demain la femme pourra s'adresser directement à un ordinateur. Après-demain, grâce à la télé-informatique, elle pourra visualiser chez elle sur un écran la réponse à ses commandes.

FLORENCE BRETON.

## Armoires à portes ouvertes

C'est en effet la grande force des catalogues que de pouvoir présenter plusieurs versions d'utilisation d'un même article. Cela est valable pour le vêtement comme pour l'ameublement. On montre et on démontre le produit dans un décor et en situation, chose que les magasins ne peuvent généralement pas se

permettre, faute de place. « Nous présentons toujours les armoires avec leurs portes ouvertes, puisque, dans la vie, le premier réflexe de l'acheteur est d'aller inspecter l'intérieur », dit Claude Robardet, responsable du secteur « meubles » des Trois Suisses. Il est d'autre part intéressant de constater que les catalogues favo-

## Manières

### « La fumée vous gêne ? »

Il y a plus d'un demi-siècle, dans un compartiment de chemin de fer, un monsieur bien élevé demandait à sa voisine si la fumée l'incommodait.

« Je ne sais pas, monsieur, répondit la douzième avec un sourire à la fois hautain et malicieux, je ne sais pas, personne n'a jamais encore été assez mal élevé pour fumer devant moi ! »

Je me suis souvent de l'encodote, l'autre jour, dans le train qui filait sur Bruxelles. Mon voisin de banquette pétait impudemment sans se soucier d'incommoder quiconque. Je me consolais en pensant qu'il est pu être mon voisin de table, au restaurant.

Loin de moi, certes, l'idée d'interdire de fumer après le repas. Un cigare est le complément idéal d'un bon dîner. Mais, les horaires aidant, avouez qu'il est bien gênant, aux hors-d'œuvre, de subir les fumées de ceux qui en sont au café. A contondre fumets et fumées l'olfactif se choque et l'appétit s'égare. Mais la défense du fumeur

impénitent est toute trouvée : le parfum d'une voisine de table peut être autant déprimant, sinon plus, au gourmet délicat. C'est vrai. Cela m'avait donné l'idée, il y a quelques années, de poser la question : « Entre un voisin qui fume et une voisine trop parfumée, que supportez-vous le mieux à votre table ? »

A l'exception du cher Gallier-Bossière (« Je ne supporte aucun fumeur à table. Il n'est jamais réintégré », la majorité choisit la fumée. Voilà de quoi donner bonne conscience aux irréductibles de la cigarette entre chaque plat.

L'un d'eux, avec la merveilleuse mauvaise foi qui convient, me fait d'ailleurs remarquer que si l'on vend, au restaurant, des cigarettes et des cigares, on n'a jamais vu la vestiaire proposer des flacons de parfums ! Passons.

Il y aurait, aussi bien, beaucoup à dire sur le « bénéfice » (quelqu'un exagère) de la vendueuse de cigares et surtout sur la dédalle avec lequel elle

traite les havanes. Cela est une autre histoire et qui ne résout pas le problème... d'une interdiction de plus ! Interdiction de fumer entre les plats, interdiction de fumer avant une certaine heure, interdiction... Plus on parle de liberté, plus il convient, hélas ! d'interdire. N'oublions point de grande mots, mais, enfin, constatons qu'un peu de civisme devrait suffire à éviter ces interdictions. A tout le moins un peu d'altruisme. Encore qu'un ami me souffle qu'avec les Français l'altruisme doit être autorisé ! La solution serait-elle celle du fumeur ?

Un endroit jouxtant la salle du restaurant et où l'on irait prendre le café et fumer à son aise. Entre hommes ? Oui, je sais, les Anglais quittent et la table et les dames pour aller au fumoir échanger des havanes et des histoires coréées.

Avant que le problème soit résolu, il en passera de la fumée dans le ciel de Paris !

ROBERT J.-COURTINE.

## Clin d'œil Coupe-nuit

**I**l est O h. 40. Demain est à peine entamé. Vous rentrez chez vous. La pièce de théâtre était bonne... pour une fois. Le souper chez les Ponsal-Brodon excellent. Néron, le boxer, émerge de l'office en remuant, par habitude courtoise, son moignon de queue. « Chut, n'abole pas à cette heure-là ! » Une caresse sur les douces rides en sillons de son crâne plat. Il s'en retourne de son pas de percheron vers son tapis et se rendort.

Vous retirez vos « vernis » qui semblent ne pas s'ossoupler à l'usage. Vous vous masser le pied gauche... le plus meurtri, et vous retrouvez cette petite douleur qui court de la malléole jusqu'aux orteils... Ne serait-ce pas la goutte plutôt que le fait d'une chaussure trop serrée ?

Votre cigare, un immense Lansdales Ballindale, bien sûr, offre encore trois ou quatre centimètres de plaisir avant d'atteindre le quart fatal de l'amertume. Ponsal-Brodon a de bons cigares, mais des alcools de bistrot. Ce type n'a pas de nez. Un plongeon dans le bar. La vieille prune de tante Françoise permettra de déguster comme une aubaine ce moment d'avant sommeil. Un livre est sur le guéridon : la correspondance de Scott Fitzgerald (1896-1940). Ce ne sont pas des lettres à lire avant de se mettre au lit. Trop déprimant cet écrivain qui se suicidait pour oublier ses dettes, son éditeur, la folie de sa femme. Votre regard tombe sur le transistor. Tiens à cette heure-là, la radio qui dit-elle ? Touche Europe 1 : une dame raconte « Trois Valises » et parle d'Yvonne Printemps avec émotion. Un garçon à la voix chaleureuse et poétique approuve ou commente, de temps à autre, d'une voix précieuse, incite, sans en avoir l'air, le lecteur confiant à parler encore. Il s'appelle Gonzague Saint-Bris.

« Je suis veuve depuis sept ans, dit la dame, j'ai cinquante-neuf ans, j'ai revu « Trois Valises », seule. C'est bien dommage d'assister à un bon spectacle sans pouvoir partager ses émotions avec quelqu'un qui comprenne votre sensibilité. Aussi Gonzague (elle doit la connaître pour être si familière), si un jeune sexagénaire se présente pensez à moi ». La dame sans nom minouille un peu. Va-t-on vider à l'annonce matrimoniale ? Gonzague adroïtement avec courtoisie comme on prend une cousine âgée par le coude pour l'aider à descendre l'escalier vers la sortie, après le thé, conserve la maîtrise du micro ! La dame le remercie de l'avoir écouté. Et avec lui, des dizaines de milliers d'auditeurs... dont elle a publié l'existence au cours de cette sorte de tête-à-tête à distance.

Vous avez suivi cette conversation téléphonique avec le sentiment de commettre une indiscretion autorisée. Si vous aviez branché le transistor, d'autres nuits, vous auriez peut-être entendu un cambrioleur expliquer les gestes de son « métier », un charpentier parler de poutres métalliques, un blouson noir essayer de tromper son vide intérieur avec des mots de cinéma, et quantité d'autres gens ayant besoin de parler, de raconter des histoires, de se livrer sous couvert de l'anonymat, tels qu'ils sont ou au contraire se reconstruisent tels qu'ils voudraient être. A ce carrefour des solitudes ne viennent pas que des poèmes et les demoiselles en mal d'amour. « Ligne ouverte », dit Gonzague Saint-Bris, qui ne se prend ni pour un confesseur ni pour un psychologue, c'est l'« encyclopédie de la vie ».

MAURICE DENUZIERE

(Lire la suite page 20.)

**BUVEZ Vichy Saint-Yorre**  
UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN !

« C'EST PAS TROP LEON ? »  
« PENSES-TU POUR UN PLAISIR QUI FAIT DU BIEN ! »

Fête des chandelles  
**BOUGIES**  
flottantes, parfumées, colorées  
**VENDUES AU POIDS**  
en second choix et fin de série à partir du 2 février 1978.  
TOPKA  
5, rue d'Arcole - 75004 Paris  
633-73-27

**SEVRES "33"**  
PULL-OVERS  
DE MARQUES  
EN SECOND CHOIX  
33, rue de Sevres, Paris  
tél. : 548.66.73

## Coupe-nuit

(Suite de la page 19.)

Ainsi les gens auraient parfois besoin de parler pour les autres, et aux autres, parce que notre monde tient leurs aventures individuelles, leurs goûts, leurs idées pour insignifiantes. Que vous importe après tout le train de 0 h. 14 que ce cheminot de banlieue fait entendre quelquefois à Saint-Bris, comme ça, pour le plaisir, et n'est-ce pas exhibitionnisme gratuit que l'appel de ce mari qui envoie sur les ondes l'enregistrement qu'il a fait du dernier accouchement de sa femme ?

Un peu irrité peut-être par ce débordement sentimental et incongru de banale humanité sur fond culturel, vous poussez la touche France-Inter. Là aussi, on se parle par téléphone et de minuit trente à 3 heures du matin. Le ton est différent. Volontairement consolateur, à la fois plus romantique et plus réaliste. L'entretien peut déboucher sur des gestes de soli-

darité entre auditeurs. Le verbe se fait rencontre. Un monsieur à la voix de fausset s'étonne que son interlocutrice — cette jeune femme séduisante, assise dans un studio de Radio-France — n'aime pas beaucoup le cinéma italien. Ce cinéphile relève à peine d'un chagrin d'amour. Il le dit, puisqu'il est enfin admis que les passions homosexuelles peuvent être aussi intenses et douloureuses que les romances entre homme et femme. L'hôtesse de la nuit à Radio-France s'appelle Macha Berenger. C'est une belle comédienne de théâtre et de télévision qui compose des chansons et écrit des poèmes. Sa voix met des sonorités tropicales dans le haut-parleur. On a la sensation d'entendre une nalgue aux chairs dorées qui a planté son micro-parasol sur une plage bohémienne. Elle n'accepte que cinq appels chaque nuit et sait éconduire les dragueurs ou les désœuvrés équivoques, empêtrés dans leurs phantasmes sexuels. Tendre

mais pas câline, proche mais inaccessible, accueillante à tous mais attentive à chacun, c'est la Vénus des sans-sommeil à laquelle des habitués téléphonent parfois de Floride pour dire bonne nuit.

Vous faites la moue. Ces paroliers nocturnes qu'écoutent les plantons de parking, les routiers, les policiers de garde et les membres de ces cent quarante métiers de nuit qu'a recensés Macha Berenger ne sont, pensez-vous, que les exhibitions spontanées — encore que sélectionnées — de gens atteints d'une « distanciation » du « moi », las de refouler leurs angoisses, de dissimuler leurs besoins affectifs, désirant prouver et se prouver leur existence ?

Vous qui avez à qui parler, qui revenez du théâtre avec une femme parfumée, qui êtes accueilli chez vous par votre chien. Vous pour qui un livre est une évasion organisée, non la compensation d'une absence, la musique une émotion choisie

et programmée, non un bruit à la surface du silence. Vous qui trouverez dans votre agenda, en cas de pépin, au moins trois numéros de téléphone d'amis sûrs. Vous pour qui la part de soleil est plus large depuis toujours que la part d'ombre, que pouvez-vous savoir des autres, de ceux qui n'ont ni votre force, ni votre chance, ni votre orgueil ? L'isolement, l'axe recherché par ceux que la vie sollicite trop, eût pour ceux qu'elle cubille, entravés dans leurs complexes ou leur timidité, un désert stérile. Voilà pourquoi peut-être ils veulent se raconter la nuit, à l'abri des regards et des curiosités à des milliers d'inconnus.

Leur répondre, Macha et Goncague vous le diront, est à la fois exaltant et éprouvant. J'attends la nuit où le plus las des deux téléphonera à l'autre pour demander à son tour une minute de bienveillante attention.

MAURICE DENUZIERE.

## Clin d'œil

## Le printemps aux semelles

LES chaussures de printemps que nous avons pu voir dans les collections de couture la semaine dernière se trouvent déjà dans les boutiques des grandes marques. En gros, elles se divisent en deux genres : talons bas ou très haut perchés, et ce pour tous les styles de tenues. Ainsi Charles Jourdan pour Christian Dior, Bally pour Lanvin et Saint-Laurent. Andrea Pfister pour Lapidus et Mancini pour Givenchy et Scherrer utilisent-ils les mêmes types de fines lanières tressées et des bracelets encerclant la cheville. Les talons de 10 centimètres donnent une cambrure particulièrement féminine aux ensembles à pantalons. Les escarpins sont plutôt arrondis du bout et profilés, avec des détails rétro repris aux rams booby-woodiennes.

En dehors de ces extrêmes, les chaussures de printemps suivent

les tendances de la mode sportive avec un renouveau des chaussures de marche à l'aspect solide et confortable en cuir aéré, perforé, et tressé. Les « Salomé » ont des brides montantes sur le cou de pied et des talons bas, parfois légèrement compensés. Les modèles d'été sont destinés aux sports de plein air, cyclisme ou bateau, à semelles de latex ou à lacsage. Les adeptes de mocassins, délaissés ces dernières saisons, apprécieront leur retour en modèles de contour à petits talons bas, à porter avec des collants ou des soquettes, en peaux suédées de tons pâles, parfois en contraste de cuir mat et brillant.

Les grandes marques de chaussures françaises se vendent bien au Japon, ce qui les amène à commercialiser aussi à Paris les tailles 34, jusqu'ici très difficiles à trouver.

NATHALIE MONT-SERVAN.



*(Dessin de MARCO.)*  
PFISTER : sandale à effets de mini-tresses de cuir ou de serpent, à forme arrondie et talon croisé de 4 centimètres. 4, rue Cambes et 56, rue du Four.  
SAINT-LAURENT : sandale haut perchée à bracelet noué autour de la cheville. Dans les boutiques de la marque et chez Bally.  
VILLON : bottes ultra-souples à bout arrondi en biseau pour le confort du pied. 58, rue Bonaparte.  
CHRISTIAN DIOR : sandale à découpe et bride sur le côté, talon de 4 centimètres. 30, avenue Montaigne et dans les magasins Charles Jourdan.  
LANVIN : escarpin de chevreau or à talon rouge pour le soir. En vente chez Bally.

## LOIN DES SOMMETS, NOS PRIX

**Femme :**  
Anorak col tailleur,  
100 % polyamide,  
100 f.  
Pantaski,  
60 % viscose,  
40 % polyamide,  
100 f.

**Homme :**  
Ensemble anorak  
et salopette,  
100 % polyamide,  
250 f.

**Enfant :**  
Anorak  
100 % polyester,  
le 8 ans  
150 f  
Pantaski  
60 % viscose  
40 % polyamide  
le 8 ans  
75 f.



# Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine

encore plus douces...

## Lentilles de contact souples

On ne les sent plus sur l'œil

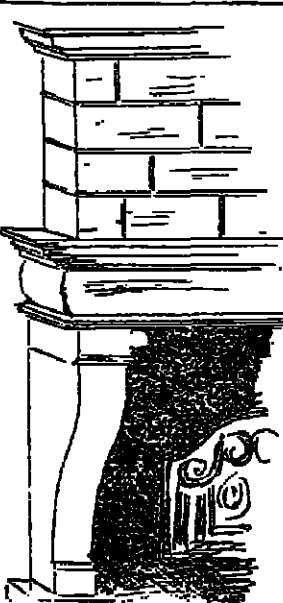
Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

## Essayez YSOPTIC



80, Bd Malesherbes  
75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.



## CHEMINÉES TOUS STYLES

Réalisation  
et création de  
TOUS MODÈLES  
SUR MESURES

BRICHER Maurice

1, boulevard de Chempigny  
SAINT-MAUR - 886-22-06

R.M. 836 73.75.04

SPENCER  
de Mori

## UNE PREMIÈRE SU Cousons

مكتبة من الأصل



DORMIR. DESSINER. JOUER...

## Les enfants sont dans leur chambre

Dormir, dessiner, jouer... ces activités qui remplissent la vie d'un enfant se déroulent dans « sa » chambre. S'il est petit, ses parents l'ont aménagée selon leurs goûts; s'il est plus grand, il a, sans doute, donné son avis. Dans tous les cas, cette chambre est un territoire privilégié, dans les limites duquel l'enfant vit, vit et évolue au fil de ses premières années.

En matière d'habillage, les boutiques enfantines sont nombreuses et apportent toutes les solutions. En revanche, pour l'aménagement de la chambre et l'environnement quotidien de l'enfant, les bonnes adresses sont plus rares.

Sous le signe de la tortue « Tortax », personnage d'une bande dessinée pour enfants, une boutique de linge junior vient de s'ouvrir, 100, rue de la Tourneville, face au pont de l'Archevêché. Tout le linge, pour le lit et la toilette, présenté ici est français, du dessin original d'Auguste à la fabrication. Sur du tissu de pur coton bleu, rose, vert, jaune, franc, vert doux ou blanc, s'inscrivent les aventures de Tortax qui animent les draps et taies de bavoir ou de lit d'enfant (60 à 70 francs le parure). Tortax à sa toilette est imprimé sur des serviettes en douce éponge boudinée, de mêmes coloris que les draps, et sur des draps de bain bien longs dans lesquels les enfants aiment s'enrouler ou sur des capes où emmitoufler bébé après sa toilette.

Les animateurs de cette boutique, qui tentent leurs créations auprès de leurs enfants, ont des projets : un nouveau personnage (un chien aventurieux) qui tiendra compagnie à Tortax et des décors réalisés sur mesure pour la chambre d'enfant. Ces compositions inédites seront peintes soit directement sur le mur, soit sur un panneau à accrocher, soit même sur les meubles existants dans la chambre.

C'est dans un esprit totalement différent que Yolande Led., conçoit la décoration enfantine. Antiquaire de métier, elle vient de quitter le domaine du meuble ancien traditionnel pour se consacrer à l'antiquité pour enfants. La situation de sa boutique se prête à cette activité un peu insolite : une impasse déserte, bordée de jardinières, et comme voisin le cours des Minimes.

Elle a découvert et rassemblé ici des meubles créés jadis pour les enfants et qu'elle a remis en état : une barcelonnais savoyarde en chêne, d'aspect très rustique, et un petit fauteuil montagnard; un berceau d'époque Napoléon III dont la nacelle, en fer laqué blanc et la flèche qui la surmonte ont été garnies de tissu. Des chaises hautes, pour bébé, sont en chêne avec assise peinte (de 400 à 500 francs) et de petites chaises basses ont été laquées de blanc et capitonnées d'un tissu frais de Canovas : 200 francs. Une commode d'enfant, en pin, s'harmonise avec un lit 1900 à motifs croisés et boudinés de cuivre. Une armoire provençale en tannée a, d'un côté, une penderie et quelques tiroirs et, de l'autre, une porte vitrée laissant voir l'intérieur tapissé de tissu et garni d'étagères. Pour compléter le décor d'une chambre « rétro », Yolande Leday accroche aux murs des gravures enluminées et des paysages naïfs.

Changement d'ambiance, et de quartier, pour découvrir dans un onzième arrondissement en mutation la boutique « Minimim » où voisinent des jouets, du mobilier, du linge et de la vaisselle pour enfants. Des lits superposés, en pin naturel, ont des dessous à

barreaux formant échelle; ils peuvent se dissocier et former, plus tard, des lits indépendants (950 francs les deux, sans literie).

Des tables de chevet et une commode, de mêmes lignes douces sans angles agressifs, complètent l'aménagement de la chambre. Une bonne sélection de linge propose des draps et taies pour berceaux, petits et grands lits d'enfant (avec une orléans « maison », imprimée d'une filasse paysanne en vert vif), des couettes avec leurs enveloppes et des couvertures tissées à la main. Un astucieux sac à suspendre, en tissu orné d'un oursin, est doté d'une poche au sommet (pour glisser les jouets) et d'une fermeture à glissière à la base pour les sortir. Et pour prendre son repas, assis sur un petit canapé de rotin devant une table ronde, un plateau en plastique blanc à avéoles et goblets, style « avion », s'accompagne de couverts à manches roses dragées ou bleues.

JANY AUJAME

\* Tortax, 100, rue de la Tourneville, 75005 Paris. — Yolande Leday, 100, impasse Minimim, 75011 Paris. — Minimim, 31, rue Faldorber, 75011 Paris.

## A l'ardoise

### EXPOSITIONS DANS LES GRANDS MAGASINS

Aux Galeries Lafayette, le « Festival de l'affiche » est classé par thèmes sportifs, pop, romantiques, fantastiques, etc., jusqu'au 25 février.

« Orient-Expo » se tient au Printemps, du 8 février au 4 mars, ainsi que dans les succursales périphériques et les principales filiales de province. On y trouvera, pour la première fois, des « santos », statues des Philippines, en bois sculpté, des meubles anciens et modernes, ainsi que des bibelots de Chine, du Japon, de Corée du Sud, d'Inde, du Vietnam, de Hongkong et de Thaïlande.

A la Samaritaine, le « Holland » apporte, du 8 février au 4 mars, des farfouilles de Delft, des porcelaines de Gouda, des paniers de cisel, des bicyclettes, des biscuits, des fromages, des bocaux de moules, arrosés de bières et de genièvre.

### LES BONS COMPTES

Le carnet de comptes « Mon budget », réalisé par les éditions de l'Épargne, fête son vingtième anniversaire. Si le format s'est un peu agrandi, la présentation, groupe toujours sur une double page mensuelle les dépenses courantes du foyer, celles d'équipement et de renouvellement, les charges fixes et le bilan du mois. En fin de livret, quatre tableaux permettent de récapituler les dépenses et recettes de l'année.

La partie centrale du carnet de comptes est un opuscule, que l'on peut détacher, consacré à des conseils pratiques. Cette année, sur le thème « vivre mieux les uns avec les autres », ce sont les relations humaines qui sont abordées sous l'angle du respect, de soi et envers autrui.

\* Mon budget 78, 12,50 F. Edition de l'Épargne, 12, rue de la Harpe, 75001 Paris. C.O.P. Paris 5 901 98.

### MOUCHOIRS « INHALANTS »

On connaît les mouchoirs imprégnés d'eau de toilette sous emballage étanche, distribués dans les avions. Utilisant le même principe, Orbel vient de lancer des mouchoirs « inhalants », destinés à soulager les nez bouchés par le rhume de cerveau et à faciliter la respiration (en sachets de dix, en vente dans les pharmacies).

Les mères d'enfants turbulents apprécieront les « tampons secours », pansements imbibés de désinfectants, pour nettoyer les plaies superficielles.

## LE SPENCER de Mori

L'ensemble à pantalons noir et à veste courte est une des tendances les plus importantes des collections de couture, à silhouette féminine cambrée, juchée sur des sandales à hauts talons.

MORI : interprétation de cette ligne en spencer en noir de moire blanche et pantalon ludo-perseux de moire crépée noire de Bucci.

RECTIFICATIF. — Nous avions, dans nos éditions datées 1<sup>er</sup> février, malencontreusement attribué à Hanae Mori un dessin qui appartenait à la collection Paton. Excusons son œuvre à la couturière.



(Dessin de MORI)

## UNE PREMIÈRE SUR LE PETIT ÉCRAN

## Cousons cousines

L'UNE sait coudre, l'autre pas. Elles sont assises côte à côte devant une table de coupe et l'une apprend à l'autre à monter une fermeture sur une jupe à volants. Aline Prébois, celle qui sait, et dont la mère fut couturière chez les grands couturiers, travaille à 100 Idées. Monique Périaud a été professeur d'anglais. Si elle ne sait pas coudre, elle sait faire comprendre et expliquer. La couturière et la pédagogue sont les actrices et les productrices d'une série intitulée Cousons cousines.

Cette série de douze émissions d'une durée de trente minutes chacune sera projetée à partir du vendredi 10 février. Un guide pratique de cent pages reprendra en détail les émissions (on pourra se le procurer moyennant la somme de 15 F dans les merceries). L'ensemble du projet a été conçu par le Centre national de documentation pédagogique.

« Nous nous adressons à celle qui ne sait pas et nous souhaitons lui donner l'envie de réaliser de petites choses pas chères, déclare Aline Prébois. Mais, en même temps, chaque modèle possède une astuce technique qui devrait intéresser celle qui sait. » En douze leçons, on pourra se confectionner une garde-robe de base. Huit modèles ont été prévus : jupe en trois versions — droite, en biais, à volants — et robe. Les quatre autres vêtements peuvent être portés indifféremment par les femmes et par les hommes : ce sont un gilet, un peignoir, un blouson et une cape.

La technique enseignée est légère. « Nous avons éliminé les bûches, les pincées et les boutonnières, déclare Aline. Pour les finitions, nous nous bornons au biais et à la tresse. » Chaque émission apporte des notions nouvelles et complémentaires ainsi que des conseils généraux. Organiser son travail par exemple. Regrouper les opérations — épinglage, couture à la machine, repassage — permettront en effet à la femme d'utiliser au mieux le temps morcelé dont elle dispose.

Le dialogue entre les deux cousines est très naturel. Les émissions sont vivantes et les moyens utilisés pour expliquer sont nombreux : dessin animé du vêtement ou dessin tout court. Aline prend volontiers son stylo et son bloc pour illustrer un détail. Les gros plans sur des mains adroites qui posent une fermeture ou qui assemblent des volants ont un impact décisif. Une restriction cependant : certains calculs semblent donnés un peu rapidement.

Aux femmes maintenant de prendre l'initiative. Sa débrouilleront-elles quand elles se retrouveront seules ? C'est là toute la question. Mais le guide est prévu pour leur venir en aide. De toute façon, Aline et Monique souhaitent connaître leurs réactions.

Fl. B.

\* Chaque émission sera diffusée deux fois par semaine à partir du 10 février, une fois le vendredi, à 14 h. 25, sur TF1, une fois, le dimanche, à 10 h. sur A2.

## VOTRE CONFORT...

entièrement payé par mensualités

CHAUFFAGE COMPLET

CUISINE DE VOS REVES



Installé tout de suite avec le "CONTRAT GLOBAL CHARO"

### CHAUFFAGE

CONCEPTION, étude thermique, conseils en isolation et en énergies, etc. Devis gratuit.

EQUIPEMENT, sélection rigoureuse des plus grandes marques.

INSTALLATION, par personnel hautement qualifié, sans gêne ni dommage pour vous.

GARANTIE, avec le Contrat Global Charo, entretien et assurances comprises pendant six ans. CREDIT PERSONNALISE, de 2 à 6 ans et même un FINANCEMENT COMPLET. Exemple : une mensualité à la commande, une mensualité au début des travaux, une mensualité en fin de travaux et le solde entre 24 et 72 mensualités.

### CUISINE

CONCEPTION, conseils de décoration, redistribution intelligente de l'espace, aménagement de chaque détail... Devis gratuit.

EQUIPEMENT, sélection des plus belles fabrications modernes ou rustiques.

INSTALLATION, électricité, carrelage, plomberie, ébénisterie entièrement réalisée en 8 jours.

GARANTIE, avec le Contrat Global Charo, entretien et assurances comprises pendant 5 ans. CREDIT PERSONNALISE, de 2 à 5 ans et même FINANCEMENT COMPLET. Exemple : une mensualité à la commande, une à la fin des travaux et le solde entre 24 et 60 mensualités.

Pour en savoir plus, renvoyez vite le bon ci-dessous au CENTRE D'INFORMATION CHARO (exposition permanente) 63, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél.: 355.44.22

## BON DE DOCUMENTATION GRATUITE

Je désire obtenir des renseignements plus complets par votre technicien régional sur le CONTRAT GLOBAL CHARO me donnant droit à un DEVIS GRATUIT, et une documentation couleur.

CHAUFFAGE ☐ CUISINE ☐

mettre une croix dans la (ou les) case(s) choisie(s)

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

## le rangement à vos mesures

personnalisé armoires, bibliothèques secrétaires, meubles par éléments, lits relevables tous bois, tous styles toutes dimensions longue crédits catalogue N° 29 gratuit

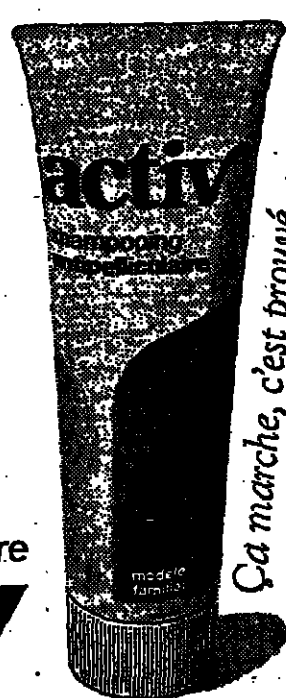
## l'armoire universelle

148, av. Emile ZOLA PARIS XV. 575 23 20 26 av. de la Div. LECLERC ANTONY. 237 48 00

## 1978: les non-pelliculeux auront la majorité.

Shampooing anti-pelliculaire

ACTIV



Ça marche, c'est prouvé.





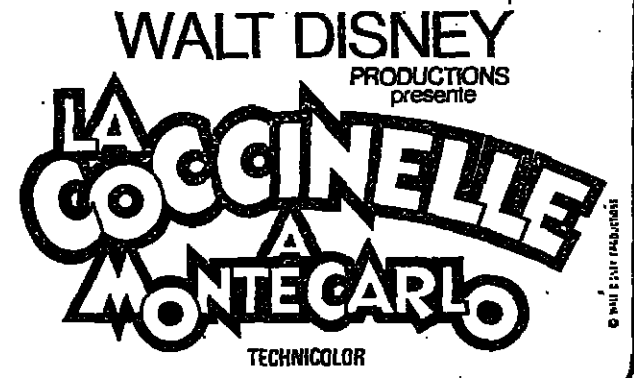
Lisez la VRAIE critique  
de « la Mouette », de Tchekhov  
à l'Atelier :

« A l'Atelier, le charme presque inexprimable de la Mouette a, magiquement, une fois de plus, agi, sur nous. Et c'est le pur miracle de Tchekhov... »  
JEAN-JACQUES GAUTIER (« Le Figaro »)  
« Il faut entendre Pierre Michaël auquel cette représentation fournira l'occasion d'un triomphe... »  
FRANÇOIS CHALAIS (« France-Soir »)  
« A l'Atelier, dans une distribution excellente, et équilibrée, la Mouette module une plainte douce, grave et couverte. Il faut prêter l'oreille : cela en vaut la peine... »  
DOMINIQUE JAMET (« Journal du Dimanche »)  
« Pas de petits rôles chez Tchekhov. Pour le jouer il faut une troupe. Nous l'avons. D'où le coulé du spectacle... »  
HENRY RABINE (« La Croix »)  
« Marie-Hélène Breillat est ici remarquable. Que la Mouette Breillat vole longtemps place Charles-Dullin... »  
JAN MARA (« Minute »)  
« Une mise en scène qui n'étouffe pas les acteurs, un théâtre qui les laisse vivre, c'est reposant, parfois... »  
MATTHIEU GALEY (« Quotidien de Paris »)  
« Judith Magre est née pour être Arkadina, l'actrice, elle en a l'élégance, l'ironie, la violence et l'intelligence. Prenez vos billets ! Allez à l'Atelier du côté de chez Tchekhov ! »  
FRANÇOIS TUDEAU (« Pariscope »)  
« Tout est exactement en place dans cette représentation... »  
ROBERT KANTERS (« L'Express »)  
« Une musique de chambre où chacun est à sa place, on joue la partition et on ne se permet aucune licence, c'est ce parti qu'a pris Pierre Franck et qu'il a parfaitement réussi... »  
PHILIPPE TESSON (« Le Canard enchaîné »)  
« Un des signes de la justesse de la mise en scène de Pierre Franck est que l'on rit comme le souhaitait Tchekhov... »  
GEORGES LERMINIER (« Le Parisien Libéré »)

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

|   |   |
|---|---|
| <b>INSTITUT NÉERLANDAIS</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(P.s. Valmécie.)<br><b>Max VAN EGMOND</b><br>haryon<br><b>Jacques BOOGAART</b><br>tuba<br>MELODIES DU TEMPS<br>de ROBERTS  | <b>EGLESE des BILLETES</b><br>Dimanche 12 février<br>à 17 heures<br>(Kiesgen.)<br><b>J.-J. KANTOROW</b><br>violin<br><b>ENSEMBLE 12</b><br>violin solo : Ph. Brice<br><b>MOZART</b><br>œuvre de violon et orchestre<br>Le Concertone<br>La Symphonie concertante<br>Divergence K. 251 |
| <b>SALLE GAYEAU</b><br>Mardi 7 février<br>à 21 heures<br>(Werner.)<br><b>KIRKPATRICK</b><br>le 7.1.1. Bach<br>la 11.1.1. Mozart, Copland<br>Brahms, Bach, Scarlatti   | <b>LES CONCERTS COLONNES</b><br>présentent<br><b>Orchestre Symphonique de R.-T. Luxembourg</b><br>Direction : <b>Louis DE FROMENT</b><br>Soliste : <b>Michael RUDY</b><br>Pratkovsky - Kachaninov<br>Debussy  |
| <b>SALLE GAYEAU</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 45<br>(Valmécie.)<br><b>MUSIQUE VIENNOISE</b><br>et<br><b>Andras ADORJAN</b><br>(Violine)<br><b>Anne QUEFELLE</b><br>(Piano)   | <b>THEATRE du CHATELET</b><br>Dimanche 12 février<br>à 15 h 30<br>(P.s. Valmécie.)<br><b>DIXTUEUR DES CONC. LAMOUREUX</b><br>œuvres de :<br>Haydn - Mozart - Schubert<br>Beethoven - Prokofiev  |
| <b>SALLE GAYEAU</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 45<br>(Valmécie.)<br><b>BUCHBINDER</b><br>HAYDN, SCHUMANN, BEETHOVEN   | <b>PAVILLON BALYARD</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(Kiesgen.)<br><b>DEVEZE</b><br>Au bénéfice des Paralysés de France<br>CHORALE<br>Mardi 14 février<br>à 21 heures<br>(Kiesgen.)   |
| <b>SALLE LÉVEL</b><br>Mardi 7 février<br>à 21 heures<br>(Dandiot.)<br><b>KATSARIS</b><br>Orchestre des CONCERTS LAMOUREUX<br>CHORALE<br>de SAINT-EUSTACHE<br>Dir. J.-C. BERNÉDE<br>Mozart<br>Messe du Couronnement<br>Bouillie  | <b>EGLESE des BILLETES</b><br>22, rue des Archives<br>Mardi 14, Mercredi 15 février<br>à 21 heures<br>(De Saint-Ours.)<br><b>QUATUOR A CORDES JEAN-NOËL MOLARD</b><br>14 : Mozart, Schubert, Ravel<br>15 : Bach, Haydn  |
| <b>CENTRE CULTUREL PORTUGAIS</b><br>11, av. d'Alsace<br>Mardi 7 février<br>à 20 h 45<br>(P.s. Valmécie.)<br><b>Orchestre de chambre JUVENTIA</b><br>Dir. : Henri NAFILYAN<br>Sol. : Patrice FONTANAROSA<br>violin<br>BACH - NAFILYAN<br>Scène de Sonates<br>PIERRE<br><b>FOURNIER</b><br>JEAN FONDA<br>Schubert - Brahms<br>Britten - Beethoven | <b>SALLE PLEYEL</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(Dandiot.)<br><b>BOUKOFF</b><br>Bach - Beethoven - Liszt   |
| <b>THEATRE de MADEIRAINE</b><br>Mardi 7 février<br>à 17 heures<br>(Kiesgen.)<br><b>TRIO HAYDN</b><br>Haydn, Brahms, Mendelssohn   | <b>THEATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES</b><br>Jeudi 16 février<br>à 21 heures<br>(Dandiot.)<br><b>POMMIER</b><br>Haydn, Beethoven, Schubert, Chopin  |
| <b>SALLE CORTOT</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(Dandiot.)<br><b>VIGERIE</b><br>Œuvres de Bach, Chopin, Debussy, Ravel   | <b>SALLE CORTOT</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(Dandiot.)<br><b>MENUHIN</b><br>Mozart - Bartok<br>Schubert - Franck   |
|   | <b>SALLE CORTOT</b><br>Mardi 7 février<br>à 20 h 30<br>(Dandiot.)<br><b>TAGLIAFERRO</b><br>1 <sup>re</sup> série : 7 au 21 mars<br>les mardis et vendredis<br>et jeudi 23 mars, à 20 h 30<br>2 <sup>e</sup> série : 25, 28 avril et 5 mai, à 20 h 30<br>et samedi 6 mai, à 15 h 30    |

GRAND REX (VF) UGC ERMITAGE (motivées VF, soirées VO)  
en VF : UGC GODELINS • ROTONDE • MISTRAL • MAGIC CONVENTION  
UGC ODÉON • UGC GARE DE LYON • NAPOLÉON  
en VF : VERSAILLES Cyrano • SAINT GERMAIN C2L  
LE PERREUX Palais du Parc • MONTREUIL Météo • CRÉTIL Arlet  
ARGENTEUIL Gamma • ENGHEN Hollywood • PANTIN Carrefour  
SARCELLES Flanades • AULNAY Parisior • ORSAY Uis  
LA VARENNE Paramount



MAISON DES ARTS  
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX  
Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRÉTIL  
Tél. : 839-94-50

BALLET : Jeudi 16 février, à 20 h. 30  
CLIFF KUTNER DANCE COMPANY

THEATRE : Vendredi 17 et samedi 18 février, à 20 h.  
Shakespeare : « LE ROI LEAR »  
par le Théâtre Populaire Romain

VARIETES : Dimanche 19 février, à 15 h. 30  
MIREILLE et son petit Conservatoire de la chanson  
VARIETES : Mardi 22 février, à 20 h. 30  
MARIE-PAULE BELLE

MUSIQUE : Vendredi 24 février, à 20 h. 30  
L'ÉCOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS  
Gérard GLATIGNY et Rémy LOUMBRZO (pianistes)  
présentés par Pierre PETIT

CONCERTS  
Radio France

LENY ESCUDERO  
à partir de vendredi 10  
au T.B.B. : 603.60.44

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Philippe ENTREMONT  
BACH - WEBER - STRAVINSKY  
Chef d'orchestre et soliste  
MOZART, R. STRAUSS

MUSIQUE AU PRÉSENT

RADIO-FRANCE  
Auditorium  
105  
Samedi 11 février  
à 17 heures  
VARESE - NUNES  
DARASSE - MACHE  
Ensemble instrumental du NOP  
Dir. : J.-P. Izquierdo  
et Gilbert Amy

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE  
Auditorium  
105  
Lundi 13 février  
à 20 h 30  
HAYDN - MENDELSSOHN  
PRIN - ALEXANDER  
Trio Haydn de Vienne, Quatuor  
de percussion de Paris,  
A. Rognat  
Ensemble Instrumentale  
Direction : Alexandre NYBAT

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ÉLYSÉES  
Mardi 14 février  
à 21 heures  
Dir. : Gerd ALBRECHT  
Sol. : Joseph SUK  
DVORAK - MARTINI - JANACEK

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE  
Grand Auditorium  
105  
Mardi 14 février  
à 20 h 30  
Dir. : John Poole  
Soliste : Jacques VANDEVILLE  
PURCELL - LECLAIR  
HAENDEL - RAMEAU

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

SALLE PLEYEL  
Jeudi 16 février  
à 21 heures  
DEBUSSY - RAVEL  
M. D. HANDELMAN, M.-C. JAMET,  
B. KRUYSEN, C. LARDE, H. LEE  
QUATUOR VIA NOVA, J. BOUVIER

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE VIENNE

SALLE PLEYEL  
Vendredi 17 février  
à 20 h 30  
Dir. : L. BERNSTEIN  
Symphonies n° 2 et 3  
BEETHOVEN

PERSPECTIVES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

RADIO-FRANCE  
Samedi 18 février  
(Étudiants, J.M.F., soirée libre.)  
Serge NIGG  
10 h : Répétition publique  
16 h 30 : Concert-Réclat  
20 h 30 : Concert  
Webern - Jolivet  
Nigg - Scriabine  
Nouvel. Orchestre Philharmonique  
Marc SOUSTROT

MERCREDI

Cacoyannis a fait le plus beau film que j'aie jamais vu.  
Eugène IONESCO



IRENE PAPAS  
COSTA KAZANDZIS - COSTA CARLAS  
TATIANA DUMONDOU  
MARIOL DE MIND THEODORAKIS - COSTA KAZANDZIS - MICHAEL CACOVANNIS  
UNE PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - DISTRIBUEE PAR LES ARTISTES ASSOCIES

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER

QUATRE A QUATRE

Pièce québécoise de Michel Garneau - mise en scène de Gabriel Garran

Inhabituel, très attachant, actrices québécoises excellentes. Michel Garneau "Le Monde"

Une soirée rare. Caroline Alexander "L'Express"

Brave, sensible et généreux. Jean-Pierre Lémonard "L'Humanité"

Gorgé d'humour. Michel Grey "L'Aurore"

Tout à fait remarquable. Jean-Jacques Baudier de l'Académie Française "Le Figaro"

Une réussite. Matthieu Galey "Le Quotidien de Paris"

théâtre de la commune d'aubervilliers - 833.16.16

Bruno Coquart présente

Ce soir Première

BARBARA

accompagnée par

ROLAND ROMANELLI

Tous les soirs 21h - Matinée Dimanche 14h30 (relâche Dimanche soir)

LYMPIA

LOCATION AU THÉÂTRE DE 11H. A 22H.  
DANS LES AGENCES, PAR TÉLÉPHONE : 742.25.49

CH. MAILLARD Pub.







| OFFRES D'EMPLOI      | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI    | 43,00    | 49,19         |
| IMMOBILIER           | 10,00    | 11,44         |
| AUTOMOBILES          | 30,00    | 34,32         |
| AGENDA               | 30,00    | 34,32         |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00    | 91,52         |

## ANNONCES CLASSEES

| ANNUITES ENCAISSEES | La ligne | T.C.  |
|---------------------|----------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI     | 24,00    | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOI   | 5,00     | 5,72  |
| IMMOBILIER          | 20,00    | 22,88 |
| AUTOMOBILES         | 20,00    | 22,88 |
| AGENDA              | 20,00    | 22,88 |

REPRODUCTION INTERDITE



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Une importante entreprise de T.P. (C.A. 1 Milliard - Effectif 5 400) recherche pour l'un de ses Services basé dans le NORD de la FRANCE et spécialisé dans les travaux de FORAGE et de FONDATIONS SPECIALES

#### ingénieur mécanicien

pour lui confier la responsabilité de la gestion et du contrôle d'utilisation de l'important parc de matériel du Service. Conseiller technique des ingénieurs de travaux (adéquation aux chantiers et rotation des engins), il devra également élaborer, puis proposer une "stratégie" et une "stratégie" d'ENTRETIEN et RÉPARATION efficaces et rentables pour l'entreprise.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 415 M au :

**Cabinet Jean-Claude MAURICE**  
Conseil en Gestion du Personnel  
43, rue Legendre - 75017 PARIS

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

#### DIRECTEUR D'AGENCE DE PUBLICITE

intégrée au sein de l'entreprise

Si vous êtes à la fois un spécialiste de la communication, un animateur d'équipes et un bon gestionnaire et que vous cherchiez à développer votre carrière, Texas Instruments peut répondre à votre attente.

**LA COMPAGNIE :** Texas Instruments, reconnue pour sa capacité d'innovation dans le domaine de l'électronique Grand Public et Professionnel, neuf usines en Europe, des techniques de montage constante depuis sa fondation.

**LA FONCTION :** Directeur de l'agence intégrée de publicité pour le Sud Europe reportant au Directeur Européen du Marketing.

Elle comporte la gestion des problèmes de communication pour toutes les divisions de Texas Instruments, la direction de l'atelier d'arts graphiques et les relations avec les sous-traitants, agences imprimeurs, etc...

**L'EXPERIENCE :** cinq à huit ans d'expérience en marketing, publicité et relations extérieures. Une parfaite maîtrise de l'Anglais et du Français. Une connaissance des techniques d'arts graphiques et le bon sens nécessaire à la gestion financière seront des critères de sélection.

**LA FORMATION :** un diplôme d'ingénieur (en électronique de préférence) complété par une formation Marketing de type MBA devrait permettre une adaptation plus rapide dans la Société.

Poste à pourvoir à Villeneuve-Loubet (Nice).

Ecrire avec CV, photo, prêt de salaire et date de disponibilité sous réf. ECOM/278/41 à Madame LE GUET - T.J.F. Boîte Postale No 5 06270 Villeneuve-Loubet.

## SAVAM (Soissons)

Premier Spécialiste français en transports volumineux

recherche un DIRECTEUR COMMERCIAL

crée le poste d'ASSISTANT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

Le poste comprendra :  
- la gestion des relations extérieures et des contacts avec la clientèle industrielle à haut niveau ;  
- la gestion et de la syndication des activités commerciales et d'exploitation (30 personnes).

Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale supérieure (ESSEC, Sup. de Co., 50 ans minimum qui, à défaut d'avoir acquis une expérience dans le milieu des transports, aura acquis plusieurs années d'expérience de négociateur dans une société de services.

Référence 13.070 M

Le poste d'ASSISTANT A LA DIRECTION DU PERSONNEL

Outre la responsabilité de la gestion du personnel collaborateur (450 personnes), sa mission s'étendra aux domaines des relations sociales et des communications dans l'entreprise. Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une première expérience d'un service du personnel ou d'une unité de production.

Référence 13.071 M

Tous les dossiers seront traités confidentiellement. Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste, à Solange MONTEIL, plein emploi 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



### emplois internationaux

European Organization for Nuclear Research  
Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire

## EXPERTS EN LOGICIEL

pour sa division des Données et Documents qui utilise un grand nombre de mini-calculatrices telles que PDP 11, MODCOMP, HP 21 MX, NORD 10, etc. dans des systèmes en ligne destinés aux expériences de physique et pour la transmission des données.

Les candidats choisis seront appelés à aider les groupes expérimentaux dans les travaux de planification et de programmation de petites et moyennes calculatrices digitales pour l'acquisition et l'analyse de données ainsi qu'à développer des programmes utilitaires d'intérêt général et à veiller à la bonne marche des programmes de système.

Nous recherchons de jeunes universitaires ayant un diplôme en informatique, physique, mathématiques ou ingénierie et quelques années d'expérience pratique appropriée ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Pour les formulaires de candidature, prière d'écrire à l'adresse suivante, en mentionnant la référence DD-MS/OL-78/1 :

Chef du Personnel, CERN, 1211 Genève 23, Suisse.



## INGENIEURS

Nous sommes une société qui compte parmi les 1ères entreprises Françaises de rang international. Notre force : 5.000 spécialistes dans les disciplines de la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

Notre département International-Technical-Services, leader européen qui fait appel aux techniques les plus modernes de l'automatique et de l'informatique est en croissance constante, c'est pour en renforcer les effectifs que nous recherchons des INGENIEURS et des TECHNICIENS SUPERIEURS.

Ils superviseront le montage des ensembles de contrôle et de régulation, ils planifieront et conduiront les essais des boucles de régulation, ils assisteront le personnel d'exploitation à la mise en service des unités de production.

Ils auront de solides connaissances en engineering d'instrumentation et d'automatismes ; ils maîtriseront la mise en exploitation des procédés industriels. Nous souhaitons une connaissance complémentaire des systèmes d'analyse industrielle en continu, notamment en chromatographie, et des systèmes de régulation conduits par microprocesseurs.

Les postes, qui exigent des déplacements continus à l'étranger aux conditions intéressantes, seront confiés à des ingénieurs ayant 8 à 10 ans d'expérience de chantier acquise en unités de traitement du pétrole et de ses dérivés, en unités chimiques et autres complexes industriels automatisés.

ADAPTATION AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES ET RECYCLAGE DES CONNAISSANCES ASSURES



Ecrire avec C.V. et prétentions s/rt 50 à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel - B.P. 305 92506 Neuilly-Malmaison Cedex

### emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## TRÈS IMPORTANTE STÉ DE SERVICES

GRANDE VILLE DE L'OUEST

recherche

## CADRE PERSONNEL

Il devra :

- prendre part à la gestion dynamique du personnel en équipe avec le Directeur du Personnel et ses collaborateurs immédiats ;
- participer à l'élaboration des différentes politiques de gestion et à leur application ;
- prendre plus particulièrement en main la gestion informatique du personnel qui est à mettre en place, ainsi que les questions administratives.

Il aura :

- une formation générale de base de niveau supérieur ;
- une bonne connaissance du droit du travail ;
- une expérience confirmée (3 ans environ) de la gestion du personnel, et si possible diversifiée ;
- une très solide pratique de la gestion informat. ;
- un goût et un sens prouvé de la négociation.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Directeur du Personnel, COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (télé. 2260).

Discrétion absolue et réponse assurée.

## Fabricant de compresseurs et groupes frigorifiques

(3 usines en Europe) recherche POUR LYON

## CHEF SERVICE METHODES

Membre de l'équipe de Direction, sa tâche principale sera la définition, l'analyse, l'organisation de l'ensemble des processus de fabrication ainsi que leur mise en œuvre.

Ce poste requiert de solides connaissances pratiques en outillage, machines-outils, organisation des productions, usinage et montage moyennes séries.

Il convient à un ingénieur Contrôleur, AM, ENSEM ou à un autodidacte ayant une expérience professionnelle d'environ 10 ans.

Anglais ou allemand souhaités.

Envoyer C.V. détaillé, rémunération actuelle à Any ASTIC, sous référence 29215 (M)

plein emploi 49, rue du Pdt-Henriot - 69002 LYON.

## TECHNO-COMMERCIAL

connaissant fabrication papier.

Adressez candidature avec C.V. détaillé à HAVAS, Lyon, n° 5.374.

Groupe européen, leader dans sa branche, recherche

AMÉNAGEMENTS HOTELIERS

chargé de l'étude et du suivi des projets d'aménagements hôteliers, de préparation et de distribution des repas et d'équipements hôteliers.

Nous demandons :

- Esprit d'équipe, dynamisme, sens des contacts ;
- Alternance ly et par.

Formation assurée en R.F.A. ; Rémunération motivante et intéressante.

Statut cadre.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à HAVAS, 57017 METZ, sous n° 1.762.

Cabinet expert compt. B.D.R.H. recrute chef de mission (coût. 360). Le candidat aura D.E.C.S., 5 a. expér., sans contact jurm. véhicule. Il sera libre au plus tard le 15-78. Rémunération intéressante. Lettre man. C.V. et photo à EUROSD, 13000 MARSEILLE.

La ville de CHALON-S-SAONE est amenée à pourvoir deux postes d'animateurs. Leur travail sera orienté essentiellement en direction des jeunes : pré-adolescents et adolescents. Sal. brut : 3.500 F. grille fonction communale. Formation : I.U.T., C.A.P.A.S.E., école d'animateurs ou d'éducateurs. Adr. cand. et C.V. à l'union locale des M.C., 14, rue du Général-Dumas, 71100 CHALON-S-SAONE, avant le 25 février.

ORGANISME PUBLIC recherche

INGENIEUR système IBM, DOS

Connaissances : C.I.C.S., D.I. souhaitées. Adresser C.V. lettre manuscrite photo et prétentions à H 8135 Havas Bordeaux.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL et INDUSTRIEL sollicite dans le financement des investissements des P.M.E. recherche pour sa délégation régionale Centre à

ORLEANS

ATTACHE COMMERCIAL

Clientèle P.M.E. et relations bancaires.

IL FAUT :

- une formation DUT finances comptabilité ou BTS gestion ;
- une expérience des contacts commerciaux ;
- une mobilité sur 2 départements (norm. VI ext.).

Solide formation aux études de crédit assurée par un stage rémunéré de 3 mois à Paris. Salaire 1re année : 45.000 F ; seconde année : 50.000 F + indemnités frais de voiture.

Adr. candidature avec photo : M. PUIG - Délég. Régionale, C.h.I. - 16, rue Acrotie-Crespin 45010 ORLEANS

## Important Cabinet de Conseils Juridiques

recherche pour

LILLE, NANCY, PÉRIQUEUX

ROANNE, BRIVE, POITIERS

JURISTES

Formation universitaire droit des sociétés. Expérience professionnelle notariale ou en cabinet indépendant.

Ecrire n° 48.019 - CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

## Contrôler F 130.000

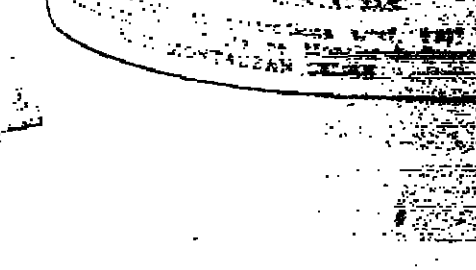
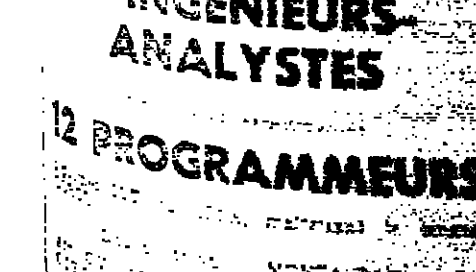
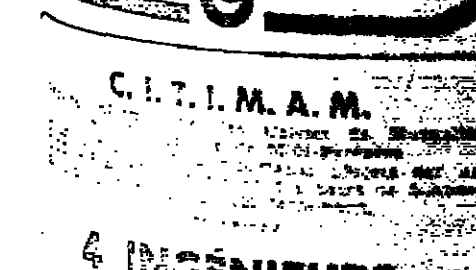
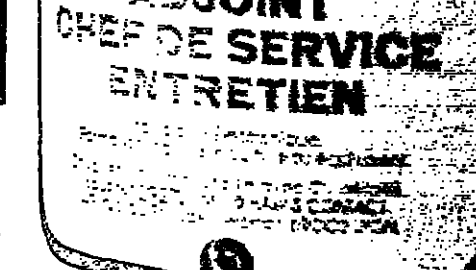
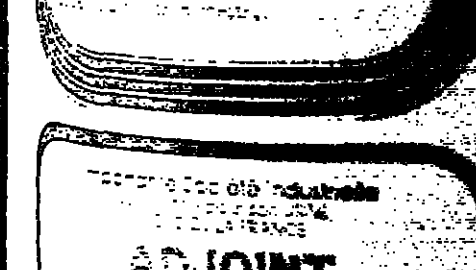
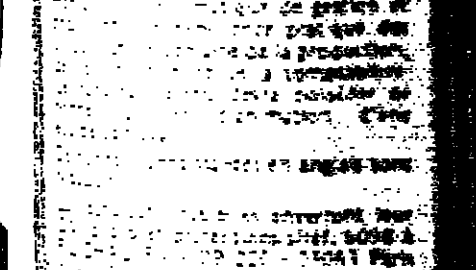
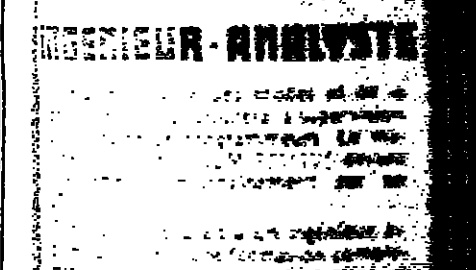
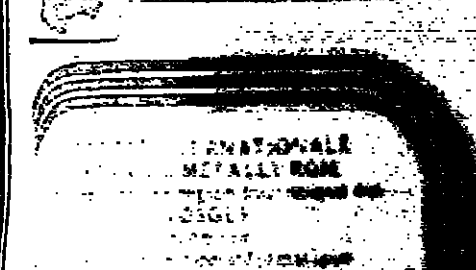
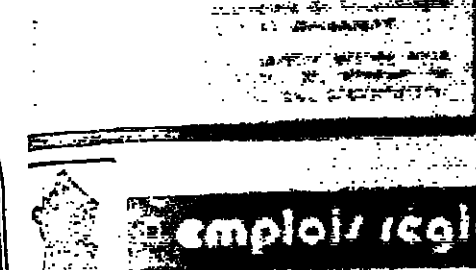
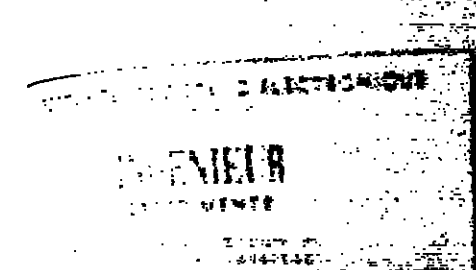
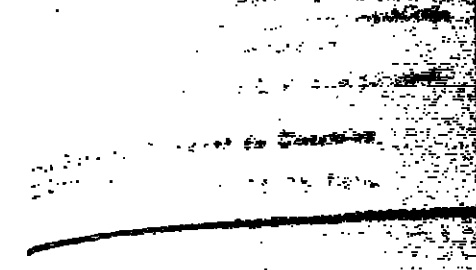
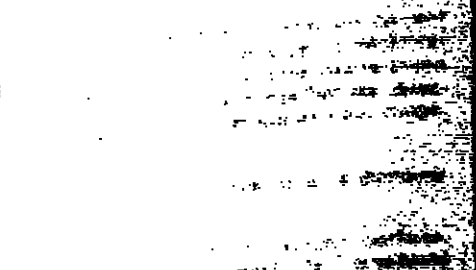
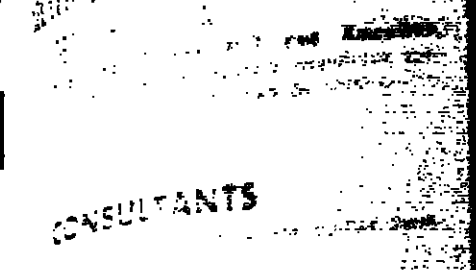
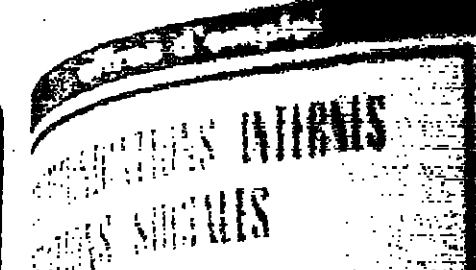
Un important groupe international déjà solidement implanté en France crée une nouvelle filiale de production spécialisée dans la carrosserie industrielle (CA pour la première année : F 20 millions).

Le Directeur Administratif et Financier que nous recherchons sera étroitement associé au démarrage de la société. Basé près d'Orléans et rattaché au Directeur Général, il aura pour première mission de mettre en place tous les systèmes et procédures de comptabilité et de gestion, en les harmonisant avec ceux des autres filiales européennes. Avec l'aide d'une équipe qu'il formera, il assurera la bonne marche financière et comptable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement. Il sera également responsable du personnel.

Le candidat aura 30 ans minimum, une formation supérieure et de solides connaissances comptables, ainsi qu'une première expérience acquise au sein d'une direction financière d'une société internationale. La pratique courante de l'anglais est impérative. Le salaire annuel de départ pourra atteindre F 130 000 pour un candidat d'excellent niveau.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.8801 à INCRETE, Tour Maine Montparnasse 33, av. du Maine - 75755 Paris cedex 15

Discrétion absolue.





REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE - 10 février 1978 - page 27

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

COMMUNICATIONS INTERNES  
RELATIONS SOCIALES

GBS Conseils S.A.

Filiale du Groupe Hill and Knowlton, l'un des premiers cabinets mondiaux spécialisés dans les problèmes de communication humaine, recherche des

CONSULTANTS

capables de s'intégrer à une équipe dynamique.

Leur expérience et leur formation doivent leur permettre de nous aider à renforcer nos services dans le domaine des relations sociales et de mieux conseiller les directions générales avec lesquelles nous coopérons.

5 à 10 ans d'expérience dans ce domaine sont essentielles.

Les candidats retenus, parlant parfaitement l'anglais, auront la possibilité d'accéder rapidement à des responsabilités importantes au sein du Groupe.

Prière d'adresser votre C.V. sous pli confidentiel à :

Patrick Gschwind, Président du Directoire,  
GBS Conseils S.A.,  
9, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

Nous sommes :

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

7.000 personnes - C.A. 1 300 Millions de Frs

spécialisé dans la fabrication de matériels électriques et électroniques industriels (HT-MT-BT)

Nous recherchons :

Dans le but de renforcer et de dynamiser notre réseau commercial :

2 DIRECTEURS D'AGENCE

- l'un basé à PARIS (réf. 010).

- l'autre à LYON (réf. 011).

Responsable vis-à-vis du siège de la réalisation des objectifs définis par la Direction Commerciale.

Il sera chargé de :

- de l'animation de l'équipe de vente de l'agence (10/15 personnes).

- de l'administration commerciale et de la gestion de l'agence.

Ces postes demandent une solide expérience d'ingénieurs d'affaires ou d'une fonction technico-commerciale en électrotechnique.

La connaissance du marché parisien ou lyonnais de la basse tension sera très appréciée.

2 INGÉNIEURS ÉLECTROTECHNIQUES (PARIS)

ou équivalent.

possédant une bonne expérience dans l'application technique et la vente des machines tournantes, et si possible introduites :

- Pour l'UN (réf. 012) : dans les chantiers navals et ports maritimes.

- Pour l'AUTRE (réf. 013) : dans l'industrie lourde, la pétrochimie.

Il sera chargé de la promotion et de la vente de gros matériels électriques (générateurs, moteurs, etc.), dans leurs applications maritimes et terrestres. Anglais indispensable.

Nous offrons :

POSTES STABLES, TRÈS BIEN RÉMUNÉRÉS, ET PLEINS D'AVENIR POUR CANDIDATS DE VALEUR.

Tous ces postes demandent une disponibilité aux déplacements de courte durée.

Différents stades d'adaptation aux matériels concernés seront organisés.

Veuillez adresser votre C.V., prétentions et aspirations professionnelles, au N° 8546 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Héros, 75427 Paris-9°

DISCRETION ASSURÉE. IL SERA RÉPONDU À TOUTES LES CANDIDATURES

PS Conseil

CONSEIL EN MARKETING

Paris

Offices du Commerce Extérieur Irlandais - Cet organisme gouvernemental a été créé pour promouvoir et développer les exportations irlandaises. Grâce à son équipe de conseils en marketing opérant tout depuis le siège à Dublin que dans dix sept pays à l'étranger, cet organisme offre à l'industrie irlandaise une assistance dans le domaine des exportations. Le bureau de Paris couvre l'ensemble du marché français et fonctionne depuis neuf ans. Le candidat devra travailler au sein d'une petite équipe dynamique et sa mission consistera à aider l'implantation des produits irlandais en France par des études de marché (correspondance écrite et téléphonique ainsi que contacts directs sur le terrain). Il devra également réaliser les exportations irlandaises dans l'établissement et la mise en œuvre de plans et de stratégies de vente pour ce marché. Le candidat idéal sera âgé de 25 ans minimum, diplômé d'études commerciales et aura une expérience de trois ans au moins de marketing, des études de marché ou dans la vente de produits de grande consommation, acquises sur le marché français. Il devra être parfaitement bilingue anglais-français. Le salaire de départ de l'ordre de 70.000 francs, sera fonction de l'âge, de l'expérience, et des qualifications du candidat retenu.

Adresser C.V. sous référence B/5639M à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

et transmettre

Société Filiale d'un puissant groupe national de distribution de Gaz Recherche pour son Département Marchés Froid en expansion - ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU - PARIS

Age minimum : 30 ans

Formation : secondaire + B.T.S. Froid

si possible

Expérience commerciale exigée (et technique souhaitée) : Branche Froid, conditionnement d'air ou distribution Appareils Ménagers

frigorifiques (Grandes Marques)

Rémunération : 75 000 F + voiture

Adresser curriculum vitae détaillé + photo, sous référence 71059 B à

BORES S.E.C.E. (Boite Postale 222 R 6)

BOULEVARD STRASBOURG CEDEX

GRUPPO BOSSARD

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE recherche un

INGÉNIEUR

EXPÉRIMENTÉ

pour diriger un groupe d'études et de problèmes de qualité concernant la conception et la réception de matériels de technologie avancée, électronique, optique et mécanique.

Écrire avec C.V. + photo et salaire actuel sous n° 8546 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Héros, 75427 Paris-9°

DISCRETION ASSURÉE. IL SERA RÉPONDU À TOUTES LES CANDIDATURES

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

BRANCHE MÉTALLURGIE

située dans une région touristique des

VOSGES

recherche

pour sa direction informatique

INGÉNIEUR-ANALYSTE

Il sera responsable des études et de la programmation et assurera la supervision d'une équipe de programmeurs. Le matériel utilisé est un IBM 370/125 devant être remplacé prochainement par un 370/138.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant reçu une formation complémentaire en informatique de gestion et possédant une expérience pratique des études dans le domaine de la production, de l'organisation et de la comptabilité. Le candidat retenu devra posséder de bonnes qualités d'animation d'une équipe de travail.

De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. photo et prétentions s/réf. 6098 à P.LICHAU SA - BP 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Importante Société Industrielle recherche pour son USINE

NORD DE LA FRANCE

ADJOINT

CHEF DE SERVICE

ENTRETIEN

spécialité Électronique.

Formation Ingénieur ou niveau équivalent.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé, sous réf. 29722 (M), à HAVAS CONTACT

49, rue du Président-Henri, 69002 LYON.

C.I.T.I.M.A.M.

Service informatique des Calvados de Mutualité Sociale Agricole de Midi-Pyrénées pour la réalisation d'importantes projets sur un C.I.L. - E.B. 66/70 2 circuits des bases de données à l'aide d'un réseau de 100 terminaux, recherche

4 INGÉNIEURS-ANALYSTES

diplômés et expérimentés

12 PROGRAMMEURS

diplômés IUT ou APPA, maîtrisant le langage COBOL.

Lieu de travail : MONTAUBAN.

Adr. C.V. photo et prétentions s/réf. 8517 à C.I.T.I.M.A.M., 500, route de Montclair-de-Quercy, 82017 MONTAUBAN CEDEX.

CONTROLEUR

DE BUDGET

(Futur

directeur d'usine)

80.000 F/an

Nord/Pas-de-Calais

Rattachée à un Groupe multinational, nous sommes une Société française importante (C.A. 900 millions) qui fabrique et commercialise des produits de grande consommation.

Nous recherchons pour l'une de nos usines alimentaires, un contrôleur de budget, destiné, dans un deuxième temps, à diriger cette usine (300 personnes).

- Le candidat aura 30 ans au moins, une formation de base technique (mécanique, agronomie ou chimie) complétée par l'I.C.G. ou l'I.A.E.. Une expérience de la Direction d'une équipe ou d'un service (atelier de fabrication ou bureau d'étude) ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 80198/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue DANTON 75003 PARIS CEDEX 05

ENTREPRISE GÉNÉRALE BATIM. INDUSTRIEL

A OSSATURE MÉTALLIQUE (Rég. ORLÈANS)

CONTROLEUR DE GESTION

Mission : Sous l'autorité de la direction générale il a en charge la mise au point et l'optimisation permanente de l'organisation administrative et comptable, la préparation et le contrôle des budgets de frais fixes et l'analyse des résultats des chantiers. Il a directement sous sa responsabilité la cellule informatique (IBM 32 - 30 personnes). Homme d'organisation de solide expérience (cinq ans minimum), il a acquis une très bonne connaissance du contrôle budgétaire et de l'analyse de gestion. Connaissance appréciée de l'analyse programmation.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à

ORLET

136, avenue du Général-de-Gaulle,

92522 Nanterre-sur-Seine, sous numéro 200.116.

CONSEILS FISCAUX

Sont recherchés par important cabinet pour

LILLE, NANGY, POITIERS

STRASBOURG, ANGOULÊME

- Sans des contacts humains :

- Goût du travail en équipe indispensable.

Situation rémunératrice stable et d'avenir.

Discrétion assurée.

Envoyer n° 4813 - CONTRESE Publicité,

20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS

FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

• Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant,

• si vous voulez travailler pour une multinationale

où la croissance s'est toujours confirmée et

diversifiée,

• si vous êtes ingénieur électronicien et que la

technique est pour vous un support indispensable

et non une fin,

• si vous voulez valoriser vos connaissances en

les approfondissant et en les diversifiant,

vous répondrez alors au profil que nous cherchons

à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGÉNIEUR

COMMERCIAL

Veuillez écrire

avec C.V., photo et

prétext. et date de disponibilité

sous la réf. SOM 278-22

à Monsieur LE GUET

T.I.F. - Boite Postale No 6

06270 VILLENEUVE-LOUBET

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

pour ses établissements de Province

(ALPES - PYRENNES)

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

pour la FONCTION PERSONNEL

Débutants ou ayant déjà 2 ou 3 ans

d'expérience.

Formation supérieure : Droit, Sciences Po,

HEC...

Dans un premier temps ils occuperont les

fonctions d'Adjoint au Chef des Services

Administratifs et du Personnel d'un des

établissements de la Société.

Après plusieurs années d'expérience ils

pourront se voir confier la responsabilité

des Services Administratifs et du Personnel

d'un des établissements ou être orientés

vers d'autres fonctions.

Large possibilité d'évolution de carrière

dans le cadre du Groupe PECHINEY -

UGINE - KULHMANN.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM

PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES

TELEPHONEES :

296-15-01

MERLIN GERIN

recherche

électroniciens (niveau V)

pour postes

CHEFS de CHANTIERS

de mise en service

Spécialité : réglage, mise au point et contrôle

d'équipements électroniques.

Fonction : Encadrement et animation d'équipes

de techniciens de réglage et de mise en service sur

Chantiers métropoles, relation avec les équipes

d'essais du client.

Formation : niveau BTS - connaissances en élec-

tronique de mesure - analogique bas niveau.

Expérience : 1 à 2 ans sur chantier.

Adresser C.V. détaillé à MERLIN GERIN (JFP 15)

83 X - 38041 GRENOBLE Cedex.

La filiale d'un Groupe Textile lance depuis

environ 2 ans une chaîne de magasins fran-

chisés pour la décoration de la maison.

Afin de faire face à son développement, elle

souhaite renforcer l'équipe existante ou mettre

en place un collaborateur capable d'animer la

chaîne par une politique dynamique et innova-

trice. Elle crée donc le poste de

CHEF DE PRODUIT H. ou F.

Textiles d'Ameublement

Responsable du choix des lignes de produits, il

sélectionne les collections pour les magasins :

participation à la définition de la politique

(exclusif, prix, image de marque...), étude de la

concourence, synthèse des informations sur les

tendances de la mode en liaison avec un bureau

de style extérieur, recherche et sélection de four-

nisseurs français et étrangers, achats.

Il faut une formation commerciale supérieure,

5 ans d'expérience minimum, acquise en qualité :

d'acheteur en centrale d'achat, ou de chef de pro-

duit textile, ou encore de responsable de collection.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Résidence : région du Nord.

Adresser C.V., photo et prétention s/réf. 3333 à

CORT

D. JALBERT

65, av. Kléber - 75116 PARIS

Discrétion assurée.

DIRECTEUR TECHNIQUE

DOUBS - 120.000

L'entreprise fabrique des boîtiers de montage pour des

Sociétés Françaises et étrangères. Bien que jeune, c'est

l'une des premières dans son domaine. Pour coor-

donner son ensemble de production (B.E., outillages,

fabriquant) soit 240 personnes et la rendre encore

plus performante, elle recherche un ingénieur Méca-

nicien, de plus de 32 ans, ayant une très bonne pra-

tique des fabrications grandes séries en mécanique de

précision, gestionnaire averti et ayant dirigé des

effectifs similaires.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous

adressera note d'information et

dossier de candidature sur de-

mande. Référence 800 M.

| OFFRES D'EMPLOI      | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI    | 43,00    | 48,19         |
| IMMOBILIER           | 10,00    | 11,44         |
| AUTOMOBILES          | 30,00    | 34,32         |
| AGENDA               | 30,00    | 34,32         |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 60,00    | 61,52         |

## ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | La ligne col. | T.C.  |
|--------------------|---------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOIS   | 24,00         | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 5,00          | 5,72  |
| IMMOBILIER         | 20,00         | 22,88 |
| AUTOMOBILES        | 20,00         | 22,88 |
| AGENDA             | 20,00         | 22,88 |

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

Un CRÉMET INTERNATIONAL employant 20 000 personnes dans 10 unités, dont 1 200 en MANAGEMENT CONSULTANT recrute pour renforcer son équipe basée à Paris :

#### INGENIEUR EN CHEF

• Spécialité en logistique et gestion de production pour élaborer et améliorer les systèmes automatisés en logistique, la planification et le contrôle des matières au sein d'entreprises françaises et multinationales ;

• Il faut déjà avoir acquis 5 ans d'expérience en qualité de chef de projet pour la réalisation et la mise en place de grands systèmes informatiques de : gestion production, transports et distribution. (Réd. 10.65-30)

#### INGENIEUR CONSEIL

• Pour participer dans les missions de conseil et de conseil. Il faut avoir acquis 2 ans d'expérience dans la pratique des systèmes informatiques de gestion des matières. (Réd. 10.65-30)

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de grandes écoles : X, E.C.P., avec M.B.A. ou l'équivalent et pratiquant couramment l'anglais.

La possibilité est offerte à ces candidats d'élargir leur expérience en travaillant dans des équipes pluridisciplinaires nationales et internationales.

Il est prévu un bon niveau de rémunération pour des candidats de qualité.

Les personnes intéressées envoient leur curriculum vitae, photo récente et références professionnelles en rappelant la réf. : CRÉMET 3, av. Percier, 75002 Paris.



### CÉRALIMENT-LU BRUN

recherche POUR SON DEPARTEMENT LOGISTIQUE

#### UN CADRE responsable de la centrale d'approvisionnement

Expérience minimum requise : 5 ans en matière d'approvisionnement et de gestion de stock produits finis, de préférence dans le secteur de la distribution alimentaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à la Direction du Personnel et des Relations Sociales B.P. 16 - 91201 ATHIS-MONS.

Société appartenant à un groupe important exploitant un SERVICE dans le domaine photographique recherche

#### INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN ou BON TECHNICIEN

Le candidat devra avoir :

— Connaissances électroniques, esprit d'équipe, imagination, capable d'être un véritable fabricant. Connaissances en mécanique et/ou chimie appréciées.

Faire offre à n° T. 02.960 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, PARIS-20.

### offres d'emploi

#### etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS 8.000 PERSONNES - SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES FILIALES (1.000 PERSONNES)

#### DIRECTEUR DU MARKETING

RESPONSABLE DEVANT LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il crée et dirige un service central chargé d'un ensemble d'études et de réalisations concrètes visant à l'amélioration et à la promotion des produits et services du groupe.

Ce poste peut convenir à un candidat :  
• E.C.P. ou équivalent ;  
• ayant une très solide expérience du marketing à un niveau de direction, acquise dans une entreprise ;  
• ayant à la fois des qualités d'homme d'études et d'un homme de terrain ; et de contact.

Poste : LILLE.

Recevoir sous référence FR 280 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE TRÈS DYNAMIQUE ET EN FORTÉ EXPANSION - SPÉCIALISÉE DANS LES ÉTUDES ET LA GESTION HOSPITALIÈRES RECHERCHE

#### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. OU ÉQUIVALENT

ayant environ 2 ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit.

Il aura un rôle de conseil et de contrôle auprès de plusieurs établissements hospitaliers (déplacements à prévoir).

La réussite dans ce poste peut permettre d'accéder à moyen terme à des postes opérationnels.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste : Grande ville OUEST FRANCE.

Recevoir sous référence TM 333 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE RECHERCHE POUR SA DIVISION ÉQUIPEMENTS POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

#### INGENIEUR CHEF DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS

RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE,

il sera chargé :

• des négociations avec les constructeurs ;

• du développement du chiffre d'affaires et des marges dégagées ;

• de l'évolution des produits ;

• des achats des matières premières.

POSTE INTÉRESSANT POUR UN INGENIEUR ayant bonnes connaissances en mécanique, expérience des produits de série et des problèmes commerciaux, témoignant de solides qualités de contact et de gestionnaire.

Poste basé à PARIS.

REMUNERATION 120.000 F

Recevoir sous référence UN 334 CM.

Recevoir en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS

discretion assurée

### offres d'emploi

DEGKEL FRANCE  
MACHINES-OUTILS - COMMANDE NUMÉRIQUE, CENTRES D'USINAGE - ÉLECTRO-ÉROSION PARIS RECHERCHE POUR SECONDER SON DIRECTEUR

#### CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

poste intéressant et avare pour TECHNICIEN USINAGE

bonne expérience pratique machines-outils : méthode ou atelier, connaissance et possible commande numérique.

QUALITÉS COMMERCIALES MARQUÉES, capable recevoir client, élaborer et négocier offres et assurer relations avec clientèle internationale.

CONNAISSANCE COURANT ALLEMAND INDISPENSABLE.

Stages formation MUNICH prévus.

Recevoir sous référence FI 330 AM.

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE INDUSTRIELS FRANÇAIS RECHERCHE POUR UNE DE SES FILIALES :

SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DOMAINE INTERNATIONAL - PARIS

#### INGENIEUR COMMERCIAL

pour assurer analyse marché, prospection et négociations à haut niveau MONDE ENTIER.

Ce poste d'avenir peut convenir à INGENIEUR DIPLOMÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS ou formation française ou étrangère équivalente (nationalité indifférente), connaissance parfaite français, anglais, ayant quelques années expérience études développement ou réalisation systèmes dans domaine des télécommunications et si possible expérience commerciale France et étranger.

Situation impliquant nombreux déplacements étrangers.

Recevoir sous référence OH 339 AM.

IMPORTANT ORGANISME D'ÉTAT (ÉTUDE ET RÉALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES TEMPS RÉEL DE HAUTE PERFORMANCE) RECHERCHE POUR PARIS

#### DEUX JEUNES INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

(E.S.E. - E.N.S.T.A. - I.N.P.G. - ... OPTION AUTOMATISMES)

DANS LE CADRE DE PETITES ÉQUIPES, ILS PARTICIPERONT À LA CONCEPTION, LA RÉALISATION ET AUX ESSAIS DE SYSTÈMES DE HAUTE TECHNICITÉ.

Ces postes actifs nécessitant des qualités d'initiative et d'autonomie intéressent des candidats débutants ou quelques années d'expérience (asservissement, conduite de processus industriels ; débiteur de participer à des projets présentant un réel intérêt technique.

Recevoir sous référence RE 331 AM.

## etap

### TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

En raison du développement de ses activités notamment dans le secteur EXPLORATION - PRODUCTION LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES recherche des

#### JEUNES INGENIEURS

GRANDES ÉCOLES

(Centrale, Polytechnique, ENSTA, Mines, Sup. Elec, Ponts et Chaussées, A & M).

Des postes seront proposés dans les familles professionnelles suivantes : forage, production, services généraux, techniques marines.

Les candidats ayant un goût réel pour les activités de chantier pratiqueront la langue anglaise.

Ils seront disposés à de fréquentes missions à l'étranger et envisageront même une expatriation en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16, sous référence 78006.

### PS Conseil

Un des tout premiers groupes industriels français recherche pour sa holding située à Paris un

#### JEUNE CADRE ORGANISATION GESTION FILIALES

70.000 F

Dépendant du Service Organisation de gestion des filiales, il participera à des interventions ponctuelles auprès des filiales réparties sur tout le territoire français en matière d'organisation administrative et de gestion A moyen terme (3 ans environ), des responsabilités opérationnelles lui seront confiées au sein d'une d'entre elles (contrôle de gestion, secrétariat général, etc.). Le candidat recherché est titulaire de l'un des diplômes suivants : H.E.C., E.S.P., E.S.E.C., Sciences Po + D.E.S. Il a acquis en entreprise une expérience d'un ou deux ans. Il est disponible pour de fréquents déplacements.

Adresser C.V. sous référence A/238 M à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

Discretion assurée

CENTRE DE FORMATION recherche pour compléter son équipe

#### UN ANIMATEUR

pour réaliser des sessions de formation centrées sur les TECHNIQUES DE FABRICATION DU LIVRE.

Cet animateur devra avoir assuré des responsabilités effectives dans les différents domaines de la fabrication du LIVRE.

(chef de fabrication, secrétaire d'édition) et avoir par sa participation à des actions de formation une sensibilité en matière de psychologie des adultes en formation.

Recevoir avec curriculum vitae au n° T 03.002 M à :

REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris (20).

Importante société d'études et de conseil en marketing recrute deux :

#### MANAGERS JUNIOR

pour prendre très rapidement la direction soit de son département immobilier et urbanisme soit de son département services, produits grand public et industriels.

Une expérience en profondeur des études et du conseil en marketing et le sens du management sont nécessaires pour réussir à ce poste.

La rémunération sera fonction de l'expérience et des objectifs financiers et commerciaux qui seront fixés en commun avec les candidats retenus.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à :

PLAIN CHAMPS sous réf. 2241, 5, rue du Helder 75009 Paris

Société Multinationale Secteur Alimentaire recherche le

#### RESPONSABLE: Etudes, Statistiques

AU SEIN D'UNE CELLULE MARKETING

25 ans minimum, homme ou femme issu d'une école supérieure de commerce, il possède une bonne pratique de l'anglais ; il est souhaitable qu'il ait une première expérience dans un service marketing.

Il aura la responsabilité de :

• l'analyse des ventes (prévisions, préparation et présentation de rapports mensuels et annuels) ;

• l'analyse des panels ;

• l'analyse des marchés.

Il est souhaitable que ce candidat ait le goût de l'analyse, et beaucoup d'aisance dans les relations et dans la communication.

Lieu de travail : PARIS 8ème.

Le poste implique de courts déplacements en France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 7763 MP à Joëlle DUJOUR, Cabinet Claude VITTE, 30, rue Croix des Petits Champs, 75001 PARIS.



GROUPE INDUSTRIEL RECHERCHE

#### chef comptable

Le poste :

An siège social (Paris 17)

Piloter les travaux comptables des 6 filiales.

Assurer la centralisation et établir les comptes sociaux.

Effectuer déclarations et règlements sociaux et fiscaux.

Établir le compte mensuel, la comptabilité analytique et préparer les budgets.

Préparer le traitement des données par informatique, en contrôler les résultats et la mise en forme.

Le candidat :

Age 35 ans environ

Niveau :

D.E.C.S.

Expérience :

Avoir tenu et dirigé la comptabilité de plusieurs sociétés industrielles dans un même groupe sous tous aspects (trésorerie, analytique, budget, centralisation).

Avoir exploité les techniques informatiques de comptabilité.

Rémunération :

Env. 100.000 F.

Envoyer C.V. et photo à RAVAS CONTACT, N° 74381, 156, bd Haussmann, 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES recherche

#### RESPONSABLE DEPARTEMENT EXPORTATION

Le candidat devra posséder expérience de plusieurs années du commerce international et marchés européens et africains. Connaissance parfaite anglais. Il assurera, sous l'autorité du Directeur Commercial, le développement des ventes et sera responsable de son budget.

Recevoir C.V. et prêt à O.P.G. Conseil n° 2.458, 46, rue de Lille, 75007 PARIS, qui transmettra.

### ingénieur, directeur technique adjoint

Un des premiers fabricants français de matériels de conditionnement de l'air de renommée mondiale, cherche pour son siège en banlieue ouest un INGENIEUR ÉLECTRICIEN. Il est l'adjoint direct du directeur technique pour tout ce qui concerne la recherche-développement : création de nouveaux produits, amélioration des produits existants (B.E., essais, proto., qualité, fiabilité). Son expérience : B.E., fabrication, recherche en aérodynamique. Des compétences en asservissements, en froid industriel et la connaissance de l'anglais sont souhaitées.

Ecrire à G. BARDOU, réf. 3319 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, rue Royale - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS DE CHAUDIÈRES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLÉAIRES SITUÉE À VÉLIZY (78)

RECHERCHE

#### INGENIEUR D'AFFAIRES

Chargé de la responsabilité technico-commerciale de la réalisation de chaudières pour centrales thermiques et nucléaires.

Le poste peut convenir à un :

INGENIEUR DIPLOMÉ

GRANDES ÉCOLES (Mines - E.C.P. - E.N.S.A.M.)

Pouvant justifier d'une :

EXPÉRIENCE DE 5 A 10 ANS

de gestion technico-commerciale de projets à l'étranger

Très bonne pratique de l'ANGLAIS indispensable

Env. C.V. et prétentions sous réf. L.137, à SWEETTS, B.P. 269, 75424 PARIS, CEDEX 09, qui transmettra.

### POUSSET-ucial

JEUNE CADRE - 1er DEPARTEMENT DES BREVETS

La Pousset-ucial recherche pour son département des brevets un jeune cadre diplômé d'une grande école, ayant une expérience de 2 à 5 ans en matière de brevets et de gestion de portefeuille.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de la législation des brevets et être capable de gérer un portefeuille de brevets.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

POUSSET-ucial, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Recevoir sous référence 78006

La Pousset-ucial est une entreprise à dimension humaine, où l'expérience et la compétence sont valorisées.

Envoyer lettre manuscrite









|                      | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI      | 43,00    | 49,19         |
| DEMANDES D'EMPLOI    | 10,00    | 11,44         |
| IMMOBILIER           | 30,00    | 34,32         |
| AUTOMOBILES          | 30,00    | 34,32         |
| AGENDA               | 30,00    | 34,32         |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00    | 91,52         |

## ANNONCES CLASSEES

|                    | La ligne | T.C.  |
|--------------------|----------|-------|
| ANNONCES ENCADREES | 24,00    | 27,45 |
| OFFRES D'EMPLOIS   | 5,00     | 5,72  |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 20,00    | 22,88 |
| IMMOBILIER         | 20,00    | 22,88 |
| AUTOMOBILES        | 20,00    | 22,88 |
| AGENDA             | 20,00    | 22,88 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Filiale spécialisée d'un important groupe industriel (métallurgie) un des leaders dans sa branche, plusieurs usines recherche pour PARIS

**INGÉNIEUR**

ou HEC, SUP. de CO, ESSEC, ... 35 ans minimum, pour assurer, après période de formation au contact de la clientèle, la fonction de

**CHEF DE PRODUITS**

Le poste est à créer pour des produits métallurgiques de pointe transformation destinés à une clientèle industrielle Bâtiment et Industrie très variée, automobile, électroménager, etc. C.A. pour ces produits 350 M dans 40 % exportation. Nombreux voyages de courte durée en France et à l'étranger.

Poste exigeant de bonnes connaissances de gestion, du marketing des produits industriels, le sens des responsabilités, et une forte participation personnelle au sein d'une petite équipe de direction jeune. Anglais courant indispensable. Allemand souhaitable.

Ecrire avec C.V., photo et présent. s/réf. 2.325 M à 66, avenue Kléber, 67115 PARIS. Direction assurée.

**CORT**

Société spécialisée dans l'achat, l'équipement et le vente de terrains pour la réalisation de lotissements, recherche

**INGENIEUR**

pour assurer la responsabilité de l'ensemble des aspects techniques :

- conception des opérations en fonction des règles d'urbanisme ;
- études (V.R.D., assainissement)
- consultation des entreprises et passation des marchés ;
- contrôle des travaux effectués.

Le développement rapide de la société permettra de faire évoluer le poste vers la fonction de Directeur Technique.

L'homme que nous recherchons est un Ingénieur (ENPC, ECP, ETP) ayant 5 ans d'expérience professionnelle en Bureau d'études et direction de travaux.

Pour un premier contact, adresser C.V. et photo sous références 3535 à

**COFAD**

ECOLE D'INGENIEURS de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (E.S.I.E.E.)

recherche

**RESPONSABLE DE DIVISION**

- Pour constituer et diriger une équipe pluridisciplinaire dans les domaines : Electrique, industrielle, électrotechnique, Electronique de puissance, Chaleur et thermodynamique.
- Pour assurer des activités d'enseignement et de recherches.

- Formation de base Ingénieur Electicien.
- Expérience industrielle d'au moins 3 ans.
- Anglais très souhaitable.

**LIEN DE TRAVAIL PARIS.**

Adresser C.V. et présentations à E.S.I.E.E. département programmes et méthodes, 41, rue Falguère - 75015 PARIS.

Importante société de CONSTRUCTION MECANIQUE filiale d'un puissant groupe international recherche pour son usine située en BANLIEUE OUEST (2 000 personnes)

**ingénieur gestion industrielle**

ayant pour mission de programmer l'ordonnement et le lancement des fabrications de l'usine dont il aura et contrôlera l'ensemble de la production. Ce poste de haut niveau (responsabilités actuelles et évolution possible) peut convenir à un homme âgé de 30 ans au minimum, diplômé d'une école d'ingénieurs (I.N.P.C., E.C.P., etc.), et justifiant d'une expérience réussie de la GESTION DE LA PRODUCTION acquise au sein d'un grand établissement de fabrication mécanique de moyenne série. Envoyer CV détaillé, photo et présentations sous référence 431 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre - 75017 PARIS

**ROWNTREE MACKINTOSH**

Groupes International Chocolaterie Confectionneries, Nuts, Quality Street, Kit Kat, After Eight, M&M's, Chocolate, Laitine

dans le cadre de son expansion en France crée le poste de :

**secrétaire général adjoint**

Il sera appelé à assister le Secrétaire Général dans ses différentes attributions : coordination de tous problèmes afférents aux structures juridiques des sociétés françaises du Groupe ; organisation et suivi des C.A. et A.G. ; établissement ou contrôle des différents contrats et documents à caractère juridique ; gestion des assurances et des risques ; représentation du Groupe auprès d'organismes extérieurs ; constitution et tenue du centre de documentation, etc.

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure (Lettres, Droit, Sciences Politiques), le candidat devra posséder une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue au sein d'une entreprise internationale et s'exprimer parfaitement en anglais (écrit et oral).

Lieu de travail : Marnes La Vallée, 15 km Paris de Bercy par A4.

Adresser C.V., détaillé, photo et présentations à : J. Houbert, ROWNTREE MACKINTOSH S.A., 77420 NOISIEL

**TELIC**

RECHERCHE POUR SA DELEGATION COMMERCIALE PARIS

**INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Ces futurs collaborateurs seront affectés au Service PROSPECTION COMMERCIALE PARIS.

Mission :

- Assistance à la vente près des installateurs (examen des problèmes particuliers, établissement des devis, participation aux négociations avec les clients, aspects techniques, argumentaires, etc.).
- Prospection commerciale (diffusion des informations sur les produits, détection des affaires potentielles, contact direct et négociations avec les Administrations et grands organismes).

Profil :

Les candidats devront justifier :

- d'une expérience réelle dans le domaine des négociations commerciales pour des systèmes de haute technologie ;
- d'une bonne connaissance technique du matériel téléphonique ou de la mini-informatique ou par-informatique ;
- d'un esprit de synthèse (évolution de leur secteur).

Adr. C.V., prêt. + photo à TELIC S.A., Délégation Commerciale Paris, 88, av. Daumesnil, 75012 PARIS.

**FILIALE FRANÇAISE D'UNE AFFAIRE ALLEMANDE**

recherche

pour augmenter sa force de vente en France

**TECHNICO-COMMERCIAL**

dynamique, ambitieux et décidé à implanter une nouvelle marque dans son marché.

Pour la vente dans les collectivités, le secteur hospitalier, paramédical et extra-hospitalier d'une gamme de pansements spéciaux internationalement connus.

Des connaissances du milieu hospitalier et médical sont indispensables.

Un stage de formation en R.F.A. est assuré.

Rémunération fixe FF 4.000 + prime objectif + commissions + remboursement de frais.

Notre maison mère en R.F.A. est un des 3 fabricants de pansements les plus importants en Europe, par ailleurs connu également pour ses produits non tissés et rubans adhésifs.

Ecr. avec C.V., photo, s/réf. 732.593 M, à REGIE-PRESSER, 83 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

**JEUNE CHEF de PROJET INFORMATIQUE**

Service Informatique (PARIS)

d'un Grand Groupe Chimique Français dispose d'un 370/158/OS - VS 1 et travail avec IMS

recherche

**INGÉNIEUR** Grandes Ecoles de préférence ayant acquis 2 ou 3 ans une première expérience informatique dans un environnement grand système ou à défaut Ingénieur débutant.

2 postes de

**CHEFS PROJETS** sont proposés :

- 1) à dominante fonctionnelle, application d'aide au contrôle du crédit clientèle.
- 2) à dominante technique, développement d'une application commerciale sous IMS.

Ecrire à 48.430, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

**DSM France**

Filiale « trading » d'un groupe chimique européen 40 personnes exploitées recherche

**UN CREDIT-MANAGER JUNIOR**

25 ans minimum

3 à 5 années d'expérience du crédit aux entreprises. Répondra à la direction financière qui l'assistera.

Profil du poste :

- Analyser et évaluer la situation financière des clients (sur dossiers et par contacts directs).
- Appréhender le risque financier et définir les lignes de crédit à accorder.
- Gérer et suivre le portefeuille de clientèle en ce qui concerne les encours qu'il aura définis.
- Organiser les procédures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis ci-dessus.
- Instruire les éventuels contentieux.
- Se tenir au courant de toute négociation nécessaire avec les clients.

Profil du candidat :

- Connaissances comptables, juridiques, économiques et bancaires précises (BCEC, BTE, IUT, ...).
- Aptitude à la négociation.
- Esprit commercial.
- Savoir s'organiser, créer, et prendre des initiatives responsables.
- Connaissance de l'anglais appréciée.

Evolution sur 2 à 3 ans au poste de crédit manager senior pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et présentations à Mme ALGERE Marie-Béatrice, Sté DSM France, 5, rue Louis-Lefèvre - 92123 MONTROUGE.

**SOURIAU**

DIVISION AUTOMOBILE

recherche dans le cadre de son expansion

**2 COLLABORATEURS EXPERIMENTES DANS LE DOMAINE DE L'EXPORT**

Réf. n° 1 :

**UN SÉDENTAIRE EXPORT**

RESPONSABLE :

- du suivi de l'action des vendeurs ;
- de la coordination des politiques de marketing ;
- de l'exploitation des rapports de visites des vendeurs ;
- de la prospection.

ANGLAIS FORTEMENT APPRIS.

Réf. n° 2 :

**UN RESPONSABLE DE ZONE**

CHARGE :

- de l'animation d'un réseau de ventes ;
- de la prospection et du suivi des clients.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. C.V. manuscrit, prêt., photo en précisant la référence à SOURIAU, 11, rue Gallieni, 92100 BOULOGNE.

**SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES**

Banlieue SUD-EST, recherche

**RESPONSABLE grand projet ou INGÉNIEUR D'AFFAIRES**

INGÉNIEUR Grande Ecole, expérience minimum de 5 ans et connaissances des matériels embarqués de haute technologie.

Il est responsable de la coordination et du suivi du développement d'équipements spatiaux embarqués de haute technologie.

Les techniques mises en œuvre relèvent de l'électronique logique et analogique, de l'optique et de la mécanique.

Les projets sont à traiter au niveau système.

Adresser C.V. et photo à 48.126, Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE**

recherche pour PARIS

**ASSISTANT (E) DU CHEF DU PERSONNEL**

LE POSTE :

- gestion du personnel (1.200 personnes) ;
- liaisons comptables et informatiques ;
- études diverses ;
- participation à formation continue.

LE (LA) CANDIDAT (E) :

- bonne formation, Droit du travail, Relations humaines ;
- expérience 2 à 5 ans dans Service du Personnel avec gestion et législation sociale.

POSTE LIBRE IMMÉDIATEMENT.

Ecrire avec photo, présentations et C.V. détaillé à : M. MAPPEL, B.P. 200, 75026 Paris Cedex 11.

**Filiale Société Américaine**

Produits de Grande Consommation - nouvellement implantée en FRANCE recherche son

**coordinateur ventes et marketing**

Le candidat devra avoir parfaitement maîtrisé l'anglais commercial, devra justifier d'une expérience dans cette activité sur le terrain en particulier : activité promotionnelle, encadrement, etc.

Être âgé de 27 ans minimum.

Le poste est basé à PARIS et comporte de nombreux déplacements en Province.

Il sera responsable de la coordination et de l'animation de nos distributeurs.

Excellentes possibilités d'avancement.

Le salaire est de l'ordre de 90 000 F.

Ecrire sous N° 60567 HAVAS CONTACT 186 Bd Haussmann 75008 Paris.

POUR UNE ENTREPRISE Spécialisée PRÉFABRIQUES MÉTALLIQUES à un très haut degré de performance

**NOUS RECHERCHONS UN HOMME DE CONCEPTION**

**CE RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE D'UN BUREAU D'ÉTUDE**

FORMATION INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT

devra mettre au point les produits, suivre les prototypes et les essais en laboratoire. Une polyvalence d'aptitudes est recherchée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo (ret.) et présentations sous réf. n° 1.217 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17, rue des acacias - Paris 17°

**FABRICANT ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILE PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST PARIS**

recherche

**INGÉNIEUR LIAISON CONSTRUCTEURS**

Formation A.M. ou équivalent, Expérience milieu constructeurs automobile appréciée.

Ce cadre sera responsable des relations étroites avec les services études et achats des constructeurs.

Déplacements courts durée France et étranger.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, présentations sous n° 23456 B

17, rue du Docteur Leduc 94350 VINCENNES sur Seine

Important Groupe de Bâtiment et de Travaux Publics de taille internationale recherche

**cadre administratif**

Il sera responsable de la gestion du 1% (logements et prêts) - choix des objectifs et des organismes, en liaison avec la Direction Générale - gestion et contrôle de l'utilisation des fonds.

Ce poste implique le goût des contacts (relations avec le personnel et avec les organismes collecteurs, animation des commissions).

L'expérience d'un poste similaire en Entreprise est indispensable.

Pour un premier contact, adressez CV manuscrit à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 sous référence 48.232 qui transmettra.

**LEADER DE L'EMBALLAGE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ**

recherche pour sa Direction générale

**DIRECTEUR MARKETING-EMBALLAGE**

ayant une expérience emballage

Il sera principalement chargé de :

- Suivre l'évolution des marchés et des techniques ;
- Proposer une politique nationale ;
- Animer et contrôler l'application de la politique ;
- Suivre personnellement les affaires nationales.

Adresser candidature avec C.V., photo à : TSOBOUX-BARRIER 55, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS.

**IMPORTANTE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION**

recherche pour Siège PARIS

**CHEF DU SERVICE JURIDIQUE**

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier

IL AURA EN CHARGE :

- l'ensemble des problèmes administratifs, juridiques et de propriété foncière, en particulier préparation des conventions et accords ;
- connaissance des contrats internationaux ;
- rédaction des documents de relations ;
- suivi des expertises et affaires judiciaires, et rôle de conseil.

Longue expérience dans T.P. ou construction et pratique de l'anglais exigée.

Adr. C.V. dat. avec photo et prêt. à n° 48.094, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. n.

**nucléaire ingénieur-projet**

De formation Arts & Métiers ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans l'industrie de grandes installations (pétrochimie, sidérurgie ou mieux encore nucléaire) dans le domaine des fluides.

Cette expérience vous a permis d'acquies de solides connaissances des équipements tels qu'échangeurs, réservoirs, pompes, tubulures.

Nous vous confierons la coordination technique des systèmes et équipements auxiliaires d'un flot nucléaire.

Ce poste vous est proposé par une puissante Société d'ingénierie.

Vous serez intégré à une équipe projet, travaillant à l'exportation.

Cela implique une bonne maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Paris avec déplacements de courte durée à l'étranger.

Adresser C.V., photo et présentations s/réf 5750 à : P.L.CHAU S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.





REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi demandes d'emploi

CADRE SUPÉRIEUR, 38 ans

Spécialiste VENTE et ABONNEMENTS  
Disponible pour poste à responsabilité commerciale  
ou de gestion dans  
la PRESSE  
en région parisienne.

Ecrire n° 6531 à "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

CADRE 44 ANS AYANT assumé responsabilités

ATTACHÉE DIRECTION COMMERCIALE  
pour dirigé SERVICE PUBLICITE - PROMOTION  
MARQUE CONTEXTE

Formation et expérience commerciale direction,  
B.T.S. Publicité 77 - Anglais courant, espagnol l.  
recherche Société susceptible utiliser tout ou  
partie des qualifications.

Ecr. Mme GALEY, 37, rue de la Plaine, 75020 Paris.

CADRE TECHNIQUE et COMMERCIAL

30 ans. Expérience électro-technique (engineering  
et électronique) et électronique (S.T. d'import-export)  
Directeur adjoint dans cette dernière société.  
Tous bons notions d'Anglais (voyage USA et UK).

Recherche poste à responsabilité  
dans P.M.E. Paris ou banlieue Est.  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

CADRE SUPÉRIEUR

50 ans, licencié droit, I.C.G., I.S.A.  
Anglais et italien courants  
20 ans expérience bancaire approfondie

Pratique : Direction et gestion d'entreprises,  
Finances, Comptabilité, Trésorerie, Juridique,  
Droit des sociétés, etc.

Cherche : Direction générale, Direction financière  
ou administrative, Secrétariat général.  
Libre rapidement.

Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

JEUNE FEMME, 36 ans

Licence d'anglais, D.U.T., comptabilité, finances,  
anglais, anglais commercial, anglais courant  
et analytique, informatique de gestion, secrétariat  
de direction, administration, gestion, etc.

Cherche poste stable à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

JEUNE CADRE F.

Dynamique, grande expérience négociations  
internationales et collectives.  
- ANGLAIS - ALLEMAND.

Recherche poste DIRECTION SERVICE EXPORT  
ou similaire à développer ou à créer.  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

NATIONALITÉ SYRIENNE - ÉTABLI AU LIBAN

COMMERÇANT, 47 ans

dynamique technico-commercial 10 ans exp. banc.  
20 ans expérience textiles et matières  
Quadrilles, tissés, tricotés, etc.

Cherche SITUATION EN FRANCE  
Voyager délégué commercial pour M.O. et T.T.  
Nombres contacts, sérieux, etc.

Libre fin juin  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

ASSISTANTE DE DIRECTION

5 ans de références références  
COMMERCIAL, GESTION, PRO-  
DUCTION, etc. des réseaux, etc.

Cherche poste à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

INGÉNIEUR

Systèmes électroniques  
SUP. ELEC. 34 ANS  
20 ans expérience commerciale

Responsable projet  
Etudié toutes propositions.  
Ecr. n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

32 ans d'expérience E.D.C.  
(GESTION, DIRECTION, PRO-  
DUCTION, etc. des réseaux, etc.)

Cherche poste à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

INGÉNIEUR

20 ans d'expérience E.D.C.  
(GESTION, DIRECTION, PRO-  
DUCTION, etc. des réseaux, etc.)

Cherche poste à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

INDUS. ALIMENTAIRE

20 ans d'expérience E.D.C.  
(GESTION, DIRECTION, PRO-  
DUCTION, etc. des réseaux, etc.)

Cherche poste à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

INGÉNIEUR CIVIL

20 ans d'expérience E.D.C.  
(GESTION, DIRECTION, PRO-  
DUCTION, etc. des réseaux, etc.)

Cherche poste à responsabilité  
dans la région parisienne (sauf Nord).  
Ecrire n° 2.029.34, "Le Monde" à Publi-  
té, 5, rue des Italiens - PARIS-9<sup>e</sup>.

L'immobilier

appartements vente

Paris

Rive droite

PROPRIÉTAIRE VEND

SUR JARDIN

Splendide DUPLEX 130 m<sup>2</sup>  
environ et 2 P.C.E. dans HOTEL  
PARY, du XIX<sup>e</sup> siècle, grand  
style, décoration de luxe.

Me voir MERCY, 14 h. 30/17 h.  
15, rue de l'AMIRAL DUBOUCHÉ.

DIRECTEMENT S/PARC

MONCEAU

DANS PRESTIGIEUX  
HOTEL PARTICULIER  
1) DUPLEX 130m<sup>2</sup>  
avec terrasse  
2) APPS 55m<sup>2</sup>  
Vie directe par Paire  
Pour renseignements et  
visite - Tél. 754-25-35

R. DE PRONY 145 m<sup>2</sup>  
Double  
chambre, 10 ch. et 4 b.  
Asc. - Soliel - Bon plan. Excl.  
D. BOURGEOIS - 257-18

MONCEAU 71 ch  
1er et 2<sup>e</sup> ét. Cave, ch. et b.  
Poss. louer 1000 F. par  
850-000 F. Crédit - 257-34

MARAI STUDIO 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS

Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

PROPRIÉTAIRE VEND

SUR JARDIN

Splendide DUPLEX 130 m<sup>2</sup>  
environ et 2 P.C.E. dans HOTEL  
PARY, du XIX<sup>e</sup> siècle, grand  
style, décoration de luxe.

Me voir MERCY, 14 h. 30/17 h.  
15, rue de l'AMIRAL DUBOUCHÉ.

DIRECTEMENT S/PARC

MONCEAU

DANS PRESTIGIEUX  
HOTEL PARTICULIER  
1) DUPLEX 130m<sup>2</sup>  
avec terrasse  
2) APPS 55m<sup>2</sup>  
Vie directe par Paire  
Pour renseignements et  
visite - Tél. 754-25-35

R. DE PRONY 145 m<sup>2</sup>  
Double  
chambre, 10 ch. et 4 b.  
Asc. - Soliel - Bon plan. Excl.  
D. BOURGEOIS - 257-18

MONCEAU 71 ch  
1er et 2<sup>e</sup> ét. Cave, ch. et b.  
Poss. louer 1000 F. par  
850-000 F. Crédit - 257-34

MARAI STUDIO 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

35, rue des Tournelles  
Rénovation de grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

BOULAINVILLIERS  
Déle d'ap. 3 p. et 1 b.  
100 m<sup>2</sup> de terrain, 950-000 F.  
Parking compris. Tél. 257-18-00

16<sup>e</sup> - 330 m<sup>2</sup> divisions en  
appartement, 1000 F. par  
libre. 1.700.000 F. - 759-06-02

12<sup>e</sup> Gd stand. Appart. 97 m<sup>2</sup>  
+ loggia 9 m<sup>2</sup>, cuis. équip.  
2 salles de bain, w.c. 1000 F.

soit-sol. - Vue imprenable.  
Cuis. équipée, 1000 F. par  
MUETTTE - 175 m<sup>2</sup> Vaste récep-  
tion, 3 chambres, 2 bains, cuisine,  
2 ch. de bain, 1000 F. par

WAGRAM - Vrai 3 P.C.E.  
cuisine et très grande qualité  
de studio au 3-4-4 p.  
en duplex, 1000 F. par  
14 h. 30/17 h. 30, même adresse  
au tél. - 359-30-85

MARAI Studio 36 m<sup>2</sup>  
Cuis. équipée, meublé, télex.

BUTTES-CHAUUMONT  
Indépendant 2 étages  
47, rue des SOLITAIRES  
2 P.C.E. LIBRE IMMÉDIATEMENT.

VIA, local 12 à 19 h.  
Rens. : 257-34

VRAI MARAI

Le Monde

# régions

## DES VILLES SOUS LE VENT DE LA CRISE

Aucune ville de France n'est épargnée par le ralentissement de l'économie, mais ses conséquences sont différentes selon la capacité de résistance de chaque région. Après Nîmes (« le Monde » du 18 janvier) et Foix (« le Monde » du 1<sup>er</sup> février), voici Blois, dont la proximité de Paris constitue à la fois une chance et un handicap.

Blois. — De la somptueuse place du Château, les touristes irascibles descendent les rues escarpées qui s'entrecroisent dans la vieille cité du bord de Loire, ville moyenne par excellence. Dans l'entée de l'hôtel, un des cinq qui sont ouverts sur des cinq « double étoile, nouvelle norme », une pancarte annonce : « Les chambres sont payables d'avance ». C'est la règle ici. Méfiance. Malchance aussi ! Au petit déjeuner (facturé 8 francs), le pain était rassis. L'atmosphère était assés de plastique comme à l'hôtel.

Ne vaut-il pas mieux changer de refuge ? Ailleurs il ne reste hélas que des chambres exiguës ou donnant de plain-pied sur le garage. Et au prix fort. Dommage car, même en hiver, on vient de loin pour admirer l'un des plus célèbres châteaux de la Loire, quelques 400 000 visiteurs, tout au long de l'année. C'est bien pour une ville de 50 000 habitants.

Mais Blois a aussi son boulevard de l'industrie, loin du château, dans la zone industrielle.

Les hangars modernes de Roto-Diesel, dont le siège social est en Grande-Bretagne, abritent la production de pompes à injection d'automobiles. C'est une des rares entreprises à dépasser les quinze cents salariés et à employer. Paradoxalement, la crise énergétique a favorisé une

forte expansion. Non loin de là, s'élèvent les ateliers de SEV-Marchal, ceux de l'imprimerie Cino del Duna, ou encore les silos de deux grandes coopératives agricoles, où l'on ne fait guère que remplacer les partants. Mais Climax-France, une firme multinationale, vient d'annoncer le transfert de son siège social et l'ouverture d'un deuxième hall de production : trois cent quatre-vingt emplois supplémentaires sont prévus pour fin 1978.

Sur la zone industrielle ouverte en 1954, les usines ont, depuis 1971, créé quelque huit mille cinq cents emplois nouveaux. Comme aime le souligner M. Pierre Sudreau, député et maire (tréf.) : « Nous avons été les premiers à annoncer, dès 1971, la crise que nous connaissons et à prendre des mesures en conséquence ». Ainsi a-t-on mis sur pied le Comité d'action économique du Loir-et-Cher (CODAC). De même, une deuxième zone industrielle, dans la périphérie de Blois, a été aménagée sur le territoire de la commune rurale de Vineuil, qui perdait ses agriculteurs mais gagna sept cents emplois.

Paris n'est qu'à deux heures de train ou d'autoroute de Blois. Plutôt que de concentrer à Blois l'essentiel de l'activité économique du département, la municipalité et le CODAC, dont l'animateur, M. Troussat, préside également la chambre de commerce et d'industrie, souhaitent depuis toujours un développement harmonieusement réparti. L'ouverture d'unités de production dans les bourgs y maintiendrait l'activité et freinerait l'exode rural dans ce département, qui aide à échapper aux entreprises immobilières de tout sauf du riz et des olives.

L'expansion industrielle de Blois, étonnante réussite en ces

## BLOIS OU LES RISQUES DE LA TRANQUILLITÉ

De notre envoyée spéciale

dernières années de crise, n'est cependant pas sans nuages. M. Troussat ne cache pas les difficultés et note que la plupart des emplois créés sur la zone industrielle sont peu qualifiés. Les sièges sociaux, par conséquent les centres de décision, ne se sont que rarement décentralisés à Blois dans la foule des usines. Enfin, à côté du courant d'activités nouvelles, mille cinq cents emplois ont disparu depuis 1971.

Deux entreprises de mécanique ont récemment fermé leurs portes. À Air-Equipement, la conversion difficile d'une partie de la production aéronautique depuis trois ans a entraîné des réductions d'horaires et d'effectifs. Chez Perrine-Guyot, une imprimerie passée depuis 1977 sous le contrôle du groupe Daniel, il ne s'agit plus de cinquante-neuf emplois dont la nouvelle direction a annoncé la suppression, mais surtout d'obtenir les reclassements nécessaires et le maintien des avantages acquis. Débrayages quotidiens, manifestation le jour où le premier ministre est venu présenter son programme.

### Drôle de ZUP...

Moins grave que dans d'autres régions, le chômage atteint dans l'arrondissement 3,6 % de la population active. Son niveau a toutefois plus que doublé en quatre ans, frappant principalement les femmes et les jeunes. Il y eut bien quelque mille cinq cents emplois dans le cadre du plan Barre. Les entreprises recrutèrent directement les jeunes gens par le biais des annonces insérées dans le journal la Nouvelle République.

Ce n'est là qu'une solution temporaire pour les bénéficiaires. D'autres occupent quelques emplois intérimaires. C'est le

seul moyen d'interrompre la durée du chômage qui s'allonge. Les mutations agricoles du Perche ou de la Sologne se poursuivent, et de la petite Beauce jusqu'aux aires de chasse privées appartenant à d'illustres propriétaires, tel l'empereur Bokassa, les prix de la terre s'envolent. Alors les jeunes ruraux émigrent vers Paris ou Blois.

Jean-Paul, vingt et un ans, est un de ceux-là, devenu mécanicien après une formation de plâtrier. Il habite au foyer de jeunes travailleurs situé dans la ZUP, cette autre ville de Blois, sans contact ou presque avec le chef-lieu du département. Peu de distractions au foyer, où les visites dans les chambres sont interdites. Pas de sorties dans la ZUP « hostile à force de vide et de béton », ni dans la centre-ville. « On aller en dehors de quelques cinémas », Jean-Paul passe sa semaine à attendre le week-end pour retourner au village natal. Drôle de ZUP... Les appartements, souvent bien agencés mais mal isolés, ont connu ces derniers temps des hautes brutes de charges locales : 30 % d'abord, puis deux ans après 80 %, pourcentage ramené à 30 % à la suite d'une protestation des comités de locataires. Depuis décembre dernier ceux-ci ont entouuré un autre cheval de bataille : la hausse de 20 % en moyenne des impôts locaux.

Dans cette nouvelle cité, les magasins sont rares et les transports en commun insuffisants. Une seule crèche collective. Les demandes d'agrandissement de nourrices se multiplient. Il y a d'ailleurs un point pour beaucoup de femmes.

Grâce aux visites ministérielles, M. Barre en décembre, Mme Veil le 8 février, Blois, la ville d'un programme, s'est mise à occuper un peu plus vite le pavé politique à la veille des élections. Conserva-t-elle sa tranquillité ?

DANIELLE ROUARD.

## Languedoc-Roussillon

### IL FAIT FROID SUR LA LOZÈRE

## DES PAUVRES DANS LA TOURMENTE

M. François Petrait, de Chastanier (Lozère), nous écrit :

Les dernières chutes de neige qui ont couvert le nord de la Lozère et une partie de l'Ardèche m'ont fait découvrir d'un coup ce que vaut un département pauvre.

Nous sommes restés cinq jours privés d'électricité et une semaine bloqués dans la neige. Nous avons manqué de bougies, de pétrole, de pain, mais ce n'était pas grave. Je suis un des seuls jeunes à habiter mon hameau et, très normalement, je me suis inquiété des vieux : à trente ans on agit mais à quatre-vingts on attend. J'étais le seul à posséder un rasoir à main et il a servi à la communauté. Il n'y avait plus de moulin à café à main : alors on a bu des tisanes. Le cinquième jour on a commencé à cuire la viande des congelateurs réchauffés et on a caillé le lait pour ne pas le jeter. Quelle horreur ! Jeter du lait alors que tant en ont besoin.

Je pense que nous n'avons pas à nous plaindre, mais j'avoue que nous avons eu peur lorsque les premiers hélicoptères que nous avions aperçus ne descendaient que pour mieux nous filmer : lorsque des avions militaires manœuvrant à haute altitude brûlaient inutilement un carburant et un argent dont nous avions besoin.

Nous étions désemparés, et l'attente qu'on nous portait

n'avait qu'un seul but : distraire le reste de la France de ses problèmes.

Que les gouvernements aient la pitié d'être discrets lorsqu'un petit bout du monde souffre et qu'aucune décision n'est prise quant à la façon de l'aider ! Nos gendarmes que nous aimons n'ont aucun véhicule capable de se déplacer sur la neige, et si l'hélicoptère résout bien des problèmes, il ne les résout pas tous. Les cinq hélicoptères basés à Mende pour la circonstance ne se sont pas déplacés parce que le plafond était trop bas.

Il faut insister auprès de nos élus-majors pour que nous ne fassions pas la guerre l'hiver sinon une retraite de plus s'ajouterait à celles que nous connaissons.

Aucune radio n'a diffusé de conseils qui nous auraient confortés, qui nous auraient fait penser que, même habitant les plateaux granitiques du département le moins peuplé de France, nous étions quand même autre chose que des curiosités que l'on photographie l'été au hasard des vacances.

Ces quinze jours vécus dans des circonstances pénibles m'ont fait penser au fait que la Lozère n'était dépeuplée que parce qu'on ne l'a peut-être pas trop à ce qu'elle se civilise...

## Provence-Alpes-Côte-d'Azur

### A LA BASE DE CUERS

## Les dirigeables sont sans abri

Il n'a pas fait le bruit, en s'écroulant, des pavillons de Baltard, mais avec lui aussi une époque a disparu. Il n'avait certes pas l'élan de la cathédrale de Chartres, mais, comme elle, on le voyait surgir de la plaine à des dizaines de kilomètres. Il laisse un vide.

Deux fois plus long que Notre-Dame, le hangar aux dirigeables de la base aéro-navale de Cuers-Pierrefeu (Var) avait été construit pour abriter un « monstre de l'air » et une aventure : le fameux *Dismude*, remis par les Allemands après la première guerre mondiale, qui battit le record mondial de tenue en l'air (109 heures) avant d'être posé au large de la Sicile avec cinquante-huit hommes à bord.

### « Le squelette d'une baleine »

On vit à Cuers d'autres monstres : en 1929 le *Grif* von Zepplin, courrier d'Amérique du Sud, vint y réparer des avaries subies au large des Baléares. Il s'y trouvait un peu comme chez lui dans la mesure où le hangar géant avait été monté avec des éléments provenant eux aussi d'Allemagne.

Restait le *Méditerranée*. Hélas ! cinq moteurs, c'était beaucoup, 210 mètres de long, c'était énorme, mais 120 km-h de croisière, c'était bien peu. Depuis mai 1971, on a vu apparaître peu à peu dans la plaine de Cuers un squelette de gigantesque baleine, puis s'entasser au sol 1 300 tonnes de

ferraille, 2 200 mètres cubes de briques et de béton, 1 300 mètres carrés de vitrage.

Au moment où disparaît ce monument aux « plus légers de l'air », on repère à nouveau des dirigeables. La pénurie d'énergie aidant, on dénombre quelque trente projets : allemands, soviétiques, américains et français. S'ils voient le jour, les « monstres » d'hier feront alors figure de nains. Des 895 000 mètres cubes de *Dismude*, on passerait à 950 000 mètres cubes pour le *Pégase* (projet C.N.R.S.), tandis qu'*Airfloat* atteindrait 1 340 000 mètres cubes pour une longueur de 400 mètres. Belles perspectives pour de nouveaux hangars. A Cuers, le dernier, le second, disparaîtra en 1980.

JEAN RAMBAUD.

### Un tunnel pour le Mercantour ou pour l'Echelle

M. Genoves, coprésident français du comité franco-italien des transporteurs routiers internationaux, nous écrit :

Nous avons appris, par votre journal, que le rapport de l'ingénieur général Levret du ministère de l'équipement avait retenu le tunnel de l'Echelle pour la liaison Piémont-Provence Côte d'Azur. Cette décision a été prise sans consulter les professionnels et sans consulter les Italiens, évidemment.

Pour faire un tunnel, il faut être deux. Or les Italiens ont

### TÉMOIGNAGE

## L'arrière-pays défiguré

Pour que l'arrière-pays de la Côte d'Azur, hélas défiguré, ne connaisse pas le même sort, les pouvoirs publics prennent de saurées mesures. C'est ainsi que le site caractéristique de la chaîne dite des « Baous », qui s'étend de la vallée du Var à celle du Loup, devra échapper aux entreprises immobilières d'envergure qui s'apprêtent à s'en emparer.

Un décret en Conseil d'Etat du 5 octobre 1976 a classé une partie de ce site. Mais cette mesure, reconnue insuffisante, ne fait pas disparaître les menaces qui pèsent sur l'autre partie de la chaîne.

L'extension du classement a, par suite, été décidée, notamment sur le territoire de la commune de Tourrette-sur-Loup, pittoresque village médiéval dominé par des remparts et des mâchecoulis certains, tel « le Caïre », mar-

quant de leurs traits encore sauvages le fond du paysage aperçu depuis la Côte. Une procédure, commencée en 1974, est en cours depuis six mois en application de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites. Il a été procédé à l'enquête réglementaire et, pendant un an, il est formellement interdit de modifier l'état des lieux et leur aspect.

Or, une opération immobilière tendait à la construction au Caïre d'une centaine de villas avec piscines : s'est dessinée et se précise à tel point qu'une violation de l'interdiction légale des travaux importants de viabilité, qui modifieraient profondément l'aspect des lieux, ont été entreprises, en toute hâte, par des particuliers, postérieurement à la décision du préfet.

Il est d'intérêt public de mettre fin de toute urgence à ces manœuvres destinées à placer l'administration devant le fait accompli. La loi lui oppose à de tels travaux, prévoit des sanctions et la remise des lieux en leur état antérieur. Il est, également, urgent de parer à ces manœuvres en faisant intervenir rapidement le décret de classement.

L'administration ne peut demeurer indifférente à ce qui se passe. Le préfet, qui a lui-même rappelé les obligations et interdictions résultant de la loi, est, au premier chef, compétent, sous la haute autorité du ministre de la culture et de l'environnement, pour la faire respecter quels que soient les intérêts privés en cause.

LOUIS PICHAT, conseiller d'Etat, Tourrette-sur-Loup.

### BIBLIOGRAPHIE

## Marseille entre les deux guerres

Les années 20, les années 30 : l'âge d'or de la cité phocéenne. Son opulence, sa prospérité, éclatant dans tous les domaines : un commerce florissant avec les colonies favorise l'essor de nombreuses compagnies de navigation dont les immeubles rivalisent de luxe et de lumière ; les goélettes et les trois-mâts se pressent dans la passe de Saint-Jean et encombrant le Vieux-Port, tandis que le « nouveau » s'efforce de grandir assez vite pour accueillir le flot grandissant des cargos et des paquebots. D'Indochine et d'Afrique noire arrivent des montagnes de produits tropicaux qui entretiennent le dynamisme industriel : sucre, cacao, arachide, sans oublier, bien sûr, le savon répété. Et un jeune inconnu s'achève l'ère la plus glorieuse de l'histoire de la ville.

De la guerre, elle sort accablée, ayant perdu du fait de l'occupation une partie d'elle-même, ce fleuron que représentait le quartier du Panier. Ce n'est que le début d'une agonie qui se poursuivra avec la décolonisation. Finis le savon et l'huile, tandis que son port éclaté commence à se gorgier de pétrole. Un art de vivre a vécu. Ces pages-là, Bazal et Baudelaire n'ont pas eu le cœur de les écrire. Ils prêtent nous offrir un beau livre d'images, un passionnant et poignant livre d'histoire.

JAMES SARAZIN.

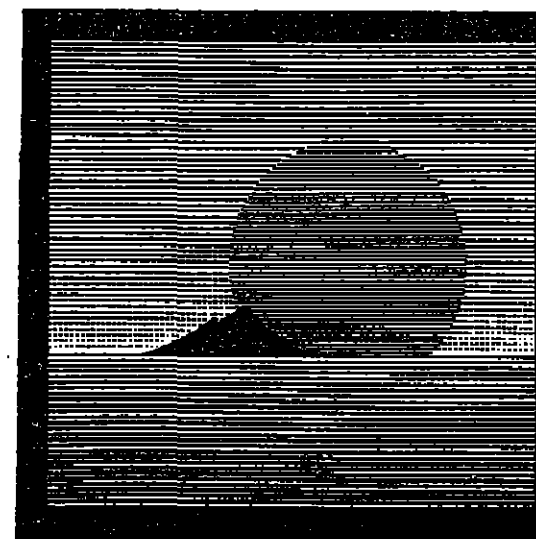
Marseille entre les deux guerres, par Jean Bazal et Marcel Baudelaire ; éditions du Quatre-Septembre, 30, rue Marengo, 33000 Grenoble ; 270 pages, 192 F.

scènes d'un passé révolu mais qui réchauffe le cœur. Journaliste, auteur de nombreux ouvrages sur sa région, Jean Bazal, à travers un texte fort documenté, plein de passion et de sensibilité, recrée admirablement le climat pittoresque de l'époque.

Tout s'achève sous le soleil de l'été 39 quand des milliers de conscrits et de rappelés gravissent le monumental escalier de la gare Saint-Charles pour s'enterrer dans les plaines du Nord et dans les bunkers de Moselle. Marseille a toujours son port, son quartier réservé, ses César truculents derrière leurs comptoirs et ses marchandes de poissons criardes, mais elle a déjà perdu son âme. Dans l'insouciance, et la soif de plaisirs qui caractérisent les royaumes décadents s'achève l'ère la plus glorieuse de l'histoire de la ville. De la guerre, elle sort accablée, ayant perdu du fait de l'occupation une partie d'elle-même, ce fleuron que représentait le quartier du Panier. Ce n'est que le début d'une agonie qui se poursuivra avec la décolonisation. Finis le savon et l'huile, tandis que son port éclaté commence à se gorgier de pétrole. Un art de vivre a vécu. Ces pages-là, Bazal et Baudelaire n'ont pas eu le cœur de les écrire. Ils prêtent nous offrir un beau livre d'images, un passionnant et poignant livre d'histoire.

JAMES SARAZIN.

Marseille entre les deux guerres, par Jean Bazal et Marcel Baudelaire ; éditions du Quatre-Septembre, 30, rue Marengo, 33000 Grenoble ; 270 pages, 192 F.



Rêvez de vacances...

## La 3<sup>e</sup> SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS

PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme  
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F  
(soit 11 h 20 m)

Attention !

NOCTURNES jusqu'à 22 h  
les vendredis 10 et 17 février

مكتبة الأمل

Le Monde

LA GR

certaine reprise de

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR

LA GR









## TRANSPORTS

Une communication du président de la R.A.T.P.

### Trois voies nouvelles pour les transports urbains

M. Roger Bellin, président du conseil d'administration de la R.A.T.P., a examiné, lundi 6 février, devant l'Académie des sciences morales et politiques, la question des transports urbains dans le monde d'aujourd'hui.

Après avoir énuméré les raisons qui expliquent la renouveau, depuis 1960, et le développement spectaculaire des transports collectifs dans les grandes agglomérations et leur banlieue, l'orateur a indiqué les trois directions dans lesquelles s'inscrit leur évolution :

1) Recherche des techniques nouvelles : personnalisation du transport (petits autobus à la demande, petits véhicules automobiles sur infrastructure épi-

dale, mais ce sont des techniques coûteuses) ; trottoirs roulants, actuellement trop lents, mais qui, dans l'avenir, pourraient être accélérés.

2) Renforcement de l'unité et de la cohésion des transports urbains : cette tendance est générale dans les grandes agglomérations où coexistent plusieurs moyens de transport exploités par des entreprises différentes et relevant souvent d'autorités publiques diverses.

3) Accroissement de la participation des fonds publics : l'importance de l'enjeu justifie l'effort financier demandé à la collectivité, bien qu'il en résulte une charge qui pèse lourdement sur les budgets des Etats et des municipalités. — J.-M. D.

## ENVIRONNEMENT

### LA PRÉVENTION DES MARÉES NOIRES

#### Faut-il équiper les pétroliers de double coque ?

Londres (A.F.P.). — La conférence maritime internationale de l'IMCO (Intergovernmental Maritime Consultative Organisation), qui s'est ouverte lundi 6 février à Londres, sera marquée par un affrontement, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis à propos de la conception des pétroliers géants, indiquée-t-on dans les milieux maritimes spécialisés.

Les experts américains doivent présenter les propositions du président Carter pour diminuer les risques de pollution pétrolière, notamment en cas de collision ou d'échouage. Les projets américains concernent tous les bateaux de plus de 30 000 tonnes, c'est-à-dire la très grande majorité des pétroliers.

L'administration Carter demande que les tankers soient équipés d'une double coque. La solidité de la coque serait ainsi renforcée, et, en cas d'échouage, les risques de perforation des cuves seraient moindres.

L'autre modification proposée consiste à adopter un système de séparation des cuves (ballasts séparés). Les réservoirs servant à l'estivage du pétrole et ceux servant à l'estivage de l'eau de mer seraient ainsi séparés.

Les Britanniques, soutenus par la plupart des principales nations maritimes, s'opposent à ces projets, essentiellement pour des raisons financières.

### L'ÉTAT FREINE LES ACQUISITIONS FONCIÈRES DE LA FONDATION SOLOGNE

Orléans. — De nouvelles difficultés remettent en question l'ouverture de la Fondation Sologne. Au cours d'une réunion le 26 janvier à la Ferté-Saint-Aubin (Loiret), les responsables de la fondation ont annoncé que la cession du domaine de Saint-Maurice, à Lamotte-Beuvron (Loiret-et-Cher), était retardée. Ce domaine, propriété de l'Etat, avait été mis à la disposition de la fondation 400 hectares. L'administration des Domaines s'oppose pour l'instant à cette transaction.

Le conseil régional du Centre que préside M. Pierre Sudreau, a apporté une contribution financière importante à cette fondation, dont le but est d'acquiescer, pour les aménager et les ouvrir aux promeneurs, plusieurs domaines dans une région où la

nature, en de multiples endroits, a été conquise par les chasseurs et les résidents secondaires.

Deux cent trente hectares seulement ont été jusqu'ici acquis par la fondation, au domaine du Ciran, sur le territoire de la commune de Meuseux-en-Villette (Loiret). En raison de sa richesse écologique, cette propriété devait constituer en priorité une réserve fréquentée par les chercheurs et les classes de nature (Le Monde du 9 juillet 1977).

Les responsables de la fondation, qui ne peuvent pas compter, pour l'instant, sur la propriété de Saint-Maurice, se voient contraints d'ouvrir le domaine du Ciran au grand public : un circuit pédestre de 4 kilomètres y sera aménagé et proposé aux promeneurs au début de l'été prochain, moyennant un droit d'entrée.

### A PROPOS DE...

#### EXPERIENCE EN BANLIEUE PARISIENNE

### « Mon » bus arrive

Les villes de banlieue sont souvent mal desservies par les transports en commun. Seuls les axes importants de circulation sont souvent utilisés. Trois communes des Yvelines (Conflans-Sainte-Honorine, Andresy et Maurecourt) ont réagi et se sont regroupées pour créer un service de « busphone » ou « bus à la demande ».

Le principe du busphone est simple : des minibus, de quinze à vingt places, dotés d'un équipement radio, prennent en charge les usagers sur simple appel téléphonique et les conduisent à la destination désirée. Les appels sont reçus à un central et transmis au bus le mieux placé pour satisfaire la demande (il se détournera parfois de son itinéraire). L'attente ne peut excéder vingt minutes. Près de cent points de ralliement existent sur le territoire. Trois véhicules sur un parc de cinq circulent actuellement. La gestion de cette réalisation est assurée par un syndicat intercommunal.

Le prix de la course est déterminé suivant la fréquence d'utilisation : de la simple course à 5 F à l'abonnement qui paiera 2 F parce qu'il effectuera au moins dix voyages par semaine. Qui emprunte le busphone ? Les personnes âgées qui se rendent dans le centre du marché, dans les magasins ou les administrations ; les gens chargés de coller leurs journaux et encombrants ; les enfants qui vont à l'école, à la piscine ou au stade. Bien d'autres encore, et notamment les handicapés. Pour eux, certains bus sont spécialement aménagés.

« Favoriser les relations par l'automobile des moyens de transport concourt au développement de la vie associative et collective, rompt l'isolement de certains, encourage à sortir de chez soi pour rencontrer les autres », souligne M. Michel Rocard, maire socialiste de Conflans-Sainte-Honorine, lors de l'inauguration du service.

Autre expérience à Nogent-sur-Meuse, où a été mise en place un service intra-muros de deux minibus qui desservent les quartiers périphériques éloignés des principaux centres d'intérêt de la ville (mairie, marchés, centre nautique, pavillon Baltard...). La ville et la R.A.T.P. viennent de signer un contrat d'exploitation pour une durée d'un an.

### BRANIFF INTERNATIONAL INTERESSEE PAR CONCORDE

New-York (A.F.P.). — La compagnie aérienne américaine Braniff International a eu des

« discussions préliminaires » avec British Airways en vue de mettre en service Concorde entre New-York et Panama, a indiqué un porte-parole de Braniff. Les négociations proprement dites avec la compagnie aérienne britannique commenceront dans quelques mois, a-t-il indiqué. Braniff dessert à l'heure actuelle la ligne New-York-Panama en DC-8. Ce vol, qui dure cinq heures, n'en prendrait que trois en Concorde. Si le projet aboutit, Braniff pourrait par la suite prolonger la ligne Concorde de Panama jusqu'à Lima et Santiago du Chili.

● Une nouvelle aéroport à Beauvais. — Près de 10 millions de francs vont être investis en 1978 dans l'équipement de l'aéroport de Beauvais-Tillé (Oise). Afin de le doter d'une nouvelle aéroport et de 6 000 mètres carrés d'entrepôts supplémentaires. La fermeture au trafic international, en mars 1977, de l'aéroport du Bourget a été à l'origine de la forte augmentation commerciale de la région Picardie. Ce sont surtout les transporteurs à la demande qui ont été attirés à Beauvais-Tillé. — (Corresp.)

● Des premières classes sur les avions soviétiques. — La compagnie soviétique Aeroflot vient de créer des « premières classes » sur des lignes intérieures, moyennant un supplément de 20 %. Pour ce prix, les passagers auront droit à un menu gastronomique et n'auront plus à faire queue avant d'embarquer dans l'avion ou pour reprendre leurs valises.

### Le Monde

Service des Abonnements  
1 rue des Yvelines  
92011 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 5091-23

#### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE D.O.M. - E.O.M.  
12 F 24 F 36 F 48 F

TOUTS PAYS EXTERIEURS  
PAR VOIE NORMALE  
24 F 36 F 48 F 60 F

FRANCE  
(par messagerie)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
12 F 24 F 36 F 48 F

II - TUNISIE  
12 F 24 F 36 F 48 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou leurs ayants droit doivent adresser à l'éditeur une demande écrite, accompagnée de la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

Les abonnés qui ont des difficultés à régler leurs abonnements sont priés de s'adresser à l'éditeur.

## Le Marché L'étendue du Marché Les ouvertures du Marché Les relations inter-marché Une vue mondiale du Marché Hanovre, 19-27 Avril 78

"Information totale"  
... grâce à ERT - un système électronique d'informations pour les visiteurs, dont les terminaux sont désormais installés en tous points de la Foire.

Des connaissances  
nouvelles nulle part,  
aussi proches

- Profitez de l'offre actuelle que vous propose la Foire de Hanovre 78. Pour préparer efficacement votre visite, vous pouvez dès maintenant demander :
- ☐ le Programme de la Foire et vous renseignerez sur le domaine particulier qui vous intéresse.
  - ☐ Groupement 78: Energie - sources, conversion, distribution
  - ☐ Centre de l'équipement de bureau et de l'informatic (CeBIT)
  - ☐ Recherche et technologie
  - ☐ Aéronautique (froid, climatisation, séchage et dessiccation, dépoussiérage, économie d'énergie)
  - ☐ Traitement des surfaces
  - ☐ Outillage
  - ☐ Transmissions électriques
  - ☐ Alimentation en énergie électrique
  - ☐ Télécommunications
  - ☐ Technique de mesure, de contrôle et d'automatisation
  - ☐ Composants et ensembles électroniques
  - ☐ Installations électriques
  - ☐ Technique de l'éclairage électrique
  - ☐ Electro-acoustique (électronique des loisirs)
  - ☐ Procédés de traitement et d'usinage pour l'électrotechnique
  - ☐ Fer et acier, métaux non-ferreux
  - ☐ Salon de la Sous-traitance (pièces profilées et façonnées, blocs et unités de montage, prestations de service)
  - ☐ Transport et circulation
  - ☐ Enlèvement, destruction et utilisation de déchets, technique du nettoyage, l'entretien d'immeubles
  - ☐ Machines de construction, machines pour matériaux de construction
  - ☐ Techniques et fournitures du bâtiment
  - ☐ Objets et produits publicitaires
  - ☐ Porcelaine, céramique, verrerie, bijouterie, horlogerie, argenterie, cadeaux
  - ☐ Promotion économique et implantation d'industries

Veillez cocher les cases correspondantes et adresser à :  
Cie. Commerciale, Continentale S.A., Représentation Officielle de la  
Deutsche Messe- und Ausstellungs-AG, 16, Rue Vézelay, 75008 Paris,  
tél. 987.95.39/387.51.72, télex 210311 public 577

Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

HM 478-F  
**Foire de Hanovre 78**  
Mercredi 19 Avril -  
Jeudi 27 Avril

# ÉTRANGER

## LES MESURES DE SAUVEGARDE DANS L'ACCORD C.E.E.-CHINE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — L'accord commercial C.E.E.-Chine, par lequel le Comité des ministres de l'Union européenne a autorisé la Chine à augmenter ses importations de produits agricoles, a été signé à Bruxelles le 5 février 1978. L'accord, qui est le résultat de longues négociations, a été signé par les représentants des deux parties.

Cette concession faite par les Chinois est formulée ainsi dans le paragraphe 2 de l'article 5 de l'accord : « Dans le cas exceptionnel où la situation ne permettrait pas de satisfaire les besoins de la Chine, chaque partie contractante peut prendre des mesures temporaires de sauvegarde unilatérales. »

● Accord entre la C.E.E. et les îles Féroé. — Les îles Féroé, qui ont obtenu le statut de territoire d'outre-mer, ont obtenu de la Commission européenne un accord de principe sur les droits de pêche en 1976. Si cet accord est confirmé mercredi 8 février par le Parlement des îles Féroé, les chalutiers de la C.E.E., qui en étaient évincés depuis le 1<sup>er</sup> janvier, pourront reprendre, dès la fin de la semaine, le chemin des eaux féroïennes. Cet accord est vital pour les pêcheurs de Boulogne et de Lorient. — (Corresp.)

## En Finlande

### La récession améliore la balance commerciale et aggrave le chômage

De notre correspondant

Helsinki. — La balance commerciale de la Finlande a enregistré, en 1977, et pour la première fois en dix ans, un léger excédent de 230 millions de marks (1). Le déficit avait été de 4,1 milliards de marks en 1976 et de 7,8 milliards en 1975. De son côté, la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit de 0,7 milliard de marks contre 4,5 milliards de marks en 1976 et 8 milliards en 1975.

L'excédent commercial traduit à la fois une amélioration sensible en valeur (+ 26 %) des exportations et une diminution de 7 % du volume des importations (+ 8 % en valeur). Cette baisse, qui était déjà de 4 % en 1976, résulte d'une forte chute de la demande aussi bien en matières premières qu'en biens d'équipement. Les entreprises fonctionnant à capacité réduite et la production industrielle ayant quelque peu diminué en 1977.

Les exportations du secteur métallurgique ont augmenté sensiblement en valeur (+ 35 % contre + 28 % en 1976). Cette

croissance est due en partie à des livraisons importantes à l'U.R.S.S. de machines et de bateaux. Au total, la métallurgie a représenté l'an dernier 36 % des exportations finlandaises. Cependant, les ventes de l'industrie papetière (30 % du total) ont augmenté en volume de 8 %, tout en restant inférieures au niveau de 1973, l'année d'avant la crise. Rien n'indique une reprise prochaine de l'activité, sauf pour l'industrie forestière. La construction navale va au-devant d'une crise grave. Le chômage est l'aspect le plus visible de l'enlèvement économique du pays. Touchant officiellement 196 400 personnes, soit 9 % de la population active.

PAUL PARANT.

(1) 1 mark finlandais = 1,20 franc.

### LA SUÈDE RENONCE AU DUMPING SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Les démarches effectuées par la commission de la C.E.E. auprès des autorités suédoises à la suite d'une plainte du gouvernement de Copenhague pour dumping (le Monde du 31 janvier) ont porté leurs fruits. La Suède a renoncé à l'exportation de matériaux de construction, qui est contrôlée par l'Etat suédois et avait été accusée de pratiquer des prix anormalement abaissés à l'exportation — ce qui menaçait les entreprises danoises — s'est inclinée et a accepté de relever ses prix pour les mettre au niveau des prix danois et britanniques.

M. Niels Anker Kofod, ancien ministre de l'Agriculture libéral, membre du Parlement européen, qui avait pris énergiquement cette affaire en main, a déclaré à l'annonce de ces résultats qu'il s'en réjouissait vivement car « ils montraient à quel point l'appartenance au Danemark à la Communauté européenne pouvait être utile et efficace ». — C. O.

## La grève des mineurs aux États-Unis

### UN ACCORD DE PRINCIPLE EST INTERVENU ENTRE LES SYNDICATS ET LE PATRONAT

Les négociations engagées entre les représentants des syndicats des mineurs de l'United Mine Workers et ceux du patronat pour tenter de mettre fin au mouvement de grève qui paralyse les bassins des Appalaches depuis le 8 décembre ont abouti à un accord de principe qui sera soumis à la base.

Le patronat a fait d'importantes concessions concernant les salaires — une augmentation de 37 % est prévue — et les avantages sociaux. De leur côté les syndicats ont accepté de renoncer à un point capital : celui des grèves sauvages qui ont affecté à maintes reprises les mines de l'est des États-Unis.

Cette question étant considérée comme essentielle par les mineurs qui n'entendent pas voir remettre en cause le droit de grève, certains observateurs se demandent si cet accord de principe sera ratifié par la base.

En toute hypothèse, le processus de ratification devra prendre un délai de jours. Dans ces conditions les approvisionnements dans les régions les plus touchées (Ohio, Pennsylvanie) ne pourraient reprendre leur cours normal avant deux semaines. — (Agefi.)

### LES VOITURES ÉTRANGÈRES SONT MEILLEURES QUE LES NOTRES estiment les Américains

Detroit (U.P.). — La plupart des automobilistes américains pensent que les voitures étrangères sont mieux construites, consomment moins d'essence et sont plus durables que les voitures « made in U.S.A. ». Ils estiment cependant que les modèles américains sont plus faciles à entretenir et qu'ils se déprécient moins vite.

Tel est le résultat d'un sondage effectué par l'Association des fabricants de moteurs et équipements automobiles. M. William Raftery, président de cette association, conclut qu'il faut tirer la sonnette d'alarme car, à moins d'une reconversion radicale des conceptions américaines, « les petites voitures étrangères s'empareront de 45 % du marché des voitures nouvelles au cours des prochaines années ».

● Les commandes nouvelles de l'industrie américaine ont augmenté de 4 % en décembre, après avoir diminué de 0,4 % en novembre, pour atteindre 120,77 milliards de dollars. Pour l'ensemble de 1977, ces commandes ont progressé de 13,8 % par rapport à 1976. — (Agefi.)

● La diminution du chômage aux États-Unis s'est confirmée en janvier. Le taux est revenu de 6,4 % à 6,3 % de la population active, après avoir fluctué autour de 7 % pendant les mois précédents. En janvier, le nombre des chômeurs est resté voisin de 6,2 millions ; mais les effectifs employés ont augmenté de 270 000 personnes pour atteindre 92,9 millions. — (A.F.P.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SETIMEG - COTONFRAN

Dans un précédent communiqué publié en décembre 1976, les conseils d'administration des sociétés COTONFRAN S.A. (Société cotonnière française) et SETIMEG S.A. (Société d'études, de travaux et de gestion) avaient fait part du projet de fusion-absorption de COTONFRAN par SETIMEG.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de COTONFRAN, réunie le 30 septembre 1977 à Ndjaména (République du Tchad), a décidé la dissolution anticipée de la société et approuvé le projet d'apport-fusion de celle-ci avec SETIMEG.

De son côté, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SETIMEG, dans sa séance du 29 décembre 1977, a approuvé le projet d'apport-fusion et son avenant modificatif des 19 juillet et 22 septembre 1977 portant absorption de COTONFRAN par SETIMEG.

Toutefois, cette assemblée générale extraordinaire a, en outre, décidé de procéder à la fusion-absorption renoncement des filiales et sous-filiales de COTONFRAN qui détenaient elles-mêmes des actions de SETIMEG, soit de COTONFRAN.

Ces opérations seront soumises aux actionnaires de SETIMEG lors d'une assemblée générale extraordinaire prévue dans le courant du deuxième trimestre.

Compte tenu des répercussions que ces opérations auront sur le montant définitif du capital de SETIMEG, il a été prévu de différer jusqu'à l'achèvement de ces opérations, et au plus tard à la fin du premier semestre 1978, l'échange matériel des titres au porteur de COTONFRAN contre ceux de SETIMEG.

En attendant, les actions de COTONFRAN resteront négociables à la cote officielle.

### CRÉDITEL

Dans une lettre aux actionnaires, le président M. Chatelet, a notamment déclaré :

« Au cours de notre dernière assemblée générale, je vous avais présenté les grandes lignes de l'accord conclu avec l'administration des P.T.T. sur les opérations à engager au titre de la signature au début de 1978 d'un protocole portant sur 250 millions de francs de nouveaux contrats. Il m'est agréable de souligner que sur ce montant, 200 millions seront couverts par fonds propres d'antimontement, ce qui assure pour plusieurs années et dans des conditions satisfaisantes le réajustement de la mortu du capital de la société. »

Ces nouvelles opérations étaient engagées en totalité à la fin du dernier exercice, ce qui porte à 2 700 millions de francs le total des engagements cumulés de votre société.

Le chiffre d'affaires réalisé durant les onze premiers mois a atteint 282,7 millions de francs, soit une augmentation de près de 28 % par rapport à la même période de 1976. Les seuls loyers, dont la part d'apport régulier, ont représenté 249,2 millions. Cette progression de 34 % s'explique bien évidemment par le jeu de l'indexation des contrats sur fonds propres, dont l'incidence a augmenté du fait de la hausse des tarifs téléphoniques intervenus le 1<sup>er</sup> janvier 1978. Le produit de l'indexation, tel qu'il a été défini dans notre dernier rapport annuel, atteindra le montant annoncé, soit environ 27 millions de francs en 1977.

L'ensemble de ces facteurs permet d'anticiper un résultat en progression par rapport à 1976 et, par suite, un nouveau accroissement du dividende.

### FONCIER INVESTISSEMENT

À la fin décembre 1977, le capital de la société était de 1 111 500 000 F, la valeur liquidative de l'action de 273 F.

La répartition de l'actif net, qui s'élevait à cette date à 1 111 500 000 F, était la suivante : obligations françaises (53,4 %), actions françaises (44,3 %), obligations étrangères (2,9 %), actions étrangères (13,8 %), billes de mobilisation de créances hypothécaires (1 %), liquidités (4,6 %).

Le portefeuille d'actions françaises et étrangères était composé, à hauteur de 28,6 % de l'actif net, d'actions de sociétés fondées et immobilières. Les autres actions étaient réparties entre les Bicom (8,2 % de l'actif net), les établissements de crédit immobilier (12,2 % de l'actif net) et divers autres secteurs (8,1 % de l'actif net).

### SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

| Situation trimestrielle au 31 déc. 1977     | Epargne-Or | Unit-Foncier |
|---|------------|--------------|
| Capital social (en millions de francs) ..   | 445,20     | 111,49       |
| Actif net (en millions de francs) .....     | 594,71     | 154,11       |
| Nombre d'actions en circulation .....       | 2 226 378  | 557 461      |
| Répartition de l'actif net (en %) :         |            |              |
| — Liquidités et placements .....            | 4,32       | 5,74         |
| — Créances hypothécaires .....              | 4,20       | 2,38         |
| — Obligations françaises classiques .....   | 30,98      | 38,80        |
| — Obligations françaises convertibles ..... | 2,33       | 4,22         |
| — Actions françaises .....                  | 25,04      | 40,93        |
| — Valeurs étrangères .....                  | 32,55      | 18,73        |
|   | 100,00     | 100,00       |
| Valeur liquidative .....                    | F 267,13   | F 277,35     |



Reservations: 225.99.06+

Only Sud

**PARIS-LONDRES.**

**BOEING 747 SP :** Mercredi - Dimanche 11 h 00

**BOEING 747 :** Vendredi 11 h 00

**BOEING 707 :** Lundi 11 h 00

“Si vous avez de l'argent  
à placer aujourd'hui, êtes-vous sûr  
de ne pas en avoir besoin demain?”

C'est un message  
de la Caisse Nationale de l'Energie  
qui offre des bons de caisse  
toujours disponibles et remboursables.

En plus, ils sont à intérêt progressif (taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %), anonymes, donc discrets, avantageux fiscalement, et ils sont émis par un établissement public national.

Souscrivez auprès de la Caisse Nationale de l'Energie  
et de la plupart des guichets de banques.

\* Caisse Nationale de l'Energie  
pour l'équipement de la France

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|               | COURS DU JOUR   | UN MOIS          | DEUX MOIS        | SIX MOIS         |
|---------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
|               | + Bas + Haut    | Rep. + ou Dép. — | Rep. + ou Dép. — | Rep. + ou Dép. — |
| \$ U.S. ....  | 4,9400 4,9475   | + 100 + 100      | + 250 + 240      | + 350 + 1000     |
| \$ can. ....  | 4,4445 4,4458   | + 98 + 130       | + 250 + 380      | + 300 + 850      |
| Yen (100) ..  | 2,0477 2,0529   | + 100 + 140      | + 210 + 270      | + 650 + 770      |
| D.M. ....     | 2,3479 2,3537   | + 140 + 160      | + 380 + 350      | + 950 + 1000     |
| Florin ....   | 1,1946 1,1959   | + 70 + 100       | + 170 + 220      | + 610 + 720      |
| F.S. ....     | 15,1580 15,1594 | + 300 + 440      | + 750 + 1000     | + 2000 + 2500    |
| F.S. ....     | 2,5133 2,5217   | + 170 + 230      | + 480 + 600      | + 1100 + 1550    |
| L. (1 000) .. | 5,8984 5,7957   | + 380 + 210      | + 540 + 430      | + 1800 + 1150    |
| S. ....       | 9,5441 9,5455   | + 210 + 285      | + 470 + 620      | + 1470 + 1700    |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

|                | 2 1/4   | 2 1/8  | 2 3/4  | 2 7/8   | 3 1/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 3 1/2  | 3      |
|----------------|---------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|
| D.M. ....      | 2 1/4   | 2 1/8  | 2 3/4  | 2 7/8   | 3 1/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 3 1/2  | 3      |
| \$ U.S. ....   | 5 7/16  | 5 5/8  | 6 3/4  | 6 15/16 | 7 1/16 | 7 1/8  | 7 3/8  | 7 1/2  | 7 1/2  |
| Florin ....    | 5 3/16  | 5 5/8  | 6 3/4  | 6 15/16 | 7 1/16 | 7 1/8  | 7 3/8  | 7 1/2  | 7 1/2  |
| F.S. ....      | 6 15/16 | 7 1/16 | 7 1/8  | 7 3/8   | 7 1/2  | 7 3/4  | 7 1/2  | 7 1/2  | 7 1/2  |
| F.S. ....      | 1 1/8   | 1 1/8  | 1 1/8  | 1 1/8   | 1 1/8  | 1 1/8  | 1 1/8  | 1 1/8  | 1 1/8  |
| L. (1 000) ..  | 8       | 12     | 15     | 15 3/4  | 15     | 15 3/8 | 15 3/8 | 15 3/8 | 15 3/8 |
| S. ....        | 15 1/2  | 15 3/4 | 15 3/4 | 15 3/4  | 15 3/4 | 15 3/4 | 15 3/4 | 15 3/4 | 15 3/4 |
| Fr. franc. 120 | 22      | 22     | 22     | 22      | 22     | 22     | 22     | 22     | 22     |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE DU ZAIRE

### SOCIÉTÉ D'ÉTAT

# GECAMINES

## Avis d'appel d'offres international

Un avis d'appel d'offres international est lancé  
pour la fourniture de :  
**12.000 M DE VOIES FERRÉES**

### DÉTAIL DU MATÉRIEL À FOURNIR

|   |               |
|---|---------------|
| 1. Rails à 40 kg/m - longueur 12 m .....                                | 2.000 pièces  |
| 2. Traverses à bûches écorcées - longueur 2 m .....                     | 16.000 pièces |
| 3. Traverses à bûches non-écorcées - longueur 2 m .....                 | 2.000 pièces  |
| 4. Ecrous .....   | 4.000 pièces  |
| 5. Agrafes M .....  | 41.000 pièces |
| 6. Agrafes N .....  | 41.000 pièces |
| 7. Boulons d'écrous .....   | 8.000 pièces  |
| 8. Boulons d'agrafes .....  | 72.000 pièces |
| 9. Anti-cheminants .....  | 12.000 pièces |
| 10. Bruchements « aiguille flexible »<br>longueur 1/8" - 7" 7/32" ..... | 67 ensembles  |

★

Le financement est prévu par un prêt sollicité par la Gecamines  
auprès de la Banque Mondiale (BIRD)

★

Les firmes intéressées sont invitées à demander  
par écrit ou par télex, endéans un mois à dater de la parution  
de la présente annonce, les documents de l'appel d'offres à la

### Société Générale des Minerais

DIVISION ZAIRE  
Réf. APP. 23/DV.

31, RUE DU MARAIS — 1000 BRUXELLES — BELGIQUE  
TELEX n° 23.518

## LES MA

### PARIS FÉVRIER

Paris, 8 février 1978. — Les cours de la Bourse de Paris ont été marqués par une certaine nervosité, les investisseurs attendant les résultats des entreprises pour l'exercice 1977.

| SECTEUR    | INDICATEUR | VALEUR |
|------------|------------|--------|
| INDUSTRIEL | INDUSTRIEL | 100    |
| FINANCIER  | FINANCIER  | 100    |
| AGRICOLE   | AGRICOLE   | 100    |
| ÉNERGIE    | ÉNERGIE    | 100    |
| TRANSPORT  | TRANSPORT  | 100    |
| COMMERCE   | COMMERCE   | 100    |
| SERVICE    | SERVICE    | 100    |
| SAISONNIER | SAISONNIER | 100    |
| ÉTAT       | ÉTAT       | 100    |
| ÉTRANGER   | ÉTRANGER   | 100    |
| MOYENNE    | MOYENNE    | 100    |

| SECTEUR    | INDICATEUR | VALEUR |
|------------|------------|--------|
| INDUSTRIEL | INDUSTRIEL | 100    |
| FINANCIER  | FINANCIER  | 100    |
| AGRICOLE   | AGRICOLE   | 100    |
| ÉNERGIE    | ÉNERGIE    | 100    |
| TRANSPORT  | TRANSPORT  | 100    |
| COMMERCE   | COMMERCE   | 100    |
| SERVICE    | SERVICE    | 100    |
| SAISONNIER | SAISONNIER | 100    |
| ÉTAT       | ÉTAT       | 100    |
| ÉTRANGER   | ÉTRANGER   | 100    |
| MOYENNE    | MOYENNE    | 100    |

### BOURSE DE PARIS

| SECTEUR    | INDICATEUR | VALEUR |
|------------|------------|--------|
| INDUSTRIEL | INDUSTRIEL | 100    |
| FINANCIER  | FINANCIER  | 100    |
| AGRICOLE   | AGRICOLE   | 100    |
| ÉNERGIE    | ÉNERGIE    | 100    |
| TRANSPORT  | TRANSPORT  | 100    |
| COMMERCE   | COMMERCE   | 100    |
| SERVICE    | SERVICE    | 100    |
| SAISONNIER | SAISONNIER | 100    |
| ÉTAT       | ÉTAT       | 100    |
| ÉTRANGER   | ÉTRANGER   | 100    |
| MOYENNE    | MOYENNE    | 100    |

Les cours de la Bourse de Paris ont été marqués par une certaine nervosité, les investisseurs attendant les résultats des entreprises pour l'exercice 1977.

| SECTEUR    | INDICATEUR | VALEUR |
|------------|------------|--------|
| INDUSTRIEL | INDUSTRIEL | 100    |
| FINANCIER  | FINANCIER  | 100    |
| AGRICOLE   | AGRICOLE   | 100    |
| ÉNERGIE    | ÉNERGIE    | 100    |
| TRANSPORT  | TRANSPORT  | 100    |
| COMMERCE   | COMMERCE   | 100    |
| SERVICE    | SERVICE    | 100    |
| SAISONNIER | SAISONNIER | 100    |
| ÉTAT       | ÉTAT       | 100    |
| ÉTRANGER   | ÉTRANGER   | 100    |
| MOYENNE    | MOYENNE    | 100    |

مكزا من الأصل



5522

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

FÉVRIER

### Coup d'arrêt à la baisse

La déroute redoublée par les boursiers à la veille du week-end s'est poursuivie ce lundi à la Bourse de Paris, où l'assaut des investisseurs institutionnels a même permis un léger redressement des cours. En effet, le C.A.C. 40 a retrouvé de la sève, l'indice de la Bourse de Paris s'est finalement établi en progrès de 0,15 %.

Hausses et baisses se sont donc, à peu de choses près, équilibrées à l'intérieur des compartiments, sauf pour les pétroles et le matériel électrique où les gains ont été les plus nombreux.

Les pertes les plus sévères ont été enregistrées par Saurat et Pierrelatte (-7,20 %), dont les cotations ont été retardées devant l'insuffisance de la demande. Pour la raison inverse, celle de Meda a subi une hausse de 10 %.

« Sans les « gendarmes », la chute des cours se serait probablement poursuivie », disent-ils, « autour de la corbeille, où les ventes se sont poursuivies à un rythme soutenu, mais les achats ont été retardés devant l'insuffisance de la demande. Pour la raison inverse, celle de Meda a subi une hausse de 10 % ».

## LONDRES

FÉVRIER

### Nouveaux replis

Une violente tempête de neige a contrarié, lundi, les dirigeants de Wall Street à former les portes du marché avec deux heures d'avance sur l'heure habituelle.

Réamorcé en fin de semaine, le mouvement de repli s'est poursuivi à la Bourse de Londres, où l'indice des valeurs traitées, 104, a baissé de 0,15 % à 103,85. L'indice des valeurs traitées, 104, a baissé de 0,15 % à 103,85.

De l'avis de nombreux courtiers, l'évolution des cours durant cette séance s'explique par la poursuite de la vente de valeurs étrangères, notamment de valeurs américaines, mais aussi de valeurs européennes.

Cependant, autour du C.A.C. 40, le sentiment était à l'optimisme. Le C.A.C. 40 a retrouvé de la sève, l'indice de la Bourse de Paris s'est finalement établi en progrès de 0,15 %.

## NEW-YORK

FÉVRIER

### Nouveaux replis

Une violente tempête de neige a contrarié, lundi, les dirigeants de Wall Street à former les portes du marché avec deux heures d'avance sur l'heure habituelle.

Réamorcé en fin de semaine, le mouvement de repli s'est poursuivi à la Bourse de New-York, où l'indice des valeurs traitées, 104, a baissé de 0,15 % à 103,85. L'indice des valeurs traitées, 104, a baissé de 0,15 % à 103,85.

De l'avis de nombreux courtiers, l'évolution des cours durant cette séance s'explique par la poursuite de la vente de valeurs étrangères, notamment de valeurs américaines, mais aussi de valeurs européennes.

Cependant, autour du C.A.C. 40, le sentiment était à l'optimisme. Le C.A.C. 40 a retrouvé de la sève, l'indice de la Bourse de Paris s'est finalement établi en progrès de 0,15 %.

### NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**LOCAPRANCE** - Les résultats de l'exercice 1977 ont été publiés en augmentation et permettront une augmentation du dividende.

**LOCAPRANCE** - Les résultats de l'exercice 1977 ont été publiés en augmentation et permettront une augmentation du dividende.

**LOCAPRANCE** - Les résultats de l'exercice 1977 ont été publiés en augmentation et permettront une augmentation du dividende.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 = 30 déc. 1977.)

Valeurs françaises : 103,85

Valeurs étrangères : 103,85

Indice général : 103,85

## BOURSE DE PARIS - FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS  | %<br>du nom. | % du<br>coupon | VALEUR        |
|----------|--------------|----------------|---------------|
| 5 % 1965 | 54 20        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1968 | 50 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1971 | 52 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1974 | 54 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1977 | 56 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1980 | 58 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1983 | 60 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1986 | 62 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1989 | 64 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1992 | 66 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1995 | 68 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 1998 | 70 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2001 | 72 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2004 | 74 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2007 | 76 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2010 | 78 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2013 | 80 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2016 | 82 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2019 | 84 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2022 | 86 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2025 | 88 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2028 | 90 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2031 | 92 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2034 | 94 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2037 | 96 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2040 | 98 50        | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2043 | 100 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2046 | 102 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2049 | 104 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2052 | 106 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2055 | 108 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2058 | 110 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2061 | 112 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2064 | 114 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2067 | 116 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2070 | 118 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2073 | 120 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2076 | 122 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2079 | 124 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2082 | 126 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2085 | 128 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2088 | 130 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2091 | 132 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2094 | 134 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2097 | 136 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2100 | 138 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2103 | 140 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2106 | 142 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2109 | 144 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2112 | 146 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2115 | 148 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2118 | 150 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2121 | 152 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2124 | 154 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2127 | 156 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2130 | 158 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2133 | 160 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2136 | 162 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2139 | 164 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2142 | 166 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2145 | 168 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2148 | 170 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2151 | 172 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2154 | 174 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2157 | 176 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2160 | 178 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2163 | 180 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2166 | 182 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2169 | 184 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2172 | 186 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2175 | 188 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2178 | 190 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2181 | 192 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2184 | 194 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2187 | 196 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2190 | 198 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2193 | 200 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2196 | 202 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2199 | 204 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2202 | 206 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2205 | 208 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2208 | 210 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2211 | 212 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2214 | 214 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2217 | 216 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2220 | 218 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2223 | 220 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2226 | 222 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2229 | 224 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2232 | 226 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2235 | 228 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2238 | 230 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2241 | 232 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2244 | 234 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2247 | 236 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2250 | 238 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2253 | 240 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2256 | 242 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2259 | 244 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2262 | 246 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2265 | 248 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2268 | 250 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2271 | 252 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2274 | 254 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2277 | 256 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2280 | 258 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2283 | 260 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2286 | 262 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2289 | 264 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2292 | 266 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2295 | 268 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2298 | 270 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2301 | 272 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2304 | 274 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2307 | 276 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2310 | 278 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2313 | 280 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2316 | 282 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2319 | 284 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2322 | 286 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2325 | 288 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2328 | 290 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2331 | 292 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2334 | 294 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2337 | 296 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2340 | 298 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2343 | 300 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2346 | 302 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2349 | 304 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2352 | 306 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2355 | 308 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2358 | 310 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2361 | 312 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2364 | 314 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2367 | 316 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2370 | 318 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2373 | 320 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2376 | 322 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2379 | 324 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2382 | 326 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2385 | 328 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2388 | 330 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2391 | 332 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2394 | 334 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2397 | 336 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2400 | 338 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2403 | 340 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2406 | 342 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2409 | 344 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2412 | 346 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2415 | 348 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2418 | 350 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2421 | 352 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2424 | 354 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2427 | 356 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2430 | 358 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2433 | 360 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2436 | 362 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2439 | 364 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2442 | 366 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2445 | 368 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2448 | 370 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2451 | 372 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2454 | 374 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2457 | 376 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2460 | 378 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2463 | 380 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2466 | 382 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2469 | 384 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2472 | 386 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2475 | 388 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2478 | 390 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2481 | 392 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2484 | 394 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2487 | 396 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2490 | 398 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2493 | 400 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2496 | 402 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2499 | 404 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2502 | 406 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2505 | 408 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2508 | 410 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2511 | 412 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2514 | 414 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2517 | 416 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2520 | 418 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2523 | 420 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2526 | 422 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2529 | 424 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2532 | 426 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2535 | 428 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2538 | 430 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2541 | 432 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2544 | 434 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2547 | 436 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2550 | 438 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2553 | 440 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2556 | 442 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2559 | 444 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2562 | 446 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2565 | 448 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2568 | 450 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2571 | 452 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2574 | 454 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2577 | 456 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2580 | 458 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2583 | 460 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2586 | 462 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2589 | 464 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2592 | 466 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2595 | 468 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2598 | 470 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2601 | 472 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2604 | 474 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2607 | 476 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2610 | 478 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2613 | 480 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2616 | 482 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2619 | 484 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2622 | 486 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2625 | 488 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2628 | 490 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2631 | 492 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2634 | 494 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2637 | 496 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2640 | 498 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2643 | 500 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2646 | 502 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2649 | 504 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2652 | 506 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2655 | 508 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2658 | 510 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2661 | 512 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2664 | 514 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2667 | 516 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2670 | 518 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2673 | 520 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2676 | 522 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2679 | 524 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2682 | 526 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2685 | 528 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2688 | 530 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2691 | 532 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2694 | 534 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2697 | 536 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2700 | 538 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2703 | 540 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2706 | 542 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2709 | 544 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2712 | 546 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2715 | 548 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2718 | 550 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2721 | 552 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2724 | 554 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2727 | 556 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2730 | 558 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2733 | 560 50       | 1 082          | FRANCE (S.A.) |
| 5 % 2736 | 562 50       | 1 082</        |               |



## هكذا من الأرض